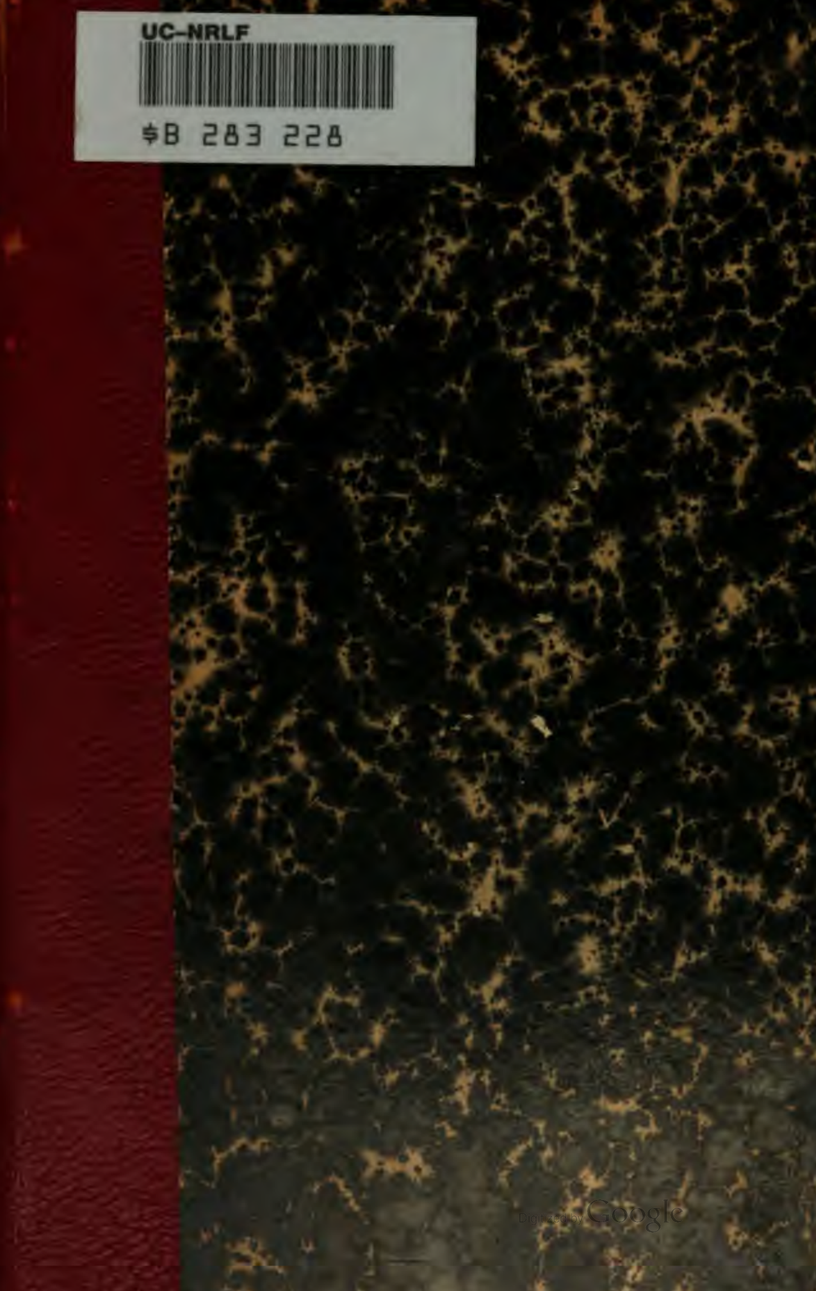
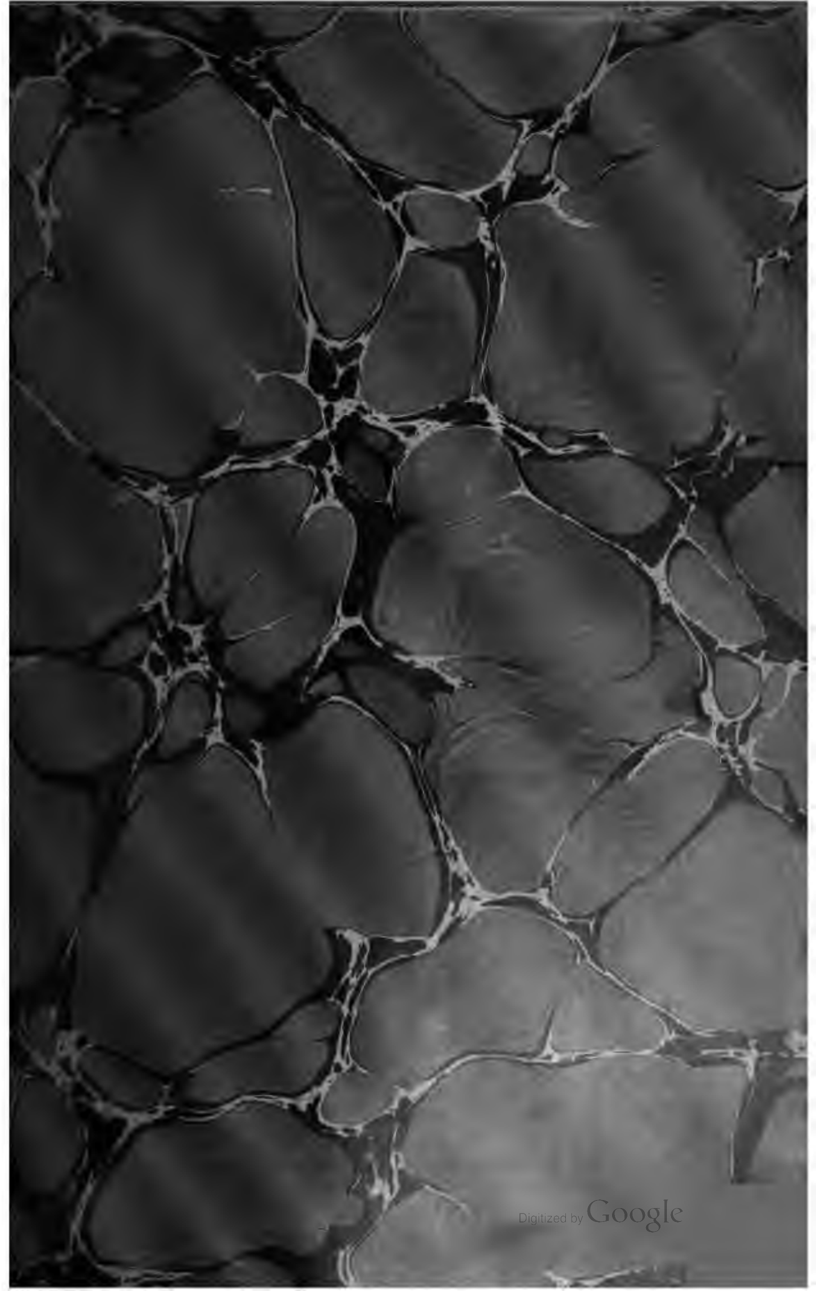
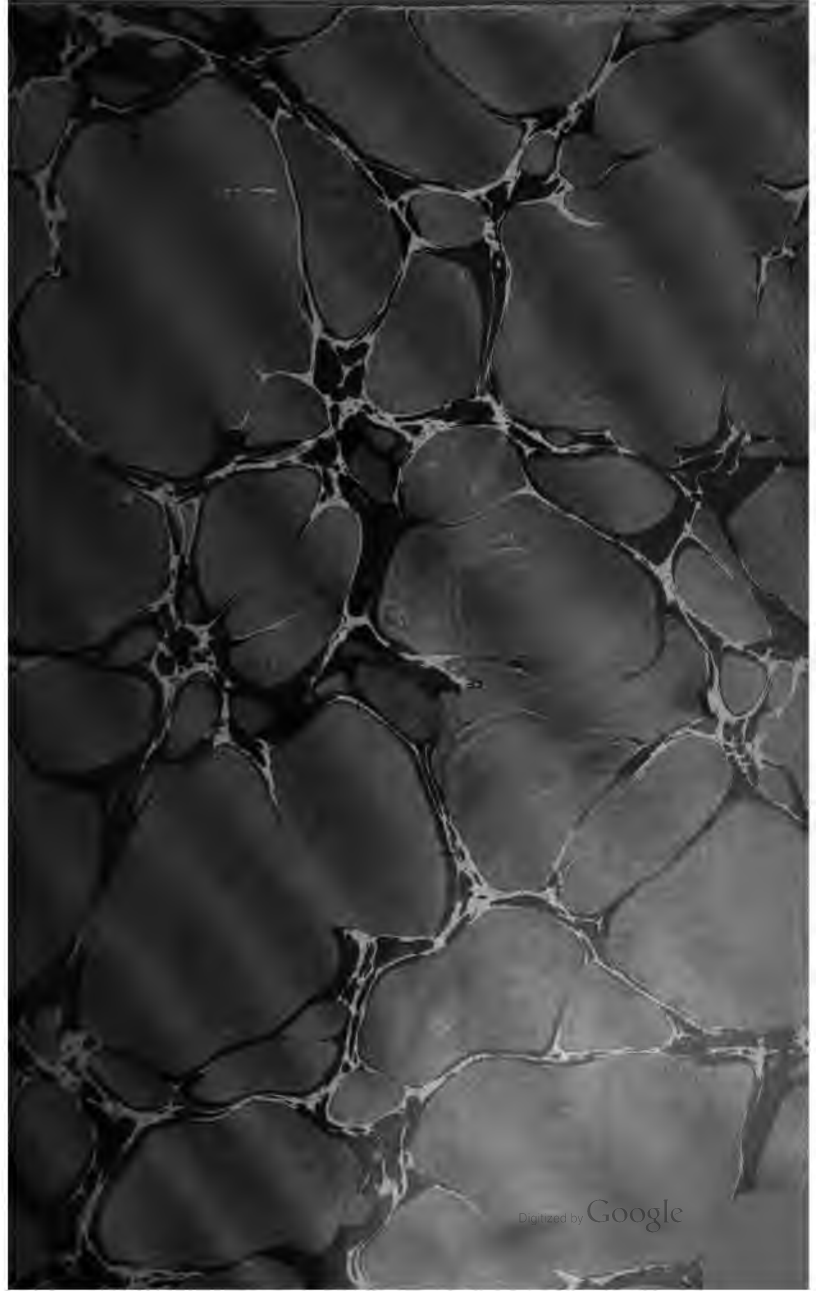

UC-NRLF
$B 283 228
Digitized by Google


SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
LVX
FIAT
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS




SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



Ernest DENIS
Professeur à l'Université de Paris.

LA GUERRE

CAUSES IMMÉDIATES ET LOINTAINES
L'INTOXICATION D'UN PEUPLE
LE TRAITÉ

DIX-NEUVIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE DELAGRAVE
15, RUE SOUFFLOT, 15

LA GUERRE

A LA MÉMOIRE DE

MON FILS

JACQUES DENIS

Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Lieutenant au 226e de Ligne

Tué à Courbesseaux (Lorraine) le 25 août 1914.

ERNEST DENIS
Professeur à l'Université de Paris.

LA GUERRE

CAUSES IMMÉDIATES ET LOINTAINES
L'INTOXICATION D'UN PEUPLE
LE TRAITÉ



PARIS
LIBRAIRIE DELAGRAVE
15, RUE SOUFFLOT, 15

PRÉFACE

J'ai essayé, en étudiant ici les causes directes et lointaines de la guerre actuelle et en recherchant les conséquences que j'espère qu'elle amènera, — d'écrire un livre de bonne foi.

Je ne prétends nullement être resté étranger aux colères et aux enthousiasmes qui, dans ces heures tragiques, soulèvent tous les cœurs français. Je veux dire que je n'ai rien écrit que je ne pense réellement, que je n'ai affecté aucun sentiment pour les besoins de la cause et que je me suis toujours efforcé de ne rien affirmer qui ne résulte directement de faits incontestés et de témoignages irréfutables. Je me suis attaché à éviter tout état d'âme apocalyptique et je ne pense pas qu'à la volonté et à la certitude absolue de la victoire complète correspondent nécessairement l'ivresse prophétique et la fureur de la vengeance.

Il y a quelque vingt ans, je prenais pour épigraphe d'un de mes livres sur l'Allemagne la parole

célèbre de Gœthe : moi, pour qui la civilisation est une chose d'importance, comment pourrais-je haïr la France? — Pas plus aujourd'hui qu'alors, je n'ai au cœur aucune haine pour l'Allemagne.

L'Allemagne est victime depuis quelques mois d'une de ces crises de démence orgiaque que les Dieux déchaînent sur les individus et les peuples, enivrés par une trop constante fortune. Dans cette folie sanglante, dont furent jadis la proie les Caligula et les Néron, la nation allemande s'est souillée de crimes abominables, de hontes inexpiables, qu'elle-même ne se pardonnera pas, quand elle aura échappé au délire qui l'étreint. Terribles sont les blessures qu'elle nous a faites et que sa frénésie voudrait incurables; cruelles sont les douleurs que nous souffrons par elle. — Mais nous ne souffrons guère moins de ce pitoyable avilissement d'une nation qui a tenu si longtemps une place d'honneur dans l'humanité et qui, apostate et félonne, abjure le credo qui lui avait un moment valu la maîtrise des esprits.

Parvenue trop rapidement, après des siècles d'impuissance politique, à une hégémonie incontestée, elle a été corrompue par le culte exclusif que, sur la foi de Bismarck, son fondateur, et des Hohenzollern, ses maîtres, elle a voué à la force brutale. Elle a été hypnotisée par l'adoration de ses propres vertus et elle a exigé que les autres peuples, renonçant à leurs traditions saintes et foulant aux pieds leur dignité, tendissent docile-

ment le cou à son joug, au bâton de ses officiers, à la férule de ses savants, aux ordres de ses banquiers. Prétentions absurdes qui devaient un jour ou l'autre provoquer une révolte universelle. La lutte qu'elle a ainsi déchaînée est une des plus grandioses et, par la nature des forces morales de résistance qu'ont soulevées les Junkers prussiens et leurs souverains, une des plus magnifiques que connaisse l'histoire.

Au moment des Befreiungskriege, de ces révoltes contre Napoléon Ier dont l'Allemagne s'est fait une religion et une auréole, ses volontaires combattaient pour l'équilibre européen, pour le droit des peuples, pour l'égalité et la liberté des nations et des individus. — Ce programme, qui est celui de la Révolution française et que nous nous étions laissé dérober, — nous l'avons repris, et, comme aux jours héroïques de 93, l'étendard sacré nous mène à la victoire. Le sang qui fit les vainqueurs de Bouvines, de Denain et de Fleurus, n'a pas perdu sa pourpre en coulant dans le cœur de nos enfants.

L'hypertrophie du moi et la manie des grandeurs suppriment les facultés de raisonnement. Ce ne sera pas une des moindres surprises de l'histoire que de constater comment les Allemands, qui avaient si méthodiquement préparé les moindres détails de leur outillage, ont dès le premier jour rendu inévitable la ruine de leur Empire par une série d'erreurs véritablement inexplicables. — Pen-

dant trente ans, ils avaient travaillé à s'assurer le concours de l'Italie, et ils l'ont comme de parti pris rejetée loin d'eux par leur système de provocations stupides; ils avaient pris à tâche de ménager l'Angleterre, et ils l'ont littéralement contrainte à se jeter à corps perdu dans la mêlée; ils escomptaient les haines réciproques des Russes et des Polonais, et ils ont cimenté entre eux le bloc slave par l'insolent dédain avec lequel ils ont dénoncé à l'univers sceptique les barbares de l'Est; ils ont déconcerté les bonnes volontés qui s'offraient et les timidités qui se réservaient par l'invasion de la Belgique, — par les paroles de M. de Bethmann-Hollweg dont on ne saurait vraiment dire si elles furent plus extravagantes ou plus brutales, — par un système de barbaries froidement combinées qui n'ont effrayé personne, mais qui ont exaspéré les plus pacifiques et révolté les plus indifférents.

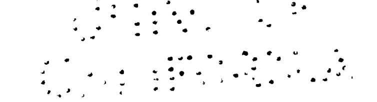
La psychologie n'est après tout que l'appréciation exacte des forces morales qui conduisent les hommes, et il est dangereux de l'ignorer. Bismarck connaissait mieux la valeur des impondérables. Les Allemands espéraient être servis dans leurs desseins par les faiblesses et les divisions qu'ils connaissaient chez leurs adversaires : ils ne soupçonnaient pas que ces querelles de ménage seraient emportées du coup par le grand souffle national, — et, que Bourtsef le révolutionnaire pût inviter ses camarades à combattre sous les enseignes du Tsar, que le Grand-Duc Nicolas pût rappeler aux Polonais

les jours glorieux de la pospolite, ou que les anarchistes et les catholiques pussent, au milieu de la fumée du combat, ne plus s'inquiéter de la nuance du drapeau que tenait en mains un ministre radical, c'est ce qu'ils n'avaient pas prévu; ils ne sentaient pas battre le cœur de notre jeunesse qui, lasse de trop longues humiliations, n'appelait pas la guerre, mais était résolue à ne pas laisser diminuer son pays, et qui, ayant appris l'allemand, répétait en pensant à la France, les paroles d'Hermann à sa fiancée : « Tu es mienne, et maintenant, ce qui est à moi, l'est plus que jamais. Et si, aujourd'hui ou demain, l'ennemi nous menace, équipe-moi et tends-moi mes armes. »

C'est qu'avec toute leur science, les meneurs de la Germanie contemporaine ont une intelligence courte, comme disait Schiller des romantiques, et ces impérialistes furibonds ne sont que des romantiques exaspérés. Perdus dans leurs rêves nébuleux et chimériques, ils se sont brisés contre la réalité vivante.

Déjà s'écroule le vieux monde prussien, militariste et féodal, au milieu des éclairs de ce Crépuscule des Dieux abolis que prévoyait ce Wagner que nous ne proscrirons pas. A l'horizon luit l'aube nouvelle. Ce monde qui s'ouvre sera sans doute encore imparfait, puisqu'il sera humain; il sera attristé par des souffrances et des préjugés; mais le patriotisme, toujours aussi ardent, y sera plus large et plus pur; les luttes y seront plus

rares et plus généreuses, la pensée plus haute et plus libre. On n'y verra plus des hommes qui se targuent d'être les pionniers de la science et de l'art, commettre le péché contre l'esprit, le seul qui ne doive pas être pardonné, en sacrifiant ce qu'ils savent être la vérité à des intérêts féroces ou à des préjugés criminels. Les peuples numériquement faibles n'y seront plus exposés à l'invasion et au massacre. Ce monde, c'est celui qu'ont préparé Luther et Lessing et Kant et Gœthe, dont Beethowen devinait et chantait la naissance ; c'est celui dont nos philosophes et nos assemblées révolutionnaires ont jeté les assises. C'est le monde du droit et de la liberté, pour lequel combattent et triomphent aujourd'hui, à côté de la fière Belgique et de l'héroïque Serbie, la Russie, l'Angleterre et la France.



LA GUERRE

CHAPITRE I

LA DÉCLARATION DE GUERRE

L'attentat de Sarajevo. — La note austro-hongroise (23 juillet) : la police autrichienne. — Les concessions de la Serbie et la rupture des relations diplomatiques (25 juillet). — La première période des négociations (26-29 juillet). — Le plan du Cabinet de Berlin : la pression sur la France. Sir Edward Grey et la médiation anglaise. Attitude dilatoire de l'Allemagne; elle écarte toutes les propositions de conciliation. — La note anglaise du 29, la mobilisation autrichienne et le premier ultimatum de l'Allemagne à la Russie. — La seconde période des pourparlers (30 juillet-3 août). — Efforts persévérants de l'Angleterre pour amener l'Allemagne à une politique moins intransigeante. — L'Autriche semble disposée à quelques concessions : les conversations entre Vienne et Pétersbourg. L'ultimatum de l'Allemagne à la Russie (31 juillet). — M. de Schoen et M. Viviani. — Les préparatifs militaires de l'Allemagne et de la France : la neutralité du Luxembourg et de la Belgique. — Déclaration de guerre de l'Allemagne à la France (3 août). — Rupture de l'Angleterre et de l'Allemagne (4 août). — Conclusion [1].

Comme tous les grands événements historiques, la guerre actuelle a eu des causes lointaines et profondes. Il est incontestable que les incidents qui

1. On remarquera dans ce chapitre des analogies assez fréquentes avec la brochure parue sous le nom de M. Durkheim et sous le mien, *Qui a voulu la guerre?* dans la collection ÉTUDES

l'ont déterminée n'auraient pas abouti en quelques jours à des conséquences aussi terribles, s'ils n'étaient survenus dans une situation déjà menaçante et troublée. Depuis 1905, l'opinion se répandait que l'Allemagne se sentait menacée dans son prestige et que, pour assurer ou rétablir son hégémonie, elle ne reculerait pas devant une agression. La France, à tort ou à raison, redoutait une attaque, et, pour arrêter l'invasion qu'elle craignait, recherchait des alliances et complétait ses armements. De là, une inquiétude universelle et, chaque jour, plus dangereuse.

La guerre était donc possible, par cela même que tout le monde la redoutait. Mais elle n'était nullement inévitable. Il était permis d'espérer que, d'un côté et de l'autre des Vosges, les volontés pacifiques, de plus en plus nombreuses, réussiraient à écarter une catastrophe dont chacun apercevait les dangers. En somme, on avait traversé heureusement des crises très graves : la démission de M. Delcassé, la conférence d'Algésiras, les affaires de Casablanca et d'Agadir, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, la guerre balkanique et la création de l'Albanie. Chaque fois on était arrivé jusqu'à l'extrême limite du péril, et chaque fois, la diplomatie avait réussi à empêcher une rupture. Elle avait su trouver des formules de conciliation qui ménageaient les intérêts opposés. Pourquoi n'a-t-elle pas eu le même succès cette fois?

ET DOCUMENTS, que publie A. Colin. — Nous nous sommes naturellement servis des mêmes documents; nous les avons, M. Durkheim et moi, examinés et discutés ensemble; pour la plupart des points essentiels, nous sommes arrivés à des conclusions très voisines. M. Durkheim, qui est le véritable auteur de : *Qui a voulu la guerre?*, s'est attaché à donner à son travail le caractère rigoureusement scientifique d'une étude critique; j'ai essayé à mon tour de présenter un récit plus psychologique et de reconstituer la physionomie vivante des événements.

Les documents officiels que nous possédons permettent-ils de déterminer avec quelque précision les responsabilités respectives dans la déclaration de guerre? L'Allemagne prétend avoir été provoquée, elle affirme n'avoir pris les armes que dans une volonté de légitime défense. Dans quelle mesure les textes établissent-ils ou infirment-ils sa thèse?

Tout le monde connaît le dramatique entretien de M. Jouhaux, le secrétaire de la Confédération générale du travail, avec le député socialiste allemand, M. Legien, le 24 juillet, à Bruxelles. — Que comptez-vous faire pour éviter la guerre? demande M. Jouhaux. Êtes-vous résolus à tenter un mouvement? Nous sommes prêts pour notre compte à répondre à votre appel. — « A ces questions, ajoute M. Jouhaux, dont les affirmations n'ont pas été démenties, à ces questions plusieurs fois posées, Legien ne fit aucune réponse. Nous quittâmes Bruxelles, convaincus que notre confiance dans la bonne volonté des organisations allemandes devait disparaître. »

Cette déclaration d'un homme dont il serait grotesque de contester les volontés pacifiques, semblerait indiquer que ce n'est pas en France que les idées belliqueuses avaient les plus nombreux représentants, et que les intentions agressives doivent être cherchées ailleurs. Mais, après tout, M. Legien n'engageait pas son gouvernement; il n'en connaissait peut-être pas la pensée dernière. La diplomatie germanique a le droit de demander que nous ne la jugions que par ses actes et ses paroles officielles.

Quelle est la situation au début de juillet? — En France, les dernières élections ont été défavorables au parti que l'on suppose, sinon belliqueux, du moins peu sympathique à l'Allemagne. Le ministère radical, s'il n'exige pas l'abandon immédiat de la loi

du service de trois ans, laisse clairement entrevoir que, dès que les circonstances le permettront, il essaiera de modifier cette loi que plusieurs de ses membres ont refusé de voter. La situation financière est obscure, l'impôt sur le revenu met aux prises les passions et les intérêts. On vient de voter péniblement un emprunt que tout le monde sait insuffisant et qui, médiocrement préparé et mal lancé, a été accueilli sans enthousiasme. Le marché est mal engagé, le procès Caillaux surexcite les colères et absorbe l'attention. — En Angleterre, le ministère est uniquement dominé par des préoccupations intérieures, l'Ulster est presque en insurrection, et l'armée est ébranlée par une crise des plus graves. — En Russie, l'agitation révolutionnaire semble près de reprendre, et des centaines de milliers d'ouvriers sont en grève à Pétersbourg. — Tandis que les États de la Triple-Entente sont ainsi complètement absorbés dans les soucis de leurs affaires domestiques, éclate brusquement la nouvelle de l'assassinat de Sarajevo (28 juin).

La stupeur est universelle; en France, ce qui domine, c'est un sentiment général de tristesse et d'inquiétude. Personne ne nourrit la moindre hostilité contre l'Autriche, on lui est plutôt reconnaissant de la modération qu'elle a montrée dans les incidents marocains. D'ailleurs, c'est un dogme presque universellement proclamé que le maintien de la monarchie austro-hongroise est d'un intérêt essentiel pour la France. Les amis, pas très nombreux, mais actifs et ardents, qu'ont acquis à la Serbie ses récents exploits, devinent aussitôt le parti que ses adversaires vont essayer de tirer contre elle de cet assassinat, et ils jugent sans ménagement les terroristes isolés qui risquent de compromettre ainsi la cause des Slaves du sud. Le cabinet serbe,

sans d'ailleurs qu'il soit le moins du monde vraisemblable qu'il ait trempé de près ou de loin dans un complot aussi absurde que criminel, se trouve cependant dans une situation fausse. Que le chancelier autrichien, M. de Berchtold, use vis-à-vis de son adversaire des avantages que lui ont donnés les circonstances, personne ne protestera. Qu'il en abuse même quelque peu, quiconque connaît les habitudes des grandes Puissances ne s'en étonnera pas.

Le lendemain de l'attentat, pendant que le gouvernement serbe, dont l'attitude est des plus correctes, pousse la courtoisie internationale jusqu'à arrêter les fêtes qui se célébraient en souvenir de la bataille de Kosovo, la presse austro-hongroise, officielle et officieuse, expectore sa haine contre la Serbie dans une série d'articles furibonds, où, avant que l'instruction ait pu même être commencée, elle rejette la responsabilité du crime sur le gouvernement de Belgrade, et où elle dénonce comme un danger permanent pour l'Autriche l'existence d'une Serbie indépendante.

Les faits qu'elle prétend révéler sont d'une imagination si saugrenue qu'ils n'ont pas été retenus par l'enquête qui a suivi. Il est question de bombes placées sous la table du déjeuner, sur les arbres du jardin public, en telle profusion que la police autrichienne a dû vraiment se voiler les yeux d'un triple bandeau pour ne pas les apercevoir. — Sur quels indices les journaux du comte Berchtold et du comte Tisza fondent-ils leurs révélations stupéfiantes? — Sur aucun. — Ils n'ignorent pas que Cabrinovitch, qui a lancé les bombes, et que Prinzip, qui a tiré les coups de revolver, sont des sujets autrichiens — et non des sujets serbes. — Ils doivent savoir que, quelque temps auparavant, le gouvernement serbe a spontanément attiré l'attention de la police autri-

chienne sur les menées de quelques anarchistes, qu'il lui a signalé comme particulièrement dangereux le futur assassin lui-même. — La police autrichienne a dédaigneusement écarté ses avis, s'est portée garante des bonnes intentions de Cabrinovitch, — et son père est en effet un agent de la sûreté.

Si l'on essaie d'y regarder de près, toute cette affaire de Sarajevo est enveloppée d'un mystère des plus louches, et, quand on connaît les habitudes de la diplomatie autrichienne, on se défend difficilement contre de singuliers soupçons : que la police de Sarajevo ait été impuissante en face d'un isolé tel que Prinzip, soit; qu'elle n'ait rien su des bombes et du complot de Cabrinovitch, c'est au contraire bien étrange, et de semblables maladresses ne sont vraiment guère naturelles. — Les officieux de Vienne n'ont pas l'habitude de se laisser arrêter par de pareilles vétilles. L'important est de surexciter les haines que nourrissent les Allemands contre les Slaves, et les Magyars contre les Serbes. La *militærische Rundschau* réclame la guerre. — « La Russie n'est pas prête, les facteurs moraux et le bon droit sont pour nous, de même que la force. » La *Neue freie Presse* demande l'extermination de la maudite race serbe, la guerre au couteau. — Déjà, on passe des paroles aux actes. A Sarajevo, à Zagreb, dans diverses villes de Croatie ou de Bosnie, la populace, sous l'œil complaisant des agents de la force publique, dévaste et pille méthodiquement les magasins et les maisons de négociants, de bourgeois paisibles, respectés, mais que l'on soupçonne de sympathies serbes. — En bonne justice, ce n'est pas Belgrade qui devrait des explications, mais l'Autriche, dont la responsabilité est directement engagée par la connivence certaine de ses fonctionnaires dans ces odieuses saturnales.

Dès qu'il a appris l'assassinat, M. Pachitch a chargé

son ministre, M. Jovanovitch, d'apporter au comte Berchtold ses offres de concours : Le gouvernement serbe réprouve de toutes ses forces l'attentat et il fera loyalement ce qui est nécessaire pour interdire sur son territoire la moindre agitation qui serait de nature à nuire aux relations déjà si délicates avec l'Autriche; il est prêt à remettre à la justice austro-hongroise les complices dont on lui démontrera la culpabilité; il a toujours travaillé à établir sur des bases solides ses rapports de bon voisinage avec la monarchie voisine, et il pense qu'il « faut maintenir ce qui est acquis et qu'il faut le développer. L'attentat de Sarajevo ne doit pas et ne peut pas entraver cette tâche. » (*Livre serbe*, n° 5.)[1] Encouragé dans cette voie par les conseils d'extrême prudence qui lui arrivent de Paris (*Id.*, n° 10), il s'efforce de contenir la presse justement exaspérée par les calomnies des journaux de Vienne et de Budapest et interdit toute manifestation hostile contre la monarchie voisine.

Le comte Berchtold, qui n'a même pas daigné recevoir M. Jovanovitch, se renferme dans un mutisme mystérieux. Subitement, le silence s'est fait à Vienne, si complet qu'il ne s'explique que par un mot d'ordre venu d'en haut. A la Chambre de Budapest, le comte Tisza, interrogé, modère les curiosités impatientes :
— Attendons le résultat de l'enquête officielle. On a parlé d'une démarche à Belgrade. — Peut-être; M. Tisza n'en sait rien. (11 juillet, *Livre jaune*, n° 11.)
— Plusieurs jours auparavant, M. de Jagow a rassuré notre chargé d'affaires « au sujet d'une tension possible entre les gouvernements de Vienne et de Belgrade ». (4 juillet, *Livre jaune*, n° 9.) M. Jovanovitch,

1. En dehors du livre serbe, nous possédons cinq autres recueils de documents officiels : France (*livre jaune*), Angleterre (*livre bleu*), Russie (*livre orange*), Belgique (*livre gris*), Allemagne (*livre blanc*).

sans grandes illusions, obtient cependant à deux reprises des paroles vaguement rassurantes du secrétaire d'État, le baron Macchio: « Nous n'en voulons ni au royaume, ni au gouvernement, ni au peuple serbe (*Livre serbe*, n° 12); le marquis Pallavicini le répète au chargé d'affaires de Serbie à Constantinople (*Livre serbe*, n° 6). Bien que divers symptômes paraissent inquiétants à M. Jovanovitch, rien ne lui permet d'affirmer que l'on transformera à Vienne le crime de quelques anarchistes isolés en une vaste conspiration pan-serbe et que l'on y cherchera un prétexte d'action contre le slavisme (*Livre serbe*, n° 17). Le 20 juillet, il est encore dans les mêmes incertitudes. Vis-à-vis de l'ambassadeur russe, le comte Berchtold se montre encore bien plus affirmatif, si conciliant que M. Szébéko, rassuré, part en congé.

Sa tranquillité nous étonnerait si nous ne savions qu'en ce moment le Cabinet de Pétersbourg est en relations excellentes avec Berlin et Vienne et qu'il n'a aucun soupçon de l'intrigue qui se machine. En réalité, la diplomatie autrichienne, sournoisement, « prépare un coup »; chaque jour des canons et des munitions sont dirigés en masse sur la frontière » (Rapport de M. d'Apchier le Maugin, 11 juillet), et en Allemagne, M. J. Cambon croit savoir « qu'on a lancé les avis préliminaires de mobilisation » (21 juillet). — Le plan est manifeste. Il s'agit de maintenir l'Europe dans une sécurité trompeuse pour la placer ensuite brusquement en présence du fait accompli sans lui laisser le loisir de se mettre en défense. Dans la comédie qui se joue, l'empereur Guillaume prend son rôle, et, pour endormir les défiances, il est parti en croisière.

Pendant 25 jours, l'Autriche se renferme dans cette attitude de réserve énigmatique. Elle attend que les vacances aient dispersé les Cabinets. Le Président de

la République française est parti pour Pétersbourg, accompagné du Président du Conseil, M. Viviani, et du Directeur des affaires politiques; le comte Szébéko a quitté Vienne et l'ambassadeur de Russie est absent de Berlin. Le généralissime serbe Putnik est aux eaux de Gleichenberg où il essaie de remettre sa santé gravement ébranlée par les dures campagnes précédentes. Par suite de la maladie de M. Descos, il n'y a pas de ministre de France près du roi Pierre. En Serbie, la campagne électorale a éparpillé les ministres, et le Président du Conseil, M. Pachitch, voyage à l'intérieur du pays.

A ce moment, quand les manœuvres du Ballplatz ont déconcerté les soupçons et détourné l'attention, au moment où M. Poincaré et M. Viviani sont en mer et « par conséquent hors d'état d'exercer, d'accord avec les autres Puissances non directement intéressées, l'action apaisante si désirable entre l'Autriche et la Serbie, dans l'intérêt de la paix générale » (*Livre jaune*, p. 46), le Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade remet à M. Patchou, qui représente le Président du Conseil, la note fatale.

Il exige une réponse dans les quarante-huit heures.

Pourquoi cette hâte extraordinaire? — La note est longue, elle expose des faits complexes, elle soulève des questions politiques et juridiques difficiles et controversées : comment les examiner dans un délai aussi dérisoire? — Le procès de Prinzip et de ses prétendus complices a commencé à Sarajevo le 18 octobre : c'est donc que trois mois ont été nécessaires pour compléter l'instruction et que, vers la fin de juillet, la justice autrichienne ne disposait pas de renseignements suffisants pour avoir une opinion définitive sur les faits de la cause. Quel singulier procédé que d'insulter ainsi un gouvernement voisin en lui réclamant satisfaction pour un attentat dont

on ne connaît ni les détails ni les origines? — Alors qu'on a laissé trois mois pour préparer sa défense au principal accusé, — quand cet accusé avait été arrêté sur le lieu du crime et qu'il ne contestait pas son attentat, — on accorde quarante-huit heures de réflexion au gouvernement serbe qui, à mettre les choses au pis, ne saurait être coupable que de connivence morale et de complicité lointaine!

Cette impatience ne semble indiquer ni une confiance bien absolue dans la solidité d'une thèse que l'on craint de voir s'effondrer pour peu qu'on l'examine à loisir, ni un désir bien sincère d'entente, puisque la chancellerie viennoise a manifestement en vue de couper court aux interventions qu'elle prévoit. Cette hâte est d'autant plus étrange que la note est plus dure, plus « accentuée », dit M. Bienvenu-Martin. « Jamais, dit Sir Edouard Grey au comte Mensdorf, l'ambassadeur d'Autriche, déclaration *aussi formidable* n'a été adressée par un gouvernement à un autre. »

A la lecture de cette note invraisemblable, la conviction unanime en Europe est que l'Autriche, de propos délibéré, recherche un conflit. — « De quelque côté que l'on considère la situation, écrit le *Vorwaerts* le 25 juillet, une guerre européenne est à la porte. Et pourquoi? Parce que le gouvernement autrichien, le parti de la guerre autrichien, veulent se donner de l'air par un coup de force. »

Il paraît impossible que la Serbie se soumette : « Les demandes adressées à la Serbie, écrit le *Morning Post*, le 24 juillet, sont sans exemple; elles comportent, sous peine d'invasion immédiate, l'abdication par la Serbie de sa souveraineté et de son indépendance. Le gouvernement austro-hongrois est allé plus loin que nul ne pouvait l'imaginer; de telles conditions n'ont jamais été imposées sous une forme

semblable, même à un État conquis. » — En France, dans l'*Homme libre*, M. Clemenceau commence par déclarer avec une complète loyauté qu'un gouvernement ne saurait couvrir de sa protection des fauteurs de révolte et d'assassinat et que la Serbie est tenue d'accorder sur ce point toute satisfaction à l'Autriche. — « Mais, sous prétexte d'en arriver là, celle-ci exige, en refusant d'avance toute discussion, que la Serbie abdique sa souveraineté et se résigne à vivre vassale de la double monarchie. — C'est vouloir l'impossible. »

Or, c'est précisément l'impossible qui se produit. A la stupeur universelle, presque au scandale de l'Europe, le 25 juillet, avant six heures, M. Pachitch se rend à la légation d'Autriche-Hongrie à Belgrade et remet au Ministre la réponse serbe.

Sur tous les points, la Serbie accorde une satisfaction complète au gouvernement autrichien; il suffit pour s'en convaincre de comparer les deux textes.

La note autrichienne commençait par un aperçu historique où elle reprochait à la Serbie d'avoir violé les engagements qu'elle avait contractés le 31 mars 1909, en encourageant « un mouvement subversif dont le but était de détacher de la monarchie austro-hongroise une partie de son territoire; ... elle avait toléré l'activité criminelle de différentes sociétés, le langage effréné de la presse, une propagande malsaine dans l'instruction publique ». Toutes ces récriminations vagues n'étaient appuyées sur aucune preuve, corroborées par aucun texte précis; la chancellerie austro-hongroise attendit plusieurs jours pour remettre aux divers gouvernements un réquisitoire prolixe, touffu et confus, où abondaient des faits manifestement inexacts et qui appelait les plus absolues réserves.

Comme le faisait remarquer très justement

M. Berthelot, il ne s'agissait que de constatations unilatérales, — et la police austro-hongroise, après ses récentes et multiples mésaventures, n'avait peut-être pas le droit de s'étonner que l'on demandât à vérifier ses affirmations.

M. Steed, qui n'est pas hostile aux Habsbourgs et qui avait suivi de près les événements, a écrit que le baron d'Aehrenthal avait établi autour du Ballplatz « une épaisse atmosphère de mauvaise foi », et il est certain qu'il avait poussé jusqu'au cynisme le plus scandaleux les méthodes suspectes qui étaient depuis longtemps en honneur à Vienne et à Budapest.

Il avait commencé par l'affaire des bombes de Cettigné (oct. 1907), machinée pour jeter la discorde entre le Monténégro et la Serbie. — Pour amener la réunion des deux États, le prince Georges de Serbie, encouragé par le ministre de Russie, aurait voulu, affirmait-on, faire sauter le palais où se trouvaient le prince Nicolas, son grand-père, et sa propre sœur, la princesse Hélène. Le procès avait été jugé devant un tribunal d'exception, dans les conditions les plus extravagantes, et le verdict avait été prononcé sur la déposition d'un agent provocateur, Nastitch, vendu au gouvernement croate.

Sur les révélations de ce même Nastitch, fils de mouchard, mouchard lui-même, quand M. d'Aehrenthal avait eu besoin de justifier l'annexion de la Bosnie, il avait inventé le lamentable procès de trahison de Zagreb, où il avait impliqué une cinquantaine de Croates et de Serbes, contre lesquels il fut impossible de relever aucune charge sérieuse. Le scandale en Europe avait été universel. « Le système judiciaire, adopté par la cour de Zagreb, écrivait M. G. Sergi, professeur à l'Université de Rome, est aussi sauvage que déshonorant pour la Hongrie. Nous regardons

émerveillés ce fameux procès inventé pour accabler l'âme des Serbes. »

Quelques incidents du moins en doivent être rappelés, parce qu'ils nous permettent d'apprécier à leur juste valeur les affirmations de la police autrichienne. — La plupart des prévenus furent poursuivis parce qu'on *soupçonnait* qu'il existait en Croatie une organisation révolutionnaire et qu'on *supposait* qu'ils y étaient affiliés; — d'autres parce qu'on avait trouvé près de leur maison des gourdes à l'écusson serbe, — ce qui est un objet d'un usage courant dans le pays. — Celui-ci était un traître parce qu'il était allé souvent à Belgrade. — Je n'ai jamais eu assez d'argent pour me payer ce voyage. — Mais sans doute, vous auriez été heureux d'aller voir le roi Pierre. — Un autre avait marché sur la queue de son chien pour le faire aboyer contre les Catholiques. — Mon chien n'a pas de queue. — Peu importe, vous lui aurez marché sur les pattes.

M. d'Aehrenthal avait invité ses ambassadeurs à attirer spécialement l'attention des gouvernements étrangers sur le complot panserbe que mettaient si clairement en lumière ces preuves fantaisistes ou les témoignages de ses agents provocateurs. Puis, quand, au début de 1909, les Serbes protestent contre l'annexion et que l'Autriche se prépare à la guerre, le Ministre remet ces documents à un de ces historiens à tout faire qui sont la honte de l'Allemagne, et M. Friedjung publie une série d'articles où il confond dans la même accusation le gouvernement de Belgrade et les chefs de l'opposition serbo-croate.

Quels documents apporte-t-il? — Des faux, fabriqués par un certain Vasitch, sur l'ordre du capitaine von Swientochovski, attaché à la légation austro-hongroise de Belgrade. — La preuve en est fournie au tribunal, si flagrante, si incontestable, que Fried-

jung, traduit en justice, renonce à se défendre. M. d'Aehrenthal, qui a été nommé comte en récompense sans doute de son ingénieuse invention, déclare avec désinvolture qu'il n'a jamais cru à l'authenticité des textes qu'il invoquait. Le ministre autrichien de Belgrade, le comte Forgach, est rappelé, parce qu'il n'a pas été adroit, mais ses intentions étaient louables, et, en 1914, nous le trouvons à côté du comte Berchtold, à la direction des Affaires étrangères. — Le comte d'Aehrenthal répétait volontiers que « les faits accomplis sont les preuves les plus inattaquables »; en 1909, on avait eu le tort de ne pas agir assez vite et on avait ainsi laissé le temps à des gêneurs, comme le professeur Masaryk, d'établir la vérité; — le comte Forgach s'était promis de ne plus retomber dans la même erreur.

Que l'expérience ne l'eût pas guéri de ses habitudes de calomnie, l'affaire Prochazka, tout récemment, l'avait démontré. Les consuls autrichiens avaient, pendant la campagne de 1912, affecté une attitude très peu correcte sur les territoires conquis par les Serbes, et le gouvernement de Belgrade avait dû signaler leur conduite au comte Berchtold, qui l'avait pris de très haut. Convaincu, en bon élève de la stratégie allemande, que l'attaque est la meilleure des défenses, il avait incriminé les autorités militaires serbes et les avait accusées d'avoir injurieusement violé le droit des gens et les prérogatives diplomatiques des consuls. Les journaux stipendiés avaient versé des larmes abondantes sur ce pauvre Prochazka, qui aurait été emprisonné, mutilé, — on disait même fusillé, — et l'on avait dénoncé à l'Europe stupéfaite ces procédés indignes, jusqu'au jour où un rapport officiel avait été forcé de reconnaître que le consul de Prizrend était en excellente santé et qu'il n'avait pas cessé de mener une vie des

plus joyeuses. Cela n'empêcha pas d'ailleurs la chancellerie autrichienne d'exiger pour ces sévices imaginaires une satisfaction que la Serbie accorda afin d'éviter de nouveaux incidents.

Le moins que l'on puisse dire est donc que la police et la diplomatie autrichiennes sont facilement victimes d'illusions fâcheuses et qu'elles sont quelque peu hantées par le délire de la persécution, et le gouvernement serbe aurait été parfaitement autorisé à répondre au comte Berchtold : — Vous nous accusez. — Où sont vos preuves? Produisez vos pièces et nous les discuterons.

Il est vrai, pouvait dire M. Pachitch, que, par la déclaration du 31 mars 1909, la Serbie a reconnu le fait de l'annexion à l'Autriche-Hongrie de la Bosnie et de l'Herzégovine; qu'elle a renoncé aux protestations qu'elle avait d'abord présentées, et qu'elle s'est engagée à reprendre avec la monarchie dualiste des relations normales de bon voisinage. — Ces engagements, nous ne les nions pas et nous sommes prêts à les rénouveler. Vous prétendez que nous ne les avons pas tenus. Nous sommes résolus à vous donner toutes les satisfactions légitimes, si nous sommes vraiment coupables. Mais ces fautes dont vous nous accusez, c'est à vous de les établir. Vous avez contre nous, à ce que vous affirmez, les mains pleines de documents écrasants. — Montrez-les, montrez-les à l'Europe. Votre intérêt est si manifeste que l'on comprend mal que vous vous enfermiez dans des phrases vagues et dans des formules générales. Il est peut-être vrai que nous ne vous aimons pas et que nous gardons au fond de nos cœurs des espérances contraires à vos ambitions. Avez-vous le droit de nous en faire un crime? On ne juge les peuples, comme les individus, que sur leurs actes et non sur leurs pensées.

Quels sont les actes que vous avez à nous reprocher? — L'instruction criminelle ouverte par le tribunal de Sarajevo contre Prinzip a démontré, dites-vous, la complicité de plusieurs de nos nationaux. — En pareille matière, et si délicate, une affirmation ne saurait suffire. Comment! Vous n'oseriez pas condamner un homme sans preuve matérielle, et vous prétendez juger un peuple sans discussion, sans publicité, sans débats contradictoires. —

Les accusations sanglantes lancées contre la Serbie étaient d'ailleurs absolument invraisemblables. Elle sortait à peine de deux guerres où elle n'avait obtenu la victoire que par des efforts inouïs et qui avaient épuisé ses ressources. Elle était sûre sans doute du dévouement inépuisable de tous ses enfants et elle savait que l'invasion ennemie se heurterait à une héroïque résistance. Mais quel est le gouvernement assez fou pour précipiter de gaieté de cœur son pays dans une lutte inégale, à l'heure même où il est le moins à même de la soutenir! Son généralissime était absent et sérieusement malade, ses munitions n'étaient pas renouvelées et ses arsenaux étaient vides. Depuis lors, les Monténégrins et les Serbes ont étonné l'Europe et l'ont frappée d'admiration par leur invincible ténacité. Au prix de quelles souffrances! l'histoire le dira un jour. Les correspondants des journaux italiens, les seuls qui aient suivi de près la marche des événements, nous ont raconté déjà le dénuement extrême des Monténégrins, leurs vêtements en lambeaux, leur misère telle que, dans le dur automne de ces montagnes, beaucoup ont été obligés pour se protéger contre les gelées de revêtir les uniformes des Autrichiens tombés sur le champ de bataille.

N'oublions pas non plus que le traité de Bucarest avait profondément ulcéré la Bulgarie qui ne se

résignait pas à sa défaite et dont on connaissait les accointances avec la cour de Vienne, de sorte que les armées serbes risquaient d'être attaquées par derrière, au moment où elles combattraient les Autrichiens. Sur les territoires récemment annexés, le gouvernement de Belgrade rencontrait des résistances ouvertes ou latentes qui pouvaient facilement devenir dangereuses. Il se trouvait en présence d'éléments albanais ou bulgares, qui seraient sans doute assez vite assimilés, mais à condition qu'on leur laissât le temps de s'habituer au nouveau régime.

Nous sommes d'ailleurs parfaitement informés sur les préoccupations du ministère serbe à cette époque. M. Gravier, lecteur français à l'Université de Belgrade, qui était le traducteur des intentions de M. Pachitch, a publié, pendant l'automne de 1913, divers articles dans les revues françaises. *Le Temps* de son côté a inséré une série d'articles signés : *Un Serbe de Bosnie*, et qui émanent évidemment d'un écrivain très au courant de la politique serbe. — A quoi, d'après ces auteurs très avertis, songe le gouvernement? — A introduire dans les territoires annexés une administration régulière, à ouvrir des écoles, à compléter le réseau des lignes de chemin de fer, à améliorer le régime de la propriété rurale.

Que, dans le pays, quelques exaltés, en général des collégiens, grisés par les fumées de la victoire, aperçoivent dans l'avenir de nouveaux triomphes et qu'ils rêvent à une grande Serbie, où le tricolore slave flottera à Trieste, à Zagreb, à Raguse et à Sarajevo, c'est certain. Que, dans leurs conciliabules, l'ivresse des épopées nationales monte au cerveau de quelques hallucinés et les exalte jusqu'au crime, — ce sont là des cas de folie que, dans des circonstances analogues, l'on a observés dans tous les pays. Mais ces maniaques se rencontrent presque exclusivement en

dehors du royaume, dans les régions où les esprits sont surexcités par un régime d'oppression implacable, et où les forces, qui ne sont pas sollicitées par le travail normal, s'épuisent en vaines tentatives.

Les attentats de Sarajevo sont l'œuvre de ces adolescents, victimes d'un système d'inquisition qui, en réprimant les manifestations les plus innocentes, en interdisant toute liberté de discussion, en recourant aux procédés les plus inquisitoriaux, jette les âmes ardentes et inexpérimentées dans une sorte de désespoir et les empêche de réfléchir à la portée de leurs actes. Les véritables coupables du crime, ceux qui en portent la responsabilité morale, c'est le comte Tisza, le ban de Croatie, Tchouvaj, les pangermanistes de Vienne ou les chauvins magyars. En réalité, le meurtre de François-Ferdinand, loin de pouvoir profiter à la cause panserbe, ne saurait que lui être nuisible, parce que, sans parler même des périls directs qu'il crée, il va éloigner des Serbes orthodoxes les Croates catholiques qui, sans qu'on sache trop pourquoi, ont un vif sentiment d'affection pour l'archiduc et placent sur sa tête leurs projets d'avenir. Sa mort risque de les rejeter vers Vienne et de ranimer les haines confessionnelles qui, pendant des siècles, ont été pour l'Autriche sa meilleure arme de domination.

Bien qu'il fût ainsi très facile à la Serbie de démontrer que les accusations de la Monarchie austro-hongroise n'avaient ni réalité ni vraisemblance, M. Pachitch préféra s'incliner. Pourquoi?

Sans doute avait-il été instruit par les fâcheuses expériences de 1909, lorsque le gouvernement de Belgrade avait été si mollement soutenu par la Triple-Entente. Peu de jours après l'annexion de la Bosnie

à l'Autriche, M. Milovanovitch, ministre des Affaires étrangères, disait à sir Charles Hardinge : — L'annexion est la ruine de toutes nos espérances. — Dites de toutes vos illusions, lui répliquait durement le diplomate anglais. — M. Pachitch n'ignorait pas que l'Angleterre n'était pas encore guérie de ses préventions, et en effet, pendant toute la durée des négociations, Sir Ed. Grey n'a cessé de répéter que l'opinion publique ne comprendrait pas et n'admettrait pas une guerre qui aurait pour cause l'affaire serbe, et qu'il n'interviendrait pas, tant que les cabinets de Vienne et de Belgrade seraient seuls en cause.

D'autre part, — et c'est un fait important, — il recevait de Paris et de Pétersbourg les conseils les plus modérés. Avant même la présentation de la note, M. Szébéko avait laissé entendre à Vienne que la Russie « n'élèverait pas d'objections contre la punition des coupables et la dissolution des associations révolutionnaires ». (*Livre Jaune*, n° 20.) Depuis lors, bien que légitimement ulcéré par les procédés discourtois du Ballplatz et par la mauvaise foi insigne avec laquelle on lui avait prodigué des promesses rassurantes qu'on était résolu à ne pas tenir, M. Sazonof, demeurait animé des sentiments les plus pacifiques. Le 27 juillet encore, le Tsar, dans son télégramme au Prince Régent, Alexandre de Serbie, lui exprimera sa cordiale sympathie pour son peuple, mais le priera de lui faciliter « sa tâche en ne négligeant rien pour arriver à une solution qui permette de prévenir les horreurs d'une nouvelle guerre, tout en sauvegardant la dignité de la Serbie..... Tant qu'il y a le moindre espoir d'éviter une effusion de sang, tous nos efforts doivent tendre vers ce but. » (*Livre orange*, n° 40.)

M. Pachitch comprit que la moindre velléité de résistance lui aliénerait ses défenseurs naturels. Il mit

toute son adresse et sa dignité à ménager la fierté de sa nation. Mais il se résigna à une capitulation inévitable. Dans sa réponse à la note austro-hongroise, il s'engage à faire publier le 26 juillet, à la première page du *Journal officiel*, une déclaration condamnant toute propagande qui serait dirigée contre l'Autriche-Hongrie, et déplorant sincèrement les conséquences de ces agissements criminels. Il « désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'une immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit,... et procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer ». Cette déclaration sera mise à l'ordre du jour de l'armée et publiée dans son prochain Bulletin officiel.

Le gouvernement serbe s'engage de plus :

1° A proposer à la prochaine réunion de la Skoupchtina une revision des lois sur la presse, et à y introduire des peines rigoureuses contre les délits de provocation à la haine et au mépris de la Monarchie austro-hongroise; au moment de la revision de la Constitution qui se prépare, il fera modifier l'article 22, de façon à pouvoir ordonner la confiscation des journaux dont la tendance générale serait dirigée contre la Monarchie, ce qui n'est pas possible dans l'état actuel de la législation;

2° Il dissoudra la Narodna Odbrana et toutes les sociétés qui agiraient contre l'Autriche;

3° Il éliminera de l'instruction publique tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande anti-autrichienne;

4° Il écartera du service les officiers et les fonctionnaires dont l'enquête judiciaire aura prouvé qu'ils sont coupables d'actes dirigés contre l'intégrité de l'Autriche;

7° Il procédera à l'arrestation des personnes qu'on lui a signalées;

8° renforcera les mesures relatives au trafic illicite d'armes et d'explosifs;

9° frappera les fonctionnaires qui, après l'attentat du 28 juin, ont tenu des propos inconvenants;

10° et tiendra le gouvernement autrichien au courant des mesures qu'il prendra en vertu de ses engagements actuels.

A propos seulement des articles 5 et 6 qui, appliqués à la lettre, auraient réduit la Serbie à une véritable vassalité, M. Pachitch présentait quelques réserves, mais sur le ton le plus modeste.

L'Autriche prétendait (art. 5) qu'il acceptât la collaboration en Serbie des organes du gouvernement impérial et royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité de la Monarchie, et (art. 6) que, dans *l'enquête judiciaire* contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur territoire serbe, des organes délégués par le Cabinet de Vienne *prissent part aux recherches*.

Il est évident que ces articles n'allaient à rien moins qu'à mettre l'administration, la police et la justice serbes sous la haute surveillance de Vienne, — et que M. Pachitch ait consenti même à discuter des prétentions si indécentes, rien ne démontre mieux sa volonté de paix à tout prix. — Il se bornait (art. 5) à demander des explications sur ce que l'Autriche entendait par « cette collaboration sur le territoire serbe des organes autrichiens », en se hâtant d'ajouter qu'il « admettrait toute collaboration qui répondrait aux principes du droit international, à la procédure criminelle et aux bons rapports de voisinage ».

Pour l'article 6, il promettait d'ouvrir aussitôt une enquête contre les personnes qui auraient été mêlées au complot du 28 juin et de tenir éventuellement la

justice austro-hongroise au courant des résultats de l'instruction; mais il déclinait « la participation à cette *enquête* des agents des autorités austro-hongroises », parce qu'elle serait contraire à la Constitution et aux lois.

En dépit de ces quelques réserves, il est difficile d'imaginer soumission plus complète. Le Ministre est allé aussi loin qu'il était possible, et je doute qu'il eût après cela conservé son portefeuille. La Serbie était au lendemain de deux guerres victorieuses qui avaient surexcité l'orgueil national, et il est fort incertain qu'aucune assemblée eût ratifié de pareilles capitulations. M. Pachitch, — et ce sera pour lui un impérissable titre d'honneur devant l'histoire, — n'avait pas hésité, pour éviter une conflagration européenne, à compromettre son ministère et peut-être la dynastie des Kara-Georgéwitch que pouvait parfaitement emporter une vague de la colère populaire.

Quand on connut en Europe la réponse serbe, un soupir de soulagement s'échappa de toutes les poitrines oppressées par l'angoisse des derniers jours. Beaucoup de personnes s'attristaient de l'humiliation de la Serbie, et de nouvelles rancunes s'aigrissaient contre l'Autriche, cette incorrigible ennemie de la liberté et du droit des peuples; mais, ce qui dominait, c'était la joie d'échapper au cauchemar de la guerre.

Aussi, quelle stupeur et quelle indignation, quand on apprend que M. Giesl, le ministre autrichien, une demi-heure après avoir reçu la réponse du Président du Conseil, c'est-à-dire sans en avoir référé à son gouvernement, sans avoir même lu attentivement le texte du mémoire serbe, a déclaré qu'il lui est impossible de s'en contenter et a demandé ses passeports. On a calculé qu'il lui avait fallu en tout

quarante-cinq minutes pour lire la déclaration de M. Pachitch, qui est longue, la repousser, déménager les papiers de la légation et s'installer dans le wagon qui devait le ramener près du comte Tisza.

L'Autriche, suivant le mot de M. J. Cambon, « a voulu couper les ponts » et, en effet, le même jour, « un personnage allemand avoue à notre ambassadeur qu'on avait craint à Berlin que la Serbie n'acceptât en bloc la note autrichienne », sauf à en discuter ensuite l'application, ce qui eût pu laisser aux Puissances une occasion d'intervenir. (*Livre Jaune*, n° 47.)

Que l'Autriche fût décidée d'avance à une rupture, nous en avons la preuve dans sa réplique à la réponse serbe. En la lisant, on est absolument stupéfait de cette audace dans la mauvaise foi.

La Serbie promet de présenter une nouvelle loi sur la presse à *la prochaine session de la Skoupchtina*. — Cette promesse ne saurait nous suffire, parce que la Serbie n'indique pas une limite de temps.

La Serbie promet de dissoudre la Narodna Odbrana et *toute société qui entretiendrait une agitation anti-autrichienne*. — Réponse insuffisante, parce que rien ne nous garantit qu'il ne se formera pas sous un nom différent une seconde société qui poursuivrait des desseins analogues. — Mais, puisque la Serbie prend un engagement général.

L'Autriche a demandé qu'on « élimine sans délai de l'instruction publique, tant en ce qui concerne le corps enseignant que les moyens d'instruction, tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie ». — La Serbie s'engage à « éliminer sans délai de l'instruction publique tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie ». — Vous n'avez pas inscrit dans votre réponse les termes

mêmes de notre demande, « tant en ce qui concerne le corps enseignant que les moyens d'instruction ». — En quoi cette omission restreint-elle les engagements du Cabinet de Belgrade, et ne leur donne-t-elle même pas un sens plus large et une portée plus absolue?

L'Autriche porte le principal effort de sa discussion sur les articles 5 et 6, et accuse la Serbie, avec une mauvaise humeur grossière, d'avoir volontairement mal interprété ses désirs. — C'est qu'en fait, dans leur ambiguïté calculée, ses demandes étaient des plus obscures, et l'Autriche elle-même était obligée d'en convenir, puisqu'elle reconnaissait qu'il faudrait une convention particulière pour régler la collaboration de ses agents dans la suppression du mouvement subversif. — Et, que la Serbie se soit réellement méprise ou qu'elle ait feint de croire que l'Autriche demandait que ses représentants prissent part à *l'enquête judiciaire*, alors que l'ultimatum parlait seulement des « recherches y relatives », j'avoue que, maintenant encore, après avoir lu et relu en allemand et en français les explications de l'Autriche, je ne suis pas bien sûr que sa chancellerie ait bien entendu elle-même le sens juridique des termes qu'elle employait, et il me paraît surtout plus que contestable que l'on trouve en quantité des précédents pour de pareilles interventions, ainsi que l'affirme le comte Berchtold. — Dans tous les cas, je ne crois pas qu'il se trouve un seul homme qui admette qu'une rupture diplomatique puisse être justifiée parce qu'un gouvernement a confondu, volontairement ou non, le mot de recherche avec celui d'enquête, alors surtout que la phrase est amphigourique, et que le mot incriminé d'enquête est en vedette dans le paragraphe précédent.

Ces procédés d'agents d'affaires de bas étage et de

procureurs véreux suffiraient à caractériser l'esprit du Ballplatz et à nous édifier sur le but criminel qu'il poursuit.

Sur un seul point, j'aperçois pour ma part une différence un peu sensible entre la demande de Vienne et la réponse de Belgrade; c'est sur la question de fait.

L'Autriche exige que la Serbie accepte immédiatement et sans discussion la réalité des actes qui lui sont dénoncés, et qu'elle frappe par conséquent, immédiatement, les coupables. La Serbie ne nie pas que des actes regrettables aient pu être commis, se déclare prête à les punir sans indulgence, mais désire, avant de sévir, qu'on lui apporte des faits précis.

C'est, affirme le Chancelier, qu'elle entend réserver l'avenir et qu'elle veut avoir les moyens, dès que les circonstances le permettront, de recommencer sa propagande. — Avec de semblables raisonnements, toute paix deviendrait impossible. Qui démontrera en effet que demain, ou dans un siècle, un peuple n'aura pas contre un de ses voisins des pensées hostiles? Ce qui est indiscutable, sur le moment, c'est que l'Autriche-Hongrie a pour une période assez longue conquis une sécurité absolue. Elle s'alarmait du prestige qu'avaient valu à la Serbie ses récentes victoires. Ce prestige est détruit par la reculade du Cabinet de Belgrade et par le désaveu qu'il signe. Il s'avoue publiquement impuissant à lutter contre la monarchie voisine, et par là même l'agitation panserbe est discréditée et anéantie.

Le triomphe du comte Berchtold est d'autant plus significatif que son geste a été plus brutal et que personne n'ignore que la Serbie n'a cédé que sur les avis de Pétersbourg; le Chancelier, du même coup de genou, a fait toucher des épaules non seulement M. Pachitch, mais M. Sazonof.

Supposons même que, sur quelques points secondaires, il désire obtenir des explications plus précises, — c'est peut-être une imprudence, et il court grand risque, à vouloir exploiter jusqu'au bout sa victoire, d'en atténuer la portée. Mais enfin, la note de la Serbie n'est pas de nature à couper court à la conversation. Dans le cas, dit-elle en terminant, où le gouvernement impérial et royal ne serait pas satisfait de cette réponse, « le gouvernement serbe, considérant qu'il est de l'intérêt commun de ne pas précipiter la solution de cette question, est prêt, comme toujours, à accepter une entente pacifique, en remettant cette question soit à la décision du tribunal international de La Haye, soit aux grandes Puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration du 31 mars 1909. »

Que répond l'Autriche à cette invite? — La note serbe n'est qu'un moyen de gagner du temps!

Ainsi, l'Autriche a présenté à la Serbie, sous la forme la plus insolite, une sommation injurieuse; elle a exigé d'elle les concessions les plus étranges. Sur tous les points essentiels, la Serbie a cédé. Elle se déclare prête de plus, si quelque différend subsiste, à s'en remettre à la cour de La Haye ou à la décision des Puissances. Comment douter désormais de sa bonne volonté! Le tribunal de La Haye n'offre-t-il pas à l'Autriche des garanties suffisantes? N'est-elle pas convaincue que les juristes qui le composent seront par définition plutôt mal disposés pour la Serbie que l'on accuse de complicités anarchistes et sur qui pèse encore le souvenir douloureux de la tragédie de 1903? Et les grandes Puissances? L'Autriche n'a aucune raison de se défier d'elles. L'Allemagne et l'Italie sont ses alliées; en France, l'opinion est en grande majorité favorable à la monarchie des Habsbourgs; l'Angleterre n'a pas le moindre désir de provoquer un

conflit général pour les beaux yeux de la Serbie. Ce sont les grandes Puissances qui, en 1909, ont contraint le ministère de Belgrade à abandonner ses protestations contre l'annexion. Ce sont elles qui lui ont imposé la fameuse convention du 31 mars 1909, que le Ballplatz ne cesse d'invoquer. Si la Serbie a vraiment violé ses engagements, qui, mieux que ces grandes Puissances qui en ont fixé les termes, la rappellera sévèrement à l'ordre?

L'ambassadeur d'Autriche a déclaré lui-même à Sir Edouard Grey qu'il ne s'agissait pas à proprement parler « d'un ultimatum, mais d'une démarche avec limite de temps » (25 juillet, *Livre bleu*, n° 14), et la même indication a été donnée à M. Bienvenu-Martin par M. de Schoen, — ainsi que l'atteste une note Havas qui émane évidemment de l'ambassadeur d'Allemagne; — l'Autriche a pris ainsi devant l'Europe l'engagement de ne rien précipiter.

D'autre part, diverses informations mettent hors de doute la loyauté du gouvernement de Belgrade. M. Jovanovitch a déclaré à Vienne que M. Pachitch était résolu à donner toutes les satisfactions légitimes (*Livre jaune*, n° 18) et le représentant de la Serbie l'a répété officiellement à Berlin dès le 21 (*Livre jaune*, n° 15). M. Szébéko a laissé clairement entendre que la Russie ne combattrait pas les demandes de l'Autriche, pourvu que ses exigences ne fussent pas « humiliantes pour le sentiment national serbe ». (*Livre jaune*, n° 18.) M. Sazonof, dans une franche et amicale explication avec le comte Szapary, l'ambassadeur d'Autriche, en lui faisant constater le caractère excessif de diverses clauses de la note autrichienne et en déclarant que « le procédé n'était pas défendable », prend vis-à-vis de lui un véritable engagement de faire aboutir ses réclamations essentielles : « Reprenez votre ultimatum,

modifiez-en la forme, et je vous garantis le résultat. » (*Livre jaune*, n° 54, 26 juillet.)

En même temps qu'elle reçoit de tous les côtés les témoignages les plus propres à la rassurer, l'Autriche a été avertie des terribles responsabilités qu'elle encourt si elle persiste dans le système de provocation à outrance qu'elle a choisi. L'ambassadeur de France à Vienne, M. Dumaine, a été chargé de lui rappeler « quelle répercussion risquerait d'avoir une poussée brutale sur la Serbie ». (*Livre jaune*, n° 17.) Sir Ed. Grey lui a recommandé la modération et la prudence. (*Livre jaune*, n° 19.)

Elle n'ignore pas les liens étroits d'amitié qui unissent Pétersbourg et Belgrade. Dès le 6 juillet, M. Sazonof lui a fait remarquer que la Russie, qui avait souffert plus qu'aucun autre pays des attentats préparés sur territoire étranger, n'avait jamais songé à employer contre un État voisin les moyens dont les journaux autrichiens menaçaient la Serbie; « ne vous engagez pas dans cette voie », a-t-il ajouté. (*Livre jaune*, n° 10.)

Dès qu'il a connu la note du 23, en s'abstenant avec un soin extrême de toute parole qui aurait un caractère comminatoire, il a rappelé au Cabinet de Vienne qu'il lui serait absolument impossible de laisser modifier l'équilibre dans les Balkans, et que « l'opinion publique ne tolérerait pas que l'Autriche fît violence à la Serbie ». (*Livre jaune*, n° 31.) — « Désireux d'éviter tout ce qui pourrait précipiter la crise » (*Livre jaune*, n° 38), il s'est adressé au Ballplatz pour demander une prolongation du délai assigné par l'ultimatum. — Sa note du 24 juillet rappelle au comte Berchtold que l'Autriche elle-même a offert aux Puissances de se rendre compte des résultats de l'enquête sur lesquels elle fonde ses accusations; elle doit donc leur laisser le temps

matériel nécessaire pour examiner les faits. — « Dans le cas où elles se convaincraient de la justice de quelques-unes des demandes de l'Autriche, elles pourront donner à la Serbie des conseils correspondants. Un refus de l'Autriche à cette demande serait contraire à la morale internationale et enlèverait toute signification à la démarche qu'elle a faite. Elle pourrait entraîner des conséquences incalculables et que personne ne saurait désirer. » (*Livre orange*, n° 4.) La démarche russe est appuyée par la France, par l'Angleterre et par l'Italie.

L'Autriche qui est déjà nantie, qui ne court absolument aucun risque en ajournant une rupture, sait donc d'une certitude absolue qu'une hâte imprudente met en péril la paix de l'Europe. — Elle n'en persiste pas moins dans sa résolution. Quand le prince Koudachef, le chargé d'affaires russe à Vienne, fait part de ses instructions au baron Macchio, secrétaire général au ministère des Affaires étrangères, il est reçu avec une froideur glaciale, et, quand il fait remarquer à son interlocuteur que donner à juger des griefs avec pièces justificatives sans laisser le temps d'étudier le dossier, c'est manquer à la courtoisie internationale, le baron Macchio lui répond « que parfois l'intérêt dispense d'être courtois ». (*Livre jaune*, n° 45.)

M. Sazonof n'était-il pas autorisé, en présence de cet ensemble de faits, à penser que « la conduite de l'Autriche était tout à la fois provocante et immorale »? (*Livre bleu*, n° 6.) M. de Bunsen, l'ambassadeur anglais à Vienne, n'avait-il pas le droit de dire « que la soumission de la Serbie n'était ni attendue ni vraiment désirée » (*Livre bleu*, n° 20), c'est-à-dire que l'on ne cherchait qu'un prétexte de guerre?

L'attitude du gouvernement autrichien était « si incompréhensible » qu'elle scandalisait même ses

propres agents, et le comte Szeczen ne cachait pas à M. Berthelot son étonnement que M. Giesl ne se fût pas déclaré satisfait de la réponse de M. Pachitch[1]. (*Livre orange*, n° 27.) Evidemment M. Sazonof n'exagérait rien quand, le 25 juillet il disait à Sir G. Buchanan « qu'il pouvait considérer la situation comme désespérée ». (*Livre bleu*, n° 17.)

Il est bien singulier enfin que, justement dans ces heures tragiques où quelquefois tout dépend de minutes, le télégraphe autrichien ait fonctionné de façon si irrégulière. La note du gouvernement serbe n'arrive à Pétersbourg que le 26; le télégramme de Belgrade sur le même sujet à l'ambassade russe de Paris reste vingt heures en route. Le télégramme par lequel notre ministre des Affaires étrangères charge M. Dumaine d'appuyer la proposition russe relative à la prolongation du délai, envoyé à onze heures du matin, n'est remis qu'à six heures, lorsque la rupture diplomatique est consommée. « Il n'y a aucun doute, dit M. Izvolsky, que la dépêche a été volontairement retenue sur le télégraphe autrichien. » (*Livre orange*, n° 36.) Il est impossible naturellement d'apporter une preuve matérielle, mais il n'en demeure pas moins que ces retards sont étranges.

En réalité, dès l'origine, le dessein de l'Autriche, qui n'est dans l'espèce que le prête-nom de l'Allemagne, apparaît avec une lumineuse évidence. Il s'agit pour elle de détruire l'œuvre des récentes guerres balkaniques. Si, par la création de l'Albanie, elle a réussi à écarter les Serbes de l'Adriatique, elle n'est pas parvenue à garder ouverte la route de Salonique; pour peu qu'elle laisse se consolider le nouvel ordre de choses, elle devra renoncer à l'espoir

1. M. de Schoen se montrait de même surpris que la note serbe ne parût pas suffisante à l'Autriche (*Livre Jaune*, p. 75.)

d'étendre son emprise sur l'Égée et l'Asie-Mineure. — Une victoire lui est nécessaire, non seulement pour relever son prestige, mais pour supprimer l'indépendance des Slaves du Danube.

Son plan, dès la première heure, a été percé à jour par le ministère italien qui n'a pas été consulté sur la note autrichienne et qui, immédiatement, avec une courageuse loyauté, se dégage d'une solidarité déshonorante et s'unit à l'Angleterre pour détourner les effets d'une politique de casse-cou. Le 1er août, le marquis de San Giuliano, répondant au gouvernement allemand qui lui a notifié l'ultimatum remis à la France et à la Russie, prononcera le jugement qui sera le verdict définitif de l'histoire : — « La guerre entreprise par l'Autriche, étant donné surtout les conséquences qui pourraient en sortir d'après les paroles de l'ambassadeur d'Allemagne, *ayant un caractère agressif* ne cadrant pas avec le caractère purement défensif de la Triple-Alliance, l'Italie ne pourrait participer à la guerre. » (*Livre jaune*, n° 124.) — Le marquis de San Giuliano était très loin d'être un ennemi de l'Allemagne et il s'était exposé à des attaques violentes pour avoir renouvelé avant l'heure la Triple-Alliance; il avait suivi de très près les négociations et il était en mesure d'être bien informé. Comment douter de sa parole quand il affirme que la *guerre entreprise par l'Autriche et l'Allemagne a un caractère agressif?*

Il y avait à Vienne, d'après une note transmise par M. Dumaine, au moins un clan qui « admettait l'idée du conflit à dimensions généralisées, en d'autres termes, de la conflagration » (*Livre jaune*, n° 14), et pour le moment ce clan détenait la direction. Pareillement à Berlin, ajoute la note. — C'était l'opinion de tous les diplomates, et c'était aussi le point le plus noir. Il fallait avant tout éclaircir la situation : à

partir du 26, les négociations vont en effet se déplacer, et Berlin en devient le véritable centre.

Elles traversent une double période. D'abord, du 26 au 29 juillet, les Puissances pacifiques s'efforcent par tous les moyens d'incliner l'Allemagne à une action modératrice à Vienne; elles se heurtent à un refus dissimulé, mais invincible, et l'Allemagne se décide une première fois à mobiliser : la guerre immédiate est en vue. Pour des raisons qui ne sont pas clairement exprimées, mais qu'il n'est pas difficile de dégager, l'Allemagne s'arrête et paraît un moment près de revenir en arrière. En même temps, l'Autriche semble s'effrayer et pencher vers un rapprochement avec Pétersbourg. Malheureusement l'Empereur Guillaume reprend brusquement l'offensive, soulève de nouveau la question des armements, et, en dépit des protestations les plus rassurantes du Tsar, il déclare la guerre à la Russie, puis à la France (30 juillet-3 août).

L'Allemagne a toujours affirmé qu'elle n'avait pas connu d'avance la note du 23 juillet. Elle prétend ainsi décliner toute responsabilité sur ce point essentiel.

Malheureusement ses dénégations sont infirmées par une série de faits dont la concordance est singulièrement suggestive. A Vienne l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Tchirsky, dont les sentiments russophobes sont connus, n'a pas cessé de préconiser des résolutions violentes (*Livre jaune*, n° 2) et Sir M. de Bunsen tient d'une source privée « que l'ambassadeur allemand connaissait le texte de l'ultimatum autrichien avant qu'il fût expédié et qu'il l'a télégraphié à l'Empereur ». (*Livre bleu*, n° 95.) — Le 23 juillet, le Chancelier allemand envoie à ses ambassadeurs une note qui, comme le remarque très justement M. Gauvain dans son article si solidement étudié et si pénétrant de la *Revue de Paris* (1er déc.),

n'est qu'un démarquage du commentaire autrichien [1]. Le même jour, le président du conseil bavarois, — par une inadvertance singulière, à moins qu'elle ne cache une arrière-pensée qu'il serait fort intéressant de préciser, — dit à notre ministre qu' « il a connaissance de la note autrichienne ». (*Livre jaune*, n° 21.) Quelques officieux allemands ont timidement contesté l'affirmation de M. Allizé, notre chargé d'affaires à Munich. Mais, M. Allizé maintient formellement l'exactitude de son rapport, qui est daté du 23 et dont l'authenticité ne saurait être mise en doute. Personne d'ailleurs n'ignore dans le monde diplomatique que la Bavière n'a pas suivi sans peine la Prusse dans la voie fatale où l'engageait l'Empereur. Nous avons enfin l'aveu du gouvernement allemand qu'il avait approuvé et encouragé l'attitude de l'Autriche et qu'il en avait prévu et accepté toutes les conséquences : « Nous nous rendions parfaitement compte, lisons-nous dans le préambule du *Livre blanc*, qu'une intervention militaire de l'Autriche contre la Serbie pouvait amener l'entrée en scène de la Russie et, par suite de notre alliance, nous impliquer dans une guerre. Mais, en présence des intérêts vitaux de l'Autriche qui étaient engagés, nous ne pouvions ni conseiller à notre alliée une condescendance incompatible avec sa dignité, ni lui refuser notre concours dans ce moment difficile. Nous avons donc laissé à l'Autriche une pleine liberté dans son action. » (*Livre blanc*, p. 4.)

La confession est dénuée d'artifice. Elle confirme pleinement les révélations de M. Dillon, le correspondant du *Daily Telegraph*, initié de très près aux secrets du Ballplatz. D'après lui, la note du 23 juillet

1. Cette similitude avait aussi frappé M. Ferrero. — (*Revue des Deux Mondes*, 1er déc. 1914.)

n'aurait pas été communiquée au *gouvernement allemand*, mais télégraphiée à l'Empereur qui en aurait lourdement aggravé les termes et qui aurait fixé le délai de quarante-huit heures. Cette explication est d'autant plus vraisemblable qu'elle concorde exactement avec les habitudes de la diplomatie germanique et rappelle trait pour trait les procédés du maître, Bismarck, à propos de la candidature de Léopold de Hohenzollern. Il est donc certain que, dès la première heure, l'Autriche et l'Allemagne marchent la main dans la main. Elles rencontrent sur leur route l'opposition des Slaves qui se révoltent contre les projets d'hégémonie germanique; on l'écartera à tout prix[1]. Dès ce moment, à Berlin comme à Vienne, la guerre est résolue, et l'on est absolument décidé à ne s'arrêter que devant une capitulation sans conditions, non seulement de Belgrade, mais de Pétersbourg.

Le succès serait naturellement moins coûteux si l'on réussissait à isoler la Russie. — Pour cela, il est prudent de ménager les apparences et de rejeter sur le Tsar la faute de la rupture. Tout en faisant avorter les propositions qui seraient de nature à amener une détente, M. de Bethmann-Hollweg affectera donc une vague complaisance, qui, sans l'engager en rien, pourrait servir de prétexte à la France et surtout à l'Angleterre pour se tenir à l'écart des événements. Il cherchera, par des propositions fallacieuses, à jeter la suspicion entre les Puissances de la Triple-Entente,

1. Dépêche de M. Beaumont, chargé d'affaires de Grande-Bretagne à Constantinople : « Je crois comprendre que les projets autrichiens pourraient aller beaucoup plus loin que le sandjak et une occupation punitive du territoire serbe... (L'ambassadeur d'Autriche) parlait de la déplorable situation économique de Salonique, de la population musulmane mécontente du régime serbe . » — (*Livre bleu*, n° 82.)

en même temps que ses atermoiements calculés et ses dérobades savantes laisseront à l'Autriche le délai strictement indispensable pour ouvrir les hostilités, dans l'espoir que le Cabinet de Saint-Pétersbourg, sous la pression de l'opinion, sera entraîné à quelque imprudence; puis, brusquement, comme M. Sazonof, malgré tout, ne sort pas de son calme, il lui fait annoncer par M. de Pourtalès que l'Allemagne se prépare à mobiliser, — ce qui, comme le Chancelier l'a toujours déclaré, signifie la guerre immédiate (29 juillet).

Le 24, à Paris, l'ambassadeur, M. de Schoen, donne à M. Bienvenu-Martin, chargé par intérim du ministère des Affaires étrangères, lecture d'une note où l'Allemagne approuve sans réserve les demandes de l'Autriche et estime qu'il s'agit d'une affaire qui doit être exclusivement réglée entre Vienne et Belgrade, « toute intervention d'une autre puissance devant, par le jeu naturel des alliances, provoquer des conséquences incalculables ». (*Livre jaune*, p. 49.) En face de l'émotion causée par la nouvelle de cette démarche, dont la communication vient de l'ambassade d'Allemagne (*Livre jaune*, n° 34), M. de Schoen fait bien annoncer qu'il ne s'agit pas d'une menace adressée à la France, mais ce démenti tardif et alambiqué ne rassure personne. — Pourquoi cette sommation hâtive au quai d'Orsay, sinon pour signifier à la France que l'Allemagne verra une marque d'hostilité dans toute tentative qui aurait pour objet d'obtenir de l'Autriche les concessions strictement indispensables si l'on veut que la Russie ne soit pas contrainte de s'interposer?

Si la France recule, la Russie isolée cédera, mais elle ne nous pardonnera pas sa défaite; la Triple-Entente, qu'a déjà ébranlée l'échec de 1909, ne survivra pas à cette nouvelle épreuve, et l'Allemagne,

en face d'une Europe désunie, retrouvera la prépondérance que tient en échec depuis 1891 le rapprochement franco-russe. — Aussi M. de Schoen, le 26 juillet, vient-il demander à M. Bienvenu-Martin d'agir à Saint-Pétersbourg dans un sens pacifique. (*Livre jaune*, n° 56.) — Très volontiers, mais à condition que vous agirez à Vienne. — C'est impossible. — Dans ces conditions, je ne me sens pas en mesure d'agir seulement à Pétersbourg.

M. de Schoen ne se tient pas pour battu et il reparaît deux heures plus tard au Ministère. Il propose à M. Berthelot de communiquer à la presse une note dont il lui dicte les termes : l'ambassadeur et le Ministre « ont examiné dans l'esprit le plus amical et dans un sentiment de solidarité pacifique les moyens de maintenir la paix générale ». (*Livre jaune*, n° 57.) — Comme M. Berthelot, naturellement, juge cette publication compromettante, il lui écrit pour le persuader (27 juillet) : — « Notez bien la phrase sur la solidarité des sentiments pacifiques. » (*Livre jaune*, n° 62) : — « Ce n'est pas une phrase banale », souligne M. de Schoen. — Évidemment ; mais que la France accepterait une semblable ouverture, il fallait, pour le supposer, une extrême candeur ou un mépris insolent. Nous aurions consenti, non seulement à abandonner la Russie, mais à prendre parti ouvertement contre elle avec ses accusateurs, reconnu qu'elle avançait des griefs imaginaires, que ses susceptibilités oiseuses menaçaient sans raison la paix européenne.

M. Bienvenu-Martin avait immédiatement flairé le piège, constaté qu'on « cherchait à compromettre la France vis-à-vis de la Russie, quitte, en cas d'échec, à rejeter sur la Russie et sur la France la responsabilité d'une guerre éventuelle », et il avait donné la seule réponse possible : — Nous désirons ardemment

la paix; comme ce n'est pas Pétersbourg qui la menace, ce n'est pas à la Russie qu'il convient de donner des conseils de modération, mais à l'Autriche. — C'est exactement dans les mêmes termes que Sir Ed. Grey répond au prince Lichnowsky qui a tenté à Londres une démarche analogue : « en conséquence du caractère extraordinairement raide de la note autrichienne, du peu de temps accordé et de l'étendue considérable des demandes faites à la Serbie, je me sens tout à fait impuissant en ce qui concerne la Russie ». (*Livre bleu*, n° 11.)

La France et l'Angleterre ont en mains les preuves les plus authentiques et les plus évidentes des intentions conciliantes de M. Sazonof; elles ne négligent rien pour l'entretenir dans ses bonnes dispositions et le mettre en garde contre les périls d'une nervosité inopportune. Jusqu'à la dernière minute, Sir Edouard Grey et M. Viviani iront dans cette voie aussi loin que le permettent les règles de la courtoisie.

Il est des concessions cependant que l'on ne saurait attendre d'un grand pays. M. Sazonof n'exagère pas quand il dit que la domination autrichienne en Serbie est aussi intolérable pour la Russie que le serait pour l'Angleterre la domination allemande sur les Pays-Bas : c'est pour elle une question de vie ou de mort. — L'Empereur Guillaume l'admet lui-même, puisqu'il télégraphie au Tsar : — « Je comprends très bien que, pour toi et ton gouvernement, il est très difficile d'aller contre l'opinion publique. » Il est donc manifestement vain de peser sur le cabinet de Pétersbourg, — comme le propose l'Allemagne, dans une intention trop transparente, — puisqu'il est déjà allé jusqu'à l'extrémité des concessions possibles. — La seule chance de paix est de recourir à l'influence modératrice des Puissances qui ne sont pas directement *intéressées au débat*.

L'Angleterre, qui l'a reconnu dès le premier jour, accepte sans hésitation le rôle que lui imposent les circonstances, et elle ne cesse de multiplier ses propositions. Comme il est évident que ses conseils ne seront écoutés à Vienne que s'ils sont appuyés par l'Allemagne, elle s'adresse à Berlin pour la déterminer à se joindre à ses efforts pacifiques.

Les conditions dans lesquelles elle entreprend sa scabreuse médiation sont très peu encourageantes et, de tous côtés, lui arrivent des indications pessimistes. Non seulement M. Sazonof a prévu dès le premier jour que jamais l'Autriche n'aurait agi ainsi sans l'aveu de l'Allemagne (*Livre bleu*, n° 6), mais le marquis de San Giuliano « doute que l'Allemagne soit disposée à se prêter à une action auprès de son alliée » (*Livre jaune*, n° 72), et M. Dumaine soupçonne que l'Allemagne a poussé l'Autriche à une « agression, afin de pouvoir entrer elle-même en lutte avec la Russie et la France dans les circonstances qu'elle croit devoir lui être le plus favorables et dans des conditions délibérées ». (*Livre jaune*, n° 83.) Sir Ed. Grey a été frappé lui-même de l'air soucieux du prince Lichnowsky, et il rattache l'initiative autrichienne aux bruits d'entente navale entre la Russie et l'Angleterre et à la récente visite du Tsar à Bucarest. A Bruxelles, le ministre des Affaires étrangères, M. Davignon, est si inquiet que, dès le 24, il donne à ses agents à l'étranger des instructions pour le cas où une guerre viendrait à éclater sur les frontières de la Belgique. (*Livre gris*, n° 2.) On annonce de Christiania, de Luxembourg, de Bâle, que l'Allemagne prend une série de précautions militaires insolites. Les manifestations belliqueuses se multiplient à Berlin et le ton de la presse est de plus en plus menaçant. — La fièvre qui s'est emparée de la foule, écrit le *Berliner Tageblatt* en se réjouissant de cette explosion de

chauvinisme, fait songer au 15 juillet 1870 (25 juillet). Les *Berliner Neueste Nachrichten* saluent avec une visible satisfaction le conflit européen qui s'approche : « Nous avons l'espoir que l'Angleterre s'abstiendra de toute intervention dans le conflit austro-serbe et aussi dans la collision éventuelle entre la Duplice et la Triplice. Quant à la Russie, elle ne peut guère reculer et nous croyons qu'elle mobilisera. » Le *Lokal Anzeiger*, qui est un organe mi-officiel, est plus violent encore (23 juillet).

Aussi la diplomatie allemande prend immédiatement à tâche de se fermer toute retraite. Le 25 juillet, M. de Pourtalès remet à M. Sazonof une note écrite où l'Allemagne déclare que, « comme alliée, elle soutiendra naturellement l'Autriche, dont elle regarde les demandes comme justes ». (*Livre orange*, n° 18.) — Elle ajoute, il est vrai, qu'elle désire localiser le débat. — A-t-elle vraiment choisi le meilleur moyen en adoptant ainsi dès le début une attitude provocante et en renouvelant une de ces « démarches amicales » qui, pour avoir réussi en 1909, n'en sont pas moins grosses de périls? Pour prévenir les Puissances qu'elle se solidarise avec l'Autriche, elle recherche les termes les plus blessants, comme pour exaspérer la Russie : — « L'assurance de bonne conduite pour l'avenir, donnée en 1909 par le gouvernement serbe, n'a pas été tenue. Les demandes de l'Autriche sont équitables et modérées et, si elle n'obtenait pas complète satisfaction, à moins d'abandonner définitivement sa position de Grande Puissance, il ne lui resterait qu'à recourir à une forte pression ou à des mesures militaires, le choix des moyens devant lui être laissé. » (24 juillet, *Livre bleu*, n° 9.) Dans une conversation avec Sir H. Rumbold, M. de Jagow lui avoue confidentiellement que la note du 23 « laisse beaucoup à désirer comme document diplomatique

et que le Gouvernement serbe ne pouvait avaler certaines demandes ». Mais il « reconnaît carrément que l'Autriche veut donner une leçon aux Serbes et qu'elle a l'intention de prendre des mesures militaires ».

Il ne dissimule pas le but réel que poursuit le Ballplatz. A plusieurs reprises, il revient sur le fait que l'Autriche ne songe à imposer à la Serbie aucune cession territoriale à son profit. Seulement n'y a-t-il pas d'autre moyen pour réduire un État à une véritable sujétion ? — M. de Pourtalès ne réplique rien quand M. Sazonof répond à ses protestations que la Serbie n'en deviendra pas moins « un vassal de l'Autriche, tout comme, dans des circonstances similaires, le Bokhara était devenu un vassal russe », et qu'il y aurait « une révolution en Russie si le Gouvervement supportait un tel état de choses ». (*Livre bleu*, n° 97.)

Nous connaissons d'ailleurs aujourd'hui les combinaisons de l'Autriche. Elle ne tenait pas absolument à annexer une partie du territoire serbe, mais elle était résolue à lui enlever ses nouvelles acquisitions qu'elle aurait distribuées à l'Albanie, sa créature, et à la Bulgarie, sa vassale. Ferdinand de Saxe-Cobourg, poursuivant jusqu'au bout sa criminelle politique antinationale, eût payé par ses complaisances la possession de Bitolia et de Skoplié, et, la Serbie cernée, la Bulgarie déshonorée et définitivement compromise vis-à-vis de la Russie, les Austro-Allemands, sûrs de la complicité d'Enver-Pacha et des séides qu'ils ont soudoyés à Constantinople, auraient établi sans conteste leur domination dans toute la péninsule des Balkans.

Avant qu'aucune proposition lui soit adressée, M. de Jagow se met en défense, déclare à Sir H. Rumbold qu'il jugerait fâcheuse toute intervention et qu'il regarde comme peu désirable « que le Gouvernement d'Autriche-Hongrie soit approché par le Gouverne-

ment allemand dans cette affaire ». (22 juillet, *Livre bleu*, n° 2.)

En présence de symptômes aussi attristants, il fallait à Sir Ed. Grey la plus haute conscience de ses devoirs envers l'Europe pour s'atteler à une besogne ingrate et probablement condamnée à un échec lamentable. — Il remplit sa mission jusqu'au bout, soutenu dans ses honorables efforts par la franche et généreuse sympathie de l'Italie et la bonne volonté constante de la Russie et de la France. Mais il aura beau déployer la plus industrieuse persévérance, il se heurtera sans cesse aux sournoises résistances de la Wilhelmstrasse, que dissimulent mal des effusions banales et vagues, toujours contredites par les actes.

Dès le début, Sir Ed. Grey a adopté une attitude dont il ne se départira pas un instant et qu'il indique avec une admirable loyauté et une précision lumineuse. — Cette attitude est-elle la meilleure qu'il fût possible de choisir? — La Russie et la France auraient préféré qu'il parlât plus net et qu'il déclarât du premier coup à l'Allemagne que, si elle persistait dans sa politique intransigeante, elle trouverait l'Angleterre parmi ses adversaires. — C'était peut-être exiger du Ministre plus qu'il n'était libre de faire. — L'opinion en Angleterre était encore diverse et incertaine.

Dans la City, la propagande germanique, fort active, avait troublé bien des consciences, et une partie influente du grand commerce désirait maintenir avec l'Allemagne des relations cordiales; les militaires redoutaient un conflit pour lequel ils savaient le pays médiocrement préparé, et les pessimistes s'effrayaient des contre-coups d'une lutte qui ébranlerait l'Empire britannique jusque dans ses fondements : ils s'inquiétaient de la fidélité des colonies,

prédisaient des complications en Égypte, au Cap ou aux Indes.

En dehors même des pacifistes, nombreux et influents, et des radicaux ou des socialistes qui désiraient presque à tout prix éviter une rupture, les vieux préjugés contre la Russie étaient puissants, et les puritains n'avaient pas pardonné à la Serbie la révolution de 1903. Pour peu qu'elle eût eu l'impression qu'on avait essayé de lui forcer la main, la majorité du Parlement pouvait parfaitement refuser de soutenir une politique dont elle n'aurait pas aperçu clairement la nécessité. Elle n'a suivi le Ministre que parce qu'il lui a été démontré sans contestation possible qu'il avait épuisé tous les moyens de conciliation et que, jusqu'à la fin, il était demeuré neutre dans le débat.

Sir Grey lui-même, — et la lecture des documents ne laisse aucune hésitation sur ce point, — s'il n'avait pas beaucoup d'espoir, avait un désir ardent d'éviter la guerre. Il jugea, — à tort ou à raison, — que s'il prenait aussitôt une attitude trop accentuée, il risquait de froisser l'orgueil allemand et de provoquer la catastrophe qu'il abominait. Tout en s'abstenant avec une extrême prudence de faire blanc de son épée, il crut nécessaire du moins d'indiquer assez vite à l'Allemagne qu'elle jouait un jeu infiniment dangereux et qu'elle se trompait en se persuadant que, dans aucun cas, elle ne rencontrerait devant elle la résistance active de la Grande-Bretagne.

Peut-être seulement, si ses paroles furent nettes, n'y mit-il pas un ton assez énergique. Comme nous sommes tous plus ou moins les prisonniers des préjugés ambiants, il n'est pas défendu de supposer qu'il n'était pas absolument dégagé de toute arrière-pensée vis-à-vis de la Russie et qu'il craignait, en lui promettant aussitôt un appui sans réserve, de la pousser

à des démarches inconsidérées. En somme, son calcul fut justifié par l'événement, puisque son attitude extrêmement discrète eut pour résultat visible de fortifier M. Sazonof dans ses intentions pacifiques, et que la Russie, qui n'était pas sûre de son concours, poussa jusqu'à l'extrême sa politique de conciliation. Ses concessions, que ne lassèrent jamais les mauvais procédés réitérés du cabinet de Berlin et la raideur du comte Berchtold, prouvèrent aux plus sceptiques et aux moins bienveillants la sincérité de ses déclarations, et mirent en pleine lumière les résolutions belliqueuses de l'Allemagne.

La Serbie, dit l'Angleterre, nous est indifférente, et nous ne ferons jamais la guerre pour elle. Nous serons même enchantés que l'Autriche reçoive une satisfaction légitime et nous n'avons pas l'habitude de protéger des assassins. Mais il serait absurde de demander à la Russie une pareille sérénité; à supposer qu'elle assistera impassible à l'asservissement d'un pays auquel la rattachent des liens si étroits, on s'expose évidemment à lasser sa patience. La question deviendra ainsi une question européenne qui ne saurait nous laisser indifférents.

Le droit de l'Europe, — et son devoir, — puisqu'elle veut maintenir la paix, c'est d'empêcher que les difficultés créées entre Vienne et Pétersbourg par la note autrichienne ne dégénèrent en un conflit qui aboutirait fatalement à une conflagration universelle. Les Puissances qui sont moins directement engagées au débat sont tout naturellement désignées pour s'interposer entre les parties et les amener à une entente.

Sous quelle forme? — Peu nous importe. — Nous pouvons essayer d'agir sur la Serbie et sur l'Autriche, — ou bien favoriser des négociations directes entre Vienne et Pétersbourg, — ou évoquer l'affaire devant

une réunion amicale des ambassadeurs d'Allemagne, d'Italie, de France et d'Angleterre, — ou entreprendre à Vienne et à Pétersbourg une action collective.

Pour que les interventions pacifiques ne soient pas immédiatement rendues stériles, il importe avant tout de gagner du temps.

Dans cette intention, dès le début des événements, Sir Edouard Grey a insisté à Berlin pour que l'Allemagne prie l'Autriche de prolonger le délai dérisoire qu'elle a consenti à la Serbie. (25 juillet, *Livre bleu*, n° 26.) — Il se heurte à un optimisme singulier.

Rien ne presse, lui répond M. de Jagow. La Russie a reçu la promesse que l'Autriche ne s'emparerait pas des territoires serbes, ce qui aura une influence apaisante. Plus tard, « si les relations entre la Russie et l'Autriche devenaient menaçantes, il est tout prêt à se rallier à la proposition de Sir E. Grey que les quatre Puissances devraient travailler ensemble en faveur de la modération à Vienne et à Pétersbourg ». — Admirable sang-froid et sérénité merveilleuse! D'ailleurs il ne refuse pas de communiquer à Vienne la demande que le délai soit prolongé; malheureusement, il paraît, d'après les journaux, que le comte Berchtold est à Ischl. Toute intervention sera donc trop tardive. — On ne pense jamais à tout et M. de Jagow a évidemment oublié que le télégraphe existe aussi à Ischl!

Qui oserait soupçonner sa bonne volonté? Il en donne des preuves tangibles. — Il sait, comme l'Europe entière, que le 25, l'Autriche a rompu ses relations diplomatiques avec Belgrade et que tout le personnel de la légation a quitté la ville, et, le 26, il téléphone à Sir H. Rumbold qu'il a chargé son ambassadeur de « transmettre au gouvernement austro-hongrois les espérances de l'Angleterre qu'il considérera d'un œil favorable la réponse serbe, si elle correspond bien aux indications transmises de

Belgrade. Par le fait seul de cette communication à Vienne, l'Allemagne s'associe dans une certaine mesure à l'espoir de l'Angleterre. Elle ne voit pas la possibilité d'aller plus loin. » (*Livre bleu*, n° 34.) — L'insinuation était tardive, mais fût-elle arrivée vingt-quatre heures plus tôt, M. de Jagow eût-il été très surpris que le comte Berchtold ne s'arrêtât pas devant une invite aussi timidement formulée? La diplomatie germanique parle un autre langage quand elle désire être entendue.

M. Sazonof résume très exactement la situation quand il constate (le 28 juillet) qu'il a « l'impression que l'Allemagne est plutôt favorable à l'intransigeance de l'Autriche. Le cabinet de Berlin, dit-il, qui aurait pu arrêter tout le développement de la crise, paraît n'exercer aucune action sur son alliée », et il conclut, avec une logique irréfutable, que « cette attitude allemande est tout particulièrement alarmante ». (*Livre bleu*, n° 54.)

La Russie, plus encore que la France et l'Angleterre, est inondée d'une nuée d'espions qui souvent occupent des postes fort élevés; dans les chemins de fer, les banques, les grandes entreprises industrielles, comme dans les bureaux des ministères, les Allemands pullulent, et ils sont à même de pénétrer tous les secrets. Les renseignements qu'ils envoient à Berlin concordent : l'Empereur, pour des raisons dynastiques, veut la paix; la Russie serait d'ailleurs absolument hors d'état de soutenir une guerre européenne ; l'armée n'a pas été sérieusement réorganisée depuis les désastres du Japon et elle n'est prête ni matériellement ni moralement; la Banque de l'Empire a fait des avances à long terme aux banques privées qui ont immobilisé leurs capitaux dans des opérations douteuses ou des affaires à longue échéance; une rupture avec l'Allemagne entraînerait immédia-

tement une débâcle financière; enfin, la dynastie et l'unité nationale sont menacées par les plus redoutables désordres intérieurs : la Finlande, la Pologne, le Caucase, peut-être même la Petite-Russie, n'attendent qu'une occasion de révolte. L'Empereur et le parti militaire allemands en concluent que le moment est décidément favorable pour s'engager à fond; il s'agit d'avilir la Russie ou de la démolir; ce que l'on désire avant tout, c'est l'acculer à une rupture pour lui infliger un désastre dont elle ne se relèvera pas d'un demi-siècle. Mais, naturellement, il importe, pour désarmer l'Angleterre, de dissimuler ces projets et de rejeter sur le Tsar la responsabilité de la rupture.

Dans le *Livre blanc*, qu'a publié la Chancellerie de Berlin, il est souvent question des intentions pacifiques de l'Allemagne. — Comment se sont manifestées ces intentions ? — De quelles démarches M. de Bethmann-Hollweg a-t-il pris l'initiative? — Quelles sont les propositions qu'il n'a pas déclinées sous un prétexte ou sous un autre? — Sur tous ces points, — essentiels cependant, — le *Livre blanc* n'apporte aucune réponse, ne donne aucun texte, — et son silence est le plus accablant des aveux.

Comment! Vous publiez, pour démontrer que la guerre vous a été imposée, un recueil de pièces, — et vous ne trouvez pas dans votre dossier un seul acte précis, un seul fait concret, par lequel se soient révélées au dehors vos intentions de paix! — Bien plus, il n'est pas douteux que vous avez reçu de Londres, de Paris et de Pétersbourg, une série de propositions. — Pourquoi les passez-vous sous silence? — sinon parce que vous seriez obligés d'indiquer en même temps vos procédés éternellement dilatoires, vos fins de non-recevoir, plus ou moins adroitement voilées. — Mais ces omissions sont plus écrasantes que ne le seraient les textes que vous dissimulez.

Le dialogue qui se poursuit entre l'Europe, représentée par l'Italie, la France et l'Angleterre, — dont la Russie suit l'inspiration avec une bonne grâce persévérante, — et l'Allemagne, est tragique, — et caractéristique :

La note autrichienne est contraire à tous les usages et la Serbie ne saurait l'accepter. — C'est vrai, mais l'Autriche a eu raison et je la soutiendrai jusqu'au bout.

La Serbie est menacée dans son indépendance. — Je ne dis pas non, mais nous ne saurions tolérer sur notre frontière, même lointaine, l'existence d'États qui ont pour nous des sentiments peu amicaux.

La Russie ne permettra pas la suppression de l'indépendance serbe. — Croyez-vous? Après tout, c'est son affaire et nous ne renoncerons pas pour si peu à nos desseins.

La Serbie a fait des concessions inespérées; que l'Autriche daigne au moins en prendre acte et ne précipite pas la rupture. — Ne vous alarmez donc pas et laissez aller les choses. Après tout, si vous y tenez, je ne refuse pas de dire à Vienne que telle est votre opinion.

Si l'Autriche va jusqu'au bout, c'est la guerre européenne. Au nom des droits les plus sacrés de l'humanité, qu'elle n'aggrave pas une situation déjà si redoutable par une hâte que rien ne justifie; qu'elle ne commence pas les hostilités. — L'Autriche serait blessée dans sa dignité si elle n'exécutait pas ses menaces : d'ailleurs il est trop tard, le sort en est jeté.

Le début n'était pas encourageant, mais les Anglais sont obstinés.

Dès le 26, les préparatifs militaires se poursuivent en Autriche avec un tumulte voulu. Le 99e de ligne

quitte Vienne au milieu de manifestations exubérantes auxquelles la police n'est pas étrangère; le généralissime serbe, contrairement aux principes les plus élémentaires du droit des gens, est arrêté à la gare de Gratz et retenu quelque temps prisonnier. Le consul russe de Prague télégraphie que la mobilisation a été déclarée en Bohême. (26 juillet, *Livre orange*, n° 24.) A Berlin, la population se porte à l'hôtel de l'ambassade de Russie et pousse des cris hostiles, sans que la police prenne la moindre mesure de protection. (*Livre orange*, n° 30.)

Tout ce tapage belliqueux, qui semble calculé pour surexciter les passions en Russie, n'empêche pas Sir Ed. Grey de reprendre sa pénible et fastidieuse besogne. Puisqu'il n'a pas pu empêcher la rupture diplomatique entre l'Autriche et la Serbie, il espère du moins éviter une déclaration de guerre et l'ouverture des hostilités. Il demande donc à l'Autriche de s'abstenir de toute attaque prématurée, de manière que la conversation puisse se continuer utilement.

Le 24 juillet, M. Paul Cambon avait insinué au Ministre anglais l'idée d'une médiation entre la Serbie et l'Autriche. Sir Ed. Grey en avait aussitôt parlé au prince Lichnovsky. Sa proposition, qu'il n'avait avancée qu'avec la plus extrême réserve, est repoussée de haut, avant d'avoir été même précisément formulée. M. de Jagow télégraphie à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres qu'après avoir lancé sa note, l'Autriche ne peut pas reculer. — Qu'en sait-il, et à quel titre se substitue-t-il à son alliée, qu'il n'a pas eu le temps matériel de consulter? Est-il donc sûr d'avance que l'Autriche repousse en principe toute concession. Ou bien au contraire redoute-t-il sa condescendance et s'arrange-t-il pour éloigner de l'Autriche des tentations dangereuses? On n'aperçoit guère d'autre hypothèse possible, et ni l'une ni l'autre de ces sup-

positions n'indiqueraient des intentions bien pacifiques.

M. de Jagow n'accueille pas mieux une demande de la Russie qui le presse de conseiller la modération à Vienne. — Conviendrait-il à l'Autriche de céder à la dernière minute et ne serait-ce pas encourager l'aplomb (samoouvierennost) de la Serbie? En vain M. Bronevski lui objecte qu'une concession de l'Autriche ne saurait nullement compromettre son prestige, et lui rappelle la gravité des conséquences probables d'une politique intransigeante. — Le secrétaire d'État se renferme dans un refus absolu. (*Livre orange*, n° 14.)

Pour ménager les susceptibilités ombrageuses du Ballplatz, Sir Ed. Grey renonce à toute intervention entre la Serbie et l'Autriche. Mais, pour apaiser le conflit austro-russe qui s'est greffé sur la première querelle, il demande que les Puissances non directement mêlées à la question interviennent simultanément à Vienne et à Pétersbourg en faveur de la médiation.

Quelle forme prendrait cette action amicale des Puissances? — La plus pratique et la plus simple, — parce qu'elle est la plus rapide, — serait une conférence à Londres des ambassadeurs italien, allemand et français sous la présidence de Sir Ed. Grey, « pour trouver une solution qui empêcherait les complications ». (26 juillet, *Livre bleu,* n° 36.) Les termes, très généraux et très vagues, ont été évidemment choisis par le Ministre dans l'intention de ne froisser personne et de faciliter toutes les adhésions. Il s'agit, dit dans le même esprit de conciliation M. Bienvenu-Martin, « de chercher un moyen de résoudre les difficultés actuelles, étant entendu que, pendant cette conversation, la Russie, l'Autriche et la Serbie s'abstiendraient de toute opération militaire active ». (*Livre*

jaune, n° 61.) La France et l'Italie acceptent avec empressement la proposition de l'Angleterre; la Russie s'y rallie sans hésitation. (*Livre orange*, n°s 31 et 32.)

Et l'Allemagne? — Avant même que Sir Ed. Grey ait transformé sa combinaison en une proposition officielle, M. de Schoen insiste auprès du directeur des affaires politiques en France « sur l'impossibilité absolue de toute médiation ou conférence ». (*Livre orange*, n° 34.) — Témoignage à retenir, parce que les effusions onctueuses sous lesquelles M. de Jagow dissimule sa résolution inébranlable de repousser tous les moyens de paix qu'on lui suggère, risqueraient, dans une lecture rapide, de nous égarer sur ses intentions véritables. Si, en effet, avec une pudeur effarouchée, il déclare tout de suite que l'Autriche repousse « le spectre d'une conférence », qu'elle est infiniment susceptible, pour peu qu'on prononce les termes d'intervention, de médiation, de conférence (*Livre jaune*, n°s 57 et 70), comme cependant il tient spécialement à ne pas froisser l'Angleterre, il multiplie ses assurances générales de cordiale sympathie pour les propositions de Londres. Il est vraiment regrettable qu'il soit si difficile de trouver les termes qui n'offenseraient pas des oreilles aussi délicates que celles du comte Berchtold! Sir E. Grey passe outre à ces objections anticipées et, le 27, Sir E. Goschen saisit officiellement M. de Jagow de la proposition de son gouvernement : — Les quatre Puissances interviendraient dans le conflit, et les ambassadeurs de France, d'Allemagne et d'Italie à Londres seraient chargés de chercher avec Sir Ed. Grey les conditions d'un accord équitable; il serait entendu que, pendant les débats de cette petite conférence, la Russie, l'Autriche et la Serbie s'abstiendraient de toute hostilité.

— Coopérer au maintien de la paix, répond le secré-

taire d'État à Sir E. Goschen, mais c'est mon rêve. Malheureusement ce que vous me proposez équivaudrait à une cour d'arbitrage, et un pareil tribunal ne saurait être convoqué qu'à la demande de l'Autriche et de la Russie. — Mais il n'est pas question de tribunal ni d'arbitrage; on discutera, on avisera aux moyens de sortir d'une situation dangereuse. — Je ne demande pas mieux, mais le procédé que vous me proposez est inacceptable. (*Livre bleu*, n° 43.)

M. Jules Cambon vient appuyer la demande de son collègue et se heurte au même refus obstiné : — Nous ne tenons pas à la forme; nous poursuivons l'association de l'Angleterre et de la France avec l'Allemagne et l'Italie pour travailler à une œuvre de paix; n'est-ce pas réaliser un désir que M. de Jagow a souvent exprimé lui-même que de rapprocher dans une œuvre commune des membres des deux groupes d'alliance dont l'opposition est un danger pour la paix publique et que de les unir dans un esprit solidaire d'entente européenne. — Nous ne pouvons pas abandonner l'Autriche. — Êtes-vous donc engagé à la suivre partout les yeux bandés? La réponse serbe n'équivaut-elle pas à une soumission complète? — Je ne l'ai pas lue. — Vous voulez donc la guerre? — Dieu m'en préserve! — Alors agissons en conséquence; je vous en prie, « pesez les termes de la note de la Serbie avec votre conscience, et n'assumez pas personnellement une part de responsabilité dans les catastrophes que vous laissez préparer ».

Il est impossible, à lire ces nobles paroles, d'une sonorité si franche, d'un accent si ému, de ne pas ressentir quelque fierté en songeant qu'à ces heures tragiques les représentants de la France ont rempli tout leur devoir, et la reconnaissance de la postérité leur appartient au même titre qu'à nos généraux. Les uns et les autres furent de bons serviteurs du pays, de

généreux défenseurs de la concorde internationale, et ils peuvent attendre avec confiance le verdict de l'avenir.

En face de Sir E. Goschen et de M. Jules Cambon, M. de Jagow et M. de Bethmann-Hollweg font vraiment piteuse figure, et leurs arguties fuyantes ou leur brutalité scandaleuse nous donnent une assez fâcheuse idée de la diplomatie germanique. La cause était mauvaise; elle n'a pas été ornée par le talent de ses avocats.

Aux appels pressants de M. J. Cambon, M. de Jagow répond qu'il sera heureux de s'unir à l'Angleterre et à la France dans un effort commun, dès que l'on aura trouvé à cette intervention une forme qu'il puisse accepter, et aussitôt il esquisse un mouvement de retraite qui lui permettra de se dérober aux sollicitations de Sir Édouard Grey et d'éloigner de la discussion l'Angleterre qu'il craint de froisser et qu'il ne veut pas satisfaire.

Avant d'être officiellement saisi de la proposition de Sir Ed. Grey sur une action simultanée de l'Europe, M. Sazonof avait pensé qu'il réussirait peut-être à ramener l'Autriche par des négociations directes, et le comte Szapary lui avait laissé espérer que le Ballplatz ne se refuserait pas à un échange de vues amicales. L'idée était séduisante : elle simplifiait la procédure et permettait de gagner du temps, en évitant les délais qu'entraînaient les pourparlers entre Paris, Berlin, Londres et Rome. M. Sazonof savait quelles colères déchaînait autour de lui la menace autrichienne et il devait craindre que l'entrée des régiments austro-hongrois à Belgrade, — qui paraissait imminente, — ne soulevât en Russie une de ces vagues de fond auxquelles aucun gouvernement ne résiste. Peut-être cependant aurait-il dû se rappeler à ce moment que ces conversations en tête à tête

avec l'Autriche n'avaient pas très bien réussi à ses collègues, et le souvenir encore tout récent de l'entrevue de Buchlau, où la confiante loyauté de M. Izvolsky avait été si odieusement jouée par le baron d'Aehrenthal, aurait pu lui servir de leçon. Mais on se flatte toujours d'être plus heureux et plus habile que ses prédécesseurs.

Tout en adhérant en principe à la proposition de Sir Ed. Grey, M. Sazonof avait ainsi engagé une négociation parallèle avec Vienne, et il avait demandé au comte Berchtold d'autoriser le comte Szapary, son ambassadeur, à rechercher avec lui les changements qu'il serait possible d'apporter à la note autrichienne du 23, de façon à trouver une formule qui, « en donnant satisfaction aux exigences du Ballplatz, fût acceptable pour la Serbie ». (26 juillet, *Livre orange*, n° 25.) — Son premier soin avait été de prier M. de Jagow de soutenir sa demande à Vienne. — Le sous-secrétaire d'État avait accueilli cet amical appel avec une mauvaise humeur évidente : personnellement, il ne voit pas d'inconvénient, puisque Szapary a commencé cette conversation, à ce qu'il la continue. — Mais les conversations antérieures n'ont aucun caractère officiel et n'engagent en rien le gouvernement autrichien; peu importe l'opinion de Szapary, s'il n'est pas directement chargé par le comte Berchtold d'écouter et de répondre. — M. Bronevsky le fait remarquer à M. de Jagow. Il insiste pour que le Cabinet de Berlin conseille d'une façon plus pressante à la Chancellerie autrichienne de s'engager dans cette voie de conciliation; il n'emporte qu'un refus brusque et blessant.

L'Allemagne, qui ainsi n'accueille pas mieux les propositions de Pétersbourg que celles de Londres, exploite d'autre part la demande de M. Sazonot et l'hésitation momentanée qui en résulte en Angle-

terre, et il se retranche derrière elles pour échapper à l'insistance de Sir E. Goschen et de M. J. Cambon : — A quoi bon cette machine redoutable d'une conférence à quatre, puisque les intéressés sont sur le point de s'entendre; « les conversations directes entre Vienne et Pétersbourg sont entamées et se poursuivent; j'en augure beaucoup de bien et j'espère ». (*Livre jaune*, n° 74.) — Le bon billet!

Quand il parle ainsi, M. de Jagow ne dit pas la vérité, et il le sait bien. Il sait qu'il n'y a pas de conversations entamées entre Pétersbourg et Vienne, puisque M. Sazonof lui a demandé d'intervenir auprès du comte Berchtold, pour que celui-ci accepte la discussion directe que désire la Russie, et qu'il vient précisément lui-même de refuser son concours. Peu lui importe, pourvu qu'il gagne du temps, de manière à ce que l'Autriche commence les hostilités; la Russie sera bien forcée alors de sortir de son calme, et l'Allemagne accourra au secours de son innocente alliée, injustement attaquée par la Russie. — A défaut d'autre mérite, le Ministre allemand a celui de suivre sans défaillance le plan qu'il s'est tracé : rendre inutile toute tentative d'apaisement, en essayant de rejeter la responsabilité sur ses adversaires.

Malheureusement pour lui, ce plan d'un machiavélisme enfantin est déjoué par la droiture de l'Angleterre et la franchise de la Russie, et l'Allemagne va être forcée de découvrir son jeu.

Les ambassadeurs de France, d'Angleterre et d'Italie à Berlin se sont concertés; ils ont reçu tous les trois la même réponse du sous-secrétaire d'État, qui, tout en refusant la conférence proposée, leur a en même temps témoigné son désir de travailler avec eux à la paix générale. — Si ce désir est sincère, son opposition ne tient donc qu'à une question de forme. (28 juillet, *Livre bleu*, n° 60.)

— Soit, répond Sir Ed. Grey, dans des heures aussi graves, de vaines susceptibilités seraient criminelles. — Il vient justement de recevoir de Rome une dépêche importante. Le chargé d'affaires de la Serbie à déclaré à Sir R. Rodd, l'ambassadeur d'Angleterre, que, si quelques explications étaient données au sujet des articles 5 et 6 de la note du 23, relatifs à l'intervention des agents autrichiens dans la police et la justice en Serbie, le gouvernement de Belgrade accepterait encore la totalité de l'ultimatum. Comme l'Autriche se refuserait sans doute à fournir ces explications à la Serbie, elles pourraient être données aux Puissances qui conseilleraient alors à la Serbie de céder sur tous les points. — M. de San Giuliano juge qu'il y a là un excellent terrain de discussion, et, comme il est incontestable que le gouvernement de Belgrade n'a pas consenti à cette nouvelle concession sans l'avis de Pétersbourg, il est impossible de ne pas y voir une preuve indiscutable des intentions pacifiques de la Russie[1]. (*Livre bleu*, n° 64.)

Coïncidence singulière : pendant toute la crise, chaque fois qu'un incident heureux semble ouvrir la voie à quelques espérances, un geste brusque de l'Autriche et de l'Allemagne bouscule tout.

Il serait bien étrange que M. de San Giuliano eût laissé ignorer à l'ambassadeur d'Autriche les propos du ministre de Serbie et ses propres espérances ; il est certain que le comte Berchtold était averti du désir de conversation directe manifesté par M. Sazonof.

De quelle façon encourage-t-il les multiples propositions amicales qui, directement ou indirectement, lui arrivent?

1. Il me paraît évident que l'offre de la Serbie est une suite du télégramme du 27 juillet où le Tsar pressait instamment le Régent de tout faire pour écarter une nouvelle guerre.

Tout d'abord, en dépit des objurgations répétées de la France et de l'Angleterre, sans qu'il puisse se faire la moindre illusion sur la redoutable portée de ses résolutions, il ferme la porte, en tant qu'il lui appartient, à toutes les tentatives de négociations, en déclarant la guerre à la Serbie (28 juillet) et en signant le décret de mobilisation générale (*Livre orange*, n° 47). Il est vrai que ce décret n'est pas immédiatement exécuté ni même promulgué. Mais, connu aussitôt par l'ambassadeur de Russie, il doit avoir nécessairement pour effet d'inquiéter le Cabinet de Pétersbourg, de le provoquer à des mesures analogues et de rendre les négociations infiniment plus difficiles.

Quant à la proposition de M. Sazonof, elle reste toujours sans réponse, et le Ministre russe emporte de ses entretiens avec M. de Pourtalès et le comte Szapary la conviction que, décidément, l'Autriche ne veut pas causer. (*Livre jaune*, n° 82.)

Le télégramme qu'il reçoit de son ambassadeur à Vienne, M. Szébéko, lui prouve d'ailleurs qu'il ne s'est pas trompé. M. Szébéko a insisté sur les périls effrayants que crée pour l'Europe une guerre de l'Autriche et de la Serbie; l'Autriche n'aurait-elle pas un avantage évident à une solution qui améliorerait ses rapports avec la Russie! — Le comte Berchtold lui répond qu'il comprend toute la gravité de l'heure, mais que l'Autriche se refuse à entrer dans la discussion de sa note. (*Livre orange*, n° 45.)

En présence d'une situation aussi prononcée et d'une obstination aussi inexorable de l'Allemagne et de l'Autriche, le pessimisme est général et le découragement universel. Même Sir Ed. Grey a une minute d'abattement et prescrit à Sir E. Goschen de suspendre pour le moment ses démarches. (28 juillet, *Livre jaune*, n° 80.)

Presque immédiatement il rebondit, réconforté par les nouvelles de Pétersbourg.

M. Sazonof, — guéri pour un moment de ses illusions sur Vienne, — n'a pas perdu son sang-froid ; il demande à l'Angleterre de reprendre le plus tôt possible ses projets d'intercession. (*Livre orange*, n° 43). Il adresse à ses agents une circulaire dont le ton est si modéré qu'elle lui vaut les éloges ironiques de M. de Jagow. Il admet en fait que le début des opérations militaires en Serbie n'entraîne pas l'abandon des pourparlers ; seulement, il importe de se hâter pour ne pas laisser l'Autriche occuper des positions qui augmenteraient ses exigences.

Sir Ed. Grey adresse alors à Sir E. Goschen sa dépêche capitale du 29 juillet : — Le gouvernement allemand s'est déclaré favorable en principe à la médiation entre la Russie et l'Autriche en cas de nécessité, mais il a paru tenir pour trop solennelle une conférence consultative, une discussion, ou même une conversation à quatre à Londres. Qu'il propose n'importe quel moyen qui permettrait aux quatre Puissances de combiner leur influence pour empêcher la guerre. La France et l'Italie se rallieront à sa proposition. La médiation ne demande qu'à s'employer par tout moyen qui conviendra à l'Allemagne, à qui il ne reste qu'à « déclancher le mécanisme ». (*Livre bleu*, n° 84.) Sir Ed. Grey expose son projet au prince Lichnovsky qui, évidemment, le transmet aussitôt à son gouvernement. Comment expliquer qu'il n'y en ait aucune trace dans le *Livre blanc*, et n'est-ce pas là une de ces omissions systématiques par lesquelles M. de Bethmann-Hollweg a trompé son pays et essayé de tromper l'Europe?

Dans ses conversations avec le prince Lichnovsky

et le comte Mensdorf, Sir Ed. Grey précise sa pensée. Il ne s'opposera pas à ce que l'Autriche occupe Belgrade et une partie du territoire serbe et à ce qu'elle les conserve jusqu'au moment où elle aura obtenu complète satisfaction.

Ainsi l'Europe, malgré les torts multiples de l'Autriche, consent à infliger à la Serbie une humiliation déplorable; la Russie se résigne, et son ambassadeur à Vienne laisse deviner « qu'elle ira très loin pour s'entendre sur les demandes autrichiennes » (*Livre bleu*, n° 94); il ne s'agit plus que de trouver une formule qui voile sa retraite en sauvegardant plus ou moins l'indépendance de la Serbie. Cette formule, la France, l'Italie, l'Angleterre et la Russie laissent à l'Allemagne une liberté absolue pour la déterminer.

A cet appel solennel, à cette condescendance presque illimitée, le Cabinet de Berlin répond.... par une menace de mobilisation immédiate.

Un des symptômes les plus ordinaires de la folie des grandeurs dont souffre l'Allemagne, c'est l'idée fixe. Le malade se suggestionne certaines convictions, qu'il ne critique pas, qui subsistent en dépit des vraisemblances les plus criantes, et qui deviennent pour lui un mobile irrésistible d'action. La politique germanique, en juillet, est aveuglée par deux présomptions dominantes : l'Angleterre ne prendra pas part à la guerre, et la victoire de l'Allemagne sera déterminée par une *attaque brusquée*. Ce système de l'attaque brusquée, qui explique les procédés singuliers de la stratégie allemande pendant toute la campagne, s'impose aussi avec une force tyrannique à sa diplomatie.

A laisser s'écouler les jours, elle craint de donner à ses contradicteurs le temps de mettre en pleine lumière sa volonté de guerre à tout prix et de

provoquer au dehors, peut-être même dans l'Empire, un réveil de l'opinion. C'est un fait remarquable que les journaux allemands n'ont pas publié le texte de la réponse serbe, parce que l'on veut cacher au peuple l'étendue des concessions de Belgrade et l'inanité des griefs autrichiens. Mais ce silence ne saurait se continuer indéfiniment et, du jour où la vérité se répandra, les éléments pacifiques troubleront l'unanimité que l'Empereur désire maintenir. — D'autre part, les Puissances de la Triple-Entente, en même temps qu'elles se rapprochent plus étroitement à mesure que les négociations se prolongent, se mettront en défense, et le plan allemand, qui consiste à écraser en quelques semaines la France et à la contraindre à une capitulation immédiate pour se retourner aussitôt avec toutes ses forces contre la Russie, sera compromis. « La pensée de l'État-Major général est d'agir par surprise, écrivait M. J. Cambon dès le 6 mai 1913. Lorsque la guerre est devenue nécessaire, il faut la faire en mettant toutes les chances de son côté. Le succès seul la justifie. Donc, il faut prévenir notre principal adversaire (la France) dès qu'il y aura neuf chances sur dix d'avoir la guerre, et la commencer sans attendre pour écraser brutalement toute résistance. » (*Livre jaune*, n° 3.)

Le 29 juillet, l'Empereur juge le moment venu. M. J. Cambon attirait en 1913 l'attention du gouvernement français sur une étape de la mobilisation qui n'existe pas chez nous et qui est comme « un garde à vous général »; c'est un appel préalable adressé aux hommes de la réserve. Depuis le 26 juillet, des informations concordantes, venues des côtés les plus divers, prouvent que l'Allemagne poursuit activement ses préparatifs militaires : les réservistes sont invités à ne pas s'éloigner de leur domicile (*Livre jaune*, n° 59), la réquisition des automobiles

est amorcée, (*id.*, n° 60), les officiers en congé sont rappelés (*Livre bleu*, n° 76), les gares sont occupées militairement, l'armement des places commence, et les garnisons sont poussées jusqu'à la frontière. (*Livre jaune*, n° 106.) Tout est prêt pour une invasion immédiate.

D'autre part, dès le 27, M. de Jagow s'est ménagé un prétexte de provocation vis-à-vis de la Russie. — L'Autriche, a-t-il dit à Sir E. Goschen, n'ordonne qu'une mobilisation partielle; mais si la Russie mobilise contre l'Allemagne, celle-ci aura à suivre le mouvement. — Qu'entendez-vous par mobiliser contre l'Allemagne? — Tant que la Russie ne mobilisera que dans le sud, nous ne bougerons pas; si elle mobilise dans le nord, nous serons obligés d'en faire autant. Et il ajoute aussitôt que « le système de mobilisation russe est si compliqué qu'il est difficile de se rendre compte d'une manière exacte de la localisation de la mobilisation ». (*Livre bleu*, n° 43.) En d'autres termes, l'Allemagne mobilisera dès qu'elle se prétendra menacée et, comme il est impossible de savoir à quel moment elle pourra se dire menacée, elle choisira l'heure qui lui conviendra.

Le gouvernement russe cependant, qui se méfie des arrière-pensées de l'Allemagne, s'attache scrupuleusement à ne pas donner barre sur lui. Sir G. Buchanan lui représente d'ailleurs avec insistance les inconvénients de tout entraînement irréfléchi (*Livre bleu*, n° 17), espère que le gouvernement russe « différera le plus longtemps possible l'ukase de mobilisation » (27 juillet, n° 44), prodigue les conseils de modération (29 juillet, n° 72). — Quand on songe à l'intérêt capital qu'a pour M. Sazonof la sympathie de l'Angleterre, il est certain qu'il aura à cœur de ne pas négliger ces avertissements.

Il est vrai que, le 24, sous le coup de la première

indignation causée par la note autrichienne, il a parlé de mobilisation, mais il s'est presque immédiatement ressaisi. Le Conseil des ministres, tenu en présence du Tsar, a décidé que la mobilisation des treize corps d'armée destinés éventuellement à opérer contre l'Autriche ne serait effectuée qu'après avis du ministre des Affaires étrangères qui en fixerait la date et qui est autorisé à continuer les négociations même si Belgrade est occupée. (*Livre jaune*, n° 50.) De fait, bien que le consul général de Russie à Prague ait télégraphié le 26 que la mobilisation était déclarée, le 27, le ministre de la Guerre donne sa parole à l'attaché militaire d'Allemagne qu'il n'a ni appelé un réserviste ni levé un cheval (*Livre blanc*, n° 11), et que, dans aucun cas, on ne mobilisera sur la frontière de l'Allemagne, avec laquelle on désire ardemment conserver la paix. A quoi l'attaché militaire, qui traduit ici la même préoccupation que M. de Jagow dans son entretien avec Sir E. Goschen, répond que la mobilisation même dirigée uniquement contre l'Autriche paraîtrait déjà très menaçante.

Coup sur coup, les nouvelles alarmantes se multiplient. Le 27, M. Jovanovitch, ministre de Serbie à Vienne, reçoit ses passeports, et le consul général d'Autriche-Hongrie à Berlin invite officiellement les réservistes à rejoindre immédiatement leurs régiments. Le 28, la guerre est déclarée à la Serbie et les monitors autrichiens ouvrent le feu sur Belgrade. L'état de siège est proclamé dans la Slavonie et la Croatie. (*Livre orange*, n° 44.) Le 29, M. Dumaine confirme la mobilisation des forces de Bohême et de Galicie. (*Livre jaune*, n° 90.)

Ce n'est cependant que dans la nuit du 29 au 30 que la Russie lancera l'ordre de mobilisation aux corps d'armée qui doivent être opposés à l'Autriche. (*Livre jaune*, n° 91.) — « La mobilisation de l'armée

russe entière, a dit M. de Bethmann-Hollweg, était *décidée* avant que le Tsar se fût adressé à l'Empereur », et il a cherché ainsi à jeter un soupçon de déloyauté sur Nicolas II qui aurait sollicité les bons offices de Guillaume, au moment où il préparait une surprise traîtresse. — Mais que signifie *décidée*? C'est là un de ces termes diplomatiques volontairement vagues choisis avec soin pour frapper les esprits, en permettant, d'autre part, toutes les restrictions mentales. En réalité, si le Tsar télégraphie à Guillaume, c'est pour que la mobilisation que lui imposent les circonstances ne provoque pas un affolement qui aboutirait à une guerre européenne.

La conduite du Cabinet de Pétersbourg est d'une loyauté absolue et d'une correction parfaite. La décision qu'il n'a prise qu'après Vienne et dans une stricte nécessité de défense, il l'annonce sans tarder à toutes les Puissances; il en détermine nettement la portée; il charge son ambassadeur à Berlin de déclarer à l'Allemagne que ses précautions militaires ne la visent en rien, qu'elles ne préjugent même pas une agression contre l'Autriche; il lui fait remarquer qu'il ne rappelle pas son ambassadeur de Vienne; après comme avant, il est prêt à continuer les négociations entamées. — Sa volonté n'a été évidemment que de prouver à l'Autriche, qui persistait à croire « que la Russie ne tiendrait pas le coup » (*Livre jaune*, n° 50), qu'elle aurait tort de supposer qu'elle pourrait sans danger recommencer ses manœuvres de 1909 et de 1913. — « Si la Russie, remarque Sir G. Buchanan, que l'on ne peut guère soupçonner d'entraînement belliqueux, n'avait pas indiqué clairement par sa mobilisation qu'elle était résolue, l'Autriche aurait exploité ses désirs pacifiques et se serait crue autorisée à pousser les choses aussi loin que bon lui aurait semblé. » (*Livre bleu*, n° 78.)

Pendant 1913, les forces russes et autrichiennes sont restées plusieurs mois en présence sans qu'on en soit venu aux mains. Aussi le comte Berchtold accueille-t-il avec une cordialité parfaite M. Szébéko quand celui-ci lui affirme que, par sa levée de boucliers, la Russie souligne seulement l'intention et le droit du Tsar de dire son mot dans le règlement de la question serbe (30 juillet). — Soyez bien convaincu, lui répond le Chancelier autrichien, que, de notre côté, nous n'avons aucune pensée de guerre ; de part et d'autre on s'appliquera à ce que ces mesures ne soient pas mal interprétées. — Bien plus, alors que la veille il s'opposait nettement à la reprise des pourparlers entre MM. Sazonof et Szapary, il déclare qu'il a mal compris les désirs de la Russie et qu'il « autorisera le comte Szapary à discuter quel accommodement serait compatible avec la dignité et le prestige dont les deux Empires ont un souci égal ». (*Livre jaune*, nº 104.) M. Szébéko affirme de son côté que son gouvernement tiendra un compte beaucoup plus large qu'on ne le suppose des exigences de Vienne. — Attendrissement général. L'Angleterre se prépare à bénir les rivaux réconciliés.

Que penser de ce brusque revirement autrichien? — Deux hypothèses sont possibles. — A côté du clan belliqueux qui se groupait autour du comte Tisza et de Conrad de Hœtzendorf et était surtout représenté par les militaires et les catholiques, quelques personnes avaient conservé une lueur de raison et comprenaient l'extrême péril dans lequel on se précipitait de propos délibéré. La monarchie austro-hongroise n'est pas un organisme très solide et, à la soumettre à de trop rudes secousses, on risque fort de la disloquer. Pendant longtemps, on avait pensé que la Russie reculerait et on avait espéré une victoire sans larmes. Du moment où la partie devient sérieuse, on

y renonce et on abandonne un bluff imprudent. Mieux vaut un accommodement même imparfait qu'une guerre dont les conséquences sont incalculables.

Mais il est possible aussi, — et la suite des événements semble plutôt permettre de le supposer, — que la nouvelle attitude de l'Autriche n'ait été qu'une feinte pour rejeter sur la Russie la responsabilité de la rupture et mériter ainsi la sympathie de l'Angleterre qui n'est pas complètement guérie de ses préjugés anti-slaves et de son antique amitié pour les Habsbourgs. Le Ballplatz suppose que le Gouvernement de Pétersbourg, trop engagé désormais et énervé par ses déconvenues précédentes, se laissera emporter à quelque mesure hâtive qui donnera grief contre lui. Il sera facile alors de dénoncer à l'Europe l'insolence moscovite qui déchaîne sur le monde les horreurs de la guerre au moment même où François-Joseph, le magnanime patriarche de la paix, lui tend une main fraternelle.

En réalité, la politique de Vienne va à la dérive, tour à tour emportée dans des sens opposés par des courants contraires. Le comte Berchtold, Hongrois de date récente, n'est ni un matamore ni un buveur de sang; fort riche, homme du monde accompli, plus friand de succès de salons que de gloire militaire, il a été quelque temps ambassadeur à Pétersbourg, dans des circonstances difficiles, et il n'a pas conservé un souvenir très agréable de l'accueil qu'il y a rencontré; il affirme cependant volontiers qu'il ne songe qu'à étonner le monde par sa clémence et qu'il a pris le pouvoir avec l'intention de rétablir des rapports cordiaux avec la cour de Russie. Son intelligence est médiocre et son expérience des affaires est faible, il n'aime ni le travail ni le risque, il n'y a certainement pas en lui l'étoffe d'un grand ambitieux, et il est naturel qu'il s'épouvante de l'aventure où il

s'est engagé à la légère. Mais, à côté de lui, le comte Tisza est parfaitement homme à tout braver pour éloigner les périls qui menacent l'État hongrois dont il connaît la fragilité; il partage la haine féroce que les Magyars nourrissent contre les Serbes, dans lesquels ils aperçoivent leurs adversaires les plus redoutables et flairent leurs successeurs prochains. Les catholiques, empressés à saisir l'occasion d'étendre vers l'Orient les domaines de l'Église romaine, pèsent sur la conscience somnolente du vieil Empereur. Les militaires, bien qu'en général ils détestent plus les Italiens que les Russes, frémissent de joie à la pensée de combattre à côté de leurs camarades de Berlin. Les Allemands de Bohême, que talonnent les Slaves, soutiennent avec passion une politique furibonde et outrancière qui doit rendre indissolubles les liens de Vienne et de Berlin et assurer le triomphe du pangermanisme. Au milieu de ces passions contradictoires, les modérés ne réussissent guère à se faire écouter que par moments; la partie est belle pour les agents de l'Allemagne, et M. de Tchirsky, le confident de Guillaume, parvient sans peine à imposer sa volonté et à mater les velléités flottantes de résistance qui se manifestent çà et là.

Quelle que soit d'ailleurs l'explication que l'on adopte, ce qui résulte clairement des faits, c'est que l'Allemagne, — de connivence avec l'Autriche ou pour la maintenir dans son sillage, quand elle semble échapper à son influence, — est fermement déterminée à ne laisser perdre à aucun prix l'occasion qui lui semble favorable pour briser les dernières résistances de l'Europe.

A l'heure même où l'Autriche accueille avec un calme complet, — vrai ou simulé, — la nouvelle de la mobilisation russe, M. de Pourtalès vient communiquer à M. Sazonof la résolution de son Gouverne-

ment de mobiliser si la Russie ne cesse pas ses préparatifs militaires. (*Livre orange*, nº 58.) — Rappelons-nous que l'Allemagne a toujours annoncé que chez elle la mobilisation entraînait l'ouverture immédiate des hostilités (*Livre jaune*, nº 105), et c'est bien ainsi que le comprend M. Sazonof : « Il ne nous reste plus, écrit-il à M. Izvolsky, qu'à hâter nos propres armements et à compter sur la guerre probablement inévitable. » — L'Allemagne a saisi le prétexte qui s'offrait et qu'elle avait indiqué d'avance à Sir E. Goschen quand M. de Jagow lui disait que « la mobilisation de la Russsie était si compliquée qu'il pouvait être difficile de se rendre compte de la localisation de la mobilisation ».

La Russie, — le fait n'est pas contesté, — n'a mobilisé — partiellement — qu'à l'exemple de l'Autriche. — La mobilisation de l'Autriche, dit l'Allemagne, ne visait que la Serbie. — Mais était-ce contre la Serbie qu'elle levait les régiments de Bohême ou de Galicie et qu'elle envoyait dans les Carpathes des trains d'artillerie ? — La mobilisation n'était que locale : — mais celle de la Russie ne s'appliquait aussi qu'aux gouvernements méridionaux.

Et quel moment choisit l'Allemagne pour adresser à la Russie une communication aussi menaçante ? — Celui où Sir Ed. Grey s'adresse à elle pour lui laisser le choix des moyens de conciliation, le moment où son alliée, dont elle prend la défense avec une précipitation si singulière, accepte de façon « parfaitement amicale » les mesures qui décident au contraire l'Empereur Guillaume à une démarche qui dans son esprit doit être irréparable.

Le Chancelier a prétendu que l'Allemagne était contrainte par le souci de sa sécurité à devancer la Russie, « de manière à ne pas lui donner le temps d'amener des troupes de tous les points de son vaste

territoire ». — Qui prendra au sérieux ces inquiétudes? — En dehors même des lenteurs de la mobilisation russe, que son État-Major connaît mieux que quiconque, l'Allemagne sait, à n'en pas douter, que la France et l'Angleterre ne soutiennent la Russie que parce qu'elle a été gratuitement provoquée. Qu'on leur démontre avec quelque vraisemblance qu'elle poursuit une politique agressive, et aussitôt les partis pacifistes se prononceront avec une telle unanimité que les cabinets de Londres et de Paris seront forcés de peser sur M. Sazonof pour le détourner de ses pensers téméraires. En face de telles considérations, l'inconvénient éventuel de laisser à la Russie quelques jours d'avance relative n'est-il pas bien problématique? — La suite des événements a prouvé que le moindre défaut du parti militaire prussien était une excessive défiance de ses forces, et même à l'heure actuelle, en dépit de pénibles déconvenues, il demeure convaincu que la Russie, — même avec le concours de la France, — est absolument hors d'état de soutenir la lutte contre l'Allemagne.

Pour que le Chancelier ait ainsi, à la minute la moins attendue, soulevé cette question des armements, qui rendait l'entente presque impossible, il faut donc qu'il soit définitivement résolu à écarter tous les moyens de conciliation.

D'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une simple demande d'explications, mais bien d'une mise en demeure qui annonce l'ultimatum imminent. M. de Pourtalès n'est pas un ennemi de la Russie : la raideur du ton qu'il adopte est d'autant plus significative, et aussi le fait qu'il coïncide avec une série de symptômes des plus graves, qui prouvent d'une manière irréfutable que l'Allemagne dès lors envisage le commencement des hostilités.

Elle pousse ses armements avec une hâte toujours

plus fébrile; sur terre et sur mer. De Francfort et de Munich, on signale d'importants mouvements de troupes; les routes de Cassel, de Darmstadt et de Mayence sont couvertes de soldats (*Livre jaune*, n° 88); le 16e corps, renforcé par une partie du 8e, occupe la frontière de Metz à Luxembourg, et le 15e corps s'avance sur les Vosges. Par deux fois, le 29, des patrouilles allemandes pénètrent sur notre territoire. (*Livre jaune*, n° 106.)

M. de Schoen vient faire des observations à M. Viviani sur les mesures militaires qu'il affirme qu'on lui a signalées et l'avertit qu'elles provoqueront des mesures correspondantes en Allemagne. (*Livre jaune*, n° 101.)

Sans raison, sans provocation, la situation, qui était inquiétante dans la matinée du 29, mais avec cependant quelques perspectives rassurantes, est devenue tout à fait angoissante vers la fin de la journée, et uniquement par les démonstrations agressives de Berlin.

Aussi personne n'est surpris quand, le 30 juillet, le *Lokal Anzeiger* et divers autres journaux publient le décret de mobilisation de l'armée et de la flotte allemandes. (*Livre orange*, n° 61.)

Le 29, Sir E. Grey disait à M. P. Cambon, en lui parlant de la communication qu'il adressait à l'Allemagne pour la prier de proposer elle-même une formule de conciliation : « Sa réponse nous permettra de nous rendre compte de ses intentions. » (*Livre jaune*, n° 98.)

La réponse était claire et elle prouvait que le Ministre anglais était encore en deçà de la vérité quand il avouait à M. Cambon qu'il « jugeait la situation très grave et qu'il gardait peu d'espoir dans une solution pacifique ».

On se trouvait bien en face d'un parti pris irréductible, d'une sorte de complot contre l'Europe et l'humanité.

Quelques instants après l'annonce de la mobilisation allemande lancée par le *Lokal Anzeiger*, M. de Jagow téléphonait que la nouvelle était fausse. Les feuillets, ajoutait-il, imprimés d'avance en prévision de toute éventualité et mis en vente à une heure de l'après-midi, venaient d'être confisqués.

La presse allemande est vraiment la mieux informée du monde puisqu'elle prévoit ainsi les événements futurs; ses instincts prophétiques n'avaient-ils pas été avertis par des indices significatifs, et qui croira que le *Lokal Anzeiger*, qui est un journal semi-gouvernemental, aurait ainsi divulgué l'ordre de la mobilisation, si elle n'avait pas été officiellement résolue?

Dans le conseil qui s'était tenu à Potsdam le 29, sous la présidence de l'Empereur, et qui réunissait avec les ministres, les principaux chefs de l'armée, la guerre avait été définitivement décidée, et la publication volontairement prématurée des journaux avait pour but de provoquer la mobilisation de la Russie et de la France, afin de rejeter sur elles la responsabilité de la rupture.

Quand l'événement eut déjoué cette manœuvre, l'Allemagne crut prudent d'ajourner de quarante-huit heures ses résolutions, dans l'espoir de trouver enfin un prétexte plausible, toujours avec la même intention délibérée de ne laisser aboutir aucune tentative pacifique.

Pendant que M. de Pourtalès présentait à M. Sazonof ses demandes d'explications sur les armements de la Russie, M. de Bethmann-Hollweg, à la suite du conseil de Potsdam, faisait venir dans la nuit Sir E. Goschen et, ce qui achève d'éclairer ses véritables intentions, essayait de lui acheter la neutralité de l'Angleterre. — Si la Grande-Bretagne consent à ne pas intervenir, l'Allemagne n'exigera de la France aucune cession territoriale sur le continent. Le

Chancelier en même temps laisse clairement entendre que la neutralité de la Belgique ne sera pas respectée; après la guerre, elle sera rétablie dans ses droits, si elle n'a pas marché contre l'Allemagne. (29 juillet, *Livre bleu*, n° 85.)

Comment M. de Bethmann-Hollweg, qui passe généralement pour être de sens rassis et qui, dans diverses circonstances, avait donné des preuves de raison, s'est-il imaginé une minute que l'Angleterre écouterait sans indignation d'aussi scandaleuses ouvertures! Comment ne s'est-il pas aperçu surtout combien des offres aussi nettement criminelles le compromettraient un jour devant l'opinion! Il pensait sans doute, comme le baron d'Aehrenthal, que le fait accompli est la meilleure justification. Au moment où, en dépit de ses nombreux déboires, l'Angleterre vient de lui remettre une formule de conciliation si large qu'il est difficile d'imaginer une fin de non-recevoir et où il affecte de s'associer à ses désirs, il lui demande comme une lettre de marque pour les actes de piraterie qu'il médite.

Cette insanité ne s'explique que par l'idée fixe qui s'est emparée des Allemands, que, dans aucun cas, l'Angleterre ne se mêlera aux hostilités, — et cette idée fixe a été entretenue par un de ces malentendus qui naissent entre les peuples de la différence des habitudes et de l'opposition des caractères.

L'Anglais a horreur du mensonge. Personne ne prend plus à la lettre la parole biblique : que votre oui soit oui et votre non — non. Sir Ed. Grey, qui, dans toute sa carrière, nous apparaît comme un Anglais pur sang, très désireux de ne pas donner à ses amis des promesses qu'il ne serait pas sûr de tenir complètement, a jusqu'au dernier moment refusé de s'engager vis-à-vis d'eux. Il n'a pas dissimulé à l'Allemagne que, si le conflit austro-serbe devenait

une question européenne, il était très probable que l'Angleterre ne s'en désintéresserait pas; mais il a toujours mis dans ses propos une modération calculée et il n'a jamais élevé le ton. — L'Allemagne, habituée aux expressions emphatiques et aux termes excessifs, était incapable de mesurer la gravité de ses déclarations, et elle voyait un indice d'hésitation et de faiblesse dans ce qui n'était que le calme du self-control.

Elle allait bientôt être détrompée. — Le même 29 juillet, Sir Ed. Grey, dans un entretien avec le prince Lichnowsky, met les points sur les i : — Que le prince ne se laisse pas tromper par le ton amical des conversations; l'Angleterre n'interviendra pas dans une guerre entre l'Autriche et la Russie; mais la situation changerait si l'Allemagne et surtout si la France étaient engagées dans la querelle; il désire entretenir des rapports confiants avec le Cabinet de Berlin et continuer à travailler avec lui au maintien de la paix; mais s'il échoue, « si la question s'élargit de façon à impliquer pour ainsi dire tous les intérêts européens, il ne veut pas s'exposer au reproche d'avoir trompé l'ambassadeur et son gouvernement par la cordialité de ses paroles; ce serait une grave erreur de supposer que l'Angleterre restera passive dans tous les cas, et il ne faut pas qu'on puisse dire que les événements auraient suivi un cours différent, si l'Allemagne n'avait pas été égarée par le cabinet britannique ». (*Livre bleu*, n° 89.) — Peut-être aurait-il mieux valu que ces paroles eussent été prononcées quelques jours plus tôt, mais Sir Ed. Grey ne connaissait pas alors les véritables desseins de l'Allemagne, et il n'est pas dans la nature des Anglais de prévoir les périls de loin. — Dans tous les cas, l'Allemagne était encore avertie à temps et il ne tenait qu'à elle de s'arrêter au bord de l'abîme.

Dans la séance des Communes du 6 août, le premier ministre anglais a dit que les ouvertures de M. de Bethmann-Hollweg étaient une provocation grave à l'Angleterre. — « Je considère, ajoutait-il, aux acclamations unanimes des Communes, la proposition qui nous a été faite comme une de ces propositions que l'on peut mettre de côté sans examen et presque sans réponse. »

Sir Ed. Grey la releva vertement. — « Au point de vue matériel, une telle proposition est inacceptable; car la France, sans qu'on diminue encore ses territoires en Europe, pourrait être écrasée au point de perdre sa position de grande Puissance et devenir subordonnée à la politique allemande. Tout ceci mis à part, ce serait une honte pour nous de passer ce marché avec l'Allemagne aux dépens de la France, une honte de laquelle la bonne renommée de ce pays ne se remettrait jamais. Le Chancelier nous demande aussi de marchander les obligations ou les intérêts que nous pouvons avoir dans la question de la neutralité belge. Ce marché, nous ne pouvons pas l'accepter davantage. » (*Livre bleu*, n° 101.)

La leçon était sévère. Sir Ed. Grey eut la simplicité de croire qu'elle suffirait. — L'Allemagne semblait revenir à de meilleurs sentiments, M. de Pourtalès atténuait sensiblement le ton de ses paroles, et il était permis de supposer que, puisque Guillaume II avait enfin senti en face de lui la résistance unanime de la Triple-Entente, il renoncerait à sa politique dilatoire et hypocritement belliqueuse.

M. de Pourtalès, autant que nous pouvons nous en rendre compte, n'était pas un diplomate très perspicace, et il s'était laissé complètement égarer par les multiples concessions qu'il avait arrachées au Cabinet de Pétersbourg. Il semble aussi qu'il ait été aveuglé par les bons rapports personnels qu'il entre-

tenait avec la coterie germanique de la cour et par la bienveillance innée du Tsar. Il ne s'était jamais demandé si un moment n'arriverait pas où le souverain, en face d'une attaque inqualifiable, ne sacrifierait pas ses sympathies personnelles à ses devoirs envers son peuple. — Quand il s'était aperçu de l'abîme où l'on courait, il avait été « atterré » et avait prié M. Sazonof de chercher un moyen de replâtrer les choses. L'Allemagne abandonnait pour le moment sa question sur les armements de la Russie, parce que, après les paroles de Sir Grey, si elle eût immédiatement insisté, elle eût trop ouvertement paru rompre en visière avec l'Angleterre. On retrouverait bien toujours quelque expédient pour forcer le Cabinet de Pétersbourg à sortir de son calme.

M. Sazonof, qui, même sous le coup de la sommation du 29, a déclaré qu'il négocierait jusqu'au dernier moment (*Livre jaune*, n° 102), reçoit de M. Viviani les exhortations de paix les plus pressantes (n° 101). Il ne repousse pas les instances de M. de Pourtalès : — Vous nous garantissez l'intégrité territoriale de la Serbie, cela ne saurait nous suffire; nous n'admettons pas qu'elle devienne une principauté vassale; nous voulons sauvegarder son indépendance et sa souveraineté. Nous lisons dans votre jeu qui est de laisser l'Autriche écraser sa voisine pendant que vous nous contenez par de vaines protestations. Mais nous détestons l'idée de la guerre. Nous nous engageons donc à cesser toutes nos mesures militaires « si l'Autriche, reconnaissant que son conflit avec Belgrade a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les clauses qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie ». (*Livre orange*, n° 60, 30 juillet.)

La proposition de M. Sazonof est transmise à

M. de Bethmann-Hollweg qui, d'autorité, la déclare inacceptable pour l'Autriche. (*Livre jaune*, n° 107.) — Qu'en sait-il? — Singulier rôle que celui de ce témoin qui, en présence des offres les plus honorables et les plus courtoises, se montre si chatouilleux de l'amour-propre de son client et prétend le forcer à se battre à tout prix! — Quant à la proposition de Sir E. Grey au sujet d'une formule de conciliation qu'on lui a laissé le soin de suggérer, le Chancelier ne répond pas, sous prétexte qu'il attend l'avis de Vienne. (*Livre jaune*, n° 107.) — Ainsi se marque une fois de plus « l'action négative » de la diplomatie allemande.

Attitude d'autant plus suspecte que Sir Ed. Grey, qui a percé à jour les mobiles les plus secrets de la politique berlinoise, a chargé Sir E. Goschen d'ouvertures d'une importance capitale : — L'Allemagne s'imagine que l'Angleterre forme contre elle de noirs complots et c'est elle qu'elle veut battre en France et en Russie. Nous n'avons pas les sinistres projets qu'elle nous attribue. Sir E. Goschen représentera « très sérieusement » au Chancelier que « la seule façon de maintenir les bonnes relations entre l'Angleterre et l'Allemagne est que celle-ci continue à coopérer au maintien de la paix de l'Europe ». Si elles réussissent, les rapports mutuels des deux pays seront améliorés *ipso facto* « et l'Angleterre travaillera dans ce sens avec autant de bon vouloir que de sincérité ». Que l'on sorte heureusement de la crise actuelle, et le ministre « prendra l'initiative d'un arrangement acceptable pour l'Allemagne et par lequel elle pourra être assurée qu'aucune politique agressive ou hostile ne sera poursuivie contre elle ou ses alliés par la Russie, la France ou l'Angleterre elle-même, ensemble ou isolément. Cette idée a eu jusqu'ici un caractère trop utopique pour faire l'objet

de négociations précises; mais, si la crise actuelle, beaucoup plus aiguë que toutes celles par lesquelles l'Europe a passé depuis plusieurs générations, se dénoue sans accident, le soulagement et la réaction qui suivront rendront possible un rapprochement plus défini entre les Puissances. » (*Livre bleu*, n° 101.)

La lettre de Sir Ed. Grey à Sir E. Goschen est admirable de pénétration et de généreuse loyauté et elle demeurera un des plus mémorables documents de l'histoire contemporaine; elle était digne de la noble nation qu'ont honorée les Canning, les Peel et les Gladstone. Que l'on rapproche de cette pièce les textes les plus fameux de la diplomatie germanique, et l'on verra l'abîme qui sépare un grand peuple qui, justement soucieux de ses intérêts nationaux, n'oublie pas cependant ses devoirs généraux envers l'humanité, d'une association de pirates, d'une bande de *Raüber* unis pour le gain et le butin.

M. Asquith, après avoir lu à la tribune les instructions données à Sir E. Goschen, avait certes le droit de dire avec fierté : « Se trouvera-t-il quelqu'un qui, après avoir pris connaissance de cette lettre, l'avoir comprise et en avoir constaté le sérieux et l'évidente sincérité, pourrait encore nous accuser de n'avoir pas fait tout ce qui était humainement possible pour conserver la paix? *On nous a contraints à cette guerre.* »

Le gouvernement anglais, en guise de réponse à son appel d'une si ferme et si haute raison, est averti de Berlin que M. de Jagow prétend que, « pour gagner du temps » (1) il essaie d'agir directement à Vienne, c'est-à-dire, comme le remarque M. J. Cambon « qu'il élimine la France, l'Italie et l'Angleterre, les trois puissances pacificatrices, pour confier à M. de Tchirsky, dont les sentiments pangermanistes et russophobes sont connus, le soin

d'amener l'Autriche à une attitude conciliante ». (*Livre jaune*, n° 109.) Sir Ed. Grey, fort inquiet de ces nouvelles, n'est nullement rassuré par les mystérieuses paroles du Chancelier qui dit à Sir E. Goschen (30 juillet) qu'il « déclanche le mécanisme ». (*Livre bleu*, n° 107.)

S'il n'y a rien à attendre de Berlin, peut-être sera-t-on plus heureux à Vienne. Sans que nous puissions toujours savoir quelle est sa sincérité, le comte Berchtold ne semble pas intraitable. Sir E. Grey demande alors à M. Sazonof de modifier la formule qu'il a suggérée au comte de Pourtalès, et, sur les instances de la France et de l'Angleterre, le ministre russe présente une nouvelle rédaction : « Si l'Autriche consent à arrêter la marche de ses armées sur le territoire serbe et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet que les grandes Puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au gouvernement d'Autriche-Hongrie sans laisser porter atteinte à ses droits souverains et à son indépendance, la Russie s'engage à conserver son attitude expectante. » (31 juillet, *Livre orange*, n° 67.)

Il était difficile de se montrer plus accommodant : le Cabinet de Pétersbourg accepte que l'Autriche, pendant le cours des négociations, continue à occuper les territoires serbes qu'elle aura pu saisir; il reconnaît d'avance que la Serbie doit une satisfaction à l'Autriche, — ce qui est singulièrement contestable; — il remet la décision du litige aux grandes Puissances, il renonce enfin à exiger de Vienne l'espèce de désaveu qu'impliquait la formule antérieure. Il saute aux yeux que le Ministre, dans l'intérêt de la paix, se résigne à des sacrifices très douloureux, que l'entente conclue sur ces bases sera

un échec grave pour la Russie, et que son influence dans la péninsule des Balkans sera sérieusement atteinte.

Les offres de M. Sazonof concordent absolument avec celles de Sir Ed. Grey à Berlin : les quatre Puissances garantissent à l'Autriche une entière satisfaction pourvu qu'elle ne porte pas atteinte à la souveraineté de la Serbie et, en attendant le règlement définitif, les opérations et préparatifs militaires seront suspendus de part et d'autre.

Pour prévenir les objections possibles sur la sincérité des promesses russes, Sir Ed. Grey prend vis-à-vis de l'Allemagne les engagements les plus formels : — « Si l'Allemagne suggère une proposition raisonnable qui montre clairement que l'Allemagne et l'Autriche s'efforcent de sauvegarder la paix européenne et que la Russie et la France soient assez mal inspirées pour la repousser, je la soutiendrai à Pétersbourg et à Paris, — et je vais jusqu'à dire que, si la Russie et la France ne l'acceptent pas, le Gouvernement de Sa Majesté se désintéressera de la question. Sans cela, j'ai dit à l'ambassadeur d'Allemagne que, si la France se trouvait entraînée, nous serions engagés. » (*Livre bleu*, n° 111.)

Il paraît absurde de supposer que l'Allemagne, qui est maîtresse du jeu, qui a la partie gagnée, ne se contentera pas de ce qu'elle a obtenu. En effet l'Autriche paraît définitivement entrer dans la voie des concessions, et les nouvelles de Vienne sont accueillies par Sir Ed. Grey avec une visible satisfaction. Pour la première fois depuis le début de la crise, on respire plus aisément. M. de San Giuliano, à qui ses obligations de membre de la Triplice dictent une extrême réserve, mais qui depuis le premier jour s'est appliqué à apaiser les différends et qui prête à Sir Ed. Grey l'inappréciable concours de sa

droiture et de sa finesse, a aperçu un moyen d'entente à propos du fameux article 5 de la note autrichienne qui est la principale pierre d'achoppement. Le comte Berchtold ne se refuse pas à l'examiner, puisque, le 31, il autorise son ambassadeur à Pétersbourg à reprendre les conversations avec M. Sazonof et « à donner des explications au sujet de l'ultimatum à la Serbie ». (*Livre bleu*, n° 110.)

Il est vrai que, à la même date, le gouvernement autrichien a ordonné la mobilisation générale, mais il a déclaré qu'elle n'arrêterait pas les pourparlers et qu'elle ne devait pas « être nécessairement considérée comme un acte hostile de part et d'autre », ce qui prouve qu'il s'attend à la mobilisation russe et qu'il ne s'en prévaudra pas pour rompre. Et en effet, le 1er août encore, après la mobilisation russe, l'Autriche semble prête à accepter une médiation de l'Angleterre entre Vienne et Belgrade et proteste dans tous les cas contre les intentions qu'on lui prête de porter atteinte aux droits souverains de la Serbie. (*Livre bleu*, nos 135 et 137[1].)

Comment expliquer qu'au moment où la détente est générale, l'Allemagne, par une nouvelle et insolente sommation à la Russie, anéantisse les espoirs qui renaissent! Comment prendre au sérieux les

1. Le texte de la dépêche de Sir Ed. Grey à Sir G. Buchanan est formel : « J'apprends de source très sûre que le gouvernement autrichien a informé le gouvernement allemand que, bien que la situation ait été modifiée par la mobilisation russe, il serait disposé, pour montrer son appréciation des efforts de l'Angleterre pour la paix, à accueillir favorablement ma proposition d'une médiation entre l'Autriche et la Serbie. » (*Livre bleu*, n° 135.) — J'avoue cependant que j'ai quelques doutes; la concession de l'Autriche et l'acceptation par elle d'une médiation de l'Angleterre entre Vienne et Belgrade me paraissent si invraisemblables que je me demande si Sir E. Grey a bien compris ou s'il n'y a pas une erreur d'impression et s'il ne faudrait pas lire, non pas entre la Serbie et l'Autriche, mais entre la Russie et l'Autriche.

craintes qu'elle affecte à propos de la mobilisation russe, alors que l'Autriche, la principale intéressée, n'y voit pas un motif de rompre les négociations, et que l'Allemagne est largement garantie elle-même par les promesses de Sir Ed. Grey !

Nous sommes obligés de supposer ou bien que M. de Bethmann-Hollweg a senti que le comte Berchtold fléchissait et qu'il a voulu couper court à ses hésitations en le précipitant dans la guerre, ou bien qu'il a cru pouvoir se servir vis-à-vis de l'Angleterre des préparatifs du Cabinet de Pétersbourg comme d'un prétexte suffisant pour excuser son attaque. Comme les faits le démontrent, dès le 29, il était résolu à la rupture ; il avait été arrêté par la surprise que lui avait causée le langage du Cabinet de Londres. Le 31, il espère jeter une ombre défavorable sur les intentions de la Russie et obtenir ainsi la neutralité au moins partielle de la Grande-Bretagne, et il court le risque. D'ailleurs, il se rend compte que toute tergiversation nouvelle serait funeste à sa cause, puisqu'elle mettrait fatalement dans une lumière crue ses véritables intentions et qu'il serait forcé ou bien de consentir à une transaction dont il ne veut à aucun prix, ou de renoncer à tout espoir de dissimuler sa responsabilité.

Dans son discours au Reichstag, M. de Bethmann-Hollweg a dit : — C'est de Vienne que devait venir la décision. Mais avant qu'elle arrive, nous apprenons que la Russie a mobilisé toutes ses forces militaires. — Or, d'abord, la mobilisation générale russe n'a été qu'une réponse à la mobilisation autrichienne qui a eu lieu à la première heure[1]. (*Livre jaune*, n° 115.) — Ensuite, il n'est pas exact que l'Autriche n'eût pas

1. Sur cette question de la priorité de la mobilisation autrichienne, M. Durkheim a apporté des preuves irréfutables. (*Qui a voulu la guerre?* p. 64.)

déjà manifesté sa décision, puisqu'elle avait autorisé son ambassadeur à discuter avec M. Sazonof les termes de sa note du 23 juillet.

La légation allemande de Sophia a communiqué à la presse un avis officiel du 11 août, ainsi conçu : « Le gouvernement russe prétend que, pendant que les pourparlers étaient en plein cours, le gouvernement allemand aurait remis son ultimatum. Cet exposé ne répond pas à la vérité. » — Il est toujours facile de nier, mais l'ultimatum allemand a été remis au ministre dans la nuit du 31 au 1er août. Il faut donc que Sir Ed. Grey ait été victime d'une lamentable hallucination quand il télégraphie dans la journée du 31 à Sir G. Buchanan : « J'apprends par l'*ambassadeur d'Allemagne* que l'ambassadeur d'Autriche a été informé qu'il pouvait converser avec le Ministre russe. — C'est avec grande satisfaction que j'ai appris que les pourparlers sont repris entre l'Autriche et la Russie. » (*Livre bleu*, n° 110.) — Que valent les démentis en présence de faits aussi précis !

Guillaume II, personne ne l'ignore et il s'en glorifie, n'est pas un vulgaire monarque constitutionnel, et qu'il ait cru bon de dire son mot dans la querelle, il n'y a là de quoi surprendre personne. Ses télégrammes forment la principale parure du *Livre blanc*, dont le néant offre un si suggestif contraste avec l'abondance des recueils diplomatiques anglais et français.

La rédaction des dépêches du Kaiser n'est pas très heureuse. « L'agitation sans scrupules, dit la première (28 juillet), qui s'exerce depuis des années en Serbie, a déterminé l'assassinat de François-Ferdinand. Les Serbes sont encore dominés par l'esprit qui les a

poussés à l'assassinat de leur roi et de leur reine. Sans aucun doute, tu conviendras avec moi que tous deux, comme tous les autres souverains, nous avons intérêt à ce que tous ceux qui portent la responsabilité de cet horrible crime soient punis. » — Allusion délicate aux attentats terroristes, affirmation que la Serbie entière est responsable de l'assassinat de François-Ferdinand, ce qui implique que la Russie, qui défend la Serbie, est complice du meurtre, rappel blessant de la conspiration de 1903. Guillaume a une façon bien personnelle de se concilier les bonnes grâces du souverain russe.

C'est le même ton dans le deuxième télégramme de l'Empereur. « L'amitié pour toi et pour ton pays que me légua mon grand-père à son lit de mort, a toujours été sacrée pour moi et je l'ai soutenu fidèlement quand il s'est trouvé dans des difficultés sérieuses, en particulier dans sa dernière guerre. » — Il est fâcheux que Racine soit celui de nos classiques que goûtent le moins les Allemands; ils y trouveraient à l'occasion des conseils salutaires: Un bienfait reproché tint toujours lieu d'offense. Le meilleur moyen de préserver un grand peuple de résolutions imprudentes n'est peut-être pas de lui rappeler ses récents déboires. Gardons-nous pourtant d'attribuer des intentions volontairement blessantes à ces fautes de tact; admettons que Guillaume II n'ait pas cherché ces effets et que cette façon de procéder lui soit naturelle.

Que disent les télégrammes?

1er télégramme, 28 juillet. — Je déploie sur l'Autriche-Hongrie toute mon influence pour la pousser à s'entendre ouvertement et pacifiquement avec la Russie. J'espère que tu m'aideras.

Réponse du Tsar, 29 juillet, 13 h. — L'indignation soulevée en Russie par les procédés de l'Autriche

est énorme et je la partage. Fais ton possible pour empêcher ton alliée d'aller trop loin.

Télégramme du Kaiser, 29 juillet, 18 h. 30. — L'Autriche a raison, ses demandes sont justes et modérées. Une entente directe entre toi et l'Autriche est possible et je l'appuierai. Naturellement toutes mesures militaires pourraient être considérées comme une menace et rendre impossible la médiation que j'ai assumée. —

Une première réflexion se présente : En quoi peut bien consister la médiation si, dès la première heure, le médiateur prend absolument position en faveur d'une des parties? — La Russie, dit Nicolas, se sent offensée par la pression de l'Autriche sur la Serbie. Les exigences de l'Autriche sont parfaitement légitimes, et il m'est impossible de les modérer, réplique Guillaume. — Dès lors, à quoi se réduira l'intervention que le Kaiser ne refuse pas, suivant les termes aimables de M. de Bethmann-Hollweg « aux prières instantes » du Tsar. Le Chancelier a eu visiblement ici l'intention de blesser le Tsar, en nous le présentant dans une attitude de craintive humilité : il ne s'aperçoit pas qu'il est bien difficile de comprendre pourquoi la Russie, qu'il nous dénonce comme si belliqueuse, supplie ainsi Guillaume de prêcher la modération à Vienne.

De quelle façon d'ailleurs s'est exercée cette action conciliatrice du Kaiser? — Il a dû télégraphier à M. de Tchirsky ou au comte Berchtold ou à l'Empereur François-Joseph : à ne pas nous communiquer ces dépêches, il témoigne d'une modestie à laquelle sa conduite ne nous a pas habitués et qui, dans l'espèce, est vraiment excessive.

On plaisantait les hommes de 48 parce que leur snobisme naïf imitait assez inutilement les Conventionnels. M. de Bethmann-Hollweg est le plagiaire de Bismarck : il a voulu rallier le peuple autour de

l'Empereur en laissant entendre que, comme Guillaume Ier avait été offensé par Bénédetti, son petit-fils avait été l'innocente victime d'une machination du Tsar, qui aurait essayé de le jouer en préparant sournoisement sa mobilisation pendant qu'il suppliait son candide et loyal ami d'intercéder à Vienne. Du haut du Walhalla, sa demeure dernière, l'illustre fondateur de l'Unité allemande éprouve sans doute quelque ironique pitié pour les épigones qui appliquent si maladroitement ses méthodes. Autant les dépêches de Guillaume sont rogues, altières et blessantes, autant celles de Nicolas sont simples, modestes, sincères, et l'on y sent vivement palpiter la douleur d'un souverain qui, malgré lui, va se voir condamné à déchaîner sur le monde d'indicibles souffrances.

Quant aux insinuations du Chancelier contre la noire perfidie et les louches machinations du Tsar, il est déjà difficile de comprendre que leur inanité n'ait pas été aperçue par le Reichstag, même dans une lecture hâtive, et elles ne résistent pas au plus rapide examen.

La Russie n'a jamais dissimulé à l'Allemagne les préparatifs qu'elle était obligée de faire, et le rapprochement du *Livre orange* et des dépêches de l'attaché militaire de Berlin prouve avec évidence que l'étonnement qu'affectait le Kaiser à propos de ces préparatifs était simulé et ridicule.

Le 30 juillet, Guillaume adresse à Nicolas une dépêche dont le ton menaçant semble calculé pour le pousser à des résolutions extrêmes : « Si la Russie, comme c'est le cas d'après ce que j'apprends par toi et par ton gouvernement, mobilise contre l'Autriche, le rôle de médiateur dont tu m'as chargé amicalement, et que j'ai accepté sur ta demande expresse, sera bien difficile, sinon même impossible. Le lourd fardeau de la décision repose maintenant sur tes épaules ; elles

ont à porter la responsabilité de la paix et de la guerre. » (*Livre blanc*, n° 23.) — Est-ce ainsi qu'un souverain parle à un Empereur qu'il désire sincèrement mettre en garde contre des résolutions prématurées? — Et Nicolas a-t-il vraiment le devoir, a-t-il même le droit de rester impassible pendant que les Autrichiens exécutent la Serbie? Quelles sont les nouvelles si alarmantes qui sont arrivées de Pétersbourg depuis le premier télégramme du 28? M. de Pourtalès et l'attaché militaire ont-ils envoyé des renseignements terrifiants? Pourquoi dans le *Livre blanc* ne nous les communique-t-on pas?

Le Tsar répond au Kaiser immédiatement, et son télégramme est d'une si belle franchise de ton, d'une telle probité d'allures qu'il aurait ébranlé des résolutions moins ancrées. « Je te remercie de tout cœur pour ta rapide réponse. Je t'envoie ce soir Tatichev avec mes instructions. Les mesures militaires qui s'exécutent étaient déjà décidées depuis cinq jours, uniquement pour nous défendre contre les préparatifs de l'Autriche. J'espère de tout cœur qu'elles ne t'arrêteront en rien dans ton rôle de médiateur auquel j'attache un grand prix. Nous avons besoin que tu pèses sérieusement sur l'Autriche pour qu'elle consente à une entente avec nous. » (30 juillet, *Livre blanc*, n° 23[a].)

A cet appel presque douloureux, le Kaiser ne répond pas, et, le 31, l'Allemagne proclame l'état de menace de guerre. A minuit, M. de Pourtalès somme la Russie de commencer sa démobilisation à la fois contre l'Allemagne et l'Autriche avant douze heures et d'en donner à l'Allemagne l'assurance formelle. Faute de quoi, l'Allemagne sera forcée de mobiliser. — Est-ce la guerre? demande M. Sazonof à M. de Pourtalès. — Non, mais nous en sommes extrêmement près. (*Livre orange*, n° 70.) M. de Pourtalès, qui ne désirait pas

une rupture, semble avoir quelque peu atténué les termes de l'ordre qu'il avait reçu, si nous en croyons du moins la déclaration du Chancelier au Reichstag : « Notre ambassadeur, a-t-il dit, reçut en même temps la mission de déclarer au gouvernement russe qu'au cas où il repousserait notre demande, nous nous considérerions comme en état de guerre avec lui. »

Ainsi, soumission sans condition, sans discours, ou la mort.

Notre ambassadeur, continue M. de Bethmann-Hollweg, a rempli sa mission. Quelle fut la réponse de la Russie? — Nous l'attendons encore.

Si la Russie n'avait pas répondu, qui donc s'en étonnerait? — A de pareilles insolences, disait Kléber, en Égypte, avant la bataille d'Héliopolis, on ne répond que par des victoires.

Mais, encore une fois, le Chancelier allemand est mal servi par sa mémoire.

Le Tsar, ainsi que l'y obligeait le souci le plus élémentaire de sa dignité, laisse expirer le délai qui a été fixé à la Russie par le Chancelier, et le 1er août, à 2 heures, il télégraphie au Kaiser.

« Je comprends que tu sois obligé de mobiliser, mais j'aimerais recevoir de toi la même promesse que je t'ai donnée, que ces mesures ne signifient pas la guerre et que nous continuerons à négocier pour le bien de nos deux pays, de la paix générale qui est si chère à nos cœurs. Avec l'aide de Dieu, il doit être possible à notre amitié éprouvée d'éviter l'effusion du sang. J'attends avec pleine confiance une prompte réponse. » (*Livre blanc*, p. 13.)

Ainsi l'Allemagne a repoussé toutes les propositions de conciliation, elle a refusé à la Russie les plus légères concessions, elle lui a adressé une première fois, le 29, une mise en demeure comminatoire, elle a écarté dédaigneusement et sans examen les

formules d'entente les plus bénévoles suggérées par Sir Édouard Grey et acceptées par M. Sazonof, elle a en mains les promesses les plus formelles de l'Angleterre qui lui garantissent la modération de ses voisins, elle sait que les négociations entre Pétersbourg et Vienne se poursuivent sur un ton amical et prennent une tournure des plus encourageantes, et elle détruit tout ce travail de paix et d'humanité par la sommation la plus cassante et les exigences les plus inacceptables. Elle accentue encore son injure en réclamant de la Russie qu'elle arrête ses préparatifs non seulement contre l'Allemagne, mais aussi contre l'Autriche.

Le Tsar, qui pousse presque au delà des limites que lui imposent ses devoirs de souverain et de gardien de l'honneur de son peuple la volonté d'éviter la guerre, en dépit des preuves multipliées qu'il possède des desseins froidement hostiles de l'Allemagne, adresse au Kaiser un suprême appel.

Que risque Guillaume à accepter le délai qu'on lui demande? Pourquoi, s'il s'est cru obligé de mobiliser pour prévenir une attaque, ne pas attendre sous les armes le résultat des négociations engagées?

Quelques heures avant la remise de l'ultimatum de l'Allemagne, M. Sazonof a télégraphié à Sir Édouard Grey une note qui me semble décisive, et qui établit sans contestation possible la loyauté et la modération du gouvernement russe.

« L'ambassadeur austro-hongrois déclare que son gouvernement est prêt à discuter la substance de l'ultimatum adressé par l'Autriche à la Serbie. M. Sazonof a répondu en exprimant sa satisfaction; il a dit qu'il serait à souhaiter que les discussions eussent lieu à Londres avec la participation des grandes Puissances. M. Sazonof espère que le gouvernement britannique assumera la direction de ces

discussions. La totalité de l'Europe lui en sera reconnaissante. » (*Livre bleu*, n° 133.)

Le Kaiser ne peut pas ne pas connaître ce télégramme. Il a reçu l'appel si pressant du Tsar. Il ne trouve d'autre réponse que de renouveler avec hauteur les exigences de son Chancelier : « J'ai indiqué hier à ton gouvernement le seul moyen d'éviter la guerre... Une réponse immédiate, claire et formelle, de ton gouvernement est le seul moyen de prévenir des malheurs infinis. » (*Livre blanc*, p. 13.)

Vraiment, si les circonstances étaient moins tragiques, on serait tenté de sourire quand M. de Bethmann-Hollweg s'écrie ensuite pathétiquement au Reichstag : « Je répète les paroles de l'Empereur : c'est la conscience pure que l'Allemagne va au combat. »

Comme, une fois que l'on est engagé dans le mensonge, on ne pense jamais à tout, M. de Bethmann-Hollweg a laissé dans la déclaration même de guerre que M. de Pourtalès remit le 1er août à M. Sazonof la trace matérielle et palpable de sa crainte fébrile que la rupture ne fût ajournée. La Russie, lisons-nous dans le *Livre orange* qui nous avertit qu'il donne le texte exact, ayant refusé de faire droit à (*n'ayant pas cru devoir répondre à*) cette demande et ayant manifesté par ce refus (*cette attitude*) que son action était dirigée contre l'Allemagne, j'ai l'honneur de faire savoir à V. E. que l'Empereur, relevant le défi, se considère en état de guerre avec la Russie (samedi, 1er août, 19 h. 10, *Livre orange*, n° 76).

M. de Bethmann-Hollweg redoutait tellement que M. Sazonof n'essayât malgré tout de continuer les négociations qu'il avait d'avance donné des ordres pour qu'aucune explication ne fût possible et que la guerre fût inévitable, que la Russie refusât de répondre ou qu'elle donnât une réponse quelconque.

L'Empereur relevait le défi!... comme le comte Berchtold, le 25 juillet, avait relevé le défi que lui avait lancé M. Pachitch.

La sommation de M. de Pourtalès a été présentée à M. Sazonof dans la nuit du vendredi au samedi; il demandait une réponse pour le samedi midi. — Le vendredi, à 1 h. 15, le Kaiser, d'une fenêtre de son palais, annonçait à la foule la déclaration de guerre : « C'est un jour sombre pour l'Allemagne. On nous oblige à tirer l'épée. »

On nous oblige à tirer l'épée! — Six heures avant la communication de M. de Pourtalès à M. Sazonof, dix-huit heures avant qu'on connaisse la décision du ministre russe!

En même temps qu'à M. de Pourtalès, M. de Bethmann-Hollweg télégraphiait à M. de Schoen :

« La Russie a ordonné la mobilisation de son armée et de sa flotte *malgré notre médiation en cours*. Nous avons en conséquence déclaré l'état de menace de guerre qui doit être suivi par la mobilisation, à moins que la Russie, dans les 12 heures, n'arrête toutes ses mesures *contre nous et l'Autriche. La mobilisation implique inévitablement la guerre*. Demandez au gouvernement français s'il est disposé à rester neutre dans une guerre russo-allemande. Vous devez exiger une réponse dans les 18 heures. Télégraphiez aussitôt l'heure de votre demande. La hâte la plus extrême est nécessaire. » (31 juillet, *Livre blanc*, n° 25.) — Pour ne laisser aucun doute sur ses intentions, M. de Schoen demande que « l'on veuille bien prendre des dispositions pour sa propre personne [1] ».

1. Le *Livre jaune* ne publie pas la note officielle de l'Allemagne, et il semble que M. Viviani ne l'a pas communiquée *in extenso* à nos ambassadeurs. Il avait évidemment encore l'espoir d'éviter

M. Viviani n'était pas assez naïf pour ne pas s'être convaincu depuis l'origine de la crise que « l'Allemagne poursuivait l'humiliation de la Russie, la désagrégation de la Triple-Entente et, si ces résultats ne pouvaient être obtenus, la guerre » (*Livre jaune*, n° 114.)

La demande de l'Allemagne survenait cependant au moment où les nouvelles de Vienne et de Londres lui avaient rendu une lueur d'espoir.

Avec un remarquable sang-froid, il ne modifie pas son attitude, et sa première pensée est de télégraphier à M. Paléologue, notre ambassadeur en Russie : « Ainsi que je vous l'ai déjà fait connaître, je ne doute pas que le gouvernement impérial, dans l'intérêt supérieur de la paix, évite pour sa part tout ce qui pourrait rendre inévitable ou précipiter la crise. » (*Livre jaune*, n° 117.) Dans une heureuse et significative rencontre, par un geste analogue, le Tsar et le Président du Conseil de la République française s'unissaient dans un suprême geste de paix.

M. Viviani fait remarquer à M. de Schoen qu'il n'y a aucun conflit direct entre la France et l'Allemagne, que la France a toujours employé et continue à employer ses efforts dans un sens pacifique, lui rappelle combien de raisons l'on a encore d'espérer; la querelle n'existe en fait qu'entre l'Autriche et la Russie, et l'Allemagne n'a à intervenir que comme alliée de l'Autriche; quelle responsabilité n'assumerait-elle pas si elle prenait l'initiative des hostilités alors que les deux intéressés étaient disposés à causer amicalement. (*Livre jaune*, n°s 121 et 125.) Le décret de mobilisation en France a été signé le 31 juillet et sera affiché le lendemain, 1er août. Mais c'est une

les hostilités et il ne tenait pas à attirer l'attention sur une démarche qui, divulguée, aurait soulevé l'opinion.

mesure de préservation qui n'implique ni la guerre, ni même une rupture diplomatique. Les ambassadeurs russe et autrichien demeurent à leur poste : pourquoi M. de Schoen ne resterait-il pas au sien?

Quand M. de Schoen revient, le samedi 1er août à onze heures du matin, M. Viviani lui démontre que la situation générale paraît sensiblement améliorée, puisque la Russie sollicite la médiation de l'Angleterre et que le comte Szecsen vient de lui déclarer officiellement que son gouvernement a promis de respecter non seulement l'intégrité du territoire serbe, mais la souveraineté du royaume; puisque l'Autriche ne se refuse plus à donner des explications à la Russie sur ses intentions, la plus sérieuse difficulté est écartée. Il lui fait encore remarquer qu'une proclamation signée du Président de la République insiste sur le fait que la mobilisation n'est pas la guerre et que le gouvernement multipliera ses efforts pour faire aboutir les négociations. (1er août, *Livre jaune*, n° 125.)

Le baron de Schoen paraît frappé de ces arguments et ne réclame pas une réponse officielle à sa question de la veille sur l'attitude de la France en cas de conflit russo-allemand [1].

1. M. de Bethmann-Hollweg a dit, dans son discours du 4 août : « Nous avons demandé à la France si, en cas de guerre russo-allemande, elle garderait la neutralité. Elle nous a répondu qu'elle ferait ce que lui dicteraient ses intérêts. — C'était ne pas répondre à notre question, sinon par la négative. » (Agitation.) — L'affirmation du Chancelier est démentie non seulement par la dépêche de M. Viviani à tous les ambassadeurs de France (*Livre jaune*, n° 125), — mais aussi par la dépêche de M. Izvolsky : « L'ambassadeur d'Allemagne a fait visite à M. Viviani, mais ne lui a fait aucune communication, sous prétexte qu'il lui était impossible de déchiffrer les télégrammes qu'il avait reçus. » (*Livre orange*, n° 74.) On sait qu'aux heures de crises, par une mauvaise chance inexplicable, le télégraphe allemand fonctionne toujours mal.

Ce silence, sans inspirer beaucoup de confiance à M. Viviani, lui semble cependant un indice relativement favorable. En réalité, il s'expliquait, non par un abandon des intentions belliqueuses de l'Allemagne, mais par son espoir persistant de retenir l'Angleterre dans la neutralité. Elle voulait forcer la France à prendre l'initiative de la guerre et espérait parvenir ainsi, en prenant l'attitude de l'innocence persécutée, à décider Sir Ed. Grey à se renfermer au moins dans une demi-abstention.

Un peu interloqué au premier moment par les déclarations du ministre anglais au prince Lichnovsky (29 juillet) et par sa dépêche du 30, le Chancelier n'avait pas tardé à reprendre confiance. On croit aisément ce qu'on désire, et les diplomates allemands ont un flair psychologique assez obtus. L'Angleterre était inondée d'agents et d'espions qui informaient la Wilhelmstrasse de tout ce qui se passait à Londres; comme toujours, ils envoyaient des rapports favorables et exagéraient l'influence des groupes hostiles à la guerre.

Le Chancelier n'ignorait pas d'ailleurs l'extrême réserve avec laquelle Sir Ed. Grey accueillait les appels de M. P. Cambon. Le 1er août encore, en s'engageant à ne pas permettre à la flotte allemande d'attaquer les côtes françaises, le Ministre ajoutait que cela ne l'obligeait pas à déclarer la guerre à l'Allemagne et qu'il ne s'y croirait même pas tenu par la violation de la neutralité du Luxembourg. (*Livre bleu*, n° 148.)

M. de Bethmann-Hollweg avait vu évidemment aussi une preuve de timidité dans la persévérance avec laquelle le Cabinet anglais entassait les propositions de paix et dans sa promesse de se désintéresser des événements si la France et la Russie repoussaient des offres raisonnables. (31 juillet, *Livre bleu*, n° 111.)

Il en avait même conclu que l'Angleterre finirait par se résigner à l'invasion de la Belgique. Quand Sir E. Goschen l'avait interrogé sur ce point, il avait donné une réponse évasive, sous prétexte qu'un engagement positif révélerait le plan de campagne; Sir Ed. Grey avait déclaré « cette réponse très regrettable » (*Livre bleu*, n° 123), et cette expression atténuée n'avait pas paru décourageante aux diplomates allemands.

Sir Ed. Grey n'était pas revenu à la charge, évidemment parce qu'il ne voulait pas, au milieu de la surexcitation générale, compliquer et aigrir la discussion, quand l'horizon s'éclaircissait. Il signalait bien que « son attitude lui serait en grande partie dictée par l'opinion publique, pour qui la neutralité belge avait une grande importance ». Mais M. de Bethmann-Hollweg, tout à fait hynoptisé par sa théorie de la nécessité, était absolument hors d'état de comprendre les scrupules juridiques de ses interlocuteurs. Il nourrissait de plus un mépris instinctif pour une nation de boutiquiers qu'il jugeait incapable de sacrifier à une question d'ordre général ses profits immédiats.

Les Anglais sont de bons chrétiens, mais chaque peuple interprète l'Évangile suivant son tempérament et ils n'ont pas coutume de tendre la joue gauche quand on les soufflette sur la joue droite. Ils avaient à plusieurs reprises déterminé nettement leur position : la paix, mais une paix qui ne coutât rien ni à leurs intérêts, ni à leur honneur. Très sincèrement, M. de Bethmann-Hollweg n'entendait pas leur langage; il avait son plan et refusait d'en démordre. La raideur des premières réponses de Sir Ed. Grey le détermina seulement à relever ses enchères.

Il essaya d'abord de persuader à Sir E. Goschen que

c'était la Russie qui avait pris l'initiative des hostilités, en faisant franchir la frontière par ses troupes. — Où? — Quand? — Il ne l'indiquait pas, mais ces Slaves ne sont-ils pas capables de tout[1] ! (2 août, *Livre bleu*, n° 144.) La veille, le 1er août, le prince Lichnovsky avait laissé entendre que, pour obtenir la neutralité de l'Angleterre, l'Allemagne garantirait « l'intégrité de la France et de ses colonies ». (*Livre bleu*, n° 123.) En dépit du refus de Sir Ed. Grey de se lier par de pareils marchés, l'Empereur s'autorise d'une communication téléphonique, mal comprise ou mal interprétée par le prince Lichnovsky, pour assurer l'Angleterre que, si elle se porte caution de la neutralité de la France, il tournera ses forces d'un autre côté[2].

L'Empereur n'a pas la moindre idée de ce que de pareilles offres ont de blessant pour l'Angleterre. Il lui demande d'employer sa flotte et son armée contre un pays à qui la lient, à défaut de traités précis, d'étroites obligations morales, et de le contraindre ainsi à s'incliner devant les volontés de l'Allemagne, en rompant l'engagement qu'il a contracté vis-à-vis de la Russie. — D'ailleurs, ces pourparlers ne modifient en rien le plan de l'État-Major allemand et le Chancelier ne promet de différer son attaque que jusqu'au 3 août, c'est-à-dire jusqu'au jour qui a déjà été prévu par l'Allemagne pour la déclaration de guerre et où les préparatifs militaires doivent être terminés. — Il s'agit pour le Cabinet de Berlin de gagner du temps. S'il réussit par des promesses vagues à empêcher le gouvernement britannique de se prononcer immédiatement, pour peu que l'armée allemande

1. Remarquons que M. de Bethmann-Hollweg, dans son discours du 4 août, ne fait aucune allusion aux invasions russes.

2. Documents publiés par la *Norddeutsche Allg. Zeitung*, 20 août.

remporte rapidement quelques succès éclatants, les adversaires de l'intervention conquerront assez d'influence pour contenir Sir Ed. Grey.

Chez nous, tout est grandiose, disait un Allemand déprussianisé; — il en reste quelques-uns, en dehors même de Liebknecht; — nos ficelles sont des câbles; — et, de fait, une dose robuste de naïve perfidie était indispensable pour supposer que l'Angleterre se prêterait à de si chétives combinaisons et qu'elle n'apercevrait pas la puérilité des arguments que le gouvernement germanique invoquait contre la Russie et contre la France. Les Allemands se complaisaient si bien dans leurs illusions que, le 2 août et le 3 au matin, le prince Lichnovsky suppliait encore Sir Édouard Grey de lui dire que, même s'ils pénétraient en Belgique, l'Angleterre resterait neutre. (*Livre jaune*, n° 144.)

La conduite des Allemands, pendant ces premiers jours d'août, présente un mélange de machiavélisme enfantin et d'outrecuidante sottise vraiment ahurissant, et l'on n'arrive à comprendre plus ou moins bien leurs procédés qu'en se rappelant qu'ils sont véritablement assez affolés par leur ténébreux vertige d'ambition pour perdre toute faculté de raisonnement et commettre les actes les plus contraires à la fois au sens commun et à leurs intentions les plus solidement ancrées.

Comment, puisque jusqu'à la dernière minute ils ont l'espoir et le désir de ne pas pousser à bout l'Angleterre, commettent-ils la sottise de retenir par la force des vapeurs de la *Great Central Company* et d'autres navires de commerce anglais (1er août)? Comment M. de Jagow accueille-t-il avec une mauvaise grâce si blessante les réclamations de Sir E. Goschen, et par quelle stupide aberration lui parle-t-il des mines que l'on est en train de semer dans la mer du Nord,

sans songer que cette communication fera un effet déplorable dans le monde du commerce? Comment reste-t-il indifférent à la plainte qui lui est adressée à propos des marchandises débarquées de vive force de vapeurs anglais et séquestrées (2 août)?

Comment, puisqu'il veut faire supposer que, sous certaines conditions, il ne serait pas éloigné de ne pas attaquer la France, ne donne-t-il pas d'instructions au baron de Schoen et rompt-il en fait les relations avec le gouvernement de Paris?

Comment enfin ne se rend-il pas compte que les pauvres inventions par lesquelles il prétend rejeter sur la France la responsabilité de la déclaration de guerre sont si naïvement mensongères qu'elles produiront nécessairement un résultat diamétralement opposé à celui qu'il recherche?

Le Chancelier, dans son discours du 4 août, s'est donné le ridicule de reprendre officiellement ces racontars apocryphes. — « Les aviateurs ont lancé des bombes, des patrouilles de cavalerie et des compagnies d'infanterie se sont avancées sur notre frontière. — Des troupes ont attaqué les nôtres au col de la Schlucht. »

Où sont tombées les bombes de ces aviateurs? Sur quel point de la frontière se sont égarées ces patrouilles? Quelle est la date de cette attaque de la Schlucht et quelles en ont été les conditions? — M. de Bethmann-Hollweg est un politique trop expérimenté pour ignorer avec quelle facilité se répandent les légendes à un moment où l'exaltation des colères rend les meilleurs esprits incapables de critique. Pourquoi n'a-t-il pas publié les rapports sur lesquels il a établi son opinion? Pourquoi surtout n'a-t-il pas demandé des explications au Cabinet français, de même que n'a pas négligé de le faire M. Viviani sur des incidents analogues?

J'ai parcouru les journaux allemands du début du mois d'août pour essayer d'y trouver les circonstances de ces prétendues agressions de la France et, si je n'ai pas pu naturellement les voir tous, il est bien certain qu'un incident de quelque importance aurait été aussitôt signalé par toute la presse. Dans la *Kölnische Zeitung* du 3, une dépêche de Dörrach (Bade) annonce l'arrestation d'un ancien officier français qui voulait introduire des pigeons voyageurs. — Pourquoi faire? — Une dépêche nous parle d'une nouvelle violation de la frontière à la Schlucht : on a tiré sur des postes allemands qui n'ont eu aucune perte. — Chose bizarre, la dépêche vient de Berlin et elle nous dit que cette violation de frontière a été établie sans contestation. C'est la formule ordinaire pour les faits dont on n'est pas sûr. D'où viennent ces renseignements? Quels sont les témoins?

Dans le même numéro : Des renseignements certains permettent de supposer (deuten darauf hin) que des tentatives de destruction contre les chemins de fer et leurs travaux d'art ont été essayées même dans l'intérieur du pays.

Dans la déclaration de guerre du 3 août, M. de Schoen n'a indiqué comme raison que les exploits des aviateurs militaires français : l'un a essayé de détruire des constructions près de Wesel, d'autres ont été aperçus dans la région de l'Eifel, un autre a jeté des bombes sur le chemin de fer près (?) de Karlsruhe et de Nuremberg. — Qui a signalé ces aviateurs? Quels dégâts ont causé leurs bombes? — Par quelle extravagance nos généraux dispersent-ils ainsi nos aviateurs dans des missions sans portée et sans profit? M. Durkheim a attiré l'attention sur un détail bien caractéristique : le 2 août, jour où des bombes auraient été lancées, le *Fränkischer Kurrier*, qui paraît à Nuremberg, ne sait rien d'un incident qui a

dû cependant provoquer quelque émotion; il ne l'apprend que le 3, par une dépêche venue de Berlin; le fait est si mal établi qu'il est mis en doute par le ministère de la Guerre de Bavière. (*Qui a voulu la guerre?* p. 52.) En somme une série d'imaginations falotes, des faits sans consistance, des rumeurs dont il est impossible de vérifier l'origine. Et c'est sur de pareils racontars, sur ces sinistres sornettes que l'Allemagne commence les hostilités !

Sans doute la France, qui, depuis le 24 juillet, redoutait la guerre, avait le devoir de ne pas se laisser surprendre. — M. Viviani disait le 29 aux journalistes qui l'interrogeaient : « Nous prenons des précautions parce qu'il serait criminel de ne pas en prendre; mais ces mesures n'ont aucun caractère offensif; elles ne constituent en aucune façon des actes de mobilisation. » — En réalité, elles ne furent jamais qu'une réponse souvent tardive aux mesures de l'Allemagne. — Personne ne conteste que le service des renseignements en Allemagne ne fût très habilement organisé; si la France a inquiété sa voisine par des armements prématurés, d'où vient que le Chancelier et le *Livre blanc* ne nous les ont pas signalés avec des preuves à l'appui, des dates, des noms?

Les explications de l'Allemagne sont vraiment bien singulières. Le 30 juillet, le baron de Schoen prie les journaux français de démentir le bruit d'une mobilisation partielle en Allemagne; ce bruit a pour origine, d'après lui, une dépêche par laquelle le correspondant à Paris d'un journal berlinois aurait été rappelé sous les drapeaux. — « Ce télégramme, dit M. de Schoen, était signé faussement : le vice-consul d'Allemagne. » — Vraiment! — Il y a de par le monde de bien mauvais plaisants qui jouent de mauvais tours aux journalistes d'Outre-Rhin. C'était

ce même 30 juillet que les journaux de Berlin annonçaient — faussement — la mobilisation.

Le Ministre français avait d'ailleurs les meilleures raisons du monde de ne pas donner prise sur lui. Sans compter que ni M. Viviani ni ses collègues ne désiraient personnellement la guerre, ils étaient surveillés de très près par les socialistes qu'il eût été insensé de mécontenter, et ils avaient le devoir le plus strict de ne pas froisser l'Angleterre qui évidemment aurait refusé de nous soutenir pour peu que nous eussions adopté une attitude provocatrice[1].

La France avait donné une preuve éclatante, — et, à mon avis, parfaitement regrettable, — de sa résolution d'éviter tous les incidents, en ordonnant à nos troupes de se replier à dix kilomètres de la frontière. Si l'Allemagne partageait notre désir de couper court à des difficultés qui, insignifiantes en temps ordinaire, prennent dans des circonstances analogues une importance tragique, pourquoi n'a-t-elle pas pris une mesure semblable?

1. Qu'il me soit permis de rappeler ici un souvenir personnel. Je présidais à ce moment les examens de l'école militaire de Saint-Cyr. Convaincu que la session serait interrompue par les événements, le vendredi 31 juillet je me suis rendu au Ministère de la Guerre et j'ai soumis au Directeur de l'Infanterie un projet d'après lequel tous les admissibles auraient été déclarés définitivement reçus et convoqués immédiatement à La Flèche, pour y recevoir une instruction sommaire, de manière à préparer un jeune cadre d'officiers. Comme il s'agissait de 800 candidats animés du meilleur esprit, cette proposition avait une certaine importance. Le Directeur m'a répondu que des mesures exceptionnelles auraient plus d'inconvénients que d'avantages et qu'il importait d'éviter tout ce qui serait de nature à inquiéter l'opinion. De fait les examens ont continué sous leur forme ordinaire jusqu'au dimanche 2 août, dix heures du matin, où les élèves se sont dispersés. Il en a été de même pour l'École polytechnique. Il est d'ailleurs de notoriété publique que jusqu'à la dernière minute, les préoccupations militaires en France ont été subordonnées, — parfois plus qu'il n'était peut-être désirable,

Que signifient d'ailleurs ces prétendus actes de guerre de la France, dont la plupart sont visiblement imaginaires, dont aucun n'a été établi, et sur lesquels le gouvernement allemand n'a même pas essayé de fournir des renseignements précis, en face des griefs français qui ont un caractère d'authenticité évidente et qui n'ont jamais été démentis? — Toute la population de Metz n'est-elle pas là pour témoigner que, le 25 juillet, un régiment aiguisait publiquement ses baïonnettes sur la place, — et celle de Strasbourg, pour affirmer qu'on avait depuis plusieurs jours déjà commencé des tranchées près de la ville et sur la ligne d'Avricourt! Est-il douteux que, le 31, l'Allemagne a coupé à la frontière les communications télégraphiques et téléphoniques, barré les routes, confisqué les automobiles de plusieurs touristes? Est-il douteux que des locomotives ont été retenues? Le 2 août, M. Viviani signale à M. J. Cambon les faits très graves qui se sont produits à Delle : deux patrouilles du 5ᵉ chasseurs à cheval ont pénétré jusqu'à Donchery et Baron, à plus de dix kilomètres de la frontière; l'officier qui commandait une de ces patrouilles a brûlé la cervelle à un soldat français; les cavaliers allemands ont emmené des chevaux que le maire français de Suarce (*Livre jaune*, nº 139) était en train de réunir. — Il est bien certain que lorsque le Ministre attire l'attention du gouvernement et de l'ambassadeur allemands sur ces incidents, il a eu soin de se munir de tous les renseignements nécessaires, pour ne pas s'exposer à une réplique pénible.

Il ressort des faits que l'Allemagne a commencé ses préparatifs militaires avant ses voisins, qu'elle

— aux considérations diplomatiques et à la volonté de ne pas fournir l'ombre d'un prétexte aux récriminations allemandes.

les a poursuivis sans interruption, qu'elle n'a adopté aucune mesure générale pour éviter, au moment où la tension est devenue particulièrement menaçante, les incidents de frontière, que les griefs qu'elle a prétendu invoquer à son tour pour justifier la déclaration de guerre n'ont aucune précision et sont presque toujours d'une ridicule invraisemblance.

Le gouvernement allemand, — et rien ne prouve mieux combien sa propre cause lui semble mauvaise, — n'a visiblement soulevé ces chicanes sur des points relativement secondaires et à propos desquels il a jugé possible de créer quelque obscurité, au moins pendant un peu de temps, que pour détourner l'attention des faits essentiels qu'il ne conteste pas, qu'il ne saurait contester, qu'il n'y a aucun moyen d'expliquer par des erreurs ou des imprudences individuelles et qui engagent sa responsabilité directe.

Le samedi 1er août, le baron de Schoen a eu avec M. Viviani une entrevue où il n'a pas été question de son départ. Les relations officielles de la France et de l'Allemagne continuent; il n'y a donc pas état de guerre et l'ambassadeur ne demandera ses passeports que le 3 août. Or le dimanche 2, de grand matin, d'après la note officielle du gouvernement luxembourgeois, les troupes allemandes envahissent le grand-duché, dont la neutralité a été garantie par le traité de Londres de 1867. Il est vrai que M. de Schoen affirme que « les mesures militaires prises par l'Allemagne dans le Luxembourg ne constituent pas un acte d'hostilité ». — Pourquoi ne dit-il pas que la France doit s'en féliciter! Ne pourrait-il pas affirmer de même, si les Allemands entraient dans Nancy, que nous aurions tort de nous en alarmer! — N'est-ce pas le gouvernement allemand qui a signé la convention du 11 juin 1872 par laquelle il s'est engagé « à ne jamais se servir des chemins de

fer luxembourgeois pour le transport de troupes, d'armes, de matériel de guerre et de munitions, à n'accomplir ou à ne laisser accomplir à l'occasion de l'exploitation de ces lignes, aucun acte qui ne fût en parfait accord avec les devoirs incombant au Grand-Duché comme État neutre ». — L'Allemagne a vraiment une façon bien personnelle d'interpréter les textes! — Des trains blindés avec des troupes et des munitions arrivent par la ligne de Wasserbillig à Luxembourg, et M. de Bethmann-Hollweg vient nous raconter qu'il s'agit de protéger le pays contre l'attaque éventuelle d'une armée française, alors que la veille la France a renouvelé solennellement son engagement de respecter la neutralité du Luxembourg.

La question de la Belgique est si connue qu'il est inutile d'y insister, mais quelques détails sont si caractéristiques qu'il est cependant nécessaire de les rappeler. Que l'invasion fût résolue d'avance, nous en avons la preuve non seulement dans les livres des généraux qui établissaient leurs plans sur l'attaque par le Nord, mais dans l'entrevue de Guillaume et du roi Albert, le 22 novembre 1913, et dans le refus du Chancelier de répondre à la question que lui posait Sir Edouard Grey le 31 juillet. — L'Angleterre a cependant donné à l'Allemagne les assurances les plus positives qu'elle ne saurait craindre aucun péril de ce côté : « j'assume que le gouvernement belge maintiendra jusqu'au bout sa neutralité », dit la dépêche de Sir Ed. Grey (*Livre bleu*, nº 115); la France a formellement promis d'observer le traité de 1839; la Belgique pousse si loin les scrupules que, encore le 3 août, à midi, M. Davignon, le ministre des Affaires étrangères, qui a reçu la veille du ministre d'Allemagne une note des plus menaçantes, décline l'offre de secours que lui apporte le représentant de la France (*Livre gris*, nº 24.)

Il s'obstine à espérer contre toute espérance, par une sorte d'impuissance naturelle aux âmes droites d'admettre le mensonge et la perfidie; s'attache aux déclarations officielles de M. de Jagow devant la commission du budget du Reichstag le 29 avril 1913 :

— « La neutralité de la Belgique est déterminée par des conventions internationales et l'Allemagne est décidée à respecter ces conventions. » (*Livre gris*, nº 12.) Le 2 août, M. de Below-Saleske, le Ministre d'Allemagne, ne lui a-t-il pas dit qu'il « n'était pas chargé de lui faire une déclaration officielle, mais que la Belgique connaissait son opinion personnelle sur la sécurité avec laquelle elle avait le droit de considérer ses voisins de l'Est? » (*Livre gris*, nº 19.)

M. Davignon eut trop vite l'occasion de savoir ce que signifiait cette sécurité du côté de l'Allemagne. Le 2 août, à sept heures du soir, M. de Below-Saleske, — il est bon de se rappeler les noms de ces exécuteurs des hautes œuvres de la Prusse, — remet au Ministre belge un ultimatum : « Le gouvernement allemand a reçu des nouvelles sûres sur la marche *projetée* des forces françaises sur la ligne de la Meuse Givet-Namur. — Les forces françaises *auraient l'intention* de marcher sur la Meuse », dit le texte français. — Une intention! Un projet! Où est le commencement de preuve! Quelle indication allègue le Ministre prussien?

Dans la nuit du 3 août, à une heure et demie, M. de Below-Saleske demande à voir le Secrétaire Général, et le prévient que des dirigeables français ont jeté des bombes. — (toujours!) — Où? — En Allemagne. — Alors, en quoi cela me regarde-t-il? — « M. de Below dit que *ces actes, contraires au droit des gens, étaient de nature à faire supposer d'autres actes contre le droit des gens que poserait la France.* »

(*Livre belge*, n° 21.) — C'est pour protéger la Belgique contre les violations du droit des gens *qu'on suppose que la France pourrait commettre*, — et cela contrairement à toute vraisemblance, — que l'Allemagne se voit obligée de violer *aussi* (?) le territoire belge. Et cet ultimatum est du 2 août; il est vrai que M. de Bethmann-Hollweg affirme qu'il n'a exercé aucun acte d'hostilité contre la Belgique. (*Livre gris*, n° 20.) — Si la Belgique observe une attitude amicale, les relations d'amitié qui unissent les deux États voisins seront fortifiées d'une manière sensible! — Nous saisissons ici sur le vif tout l'ensemble de la politique germanique : nous accordons généreusement la paix à tous ceux qui courbent humblement la tête sous nos lois.

Dans toute cette négociation avec Bruxelles, pas un mot sur la collusion de la Belgique avec la Triple-Entente, que la presse germanique a découverte après coup; sur la grande conspiration du roi Albert avec Georges V et M. Poincaré. — Il n'en est pas davantage question dans l'entrevue célèbre du 4 août entre Sir E. Goschen et M. de Bethmann-Hollweg. Le Chancelier, à qui l'ambassadeur d'Angleterre vient de confirmer que la Grande-Bretagne ne saurait se contenter de la promesse de respecter après la guerre l'intégrité du territoire belge, mais que, si l'Allemagne ne s'engage pas avant minuit à respecter absolument la neutralité du royaume, le gouvernement de Sa Majesté se considérera comme en état de guerre avec elle, est en plein désarroi, et, dans son trouble manifeste, il nous livre le fond de sa pensée : — Il n'avait qu'un désir, conserver de bons rapports avec l'Angleterre, et toute sa politique s'écroule comme un château de cartes. L'Angleterre frappe par derrière, au moment où elle défend sa vie contre deux assaillants (!), une nation amie, apparentée. Et tout cela

pourquoi? — Pour un mot, pour un chiffon de papier. — (*Livre bleu*, n° 160, p. 103.)

En dehors même des conséquences terribles et grandioses qui découlent de ce débat, je ne sais pas dans l'histoire universelle de duel de plus haute portée. — Ce ne sont pas seulement deux peuples qui se heurtent, ce sont deux mondes moraux qui s'opposent. — C'est une affaire de vie ou de mort pour nous, dit le Chancelier, que d'occuper la Belgique, parce que cette invasion est la condition de notre victoire. — C'est une affaire de vie ou de mort pour la Grande-Bretagne que de tenir ses engagements. — A quel prix ces engagements auront-ils été tenus? — La crainte des conséquences ne saurait être une excuse de l'abandon de promesses solennelles. — En face de la force, — le droit; — en face de la politique — la morale; — en face du passé, — l'avenir.

Une nation, grande par son histoire, illustre par les services qu'elle a rendus à la civilisation humaine, mais dévoyée par des succès trop rapides et trop continus, anémiée par une tension maladive de sa volonté de puissance, s'arroge le droit de fouler aux pieds un peuple voisin dont l'asservissement lui semble nécessaire à ses combinaisons stratégiques et qu'elle suppose incapable de se défendre. — Contre ce plan infâme se dresse l'Angleterre, au nom de la conscience humaine. — Nous sommes loin de ce pauvre François-Ferdinand et des misérables intrigues du comte Forgach.

Pas plus que dans son entrevue avec Sir Goschen, M. de Bethmann-Hollweg n'a essayé devant le Reichstag de justifier l'invasion de la Belgique. « Nos troupes ont occupé le Luxembourg et ont peut-être déjà envahi le territoire belge. C'est contre le droit des gens. Nous ne pouvions pas attendre. Nous avons été contraints de passer outre aux réclamations *fondées*

du Luxembourg et de la Belgique. Nous sommes dans la nécessité, et nécessité n'a pas de loi. Quand on est aussi menacé que nous le sommes, on ne doit penser qu'à une chose, à s'en tirer coûte que coûte. » Il est à remarquer, écrivait au sortir de la séance le baron Beyens, que le Chancelier a reconnu sans le moindre détour que l'Allemagne viole le droit international et commet une injustice à notre égard. (*Livre gris*, n° 35.) Déjà M. Davignon avait répondu à l'ultimatum du 3 août : « Aucun intérêt stratégique ne justifie la violation du droit. Le gouvernement belge, en acceptant les propositions qui lui sont notifiées, sacrifierait l'honneur de la nation, en même temps qu'il trahirait son devoir vis-à-vis de l'Europe. » (*Livre gris*, n° 22.)

La thèse de M. de Bethmann-Hollweg n'était pas nouvelle; c'était l'antique et haïssable formule : la fin justifie les moyens. Au moment où il lançait du haut de la tribune ces abominables paroles, n'a-t-il pas aperçu l'ombre magnifique de Luther, partant pour la diète de Worms et écrivant à ses amis qui s'effrayaient pour lui : « Il n'est question ici ni de ce que j'ai à craindre, ni de ce qui me convient; il est question de l'Évangile. » — L'Évangile, le droit, la morale, l'honneur, chiffons de papier que déchire et disperse le sabre prussien!

Le soir du 4 août, le *Berliner Tageblatt* annonçait la déclaration de guerre de l'Angleterre, et la populace bombardait de cailloux l'hôtel de l'Ambassade; la police n'avait pris aucune mesure de précaution, « parce que la présence d'agents aurait inévitablement attiré l'attention et peut-être amené des troubles », disait M. de Jagow pour s'excuser; d'ailleurs la faute était à cette peste de *Tageblatt* qui, malgré les ordres officiels, avait divulgué trop tôt la rupture. Décidément le gouvernement allemand n'est pas heu-

reux avec ses journaux. Il était de plus revenu à M. de Jagow certains bruits d'après lesquels la foule avait été excitée à ces violences par des gestes faits et des projectiles lancés de l'Ambassade! (*Livre bleu*, n° 104.)

La campagne diplomatique austro-allemande finissait comme elle avait commencé : c'était M. Pachitch qui avait assassiné François-Ferdinand, et c'était Sir E. Goschen qui lapidait la foule paisible des promeneurs berlinois.

Dans son discours du trône, l'Empereur a affirmé qu'il n'avait commencé la guerre que pour répondre aux menaces de ses adversaires : « Ce n'est pas la soif des conquêtes qui nous guide; ce qui nous anime, c'est la volonté inébranlable de garder au soleil la place que Dieu nous a donnée, pour nous et les générations qui nous succéderont.

« Il ressortira pour vous clairement des documents qui vous sont soumis que mon gouvernement et surtout mon Chancelier se sont efforcés jusqu'au dernier moment d'éviter les solutions extrêmes. Réduits à nous défendre, nous tirons l'épée, la conscience pure et les mains pures. »

L'Empereur n'a jamais donné des preuves d'un sens critique très sûr et il n'est pas impossible qu'il ait été au moins à demi convaincu de ce qu'il affirmait. Mais on s'étonne et on s'attriste qu'il ne se soit pas rencontré au Reichstag un seul homme qui, comme Thiers en 1870, ait fait remarquer à ses collègues l'indigence des documents qu'on leur apportait et les lacunes des textes qu'on leur soumettait.

Arrivés à la fin de ce long exposé, il est indispensable de le résumer dans une série de questions :

1° Est-il vrai que l'Autriche a présenté à la Serbie,

sous la forme la plus blessante, une série de conditions que M. de Jagow lui-même déclarait inacceptables? — Que les accusations qu'elle lançait contre le Cabinet de Belgrade ne s'appuyaient sur aucun document probant? — Que le délai fixé pour l'acceptation de la note austro-hongroise était ridiculement court?

2° Est-il vrai que la Serbie a dépassé dans ses concessions les limites qui avaient paru possibles, que l'Autriche, sans même examiner sa réponse, a rompu les relations diplomatiques avec Belgrade? — Est-il vrai que le Cabinet de Vienne n'a tenu aucun compte de l'offre que lui faisait la Serbie de déférer l'affaire au jugement des grandes Puissances ou du tribunal de la Haye?

3° Est-il vrai que, quand l'intervention prévue et nécessaire de la Russie a donné au conflit austro-serbe un caractère européen, l'Allemagne, par ses procédés dilatoires ou ses susceptibilités étranges, avec une sournoise ténacité, a fait échouer toutes les propositions de médiation successivement suggérées par Sir Ed. Grey et acceptées par la Russie, la France et l'Italie? — Est-il vrai que, lorsque Sir Ed. Grey, après l'échec de ses tentatives répétées, et pour mettre l'Allemagne au pied du mur, l'a invitée à indiquer elle-même la forme de médiation qui lui conviendrait, elle s'est abstenue de répondre?

4° Est-il vrai que le 29 juillet, alors que la Russie commençait à peine sa mobilisation partielle en réponse à la mobilisation autrichienne, M. de Pourtalès a menacé M. Sazonof de la mobilisation allemande? — Est-il vrai que, le même jour, M. de Bethmann-Hollweg a essayé d'acheter la neutralité de l'Angleterre et que la mobilisation générale a été décidée à Potsdam?

5° Est-il vrai que le 31 juillet, M. de Pourtalès a

sommé la Russie d'arrêter ses préparatifs militaires, non seulement contre l'Allemagne, mais contre l'Autriche, en exigeant une réponse dans les douze heures? — Est-il vrai que cette démarche, qui était en fait une déclaration de guerre à la Russie, s'est produite à l'heure où les négociations directes avaient recommencé entre Vienne et Pétersbourg, où l'Autriche admettait la discussion de sa note du 23 juillet et où Sir Ed. Grey jugeait la solution sensiblement améliorée?

6° Est-il vrai qu'après la mobilisation de l'Allemagne et de la Russie, le Tsar a offert à l'Allemagne de continuer les négociations, en lui donnant sa parole d'honneur que la Russie ne l'attaquerait pas, et que l'Allemagne a répondu à cette offre pacifique par la déclaration de guerre?

7° Est-il vrai que le Luxembourg a été envahi le 2 août, alors que la guerre entre l'Allemagne et la France n'a été déclarée que le 3?

8° Est-il vrai enfin que le 4, M. de Bethmann-Hollweg a forcé l'Angleterre à la guerre en refusant de renoncer à l'invasion de la Belgique?

Sur aucun de ces points, il ne peut subsister l'ombre d'un doute, — je ne dis pas pour un juge impartial, — mais même pour un Allemand. En essayant de porter le débat sur le terrain juridique, le Chancelier a commis une lourde bévue, et la seule attitude raisonnable est celle de M. Max. Harden qui proclame que l'Allemagne voulait la guerre et qu'elle l'a imposée à l'heure qu'elle avait délibérément choisie.

Libre aux Allemands de dire qu'il leur était nécessaire de briser le cercle d'inimitiés dans lequel on les enfermait, qu'ils ont prévenu les mauvais desseins dont ils avaient le soupçon, qu'ils ont attaqué pour ne pas être attaqués eux-mêmes en 1917? — On leur

répondra que leurs craintes étaient mal fondées, que jamais ni la France ni l'Angleterre ne se seraient résolues à une agression, et qu'il est criminel de déchaîner sur le monde une aussi épouvantable catastrophe pour éviter des possibilités non seulement incertaines, mais absolument invraisemblables. — Mais enfin, du moins, cette thèse ne sera pas absurde.

Libre à eux également de dire qu'ils avaient le droit d'arracher des territoires nouveaux à leurs voisins parce que ceux-ci étaient incapables de les défendre, et que les rapides progrès de la population de l'Empire faisaient un devoir à ses chefs de lui assurer les ressources indispensables à sa subsistance. — C'est une thèse odieuse, mais non pas absurde.

Il est absurde au contraire d'essayer d'affirmer que la note austro-hongroise n'était pas extravagante, que les concessions de la Serbie étaient insuffisantes, que le cabinet de Berlin n'a pas écarté avec une sournoiserie entêtée les propositions conciliantes de Sir Édouard Grey et de M. Sazonof, qu'il n'a pas contraint à se défendre la Russie, la France et l'Angleterre.

Le 31 juillet, la *Gazette de Cologne* écrivait : « Il semble qu'en ce moment ni la France ni la Russie ne soient complètement prêtes à la guerre. Si la guerre générale doit éclater, le moment est aussi favorable que possible pour l'Autriche et pour nous. » — Elle traduisait ainsi l'opinion du gouvernement, — et, ajoutons-le, malheureusement aussi de la grande majorité du peuple allemand. Quelle que soit l'issue de la guerre, c'est sur eux, — et sur eux seuls, — que retombe toute la responsabilité.

Il y a quelques semaines, M. Giolitti racontait au Parlement italien que, le 9 août 1913, l'Autriche avait

prévenu la Consulta qu'elle se disposait à attaquer la Serbie, et lui avait demandé son concours. Le Ministre des Affaires étrangères, le marquis de San-Giuliano, prit l'avis de M. Giolitti lui-même qui était alors Président du Conseil, et tous deux furent d'accord pour répondre que les traités qui liaient l'Italie à l'Allemagne et à l'Autriche avaient un caractère purement défensif et qu'il lui était impossible de s'associer à une guerre offensive. — M. Giolitti a fait remarquer que l'opinion du Cabinet de Rome n'avait provoqué aucune objection ni à Berlin ni à Vienne, c'est-à-dire que l'Allemagne et l'Autriche, par leur silence, avaient avoué le caractère offensif de la guerre qu'elles préparaient.

En 1914, M. de Bethmann-Hollweg et le comte Berchtold reprenaient le plan qu'ils avaient abandonné l'année précédente pour des raisons purement momentanées. Pour satisfaire ses ambitions et ses convoitises, l'Allemagne déclarait la guerre à l'humanité.

CHAPITRE II

COMMENT LA POLITIQUE DE L'ALLEMAGNE DEVAIT FATALEMENT ABOUTIR A UNE GUERRE UNIVERSELLE

Germains, Slaves et Latins. — La Barbarie russe. — Les conceptions politiques de l'Allemagne et de la France. La déclaration des droits de l'homme et la question d'Alsace. — L'alliance franco-russe. — Guillaume II et la politique mondiale. — Édouard VII et les radicaux-socialistes. L'entente franco-anglaise. — Tanger et Algésiras. — L'annexion de la Bosnie et Casablanca. — La thèse de l'hégémonie germanique : le général de Bernhardi. La prépondérance de l'Allemagne en 1912 et le réveil slave.

Un archiduc autrichien, dont les Français ignorent même le nom, est assassiné à Sarajevo par quelques fanatiques. Le résultat, c'est que, six semaines plus tard, les Allemands envahissent la Belgique pour pénétrer en France. L'aventure est paradoxale. — C'est que, depuis des années, s'étaient peu à peu échauffées les passions, et que, chaque jour, s'accumulaient les éléments de colère, de crainte et de haine. Lentement, par ses ambitions, son arrogance, ses menaces, l'Allemagne avait ameuté l'Europe. Les inimitiés grandissaient autour d'elle ; elle en éprouvait à la fois beaucoup d'orgueil et quelque effroi. Elle voulait se débarrasser des résistances qui gênaient encore son action et était obsédée de nouveau par la tradition

du Saint Empire romain, avec cette différence que la maîtrise de l'Europe ne lui suffisait plus. Deux blocs s'opposaient : d'une part la race germanique, désignée pour la prépondérance par un décret nominatif de la Providence, sacrée par le génie et la vertu de ses enfants, ordonnait aux autres peuples de ployer docilement le cou sous son joug ; de l'autre, les Latins et les Slaves réclamaient le droit d'adorer d'autres Dieux que ceux du Walhalla.

L'Angleterre, protégée par la mer, fière de son antique richesse et des magnifiques colonies qu'elle a essaimées sur le globe, était demeurée longtemps indifférente, et elle avait même un penchant secret pour l'Allemagne. Un moment vint où, dans un éclair, lui apparurent le péril de l'Europe et le danger des ambitions qu'avait favorisées sa quiétude.

De ce jour, pour maintenir l'équilibre européen indispensable à sa propre sécurité, elle se rapproche de la France et de la Russie. Un obstacle imprévu barre la route de l'Allemagne. Elle est dès lors condamnée à choisir : ou bien renoncer à courber le monde sous sa loi, ou désencombrer son chemin.

« Ce ne sont pas des conflits éphémères d'intérêts, a dit Guillaume II au Reichstag, ou des combinaisons diplomatiques instables qui ont fait naître la situation actuelle. Elle découle d'un état de choses où se manifeste depuis de longues années une malveillance dirigée contre la puissance et la prospérité de la nation allemande. » L'Empereur a dénaturé les choses. Avec une résignation plus ou moins sincère, tout le monde avait pris son parti de la puissance de l'Allemagne et personne n'enviait sa prospérité, mais il est vrai qu'on voulait qu'elle mît un terme à ses empiétements, qu'elle bornât ses convoitises et que ses vertus cessassent d'être importunes. La devise de sa politique, la Triple-Entente l'avait empruntée à

l'Allemagne elle-même : « leben und leben lassen », vivre et laisser vivre. On était las jusqu'à la nausée des algarades et des rodomontades, des douches, glacées ou brûlantes, que distribuaient les maîtres baigneurs de Berlin, des incartades du souverain, des hâbleries de ses officiers et des insolences de ses journaux. On en avait assez de vivre sous le coup d'une attaque brusquée. Les éjaculations bouillonnantes de Guillaume et ses sautes effarantes avaient créé une coalition de protection mutuelle, d'autant plus solide qu'elle n'avait qu'un programme de conservation : la France, l'Angleterre et la Russie ne réclamaient même pas le redressement de leurs griefs anciens, mais elles avaient l'impardonnable témérité de s'insurger contre la politique à la fois incohérente et tracassière de leur voisine. Il est évidemment très malheureux pour les Latins ou les Slaves de n'avoir pas l'honneur et la chance d'être nés Germains, et il est fâcheux pour les Anglais qu'un sang plus pur ne coule pas dans leurs veines. Mais puisque après tout la Providence l'avait ordonné ainsi, ils se résignaient à leur sort et ils refusaient de se laisser régénérer ou civiliser par les Allemands. Ils ne demandaient qu'une chose, la liberté de vivre chez eux, tranquillement, à leur guise, de gérer leurs propres affaires à leur manière, de veiller à leurs intérêts comme ils l'entendaient; mais cette liberté, ils étaient résolus à ne plus permettre qu'on y portât atteinte. Malheureusement l'Allemagne est comme l'Église, à qui la liberté de quiconque ne se courbe pas sous ses lois apparaît comme une révolte.

Il est parfaitement naturel que la querelle ait éclaté à propos de la Serbie.

Pour se débarrasser à jamais des revendications de l'Autriche en Allemagne, M. de Bismarck l'avait poussée vers l'Orient et lui avait assigné la mission d'y

frayer la voie à la culture germanique : elle était son pionnier et son mercenaire. Il y voyait un double avantage. Comme il jugeait extrêmement périlleuse une lutte directe contre la Russie, presque inexpugnable sur son territoire, il préférait l'atteindre par un de ces vastes mouvements tournants qui sont la manœuvre classique des États-majors allemands. Il lui était loisible ainsi à l'occasion de désavouer son alliée et de se replier sans scandale si la Russie protestait trop vivement, et il était libre de profiter des heures de défaillance ou d'oubli du Cabinet de Pétersbourg pour pousser la file ininterrompue de ses négociants et de ses colons vers Constantinople et l'Asie Mineure.

En dépit de ses luttes séculaires contre la France, ce sont les Slaves que l'Allemand regarde comme le véritable ennemi héréditaire. Il s'obstine avec une morgue puérile à traiter de barbare une des races les plus généreuses et les mieux douées de l'humanité. Il est vrai que les Slaves, jetés à l'extrémité de l'Europe et obligés de la défendre contre les invasions asiatiques, ont eu une longue et pénible enfance; mais quelle étrange ingratitude de leur reprocher les longues souffrances par lesquelles ils ont payé les services qu'ils ont rendus à l'Allemagne elle-même, en la protégeant contre les hordes des Gengis-Khan et des Timour-Lenk, des Bajazet et des Soliman! Quand ils ont eu enfin, après des siècles de servitude, reconquis leur liberté, ils ont déployé une énergie merveilleuse pour regagner le temps perdu et doublé les étapes pour reprendre parmi les peuples de même souche le rang abandonné.

Si les procédés de leurs gouvernements n'ont pas été toujours très heureux, il convient de tenir compte des difficultés exceptionnelles au milieu desquelles ils se débattaient. Le despotisme d'un Nicolas Ier

était accablant, mais il n'est pas sûr que la main de Frédéric II ait été beaucoup plus douce, et, s'il est vrai qu'Alexandre Ier ou Alexandre II ont trop vite renoncé à leurs projets de réformes, je doute que l'on puisse citer dans l'histoire de la Prusse des actes aussi splendides que la reconstitution du royaume de Pologne ou l'émancipation des serfs. J'ai le plus vif respect pour les vertus solides du peuple allemand, pour son labeur méthodique, pour sa volonté tenace. Les Slaves sont peut-être moins capables de travail régulier, plus inconstants dans leurs désirs, plus dominés par l'instinct; mais combien leurs défauts sont séduisants, et que de grâce dans leurs vertus! Je ne connais pas un homme au monde qui mérite mieux la sympathie et qui gagne plus aisément le cœur que le paysan moscovite. Le Russe a deux vertus essentielles, il est parfaitement simple et il est naturellement bon; il est indulgent aux fautes et pitoyable, admirable de résignation et de sympathie. Et n'y a-t-il pas une inintelligence ridicule à condamner à une éternelle minorité la race qui a produit Copernic, Jean Hus, Comenius, Pouchkine, Mickiewicz, Tourgueniev, Tolstoï, Moussorgski, et tant d'autres maîtres illustres dans les arts, les sciences ou les lettres.

Je me rappellerai toujours avec une émotion joyeuse mon séjour à Belgrade pendant l'automne de 1911, presqu'à la veille de la guerre des Balkans, et mes visites à l'Université. Libérée par un ministre véritablement national de la lourde pression autrichienne, la jeunesse se ruait à la science avec un enthousiasme radieux. Les professeurs, dont plusieurs n'étaient pas beaucoup plus vieux que leurs étudiants, avaient presque tous achevé leurs études dans les grandes universités étrangères. Ils ne dissimulaient pas ce qu'ils devaient à l'enseignement de

l'Allemagne, mais ils réclamaient le droit de ne pas rester éternellement des élèves qui jurent sur la parole du maître. Ils avaient la ferme volonté d'affranchir leur nation et la légitime ambition de servir eux-mêmes la civilisation et la science. C'était l'éclosion d'un printemps, de ce printemps russe qui, en quelques jours, presque en quelques heures, pare d'une couronne de verdure et de fleurs les campagnes emprisonnées la veille dans les neiges et les glaces.

Je ne connais pas pour ma part de bonheur plus souverain que de voir grandir autour de soi des élèves dont on a guidé les premiers pas hésitants et qui, forts de vos conseils, s'apprêtent à continuer votre œuvre en la dépassant. C'est vraiment une félicité divine que de créer ainsi des esprits et des âmes, et cette félicité, la France entière en goûte la volupté. Les enfants grandis ne sont pas toujours dociles, et leur impétueuse adolescence cause souvent aux parents des soucis cuisants ; les en aime-t-on moins pour cela? Leurs erreurs mêmes nous sont chères et leurs révoltes ne sont à nos yeux que la preuve de leurs progrès. Aux heures troubles où Bismarck avait réussi à semer des germes de dissentiments entre nous et l'Italie, la France eût repoussé avec indignation la pensée de renier Magenta et Solférino, et dans le lourd bilan des crimes et des fautes de Napoléon III, le souvenir de ces victoires créatrices de peuples suffit à faire hésiter notre verdict.

Cette joie, qui naît de la vie que l'on a transmise, personne ne l'a éprouvée plus complète que les grands Allemands, les vrais, ceux dont l'Allemagne, libérée du militarisme féodal, reprendra un jour la tradition : Herder a été le saint Jean-Baptiste de la Renaissance slave contemporaine. Quel esprit a été plus largement ouvert que Gœthe, moins capable de

mesquines jalousies? et la nécessité de la libre collaboration de l'humanité entière à l'œuvre commune de la civilisation n'est-elle pas l'âme même de son sublime effort?

Les Allemands de nos jours font profession d'admirer Goethe, mais ils ne le comprennent plus. Toute émancipation leur semble un outrage, et s'ils appellent les auditeurs autour de leurs chaires, ce n'est pas pour susciter des maîtres futurs, mais pour se préparer des thuriféraires et des famuli.

Comment ces exigences hargneuses ne susciteraient-elles pas des résistances? Qui sème le vent récolte la tempête. A qui prêche la haine, la haine répond. « Vous autres, Allemands, disait Palatsky à Froebel en 1848, quelque modérés que vous soyez, vous perdez tous la raison, dès qu'on aborde le point véritable du débat. » Avec la manie de l'annexion, ils regardent comme un outrage que les annexés ne se réjouissent pas de l'honneur qu'ils leur accordent en les soumettant à leur loi. Ils ne se sont jamais résignés à admettre qu'il convient de respecter chez autrui les vertus qu'ils admirent chez leurs compatriotes et ils ont toujours vu une offense dans l'éveil de leurs voisins de l'est à une vie supérieure. « Le monde, disait un orateur slave, répète avec respect le nom de nos savants; toutes les branches de la littérature et des beaux arts se gonflent d'une sève généreuse; le progrès nous emporte avec une rapidité que nous n'aurions pas osé même espérer..... et chacun de nous peut considérer avec fierté sa patrie et sa race..... » A ces nouveaux venus qui réclamaient leur juste part d'héritage, les Allemands n'ont jamais opposé que le dédain et l'insulte. Ils se considèrent comme les dépositaires éternels et uniques de la culture et de la science et ils traduiraient volontiers

devant un conseil de guerre quiconque se soustrait à leur monopole.

Civilisation, science, disait Rieger dès 1861. Nulle part dans le monde vous n'entendez dire la Science Française ou British Science, mais que de centaines, que de milliers de fois n'avons nous pas lu et entendu le mot de Deustche Kultur! Deutsche Wissenschaft! — La science, ajoutait-il en 1866, n'est pas la propriété d'un seul peuple, elle n'est pas son privilège ou son monopole. La science est la propriété de l'humanité entière. Elle s'est développée et a atteint sa grandeur actuelle par l'effort commun de tous les peuples. Née sur les bords de la Méditerranée, en Égypte, chez les Phéniciens, en Palestine et en Grèce, elle a commencé de là sa course vers l'Occident; à travers l'Italie, elle a gagné la Gaule et, dans les temps modernes, s'est renouvelée surtout par le travail des peuples latins. De là, pas à pas, elle est revenue vers l'Orient et, à travers la Germanie, est parvenue jusqu'aux Slaves. Il est parfaitement logique que, par suite de cette évolution, qui s'explique par des causes historiques, politiques, climatériques et géographiques, les peuples qui ont en quelque sorte reçu la science de première main, se soient développés les premiers et aient fait de plus rapides progrès. Il est ainsi facilement explicable que la civilisation française soit plus ancienne que celle des Germains et que les Germains aient précédé les Slaves. Est-ce une raison pour que les peuples qui ont été les premiers éclairés par la lumière de la science, regardent d'un œil insolent ceux qui, moins favorisés par la fortune, veulent à leur tour s'asseoir au banquet! « L'habitant de l'Asie où se lève le soleil, méprise-t-il l'Européen que la lumière n'éclaire qu'à une heure plus tardive? Nous avons du moins la consolation que chez nous le soleil sera encore au

zénith quand il commencera à se coucher chez nos voisins. »

Depuis l'écrasement de la France en 1871 et avec le développement de leur richesse, la fatuité et l'orgueil germaniques, insupportables déjà quand leur rôle politique était nul, s'étaient encore épanouis et ils pesaient d'un poids toujours plus lourd sur les Slaves : en Bohême, en Pologne, en Croatie, en Serbie, dans la Russie même dont ils suivaient les succès avec une jalousie inquiète ou dont ils entravaient les desseins par de sournoises intrigues, ils avaient accumulé peu à peu contre eux des rancunes inexpiables. Quoi qu'en ait dit Karl Marx et en dépit du matérialisme historique dont la crise actuelle dénonce si clairement l'étroitesse, ce ne sont pas les intérêts qui mènent le monde, mais les idées et les passions. L'homme ne vit pas seulement de pain. Ce que les peuples ne pardonnent pas plus que les individus, c'est la fierté insolente et la morgue hautaine. Ces nationalités nées d'hier s'impatientaient d'être traitées comme une race d'hilotes, comme une matière à germanisation. Si l'Allemagne se fût bornée à les inonder de ses marchandises à prix réduit, personne n'eût songé à s'en alarmer ; ce qu'elles n'admettaient plus, c'était la lente infiltration du Teuton, l'ingérence de l'employé et de l'instituteur autrichien qui imposait sa langue et ses mœurs, et minait sourdement l'existence de la race.

Prenez garde, écrivait Renan à Strauss en 1870. Vous invoquez contre nous le principe brutal des grandes unités ethniques. Êtes-vous sûr qu'il ne se retournera pas un jour contre vous? N'apercevez-vous pas sur vos frontières l'immense race slave qui pourra à son tour se réclamer des théories que vous nous opposez aujourd'hui?

Qu'est-ce qu'une race? demandent les sociologues,

et quel sens peut bien avoir ce mot dans une Europe brassée par tant d'invasions violentes ou pacifiques? Mais les théories s'effondrent en présence des faits! — Pourquoi, dès le premier jour, la crise austro-serbe a-t-elle pris un caractère si menaçant, sinon parce que deux races hostiles apparaissaient face à face, substratum redoutable qui compliquait l'œuvre des Chancelleries. Toute action provoque une réaction dont la violence est en proportion directe de l'action première. L'Allemagne, au nom de l'histoire, au nom surtout de je ne sais quelle supériorité naturelle et primordiale, réclamait l'hégémonie : les Slaves, avec la même passion entêtée, s'inscrivaient en faux contre ses titres. Ils ne contestaient à leurs voisins aucune de leurs conquêtes antérieures, mais ils ne voulaient plus céder de terrain. Comme quelques semaines plus tard le général Joffre, ils disaient aux envahisseurs : la route est barrée, vous n'irez pas plus loin.

Fatalement, ils étaient amenés par là à se rapprocher de la France.

En juillet 1891, l'amiral Gervais arrivait à Cronstadt avec une escadre française, et, le 22 août, M. Ribot signait avec l'ambassadeur russe, M. de Mohrenheim, l'accord par lequel les deux pays « s'engageaient à se défendre mutuellement, en cas d'attaques, par tous les moyens qui seraient à leur disposition ». L'amitié était transformée en alliance par la convention militaire d'août 1892 et le traité de mars 1894. Le despotisme germanique, si lourd depuis 1871 et surtout depuis 1879, après l'alliance austro-allemande, rencontrait enfin une résistance.

On répète souvent que l'alliance franco-russe a mis fin à l'hégémonie prussienne : l'exagération est évi-

dente. Du moins cette hégémonie ne s'exerça plus dès lors sans contrôle, les fantaisies de l'Empereur ne furent plus acceptées sans réserve, et, à diverses reprises, ses inventions malfaisantes ou saugrenues durent être suivies de pénibles repentirs.

Loin de moi la pensée de contester le mérite des diplomates qui ont préparé l'alliance franco-russe. Mais on ne diminue pas les services de M. de Freycinet et de M. Ribot en constatant que leurs négociations leur avaient été comme dictées par l'opinion publique, et, depuis l'origine, l'alliance a été maintenue par la volonté presque unanime de la nation. A certains moments on a jugé que le gouvernement français n'en tirait peut-être pas le meilleur parti possible; jamais le principe même n'en a été sérieusement contesté. Les chefs du parti socialiste, qui ne se sont dégagés que très tard et péniblement de l'illusion germanique, ont essayé, par moments, d'ébranler cette union; ils n'y ont apporté ni vigueur, ni suite, et il était visible que, sur ce point, ils n'étaient pas suivis par leurs électeurs. Les partis ne sont pas la nation, la foule a des intuitions qui pénètrent et confondent les groupes politiques opposés; « le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas ».

Que demandait le peuple français à l'alliance russe? —Une seule chose: la sécurité du lendemain.—Qu'un groupe d'inconsolés l'ait saluée comme l'aurore de la revanche, c'était fatal et c'est incontestable. Mais ils ne représentaient qu'une infime minorité. Nulle part il n'est aussi facile qu'en France d'avoir une idée exacte de l'opinion moyenne : les élections au suffrage universel sont libres et sincères. Or jamais le parti belliqueux n'a réussi à conquérir un chiffre appréciable de députés. Toutes les fois que les nationalistes ont essayé de parler de revanche, ils ont été immédiatement arrêtés par la volonté formelle du

pays. Remarquons d'ailleurs que le Boulangisme est antérieur à ce rapprochement de la Russie et de la France, et dans le Boulangisme lui-même, bien qu'il affectât des allures de chauvinisme, combien étaient rares ceux qui songeaient vraiment à la guerre, à côté de ceux qui avaient simplement ourdi une intrigue catholique et réactionnaire. Depuis vingt-cinq ans, chaque élection a marqué un nouveau progrès du parti radical, et le dernier reproche que mériterait ce parti radical, est bien celui d'être belliqueux et militariste.

Quelques gages cependant qu'il ait donnés de ses intentions pacifiques, il n'a pas réussi à désarmer la défiance de Berlin. Cela s'explique en partie parce que les peuples en général se connaissent très mal les uns les autres, en partie aussi parce que la conscience des Allemands n'était pas sans reproches à notre égard ; ils se sentaient de tels torts vis-à-vis de nous qu'ils jugeaient impossible que nous leur pardonnassions.

Ils n'ont jamais compris la nature des sentiments que nous inspire le souvenir de la guerre de 1870. Bismarck, qui était un esprit vigoureux, mais étroit, d'ailleurs peu capable d'imagination, ne s'est jamais rendu compte de la différence de la France de Louis XIV ou de Napoléon et de la France d'aujourd'hui, et, à son exemple, tous les politiques d'outre-Vosges se sont persuadé que nous aspirions à venger nos défaites et que nous ne pardonnions pas à nos vainqueurs la diminution de notre prestige militaire. Rien de plus complètement inexact. La vanité des peuples est extrême, mais, à cause de cela même, elle est prodigieusement habile à se créer des consolations. Les Prussiens, bien longtemps avant Sedan, ne ressentaient plus au cœur l'aiguillon de Iéna, tant ils admiraient la vigoureuse retraite de Blücher en 1806

et le rôle de la division Lestocq à Eylau. La campagne de 1870, désastreuse pour nous, a été fort loin d'être humiliante : les batailles de Froeschwiller, de Rezonville ou de Bapaume, peuvent être inscrites sans honte sur les plus fiers drapeaux, et je ne sache guère dans l'histoire de spectacle plus magnifique que celui de la France désemparée, se redressant d'un coup de reins à la voix de Gambetta, et que l'élan de nos conscrits improvisés culbutant à Coulmiers les solides régiments de von der Tann.

Nous avions pris notre parti de nos défaites et nous aspirions à d'autres lauriers. Nous prétendions donner au monde l'exemple d'une démocratie qui se développe en pleine liberté en garantissant à tous ses enfants des droits égaux et un destin aussi supportable que le permet l'impitoyable nature. Chimère, si l'on veut, mais qui nous était chère et qui, dans tous les cas, ne devait inquiéter personne.

Sur un point cependant, nous refusions d'oublier. L'Allemagne, qui nous avait contraints à lui abandonner l'Alsace et la Lorraine, exigeait encore que nous n'en éprouvions aucune rancœur. C'était un sacrifice au-dessus des forces humaines. Chaque peuple a son Évangile, qu'il ne saurait renier sans perdre en quelque sorte le goût de la vie et comme sa raison d'être. Notre Évangile, c'est la Déclaration des droits de l'homme, dans lesquels se résume toute la philosophie de notre histoire.

Nulle part dans le monde, la nature n'est plus douce qu'en France, le climat plus tempéré, les contrastes moins violents et moins brusques, le travail moins dur et plus fécond. Le peuple s'y attache au sol avec une affection plus joyeuse que partout ailleurs, parce qu'il récompense avec une inépuisable générosité le labeur de l'ouvrier. La lumière souriante et comme apaisée y caresse les yeux, et le parfum dis-

cret des champs pénètre les sens de leur mélodieuse senteur. Le Français n'émigre guère, parce qu'il est trop dur d'abandonner une demeure si hospitalière ; il ne lève pas souvent les yeux vers le ciel, parce que les horizons prochains suffisent à ravir sa pensée et à satisfaire ses rêves. Il se défie du mysticisme et des spéculations métaphysiques. Les écrivains qu'il préfère sont les moralistes, et les vertus qu'il pratique sont raisonnables et modérées. La seule sainte qu'il adore, c'est Jeanne d'Arc, si simple dans son héroisme, si candide dans sa foi, et qui n'entend d'autres voix que l'écho de la grande pitié qui s'élève du sol natal foulé par l'ennemi.

Libre à nos voisins ou à nos ennemis de trouver futile et mesquine notre conception de l'existence. Il est absolument impossible aux Allemands de comprendre la grandeur et la beauté de Racine, de Molière, de Montaigne et de Voltaire. Nous ne les forçons pas à les admirer : mais si nous avons la faiblesse de les préférer à Novalis ou à Jean Paul, qu'ils se contentent de plaindre notre aveuglement, sans vouloir nous élever jusqu'à eux, puisqu'après tout ils n'y réussiraient pas.

Le Français, peu soucieux de religion, dont l'imagination bornée se représente mal l'éternité et les mystères de l'au-delà, beaucoup moins celte que latin, attaché à la glèbe par ses instincts les plus profonds, avec un besoin absolu de précision et de clarté, s'est consacré à rendre le plus agréables possible les quelques années d'existence que nous accorde la destinée. Il a cultivé les instincts sociables et s'est efforcé d'adoucir les rapports entre les hommes. Il a prêché la modération, le goût, la mesure, le tact. C'est sur le sol de France qu'est née la tolérance; c'est là aussi qu'est né le culte de la dignité humaine, le respect de l'individu.

Nous redoutons la souffrance, ce qui nous enseigne l'indulgence et la pitié; nous avons besoin de la sympathie de nos semblables, ce qui nous met en garde contre les instincts d'oppression; nous aimons à nous sentir en communion avec les autres peuples et nous accueillons volontiers leurs idées. Il nous arrive de ne pas les comprendre complètement, mais si nous les déformons quelquefois, c'est presque toujours en les dépouillant de leur caractère excessif et trouble. Nous avons toujours été les entremetteurs des nations. La France, ce grand carrefour du monde, a toujours été le pays par excellence du transit intellectuel et moral, le centre du libre échange des pensées.

Encore une fois, il ne s'agit pas de revendiquer pour nous je ne sais quelle primauté innée et quelle suprématie providentielle. Rien n'est plus loin de mon esprit que de diminuer les services éminents rendus à l'univers par l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre ou l'Allemagne. A chacun son rôle ici-bas, et c'est de cet harmonique effort des génies des peuples divers qu'est formée la grandeur de la civilisation moderne. Il est vain et niais de discuter sur la supériorité de l'agriculture ou du commerce, de l'industriel ou de l'artiste. Ce qu'il importe, c'est que chacun ici-bas fasse énergiquement sa longue et lourde tâche.

La France ne s'y est pas ménagée. Comme elle avait pour mission, non pas de faire régner la vertu dans le monde ou d'assurer le triomphe de certaines doctrines, mais simplement de préparer aux hommes sur cette terre un séjour tolérable, elle était appelée à devenir l'apôtre de la liberté, puisqu'après tout, si l'on a soutenu que le despotisme et la violence sont créateurs d'énergie, on ne saurait nous convaincre qu'ils produisent le bonheur des sujets. Toute notre histoire est ainsi un effort continu vers l'affranchis-

sement. C'est en France que pour la première fois le servage a été officiellement condamné; c'est en France que, au milieu des guerres de religion, Rabelais a proclamé la liberté de la pensée; le siècle de Louis XIV est aussi le siècle de Descartes; et notre grande époque, celle où notre influence a vraiment dominé le monde, c'est l'époque où Voltaire, Diderot et les Encyclopédistes mènent la croisade contre les entraves physiques ou morales qui retardent la marche de l'humanité et qui imposent au citoyen d'inutiles souffrances.

La Révolution française est l'aboutissement de ce travail séculaire de l'esprit français, l'accomplissement de notre histoire. Dans la Déclaration des droits de l'homme, c'est la voix des ancêtres qui parle : « Les représentants du peuple français, considérant que l'ignorance, l'oubli et le mépris des droits de l'homme sont les *seules causes des malheurs publics* et de la corruption des gouvernements,... afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la constitution et *au bonheur de tous*, déclare :

« Art. I. — Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit.

« Art. II. — Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme; ces droits sont : la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

« Art. III. — Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. »

De ces prémisses est sorti, par une conséquence directe et logique, le principe des nationalités, c'est-à-dire le droit des peuples de disposer eux-mêmes de leur sort, de n'accepter que le régime qu'ils jugent le plus conforme à leurs intérêts, de n'être pas

englobés par la force dans une agglomération que repoussent leurs instincts.

Ces prémisses sont fausses, nous objectent les juristes et les philosophes allemands. Il est absurde de fonder la société sur la volonté mobile et aveugle de l'individu. Ce qui importe, ce n'est pas le citoyen isolé, mais l'État qui mieux que lui comprend son intérêt véritable. D'ailleurs personne n'est libre de choisir sa patrie, chacun est lié par sa race et sa langue, et quiconque refuse de suivre la masse ethnique à laquelle il se rattache, est un esclave marron qui doit être ramené par la force, si c'est nécessaire, au foyer qu'il a déserté.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter la valeur « de ce droit de suite », que les Allemands invoquent contre les Alsaciens-Lorrains, ni même de leur demander comment il se fait que, tandis que les Alsaciens-Lorrains sont tenus d'entrer dans l'Empire Germanique en vertu d'une sorte de malédiction héréditaire, les Polonais de Poznian et de la Silésie n'aient pas le droit d'en sortir, bien que personne sans doute ne prétende les honorer du titre d'Allemands.

Un point demeure hors de doute. Les théories germaniques ne nous ont pas convaincus, elles ne pouvaient pas nous convaincre, parce qu'il nous eût fallu, pour les accepter, renier tout notre passé, effacer de notre conscience à la fois les croyances les plus réfléchies et les instincts les plus intimes, substituer une autre âme à l'âme que nous ont léguée nos ancêtres et qu'ont lentement façonnée le travail des siècles, le sol qui nous nourrit et la lumière que nous respirons.

Sur ce point là, par conséquent, les Allemands ne se trompent pas et leurs reproches sont exacts. Le traité de Francfort nous a été imposé par la force, et nous n'avons jamais cessé de croire que personne

n'avait le droit de disposer des Alsaciens-Lorrains, sinon les Alsaciens-Lorrains eux-mêmes, et que, comme leur volonté n'était pas douteuse, — sur ce point de fait, les Allemands n'ont jamais élevé le moindre doute, — personne n'avait le droit de les séparer de nous. Par la violence et le guet-apens, vous nous avez mis le pied sur la gorge et, quand vous nous teniez à terre, pantelants, inanimés, vous avez emmené nos frères en servitude. Il a bien fallu se soumettre à la fatalité et nous avons laissé s'éloigner en captivité les victimes bien-aimées. Mais, vouloir que nous proclamions nous-mêmes que nos idées sont fausses et que nous avons épuisé nos forces et versé pendant des siècles le plus pur de notre sang pour des principes erronés; que nous soumettions à votre conception historique notre pensée maîtresse; que, de nos propres mains, nous arrachions notre cœur de notre poitrine, c'était exiger l'impossible, et l'Allemagne ne l'a pas obtenu. Qu'elle l'ait même jamais exigé ou espéré, rien peut-être ne montre mieux la pauvreté de son intelligence psychologique et aussi la sécheresse native de son cœur. Encore une fois, ce que nous n'avons pas pardonné à l'Allemagne, ce n'est pas, comme elle se le figure, notre prestige diminué, notre gloire militaire abaissée, notre hégémonie détruite, nos finances compromises, c'est la régression que, suivant nous, elle imposait à l'humanité en substituant le droit de conquête au droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes, c'est la profanation de l'idéal que nous avions proclamé, c'est l'amoindrissement de nos âmes flétries par l'apostasie à laquelle nous avions dû matériellement souscrire.

Depuis le traité de Francfort, nous avons été hantés par le remords de notre lâcheté qui avait livré nos provinces à l'oppression. Ce remords, les

Allemands ont tout fait pour en accroître l'amertume. Comme ils ne connaissent d'autre moyen que la force brutale, ils ont, dès le premier jour, voulu briser chez les Alsaciens des résistances dont ils auraient dû respecter la noblesse. Leurs menaces, leurs suspicions farouches et leurs rigueurs stupides ont creusé plus profondément le fossé qui séparait d'eux les annexés. Au lieu de s'en remettre au lent travail des années pour créer des intérêts nouveaux, ils ont poursuivi les manifestations les plus bénignes, frappé sans mesure et sans pitié les plus innocentes railleries, soumis le pays entier à un régime d'arbitraire et de vexations. On ne les aimait pas, ils se sont appliqués à transformer en haine l'indifférence distante et fière avec laquelle on les avait accueillis. Ils ont obtenu ce résultat paradoxal, — et que personne n'aurait jugé possible, — qu'au bout d'un demi-siècle d'occupation, leur domination est plus détestée que le premier jour, que les jeunes générations ont pour la France une affection plus chaude que leurs aînés de 1870, que les immigrés eux-mêmes sont gagnés par cette contagion de résistance antigermanique.

Comment aurions-nous pu pardonner et oublier, quand, d'année en année, nous arrivaient toujours plus douloureuses et poignantes les lamentations de ce peuple insulté, bafoué, minorisé. On nous reproche volontiers notre inconstance et la légèreté de nos sentiments, et ces reproches ne sont que trop justes. Mais ici, pour que nous détournions nos pensées des Vosges, il eût fallu au moins que les Allemands ne se chargeassent pas de nous rappeler sans cesse nos regrets et nos devoirs. Vous avez repris votre esclave et vous prétendez que nous l'abandonnions à son sort. Soit, mais ayez au moins la prudence, à défaut de pudeur, de ne pas le frapper trop fort; sinon ses plaintes réveilleront de leur indifférence les plus dis-

traits et les plus lâches. Oui, nous sommes légers et nous aurions peut-être pris notre parti du passé, si des incidents déplorables comme ceux de Saverne n'avaient secoué notre torpeur.

Que de fois nous vous avons tendu la main, nous disent les Allemands, et vous l'avez toujours repoussée. La question serait de savoir si ces offres tumultueuses et importunes d'amitié étaient toujours bien sincères et si elles n'étaient pas le plus souvent inspirées par une arrière-pensée redoutable. Surtout, il est permis de se demander si ces invites bruyantes ne masquaient pas une regrettable absence de tact et de réflexion. Envoyer l'impératrice Frédéric pour sceller la réconciliation des deux peuples, et nous menacer d'une invasion parce que nous n'avions pas apprécié assez haut la valeur de cette impériale visite, ce n'était peut-être pas le meilleur moyen de nous convertir.

Mais ne chicanons pas sur les détails. Il est vrai que nous n'avions aucun désir d'intimité avec l'Allemagne. Après tout, nous avons bien le droit de choisir nos amis et, si nous nous plaisons dans le commerce de barbares comme les Russes, de boutiquiers comme les Anglais, ou même de criminels et de conspirateurs tels que les Serbes, tandis que nous n'éprouvons aucun agrément à fréquenter chez les représentants de la haute culture germanique, ces Messieurs n'ont qu'à nous laisser à la bassesse de nos goûts.

Est-ce à dire pourtant que, si nous ne répondions pas aux sourires fardés de l'Allemagne, nous nourrissions contre elle de noirs desseins? Il n'est pas absolument nécessaire d'aimer les gens pour vivre en termes corrects avec eux. Nous suivions d'un cœur attristé les destinées de l'Alsace; nous ne pensions pas à la reconquérir. Que notre conduite ne

fût pas très logique, nous ne le contesterons pas, mais elle était des plus naturelles. Que d'espoirs chimériques ne caressons-nous pas, dont nous savons qu'ils ne se réaliseront jamais! Et puis la vie est si imprévue et ses combinaisons si diverses! Qui oserait se vanter de prévoir toutes les possibilités de l'avenir? Pourquoi l'Allemagne ne s'aviserait-elle pas un jour que l'annexion de l'Alsace était pour elle une opération désastreuse et qu'elle traînait un poids mort qui la condamnait elle-même au déplorable système de la paix armée? Jamais évidemment le parti militaire ne lâcherait sa proie, mais il n'était pas l'Allemagne entière, et peut-être, à un moment donné, les libéraux ou les socialistes secoueraient-ils le joug d'une caste dont l'arrogance ne leur était guère moins dure qu'à nous-mêmes. Alors cette « marche », qui avait été si longtemps une cause de conflits, deviendrait le terrain de la réconciliation définitive. Et sans doute, nous savions bien la vanité de ces chimères, mais nous y cherchions un motif de consolation. Nous pensions aux provinces séparées, comme on retient dans son cœur désolé l'image de ses morts. La vision de nouveaux carnages n'ensanglantait pas nos pleurs. Peut-être nos courages défaillaient-ils devant les lourds sacrifices que nous coûterait une nouvelle guerre, dont nous savions trop bien qu'elle serait sans merci.

Cet état d'âme, complexe sans doute, mais qu'il suffisait pourtant d'une perspicacité moyenne et de quelque humanité pour interpréter, les Allemands n'ont jamais voulu l'admettre.

En 1900, dans une de leurs dernières tentatives de séduction, quand ils essayèrent de pousser la France à intervenir dans la guerre du Transvaal, ils exigèrent comme gage, attendu qu'il s'agissait « d'une œuvre de longue haleine, que l'Allemagne, la France et la

Russie prissent au préalable l'engagement mutuel de se garantir, pour un temps à déterminer, l'intégrité de leur territoire européen ». — Invention trop ingénieuse! Elle fut repoussée par M. Delcassé, et il est certain qu'il eût été impossible de trouver un Cabinet pour accepter un pareil traité ou une majorité pour le ratifier.

L'Empereur Guillaume avait tort d'en conclure que nous songions à déchirer le traité de Francfort. Pour se rendre un compte exact de l'état moyen des esprits, il suffit de lire la déclaration qui fut apportée à la tribune par M. Lefébure, au nom des représentants de la Meurthe-et-Moselle, des Vosges et de la Meuse, à la fin de la discussion sur l'accord marocain, le 20 décembre 1911. « Après de longues hésitations de conscience, disait M. Lefébure, nous n'avons pu nous résoudre à un vote que certains commentaires permettraient d'interpréter comme un oubli du passé... Certes nous entendons demeurer les adversaires résolus de toute politique d'agression, mais nous ne voulons pas par contre souscrire à un rapprochement qui, en l'état actuel des choses, aurait dans notre Lorraine mutilée un douloureux retentissement. » La majorité écouta respectueusement ces doléances, et vota l'accord. — Vœux superflus et regrets impuissants!

En somme, ce que réclamait la France, c'était le droit de continuer à porter des fleurs à la statue de Strasbourg. Mais nous ne jugeons les autres que d'après nous-mêmes; l'Allemagne interprétait notre tristesse inconsolée comme une menace permanente et, parce que nous persistions à croire à notre idéal, elle nous accusait de travailler à sa ruine. Entre les Slaves qu'elle méprisait et qu'elle opprimait et les Français qu'elle avait cruellement meurtris et qu'elle supposait n'attendre qu'une occasion favorable pour

venger leur offense, elle se déclarait sérieusement menacée. Vous avez la hantise des coalitions, disait déjà à Bismarck le comte Chouvalof; il avait légué ses épouvantes à ses successeurs. L'Allemagne, quelque confiance que lui inspirassent ses forces, avait ses nuits troublées par des cauchemars; elle dormait mal sur ses lauriers. Peut-être parce qu'elle n'avait pas la conscience très nette.

Les lampions s'éteignirent, la *Marseillaise* que Pétrograd s'étonnait d'avoir entendue ne laissa dans l'air que de vagues rumeurs; l'amiral Gervais revint à Toulon en 1891 et l'amiral Avellane en Russie (1893). Le calme rentra dans les esprits; comme toutes les choses humaines, l'alliance franco-russe, qui avait causé en Europe un fracas d'émotion, ne justifia ni les craintes des uns, ni les chimères des autres.

Certes la situation n'était plus la même que par le passé. Les jeunes gens ne se figurent pas, les générations futures ne comprendront jamais ce qu'a été l'existence des patriotes français de 1871 à 1891. Pendant ces vingt années, nous avons vraiment vécu sous le couteau. D'abord l'occupation étrangère, les querelles hargneuses d'un vainqueur implacable, l'exploitation sans mesure et sans pitié de notre faiblesse. Thiers n'était certes pas suspect de vouloir recommencer l'aventure que nous avions payée si cher, et Mac-Mahon savait le temps nécessaire à notre réorganisation militaire. Mais c'était un redoutable partenaire que le solitaire de Warzin, aigri, malade, soupçonneux, toujours près de s'en prendre à la France des ennuis que lui causaient les intrigues de cour ou les résistances des Catholiques. Il faudra que nos enfants étudient longuement cette période

de tracasseries et d'alertes, les rancœurs de cette « paix de Damoclès », pour savourer vraiment la joie de la liberté reconquise.

Périodiquement, des alarmes plus graves. En 1875, sous prétexte que notre armée se réorganisait trop vite; en 1887, parce que notre ministre de la Guerre déplaisait au Chancelier; en 1891, parce que nos artistes refusaient d'exposer leurs œuvres à Berlin. Ainsi que l'a montré par des documents officiels M. Gaston Routier, ce fut une des crises les plus redoutables, et, sans la prudence du Président Carnot et du ministre des Affaires étrangères, M. Ribot, une catastrophe était probable [1]. Il fallut à notre Ministre une singulière maîtrise de soi pour écouter sans éclat de colère, sinon sans indignation, les réprimandes du baron Marschall qui, la voix rèche et le geste cassant, exigeait une réparation pour les prétendues insultes dont aurait été l'objet la mère de l'Empereur. — Sans doute, ajoutait-il, on ne saurait exiger d'un gouvernement républicain ce qu'il est permis d'attendre d'un gouvernement fort.

Après 1891, de semblables algarades n'étaient plus possibles. La France n'était plus exposée à être, sous les prétextes les plus futiles ou sans prétexte, troublée dans son travail, offensée dans sa dignité, froissée dans ses sentiments les plus respectables.

C'était beaucoup, — mais c'était tout.

Le peuple russe et le peuple français, dans un élan de sympathie, avaient contracté un mariage d'amour. Mais l'amour, qui est utile à tout, ne suffit à rien. Les deux alliés se connaissaient peu et se comprenaient mal. Les ministres français, très fiers à juste titre de leur conquête, l'entouraient d'une déférence un peu

1. G. Routier, *Le Voyage de l'Impératrice à Paris en 1891*, Paris, 1901.

lourde, et la Russie, qui avait scandalisé les vieilles douairières en se rapprochant d'une démocratie, en ressentait quelque pudeur. L'intimité était sincère, mais, trop récente, trahissait une gêne involontaire. Le temps était indispensable, et les épreuves, pour donner aux politiques des deux pays l'aisance et la familiarité qui permettraient la pleine ouverture de cœur.

Puis, la Russie n'avait pas complètement rompu avec des souvenirs d'autant plus redoutables qu'ils étaient fort anciens.

La guerre de Sept ans avait enseigné à Frédéric II la force de l'Empire Moscovite. La bataille de Kunersdorf (1759) avait été pour lui un irrémédiable désastre; à deux reprises, Berlin avait été occupé, et la Prusse était perdue si la mort de la tsarine Élisabeth n'eût livré le pouvoir à un souverain allemand dont la lamentable défection permit à Frédéric d'obtenir un traité honorable.

La leçon lui profita et il recommanda à ses successeurs de maintenir à tout prix des relations amicales avec la cour de Pétersbourg. Ses conseils furent docilement suivis pendant plus d'un siècle, et c'est à la protection russe que la Prusse dut, d'abord sa libération en 1813, puis ses victoires en 1866 et en 1870. Guillaume Ier n'exagérait rien quand, dans un élan de reconnaissance, il écrivait à Alexandre II le 27 février 1871 : « La Prusse n'oubliera jamais que c'est à Votre Majesté qu'elle doit l'heureuse issue de la guerre. »

Malgré ses rancunes personnelles contre Gortchakov et la colère que lui avait inspirée l'intervention d'Alexandre II en 1875, quand le Tsar avait déjoué les projets de l'Allemagne contre la France et couvert de sa protection le maréchal de Mac-Mahon, Bismarck, tout imbu des lucratives traditions de la

monarchie, n'avait accueilli ni sans hésitation, ni sans inquiétude, la pensée de se séparer de la Russie. En 1879, l'alliance avec l'Autriche lui fut presque arrachée par Andrassy et, jusqu'à la dernière minute, il s'attacha à lui donner un caractère plus général et à émousser ainsi la pointe dirigée contre l'Empire du Nord. Il ne cessa pas dans la suite de chercher à se dégager des obligations trop étroites que lui imposait son entente avec Vienne, et il ne fut satisfait qu'après avoir conclu avec Alexandre III la contre-assurance de Skierniewitse (21 mars 1884).

L'Allemagne qui, depuis le traité du 7 octobre 1879, était tenue de soutenir l'Autriche si elle était attaquée par la Russie, promettait à la Russie de ne pas intervenir si l'attaque partait de Vienne. Comme il n'est jamais facile d'établir de quel côté vient l'agression, en réalité Bismarck se réservait, au moment décisif, la liberté du choix. — J'ai souvent couché à deux, disait à Alexandre Ier, lors de l'entrevue de Tilsitt, Napoléon, volontiers brutal dans son langage ; jamais à trois. — Mais Bismarck, bon protestant, n'ignorait pas que Luther lui-même avait approuvé la bigamie.

La contre-assurance de Skierniewitse ne fut pas renouvelée par Guillaume II, malgré l'insistance de Bismarck, et, si nous en croyons le prince de Hohenlohe, le dissentiment qui éclata à cette occasion entre le souverain et le vieux Chancelier, fut une des causes de la disgrâce de celui-ci. Les monarques qui débutent ont des délicatesses que la vie déflore vite.

Guillaume II comptait, pour conserver les bonnes grâces de la Russie, sur d'autres moyens moins compliqués et plus avouables, sur ses dons de séduction personnelle, sur les caresses enveloppantes dont il fait profession, sur les longs souvenirs d'amitié confiante des dynasties, surtout sur la solidarité des

souverains que menace la poussée démocratique. Il ne se trompait pas et, même après Cronstadt, les rapports entre Berlin et Pétersbourg conservèrent un caractère d'intimité cordiale. « Que l'entrevue de Cronstadt, disait Caprivi[1] au Reichstag (27 novembre 1891), donne lieu à des inquiétudes plus grandes que celles que l'on a eues jusqu'à présent, je n'en crois pas un mot. J'ai la conviction la plus ferme, — ferme comme un roc, — que les intentions personnelles du Tsar sont les plus pacifiques du monde. »

Ses ministres n'étaient pas plus belliqueux. On a dit de M. de Giers[2] que, pendant douze ans, il avait personnifié la mauvaise humeur laissée à Pétersbourg par le Congrès de Berlin (1882-1895). Cette mauvaise humeur n'était guère active; en réalité, par sympathie et par conviction naturelle, il était plutôt partisan d'une entente avec le Cabinet de Berlin, et s'il servait loyalement la politique de ses souverains, il n'y apportait aucune fougue. Bien que ses relations avec les hommes politiques français l'eussent guéri de quelques-unes de ses préventions, il n'avait aucune tendresse pour la démocratie, et c'est en toute loyauté qu'en revenant de Paris, il s'arrêtait à Berlin pour y répéter l'assurance de ses volontés pacifiques. Quand il mourut en 1895, il fut remplacé par le prince Lobanov, qui devait la confiance du Tsar au rôle de conciliateur qu'il avait joué comme ambassadeur à Vienne. Nicolas II épousait une princesse Allemande (1894), et le haut personnel de la cour, pas plus que celui des ambassades, n'était suspect de passions slavophiles.

Un moment, le rapprochement de la Russie et de

1. Chancelier d'Allemagne de 1890 à 1894.

2. Giers succède à Gortchakof en 1882 et conserve la direction des Affaires étrangères jusqu'à sa mort, 1895.

la France sembla même devoir servir à entraîner peu à peu la France dans le sillon de l'Allemagne. En 1895, une escadre française assistait à côté d'une escadre russe à l'ouverture du canal de Kiel, et M. Hanotaux, qui dirigea les Affaires étrangères, presque sans interruption, de mai 94 à janvier 98, élève de Jules Ferry et partisan d'une politique d'expansion coloniale, était conduit par là à se rapprocher de Berlin.

Pétersbourg, docilement, suivait les conseils de Guillaume II, et, détournant son attention de la péninsule des Balkans, se laissait engager dès 1895 dans les affaires d'Extrême-Orient, où la Russie allait pendant dix ans user ses forces et compromettre son prestige.

D'autre part, la politique de M. Hanotaux aboutissait à un violent conflit avec l'Angleterre, et ce n'était pas trop de l'inflexible prudence de M. Delcassé pour éviter que l'expédition de Fachoda ne dégénérât en un duel fratricide entre les deux grandes Puissances libérales de l'Occident (1898). La France était vers la même époque distraite des affaires extérieures par le procès Dreyfus (1897-1900), qui, après avoir ébranlé le pays jusque dans ses couches les plus profondes, déterminait une formidable explosion d'anti-militarisme, jetait la division dans l'armée et désorganisait la défense nationale. L'Angleterre de son côté, absorbée par la conquête du Nil Supérieur et la guerre avec les Boers (1899-1903) maladroitement déchaînée par les lubies furieuses de Joseph Chamberlain, perdait de vue les questions européennes.

Si, depuis Cronstadt, l'Allemagne avait jugé raisonnable de s'abstenir de certaines fantaisies trop bruyantes, et si la France jouissait d'une sécurité relative, l'hégémonie de Berlin n'était pas contestée. Forte de la faiblesse de ses voisins, de l'inconstance

de leurs vues et de l'instabilité de leurs désirs, habile à tirer parti de leurs complaisances et de leurs divisions, prompte à tendre des pièges à leurs convoitises ingénues, appuyée sur des amis qui n'étaient que des vassaux, elle ouvrait fièrement ses voiles au vent favorable et elle n'enregistrait que des succès. Sa richesse grandissait rapidement, son industrie supplantait facilement ses concurrents sur les marchés du monde. D'un bout de l'univers à l'autre, montait vers elle une fumée d'encens, et un concert s'élevait qui célébrait sur tous les tons la Deutsche Tugend, la Deutsche Wissenschaft, la Deutsche Wirtschaft, la Deutsche Kultur.

Les cerveaux les plus solides ne résistent guère à cette ivresse des grandeurs et à ce vertige des sommets. Il y a au moins un grain de folie chez tous les autocrates victorieux. La malédiction de l'Écriture demeure : l'orgueil marche devant l'écrasement.

La situation de Guillaume II était merveilleuse. A l'intérieur, aucune opposition redoutable; des Parlements qui dodelinaient de la tête et qu'on dissolvait dès qu'ils se permettaient un murmure de désapprobation; des électeurs qui répondaient : Amen! à toutes les demandes; un socialisme domestiqué, qui trouvait une satisfaction platonique à accumuler des suffrages qui ne représentaient aucune force réelle; un catholicisme édulcoré qui faisait de sa foi une monnaie d'échange. Partout une fermentation joyeuse d'activité et de vie : des villes qui poussaient comme des champignons; des ports qui dépassaient rapidement les centres commerciaux dont la prospérité était la plus ancienne et la mieux assise. Au dehors, une Europe asservie ou distraite et impuissante : la France et l'Angleterre presque armées l'une contre l'autre; la Russie, immobilisée par l'Extrême-Orient; l'Autriche, aux mains des Allemands et des Magyars,

qui, pour résister aux revendications des Slaves, s'empressaient au doigt et à l'œil aux moindres signes de Berlin; l'Italie, embarrassée dans une alliance contraire à ses instincts et à ses intérêts; les Puissances secondaires lentement entravées par l'invasion des capitaux et des immigrés allemands. L'Empereur lui-même était jeune, impétueux, il avait la parole prompte, le geste théâtral, l'imagination présomptueuse. L'égoïsme orgueilleux du souverain s'ajouta aux instincts de proie de ses officiers et aux volontés de puissance de ses peuples, et l'Allemagne partit à la conquête de l'univers. Ce fut le début de la Weltpolitik, de la politique mondiale, — vers 1892.

Bismarck était un homme d'État sans scrupule et sans pitié, et il avait fabriqué l'Empire par le fer et par le sang. Il lui avait ainsi marqué sa destinée en le souillant du péché originel. De ses origines modestes il avait conservé du moins un extrême bon sens. Ce chasseur de bécasses n'avançait jamais un pied sans avoir tâté le sol. C'est ainsi qu'il avait réussi à conserver ce qu'il avait acquis par une série de coups d'audace. Le proverbe déclare qu'il est plus difficile de conserver une grosse fortune que de l'acquérir. Guillaume II s'en apercevra. Il a beau se plaire à évoquer la gloire de son grand-père : dans son for intérieur, il le regarde un peu comme un Philistin; il ne dédaigne pas les petits gains, mais il se plaît aux spéculations grandioses.

Dès qu'il se fut débarrassé de son vieux pédagogue, après s'être donné quelque temps pour examiner l'horizon, il partit à la conquête du Saint Graal. La coupe sainte, cette fois, c'était la domination morale, économique et politique du monde entier. Le professeur Ostwald, que, jusqu'à présent, j'avais connu moins exubérant, pense que la guerre actuelle aura pour résultat d'assurer la paix future, parce que les

divers peuples se rangeront docilement sous la férule de l'Allemagne : c'est elle qui dictera les programmes, répartira les tâches, indiquera les méthodes; il sera juste qu'elle encaisse le plus net des bénéfices. Guillaume II se consacra à préparer au monde cet avenir séduisant. « Nous n'entendons pas, dit M. de Bülow au Reichstag le 11 décembre 1893, qu'une puissance étrangère, quelle qu'elle soit, vienne nous dire un jour : le monde n'est plus à prendre. » Pour parer à cette déconvenue, le plus sûr est de saisir partout des gages, et, comme l'Allemagne arrive tard au banquet où déjà les meilleures places sont occupées, elle se fraye un passage à coups de poings et de coudes.

Elle se rua à la curée avec une brutalité si désinvolte que, dans un monde qui ne se pique pas de pruderie, on en ressentit quelque gêne. La boulimie de Guillaume scandalisa, et ses procédés causèrent un malaise général; en vérité, il manquait par trop de délicatesse.

Le *Reisekaiser*, comme ses sujets nomment eux-mêmes ce commis-voyageur couronné, n'est pas difficile sur ses relations. Pour obtenir la clientèle de la Turquie, il met sa dextre de chevalier dans la main sanglante du Sultan Rouge : — que lui importent 300.000 Arméniens massacrés, si Krupp place ses canons à bon prix et si la Deutsche Bank étend ses opérations et accroît ses bénéfices. Le fils chéri de Jéhovah ne croit pas trahir son Maître en se déclarant le protecteur d'Allah ! *Ad augusta per angusta!* L'argent n'a pas d'odeur, ni la gloire. Dans les rayons de l'apothéose finale, personne n'apercevra plus les pauvres ficelles qui ont servi à dresser l'ossature. Dieu ne se serait pas donné tant de mal, a dit un jour l'Empereur lui-même, pour protéger la dynastie des Hohenzollern, s'il ne les réservait à une incomparable

destinée. Tout moyen est pur et saint qui sert les desseins éternels de la Providence.

Après tout, objectera-t-on, l'Allemagne est-elle plus coupable que les autres peuples, et, sauf peut-être un accent de bravade, la chanson qu'elle entonne n'est-elle pas reprise en chœur par tous ses voisins? — Mais l'accent n'est pas ici sans importance. A côté du fait, il y a la manière. Ce qui choque dans Guillaume II, c'est sa turbulence, sa précipitation, son avidité œcuménique; c'est le don Juan de l'ambition, mais un don Juan sans idéal, qui ne cherche que la conquête brutale. On se heurte à lui sur toutes les routes. A chaque carrefour se dresse ce nouveau Goetz de Berlichingen, qui, le poignard sous la gorge, vous réclame la bourse ou la vie. Nous sommes revenus à l'Allemagne du xve siècle avec son droit du poing.

Que la morale internationale soit encore bien imparfaite, il serait puéril de le contester, et que les nations se permettent souvent des libertés que les tribunaux frappent impitoyablement chez les individus, nous ne le savons que trop. Du moins, les diplomates travaillent à dissimuler ces abus de la force, et la conscience publique se plaît à voir dans leur hypocrisie un hommage rendu à la vertu. Puis, dans notre siècle, malgré tout, quelques progrès ont été accomplis; on ne viole plus ses promesses sans un certain remords, on compatit aux souffrances des opprimés et on travaille à adoucir leur misère. La politique de Guillaume II nous ramène à l'époque des cavernes. Une seule règle, l'intérêt; un seul moyen, la violence; un seul but, le succès. Jamais on ne surprend chez lui une minute d'émotion humaine, un instant d'hésitation en présence d'une palinodie déshonorante. C'est sa volonté qui empêche la délivrance de la Crète et qui livre la Macédoine aux bandits turcs. C'est elle qui provoque la révolte des

Boxers et qui exige en même temps contre eux une répression sanguinaire. C'est lui qui jette les Boers dans une guerre insensée et leur refuse ensuite une parole de consolation. C'est lui et lui seul qui est cause de la guerre russo-japonaise. Le colonel Stoffel écrivait avant la rupture de 1870 que les Prussiens sont une race « sans passion généreuse ». Ils ont trouvé leur digne représentant dans Guillaume II.

Pendant une dizaine d'années, il traverse ce que les Allemands nommeraient sa Sturm-und Drang-Periode: nous dirions moins noblement qu'il jette sa gourme. Il cherche sa voie, répétaient ses défenseurs, un peu affolés tout de même par les brusques sautes de ce paladin hannetonnant, de ce « dilettante de l'activité », qui ramasse les liards et est en même temps toujours prêt à risquer sa couronne dans un formidable paroli. La vie, écrivait Nietzsche, est essentiellement agression, appropriation, imposition de sa volonté, incorporation ou au moins exploitation. Le chérubin casqué, que travaille la sève, avance vers toutes les proies sa bouche lippue et ses mains frôleuses, incapable de fixer son désir.

Que l'Orénoque est belle! — et il offre au Vénézuéla 50 millions (1896), dans l'espoir d'ouvrir au Comptoir d'Escompte de Berlin cette admirable vallée, que le Vénézuéla néglige de mettre en valeur. En décembre 1902, il entraîne à sa suite sur ces côtes la flotte anglaise. En même temps il encourage les compagnies de Hambourg à multiplier leurs services de navigation sur les côtes du Brésil et il favorise l'émigration vers le Rio Grande do Sul qui doit devenir un des points d'appui de la domination germanique dans les régions sud-américaines. Seulement, la fiancée est bien gardée, les États-Unis surveillent jalousement ces menées d'un galant étranger, et le Brésil, quelques inquiétudes que lui inspire la

grande République Américaine, se rapproche d'elle pour barrer la route à l'Allemagne. L'Empereur n'abandonne pas ses visées et elles expliqueront en partie ses tentatives sur Mogador et le coup d'Agadir : solidement ancrée sur la côte du Maroc, la flotte allemande serait plus près de l'Amérique du Sud que les États-Unis et aurait sous sa coupe Rio, Santos et Buenos-Aires. En attendant, la guerre hispano-américaine se termine trop vite (1898), et ni Mac-Kinley ni Roosevelt ne sont d'humeur à oublier la doctrine de Monroe.

Guillaume ajourne ses projets et se contente de pousser en avant ses industriels, ses banquiers, ses marins qui enlacent les républiques latines dans le réseau serré de leurs filiales, de leurs usines et de leurs lignes de chemins de fer.

L'Empereur cherche une consolation en Asie. Il entraîne, malgré elles, la France et la Russie dans une démarche imprudente contre le Japon, sous prétexte de faire respecter l'intégrité de la Chine (1895), et il démontre la pureté de ses vues en mettant la main sur Kiao-Tchéou (1897).

En même temps, il encourage les Boers sur qui il compte pour préparer en Afrique la revanche des Germains contre les Anglo-Saxons (1896), et il étend ses possessions dans le Pacifique.

Pour arriver à ses fins, tous les moyens lui sont bons et toutes les roueries lui semblent vénielles. Il échange avec Washington des messages affectueux et il pousse sournoisement l'Angleterre contre les États-Unis. Au moment du raid Jameson (1896), dans un télégramme retentissant, il félicite le Président Kruger qui défend vigoureusement l'indépendance de son pays, et il fournit aux généraux anglais, — du moins s'en est-il publiquement vanté, — le plan sans lequel ils n'auraient, paraît-il, jamais soumis le

Transwaal, pendant qu'à diverses reprises il sonde la Russie et la France pour savoir si elles ne consentiraient pas à intervenir contre l'Angleterre. Au moindre prétexte, il nous décoche ses sourires les plus galants et ses déclarations les plus pressantes, alors que, sous main, il travaille à détacher de nous nos alliés. Il nous laisse entendre qu'il soutiendra nos revendications en Égypte, et c'est le vote de son délégué qui, dans la commission de la dette Égyptienne, fournit à l'Angleterre les ressources financières de l'expédition de Kitchener contre le Mahdi. Il courtise délicatement sa grand'mère Victoria, pendant qu'il médite les moyens de briser la puissance de l'Angleterre. Sous l'œil complaisant de ses douaniers, les terroristes russes introduisent par ballots les pamphlets nihilistes qui préparent la chute de son ami Nicolas II, à qui il a promis son appui le plus chaleureux contre les révoltés. Ses agents soutiennent sourdement les menées irrédentistes, pour compromettre l'Italie son alliée. Pas un engagement qui ne soit violé d'avance, pas une parole qui ne soit un mensonge, pas une caresse qui ne soit une perfidie.

Et le bilan? — En 1904, de grands succès apparents ont été obtenus. Grâce à ce courtier toujours par voies et par chemins, l'essor industriel de l'Empire, en dépit de crises fréquentes, est prodigieux. Le pays, qui nourrissait à peine 40 millions d'habitants en 1870, suffit sans difficulté aux besoins de 60 millions d'hommes en 1905. Hambourg atteint Liverpool, dépasse Anvers et Rotterdam, laissant loin derrière lui Marseille et Gênes. Le chiffre du commerce extérieur bondit de moins de 9 milliards de francs en 1890 à près de 14 milliards en 1903. Les banques de l'Allemagne et ses compagnies de navigation étendent leur réseau sur le monde entier; ses colons et ses commis voyageurs inondent les régions les plus

diverses. Elle a solidement pris pied en Afrique; l'acquisition des Carolines et des Mariannes, qu'elle a achetées à l'Espagne en 1899, a fortifié sa position dans le Pacifique, où Bülow a arraché aux États-Unis la revision du condominium des îles Samoa; établie au Chan-Toung, elle guette l'occasion de mettre la main sur une partie de la Chine. Elle a réduit la Turquie à une sorte de vasselage; dans son voyage triomphal à Constantinople, en 1898, Guillaume est apparu comme le protecteur tout-puissant de l'Islamisme, et le Sultan vient de signer définitivement, en 1903, le firman qui accorde à une compagnie allemande la concession des chemins de fer de Konia-Bagdad-Bassorah qui livrera aux Germains les merveilleuses plaines de la Mésopotamie.

Le gain est honnête, sinon les moyens. Mais, en face, il convient d'inscrire les pertes : la méfiance universelle, la sourde rancune de tous les Cabinets exploités et joués, la colère des peuples menacés dans leur sécurité, atteints dans leur dignité, ahuris par cette perpétuelle inquiétude. Une sourde rumeur commence à s'élever contre la pieuvre qui étend de tous les côtés ses tentacules. Le moment est venu de s'arrêter, si on ne veut pas soulever une insurrection universelle.

Beaucoup des succès d'ailleurs dont on se congratule ne sont que des victoires de façade. Qui trop embrasse, mal étreint. Il faudrait se ramasser, concentrer son effort. Ce ne serait possible que si l'Empereur n'était pas hanté par sa volonté de domination universelle. Il n'avait plus sa tête à lui, a dit Hohenlohe de Bismarck vieilli, hautain et versatile, jetant l'insulte à ses voisins du haut de la tribune du Parlement. On éprouve la même impression, singulièrement plus forte, quand il s'agit de ses épigones. Une vague anxiété saisit la foule; les pessimistes, à

haute voix, signalent l'écueil; « ils expliqueront plus tard les méfiances de l'étranger par les errements de la diplomatie impériale et accuseront l'Empereur d'être la cause de l'encerclement prétendu de l'Allemagne[1]. »

L'Empereur lui-même sent le péril. Il n'en aperçoit pas la cause, qui est dans sa mégalomanie, et il l'augmente par ses discours belliqueux. « Pensons à la grande époque où fut créée l'Unité allemande, aux combats de Wœrth, de Wissembourg et de Sedan » (1904). Ses Ministres font chorus. Je n'accomplirais pas mon devoir, dit Bülow, si je voulais fermer les yeux aux courants souterrains qui poussent en Europe à des complications guerrières. — Dès ce moment ainsi, dix ans avant la crise actuelle, l'Empereur et son Chancelier, mal engagés, mais résolus à ne rien rabattre de leurs prétentions, annoncent qu'ils ne reculeront pas devant la guerre pour exécuter leurs desseins.

Jusque-là, les discussions et la faiblesse des Cabinets étrangers les ont servis. Le moment approche où leurs ambitions multiples et ondoyantes vont se heurter à une résistance. L'Europe, au moment de courber la tête sous un joug écrasant, se reprend, et elle oppose à l'hégémonie allemande le principe de l'équilibre. De ce jour, l'Allemagne se prépare au combat. Elle se déclare menacée, parce qu'on conteste sa domination. Plutôt que de se résigner à être la première parmi les égales, elle risquera la fortune si péniblement gagnée et encore si mal assise pour n'avoir plus autour d'elle que des vassaux ou des sujets.

La crise, qui devait nécessairement aboutir à une

1. Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, p. 255.

guerre générale, — puisque l'Allemagne entendait ne renoncer dans aucun cas à sa politique d'accaparement, — s'ouvre en 1904. Elle est dominée par deux faits essentiels, le réveil de l'Angleterre sous l'impulsion d'Édouard VII, et la prise de possession définitive du pouvoir en France par le parti radical.

Édouard VII, qui succède à sa mère en 1901, a soixante ans. Il a beaucoup vécu, beaucoup observé, il connaît les hommes, il aime la vie, il a le goût des choses de France, parce que nulle part les mœurs ne sont moins violentes et que la raison même n'y est ni impérieuse, ni tatillonne, ni tracassière. Ce qui frappe en lui, ce sont les qualités de modération et de finesse. Sa jeunesse a été contrainte, et les méthodes d'éducation que lui a imposées le prince Albert lui ont inspiré surtout le respect de la personne humaine. Il a horreur des mots sonores, des élans tumultueux, des poses théâtrales. Très soucieux de sa parole, vrai gentleman, il sait clairement ce qu'il veut, il dit exactement ce qu'il pense, et il a une horreur native des faux-fuyants et des manœuvres équivoques. Il déteste la guerre et il ne met pas flamberge au vent; il n'entend pas pourtant qu'on essaie de lui faire peur. Il n'a pas une sympathie très vive pour son neveu de Berlin, dont le sépare une différence essentielle de nature et à qui il n'a pas pardonné sa conduite pendant l'agonie de l'Empereur Frédéric III [1]. Sans méconnaître les solides et sérieuses qualités des Allemands, il s'offusque de leurs menées inquiétantes, de leur outrecuidance et du mauvais goût bruyant avec lequel ils brandissent leurs lattes. Peut-

1. Frédéric III, fils de Guillaume Ier et père de Guillaume II, avait épousé en 1854 la princesse Victoria, sœur d'Édouard VII. Bismarck la détestait. Pendant la maladie de l'Empereur Frédéric III, Guillaume prit part pour le Chancelier, et sa conduite vis-à-vis de sa mère fut des moins correctes.



être se trompe-t-il quelque peu sur leur compte et ne prend-il pas assez au sérieux leurs bravades. Il est porté à croire qu'ils ne passeront jamais des paroles aux actes; mais, quoi qu'il en soit, il en court le risque. Fort éloigné de chercher les aventures, il pense que le meilleur moyen de les éviter est de ne pas se laisser intimider par les fanfarons et que, pour écarter le spectre de la guerre, il convient de marcher droit sur ceux qui la prônent et la préparent. Il a le sens de la démocratie, il pense avec raison que le premier désir des peuples est le repos, et il s'applique à leur garantir la sécurité qu'ils exigent. Il ne veut pas ouvrir de nouveaux conflits, mais régler les anciennes querelles.

Le programme des radicaux de France n'est pas très différent. Comme tous les partis nombreux, il réunit des groupes assez divers et il compte dans ses rangs des hommes, tels que M. Caillaux, qui ne seraient pas éloignés de rechercher une entente avec l'Allemagne. Ils y sont en somme assez isolés et, quelle que soit leur autorité personnelle, ils ne parviendront jamais à entraîner le gros de leurs amis. Dans l'ensemble, les radicaux représentent la moyenne de l'opinion française, la petite bourgeoisie et la masse rurale, c'est-à-dire qu'ils désirent avant tout la paix, à condition qu'elle ne leur impose pas de sacrifices excessifs.

Ils répugnent aux grandes entreprises militaires, parce que leurs électeurs sont économes et qu'ils savent à quel prix exorbitant revient la guerre, aussi parce qu'ils éprouvent quelque défiance pour les généraux, qu'ils appellent volontiers des prétoriens. Absorbés par les questions intérieures, leur entraînement diplomatique est court, et les lointaines combinaisons politiques leur inspirent plus de défiance que d'enthousiasme. Comme ils sortent cependant du sein même du

peuple, ils en suivent les instincts élémentaires et ils ont pour le sol natal l'amour du paysan pour la terre que fécondent ses sueurs. La légende révolutionnaire leur est plus familière que son histoire vraie, et ils s'imaginent volontiers qu'il suffit de proclamer la patrie en danger et d'entonner la Marseillaise pour forcer la victoire; si bien que, sans apporter à la préparation de la guerre la vigilance et la suite nécessaires, ils n'achèteraient pas la paix par des concessions humiliantes. Comme Gambetta et Ferry l'ont fâcheusement éprouvé, les expéditions coloniales, qui coûtent cher pour un gain problématique, n'ont jamais obtenu leur approbation sincère; mais ils savent la valeur de notre empire méditerranéen, et ils ne laisseraient pas compromettre l'œuvre péniblement accomplie par leurs pères en Algérie.

Rien n'est plus loin de leur pensée que de rouvrir avec l'Allemagne les vieilles querelles; du moins, ils exigent d'elle qu'elle n'empiète pas sur leurs droits incontestés, et, comme ils sont résolus à la laisser en repos, ils lui demandent de ne pas les troubler dans leur sécurité. Pour quiconque douterait encore de la responsabilité de l'Allemagne dans la déclaration de guerre, il est important de rappeler qu'elle a réussi à exaspérer le souverain le plus modéré et le parti le mieux guéri des fantaisies belliqueuses que l'histoire ait sans doute jamais connus. Et que Nicolas, au lendemain de Moukden, ait prémédité de nouveau de repartir en campagne, ce serait déjà une hypothèse absurde en elle-même, si le Tsar n'avait d'autre part donné, en particulier depuis 1908, des preuves répétées de son humeur condescendante.

Entre Édouard VII et les radicaux français, l'entente fut aisée. Des deux côtés, on n'avait qu'une même pensée, liquider un passé encombré de querelles surannées, et supprimer autant que possible

les occasions de conflit. L'accord franco-anglais du 8 avril 1904 était avant tout un règlement de comptes : l'Angleterre avait la main libre en Égypte et elle reconnaissait à la France le droit d'organiser au Maroc un régime qui, en mettant fin à l'anarchie, enlèverait à d'autres Puissances tout prétexte d'intervention. L'entente franco-anglaise avait été précédée d'un accord franco-italien qui rétablissait entre les deux sœurs méditerranéennes l'harmonie systématiquement détruite par les savantes combinaisons bismarckiennes (déc. 1900, nov. 1902).

Les nouveaux traités n'avaient de pointe dirigée contre personne. L'Allemagne ne s'en jugea pas moins visée, et, après tout, elle ne se trompait pas, si, peu satisfaite de la part d'héritage, très large, que personne ne lui disputait, elle persistait dans son somnambulisme impérialiste. « Il y a une politique anglaise, disait un Ministre britannique, qui a survécu et qui survivra de siècle en siècle, tant que nous ne serons pas déchus de notre rang de grande Puissance. Cette politique consiste à lutter de toutes nos forces contre tout État qui cherche à renverser en sa faveur l'équilibre européen et à dominer le monde. »

Guillaume vit une offense dans ce souci d'équilibre et il donna cours à son humeur bilieuse dans une série de manifestations bruyantes : « Pensons à la grande époque où fut fondée l'unité allemande. L'Allemagne ne cherche d'affaire à personne, mais elle est prête à se défendre contre tous. » Comme on était habitué à son incontinence de paroles et que d'ailleurs personne ne songeait à une attaque, ses éjaculations tombèrent dans le vide, et la France, alliée à la Russie et certaine du consentement de l'Italie et de l'Angleterre, prépara sans hâte les réformes que rendait urgentes l'anarchie marocaine.

On était en pleine guerre de Mandchourie; Kouro-

patkine était battu à Liao-Yang (sept. 1904) et Moukden (mars 1905); Port-Arthur était pris (janvier); la flotte russe était anéantie à Tsoushima (mai). Entre temps, le 31 mars 1905, Guillaume II débarquait à Tanger et y saluait avec ostentation la souveraineté et l'indépendance d'Abd-ul-Azis. D'un revers de main, il prétendait abattre le château de cartes de l'entente anglo-française, en même temps qu'il espérait peut-être obtenir quelques parcelles des domaines du sultan. Il était dans la bonne tradition prussienne : Frédéric-Guillaume II signait ainsi un traité d'alliance avec la Pologne pour préparer le second partage de la République.

A quel titre Guillaume II se mêlait-il d'une affaire qui ne le regardait en rien? — Il n'y avait pas si longtemps que M. de Bülow n'avait pour nous que des sourires, saluait les « brillantes qualités des Français, les services qu'ils avaient rendus à la civilisation, leur haute valeur de vigoureux pionniers de la culture humaine ». Le traité du 8 avril 1904 ne lui avait causé aucune alarme : il avait avoué que l'Allemagne n'avait au Maroc que des intérêts économiques, d'ailleurs des plus minces, et ces intérêts ne couraient aucun risque. Les raisons qu'allégua ensuite M. de Bülow pour expliquer le voyage de Tanger, étonnèrent sans convaincre.

En réalité, l'Empereur avait jugé l'heure favorable pour punir notre velléité d'indépendance. Régler sans l'Allemagne une question où, de son propre avis, elle n'a rien à voir, quel crime abominable!

On nous le fit sentir. — La campagne commencée par un coup de poing, — c'est l'ordinaire tactique du Kaiser, — continua par une série de sommations insolentes. — Comment résister? — La Russie, qui venait de signer le traité de Portsmouth (5 septembre 1905), était en pleine crise révolutionnaire, l'armée

française était désorganisée à la suite de la vague antimilitariste soulevée par l'affaire Dreyfus. La France, tombée dans un traquenard, ne perdit pas la tête et se tira du guet-apens moins mal qu'on ne l'aurait supposé. La Chambre, sans doute, accepta la démission de M. Delcassé, coupable, disait-on à Berlin, d'avoir voulu encercler l'Allemagne (6 juin), et Guillaume souligna sa victoire en accordant à M. de Bülow le titre de prince.

Tout compte fait, ce fut le résultat le plus clair de la campagne! — L'Allemagne obligeait bien la France à aller à la conférence d'Algésiras; mais, à son entière déconvenue, la majorité des délégués se prononça contre elle. Elle commençait à recueillir le fruit de ses coups de tête et de ses coups de force. Bülow sauva la face et entonna un hymne de victoire. La nation le laissa monter seul au Capitole. Très justement, elle avait la sensation que, si l'Allemagne n'était pas affaiblie, elle était atteinte dans son prestige. La France, de son côté, n'oublia pas la brutalité de cette agression inattendue, et, sans désirer davantage une rupture, elle commenca à la prévoir. Elle songea, malheureusement sans assez de persévérance et de résolution, à reconstituer son armée et sa flotte, surtout elle travailla à resserrer ses alliances.

L'Angleterre avait jugé discourtois le geste de Guillaume à Tanger et il ne lui plaît guère qu'on lui mette le couteau sur la gorge. M. Lee, qui dirigeait le Ministère de la Marine, avait répondu à la campagne d'intimidation menée à Berlin par un discours tel que l'Allemagne n'en avait pas entendu depuis Olmütz, de sinistre mémoire pour les Prussiens : — Si une guerre nouvelle venait à être déclarée, la marine anglaise frapperait la première, avant que de l'autre côté on ait eu le temps de lire dans les journaux la

déclaration de guerre. — Cette sonnerie de clairon prenait un sens très net quand on la rapprochait des visites qu'échangeaient les flottes anglaise et française et de l'entrevue d'Édouard VII avec le Président Loubet.

Ainsi, le résultat du voyage de Guillaume au Maroc était d'abord de prouver que l'Allemagne, en 1905, comme en 1914, n'avait d'autre amie que l'Autriche, et ensuite de donner à notre rapprochement avec l'Angleterre, un caractère plus intime et plus confiant. « L'Empereur se croyait libéré du contrôle de la Duplice, écrivait la *Dépêche* (10 avril 1905), dans un article visiblement inspiré. Voilà qu'à défaut de la Russie, provisoirement empêchée, cette Duplice est prête à renaître du fait de l'Angleterre qui se rend compte de son intérêt à résister aux caprices d'une Puissance si peu maîtresse d'elle-même. »

En France, on ne mesura bien le péril dont on sortait qu'après la fin de la crise. L'appui de l'Angleterre avait été rapide et complet. Mais, si ses flottes étaient pour l'Allemagne une menace redoutable, son armée, peu nombreuse, ne remplaçait pas complètement les masses moscovites. On apprécia mieux la valeur de l'alliance russe en voyant le parti que Guillaume II avait voulu tirer des désastres de Mandchourie.

Pour qu'elle obtînt toute sa valeur, il était nécessaire de mettre un terme aux malentendus qui depuis longtemps séparaient Londres de Pétersbourg, de manière à grouper dans un accord solide toutes les puissances d'équilibre. Alliée de la Russie et amie de l'Angleterre, la France fut l'intermédiaire naturel entre les deux pays.

Pendant la conférence d'Algésiras (1906), l'envoyé russe, le comte Cassini, avait entamé la conversation avec son collègue d'Angleterre. Quand, en mai 1906,

M. Izvolsky prit la direction des Affaires étrangères à Pétersbourg, il la continua et elle aboutit à l'accord anglo-russe du 31 août 1907.

A peindre le diable sur le mur, dit le proverbe, on le fait sortir de l'enfer. « Nous avons été obligés, avait dit M. de Bülow au Reichstag, de répondre à une politique qui tendait à nous isoler et qui empruntait à cette intention avouée un caractère nettement hostile. »

Imagination pure au moment où parlait le ministre, et l'on ne voyait pas bien pourquoi, puisque la Triple-Alliance n'avait jamais été, à ce qu'affirmait l'Allemagne, qu'un instrument de paix, le rapprochement anglo-franco-russe était une machine de guerre. Le dépit qu'on en manifestait à Berlin paraissait étrange et justifiait plus d'un soupçon. L'Allemagne mettait la main sur son cœur et jurait que ses intentions étaient pures. Comment alors s'alarmait-elle de conversations qui n'avaient visiblement pour objet que d'accroître la sécurité générale et de maintenir le statu quo. Les diplomates connaissent les classiques du métier et ils se rappelaient une conversation célèbre de Bismarck avec François-Joseph en 1865 : l'union que nous avons conclue, disait le Ministre prussien à l'Empereur, n'est pas une société anonyme où les actionnaires se partagent exactement les dividendes, mais une société de chasse où chacun tire et emporte le gibier qui passe à sa portée. Le mot donnait à réfléchir, quand on le rapprochait du dépit avec lequel le Chancelier accueillait la formation d'une maréchaussée européenne. La gibecière de l'Allemagne était lourde, et personne ne lui disputait ses proies; seulement on n'admettait plus qu'elle chassât sur les domaines réservés et qu'elle éloignât de haute lutte les légitimes propriétaires. La police n'inspire une si féroce antipathie qu'aux rôdeurs de

barrière. Sous prétexte de prévenir un péril chimérique, l'Allemagne s'attachait à briser l'union qui l'alarmait et gênait ses desseins. Elle accroissait ainsi la défiance générale et scellait plus solidement les amitiés qu'avaient créées contre elle ses empiétements.

Après tout, pensait-on à Berlin, la Triple-Entente n'était peut-être qu'un épouvantail à moineaux. L'Empereur, qui avait tâté la France en 1905, tâta la Russie en 1908. Ce fut comme la répétition générale du drame de 1914.

Le 24 juillet 1908, au lendemain de l'entrevue de Reval (juin) où Nicolas II et Édouard VII s'étaient mis d'accord sur un programme de réformes en Macédoine, le Comité *Union et Progrès* soulève l'armée turque et force le Sultan à proclamer la constitution de 1876. Les réformes libérales que les révolutionnaires victorieux inaugurent avec fracas à Constantinople, n'étaient qu'un masque sous lequel se déguisait un nationalisme farouche. Le premier résultat qu'ils obtinrent fut d'amener une nouvelle défaite de l'Islamisme, en offrant un prétexte aux ambitions de l'Autriche qui, depuis la retraite du comte Goluchovski en 1906, préparait un coup.

La monarchie austro-hongroise traversait péniblement une série de crises redoutables par leur continuité. Il y avait visiblement quelque chose de pourri dans l'empire. C'est toujours une imprudence, — mais fréquente, — que de chercher au dehors un dérivatif aux difficultés intérieures. Le parti militaire, inquiet des réclamations magyares, jugeait nécessaire de rendre quelque popularité à l'armée; il était soutenu par le parti catholique, toujours influent à la cour de Vienne et qui avait un chef très actif dans l'archiduc héritier, François-Ferdinand. — François-Joseph, dont la vigueur ne faisait guère illusion qu'à ceux qui ne l'approchaient pas, s'accro-

chait avec une ténacité sénile, au milieu des nuages qui assombrissaient son intelligence, à quelques vieilles convoitises; il espérait racheter ses fautes, qui n'étaient pas toutes vénielles, en ouvrant à l'Église romaine un vaste champ de propagande en Orient, et il voulait que l'histoire, oubliant les lourdes erreurs de sa politique, se souvînt seulement qu'il avait conquis de nouvelles provinces dans le Sud.

L'horizon lui paraissait sombre. En vain il avait dépensé des millions pour transformer la Bosnie l'Herzégovine, qu'il occupait depuis 1878; la domination autrichienne, soupçonneuse et timide, n'y avait conquis aucune sympathie. Le seul succès qu'elle eût obtenu, avait été de réconcilier contre elle dans une même aversion les Orthodoxes et les Musulmans, auparavant ennemis acharnés. Depuis 1903, à Belgrade, les Obrénovitch, qu'elle avait achetés et corrompus, avaient été rejetés par le soulèvement de la conscience nationale, et le nouveau souverain, Pierre Kara-Georgévitch était revenu aux traditions populaires et s'était rapproché de Pétersbourg. Irritée de ces velléités d'indépendance, la Chancellerie viennoise eut recours à ses procédés ordinaires, rompit les relations commerciales, ferma ses frontières aux exportations serbes. Le système avait toujours réussi jusque-là; cette fois, il échoua grâce à l'énergie des vieux radicaux et au remarquable talent politique de leurs chefs, Pachitch, Patchou, Milovanovitch et quelques autres. La Serbie trouva de nouveaux débouchés et, si ses agriculteurs subirent quelques pertes momentanées, le mauvais marchand fut encore l'Autriche, privée du bétail qu'elle achetait auparavant aux éleveurs de la Choumadia. Elle finit par se résigner et offrit à ses voisins une transaction raisonnable (mars 1908), mais elle ne leur pardonna pas leur victoire.

La Serbie avait retrouvé dans le monde une situation honorable, renoué ses relations avec l'Angleterre, reconquis les sympathies de la Russie; elle était en termes cordiaux avec l'Italie, dont la reine était la belle-sœur du roi Pierre. Son crédit se relevait, elle s'était commandé au Creusot une artillerie excellente et qui devait bientôt faire ses preuves. A laisser aller les choses, on risquait de voir grandir dans l'ouest de la péninsule des Balkans un État jeune, habité par une race énergique et intelligente, qui barrerait à jamais la route de Salonique.

Le baron d'Aehrenthal, qui avait pris la direction des Affaires étrangères en 1906, était un Allemand de Bohême, par conséquent peu bienveillant pour les Slaves, bien qu'on l'ait donné quelque temps pour russophile. Élève de Kalnoky, dont il partageait les préjugés réactionnaires et cléricaux, il ne comprenait rien à la France et à l'Angleterre et les méprisait pour leurs tendances démocratiques. Friand de la lame, très fier de son pays qu'il ne connaissait guère, un peu vain de son talent, qui était très réel, bien qu'il fût inférieur à celui qu'il s'attribuait, il était fermement résolu à maintenir aussi étroite que possible l'alliance avec l'Allemagne, mais sans se contenter du rôle de brillant second, que lui avait distribué Guillaume au moment d'Algésiras. Dans toute alliance, disait Bismarck, il y a un homme et un cheval : jusque-là l'Autriche avait été le cheval, et d'Aehrenthal était las de cette modeste fonction. Il avait quelques-unes des qualités des grands diplomates, secret, laborieux, hardi, mais il manquait de mesure, parce qu'il manquait de finesse et d'école. La fermeté dégénérait chez lui en entêtement et son adresse ressemblait à s'y méprendre à la duplicité.

Il avait pressenti très vite et il redoutait le rapprochement de la Russie et de l'Angleterre, et il s'efforça

de détourner le Tsar de ses mauvaises fréquentations en lui offrant l'ouverture des Détroits. M. Izvolsky, libéral d'inclination et qui savait ce qu'avaient coûté à son pays les conseils de Guillaume II, fit la sourde oreille et signa avec l'Angleterre la convention du 31 août 1907.

D'Aerenthal n'accusa pas le coup et continua à s'occuper avec M. Izvolsky de l'imbroglio macédonien. Le Ministre russe, accablé par son collègue de compliments et de prévenances, revint à Pétersbourg convaincu de la loyauté du Chancelier autrichien et déclara au Tsar « qu'ils avaient ensemble barré chaque T et mis les points sur tous les I », du plan de réforme qui allait être présenté au sultan. Un mois après, la Russie recevait de Constantinople la copie authentique d'une dépêche ou d'Aehrenthal promettait à la Porte de combattre le projet qu'il avait arrêté lui-même quelques jours auparavant avec M. Izvolsky, moyennant la concession d'un chemin de fer de Sarajevo à Mitrovitsa (déc. 1907). Le 28 janvier 1908, le Chancelier autrichien annonçait triomphalement sa victoire aux Délégations. Il se vengeait à la fois de la Serbie qui avait refusé d'accepter son protectorat, et de la Russie qui avait méconnu sa coûteuse amitié, en manifestant sa volonté de reprendre la marche sur Salonique. La révolution jeune-turque (24 juil. 1908) lui fournit l'occasion qu'il guettait.

Comme en 1914, l'affaire fut préparée dans le plus grand mystère : Édouard VII, au mois d'août, avait rendu visite à François-Joseph, avec qui il était en confiance, et qui ne lui parla de rien; le 15 septembre, M. Izvolsky se rencontrait avec d'Aehrenthal chez le comte Berchtold à Buchlau, en Moravie, et emportait la promesse formelle que l'Autriche n'essaierait pas de modifier la situation dans les Balkans sans avertir la Russie assez longtemps à l'avance. Juste

quinze jours après, le 2 octobre, François-Joseph chargeait ses ambassadeurs de notifier aux diverses Puissances que l'annexion de la Bosnie serait promulguée le 6. La veille, Ferdinand de Bulgarie, après entente avec Vienne et sans prévenir Pétersbourg, proclamait son indépendance et prenait le titre de Tsar. Ainsi, non seulement l'Autriche, par un geste grossièrement discourtois, manquait à des engagements tout récents; mais, peu satisfaite d'étaler son triomphe dans l'ouest de la péninsule, elle entraînait dans sa marche triomphale la Bulgarie, que la Russie avait créée au prix des plus lourds sacrifices. Les Allemands et les Magyars exaltèrent l'audace et l'adresse du comte d'Aehrenthal qui, d'un seul coup, faisait échec et mat son adversaire. Il s'était appliqué sans contredit à rendre plus blessant pour la Russie un acte qui en lui-même devait profondément la froisser. Pourquoi? — Par maladresse? Par dilettantisme de perfidie? Par vanité et pour accroître l'éclat d'un succès qu'il eût suffi d'un peu de loyauté pour assurer sans risques? — Ne conviendrait-il pas plutôt de voir dans ces procédés cavaliers un désir mal dissimulé d'amener des complications graves?

Il est incontestable qu'on pensait à la guerre dans certains milieux. « Le conflit avec la Serbie et le Monténégro est inévitable, écrivait la *Danzer's Armee Zeitung*, dont les attaches avec le haut État-Major de Vienne sont connues; plus tard il éclatera, plus cher il nous coûtera. Il est nécessaire que la Serbie et le Monténégro disparaissent; non seulement nous ne pouvons éviter un conflit avec ces deux pays, mais nous devons l'appeler et le provoquer. Seul l'égoïsme absolu obtient en politique de grands résultats. Qui ose, gagne. Il est temps que notre diplomatie cesse de vivre au jour le jour et qu'elle poursuive l'hégé-

monie dans les Balkans. Quand nous l'aurons obtenue, alors commencera la marche vers l'Orient, et nous assimilerons les peuples slaves. » Qui oserait nous arrêter? L'Angleterre? — Elle a peur de l'Allemagne et ne dégarnirait pas la mer du Nord pour envoyer sa flotte dans la Méditerranée; nous pourrions, d'ailleurs, travailler les Indes et l'Égypte, et, d'accord avec les Turcs, soulever le monde musulman. — La Russie? — Elle aurait à faire à la Turquie, à la Perse, aux Musulmans du Caucase et du Turkestan, aux Polonais et aux Ruthènes. « Et surtout nous pourrions contribuer à la reprise de l'action révolutionnaire et du régime des bombes. » — L'aveu est édifiant pour des gens qui ont mis le monde à feu et à sang sous prétexte que la Serbie protégeait les révolutionnaires.

La *Danzer's Armee Zeitung* traçait d'avance le programme que l'Allemagne a essayé de suivre en 1914 et, plus clairement même que les documents diplomatiques, avec une redoutable ingénuité, elle nous révèle la pensée maîtresse du Ballplatz. Ses procédés aussi : contre l'ennemi tous les moyens sont permis.

A côté des Serbes du royaume qui, à ce moment, compte 2 300 000 habitants, il y a en Autriche-Hongrie cinq millions de Slaves méridionaux, sans parler des 1 700 000 Bosniaques. Tous ces Yougo-Slaves parlent des dialectes très voisins; les mêmes légendes héroïques ont bercé leur enfance; ils ont souffert des mêmes maux, combattu les mêmes ennemis. Si puissantes cependant sont les forces conservatrices et si solides les liens créés par les intérêts et les habitudes, qu'il suffirait de la moindre modération pour que ces Serbes de la monarchie demeurent, ce qu'ils ont toujours été, les sujets fidèles d'une dynastie à laquelle depuis des siècles ils ont fourni ses meilleurs régiments. Un gouvernement absurde s'at-

tache, semble-t-il, par ses persécutions intolérables à extirper de leur âme un loyalisme héréditaire. Malgré tout, encore en 1908, l'immense majorité de la population est aussi éloignée que possible de toute pensée de trahison ou de révolte. Les sympathies panserbes sont purement littéraires et platoniques et personne ne prend au sérieux les aspirations nébuleuses des quelques exaltés qui songent au rétablissement de l'Empire d'Étienne Douchan.

Personne, et l'administration autrichienne moins que personne. Mais, pour justifier ses procédés, pour compromettre aussi aux yeux de l'Europe la Serbie qu'il s'agit de supprimer, la Chancellerie de Vienne machine des complots, soudoie des agents provocateurs et des faussaires. Il s'agit de démontrer que la monarchie austro-hongroise est en état de légitime défense et que, si elle menace la Serbie et annexe la Bosnie, elle y est forcée par les manœuvres du Cabinet de Belgrade, qui travaille à fonder sur les ruines de l'Autriche un vaste royaume destiné à s'étendre de l'embouchure du Vardar à Doubrovnik (Raguse) et de Lioubliana aux Karpathes. C'est la manœuvre que reprendra le comte Berchtold dans sa note du 23 juillet 1914.

Seulement, en 1914, le comte Berchtold, instruit par l'expérience, se gardera de produire ses preuves, s'en tiendra à des accusations générales, attendra, pour entamer les procès de Prinzip et de Cabrinovitch, que la guerre absorbe l'attention et rende impossible l'étude des documents. En 1908 et 1909, le baron d'Aehrenthal, qui a trop compté sur le talent de ses mouchards et sur la distraction du public, suscite par ses infâmes machinations l'indignation universelle. L'opinion européenne s'émeut et se soulève de dégoût : la fable ourdie contre les Serbes est vraiment trop grossière, et l'impudence de la Chancellerie

austro-hongroise trop scandaleuse. On aurait admis sans trop de peine l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, puisque après tout il s'agissait de régulariser une situation déjà vieille de vingt ans et que la relation des forces dans les Balkans n'en serait pas sérieusement modifiée. Ce que l'on ne pardonne pas au Ministre autrichien, c'est son insolente mauvaise foi, le dédain qu'il affecte des contrats publics, son étalage d'outrecuidance et de perfidie, son indifférence pour la paix générale, la brutalité de son attitude vis-à-vis de Pétersbourg. Ce sont les procédés de Guillaume II à Tanger et Algésiras, rendus plus odieux encore par un raffinement de ruse orientale; le Magyar, quand il imite le Teuton, le dépasse en maladresse et en morgue. En 1914, derrière le comte Berchtold, on aperçoit le comte Tisza qui dicte les termes les plus blessants et les conditions les plus dures.

Dès qu'elle connaît les projets du baron d'Aehrenthal et qu'elle apprend l'annexion de la Bosnie, la Serbie s'émeut et proteste. Au point de vue du droit international, ses récriminations n'ont aucune valeur et elles sont aussi peu recevables que si la France s'avisait en pleine paix de réclamer l'Alsace, beaucoup plus vaines même puisque ses prétendus titres sur les territoires contestés remontent à un passé presque fabuleux. Du moins, elles répondent aux instincts des peuples modernes et aux exigences de la conscience contemporaine. La Serbie devient ainsi le champion de la thèse des nationalités, qui ne saurait laisser indifférentes, ni la France, ni l'Italie, ni la Russie, le champion historique du Slavisme. Comme en 1914, la querelle de 1909 dépasse la lettre des traités : il s'agit d'un conflit de races. L'Autriche, qui est l'avant-garde de l'Allemagne, réussira-t-elle à courber sous sa loi les Slaves qui lui barrent la route de l'Orient?

La question, indirectement si l'on veut, mais d'une manière très étroite, touche la France et l'Angleterre, dont la sécurité exige le maintien de ce qui reste d'équilibre en Europe. La défaite de la Serbie, c'est une brusque rupture de la balance des forces; c'est un nouveau pas de l'Allemagne vers l'empire du monde, et la France, à cette heure même, apprend par l'expérience la plus pénible ce qu'elle aurait à attendre d'une Allemagne affranchie de la contrainte relative que lui impose la Russie, par son seul voisinage.

Depuis son échec partiel à Algésiras, M. de Bülow attend sa revanche. Suivant sa tactique coutumière, il mélange agréablement les sourires aux coups d'étrivière : d'une main il nous offre un morceau de sucre, le Maroc; de l'autre, il nous tend la chaîne : nous nous livrerons à l'Allemagne, pieds et poings liés, et nous nous éloignerons de la perfide Albion. Comme ses avances sont accueillies avec une froide réserve, il travaille à nous en prouver la valeur, en nous montrant ce que notre refus peut nous coûter.

La conférence d'Algésiras n'a abouti qu'à des résolutions alambiquées et contradictoires. Le Sultan est indépendant, mais nous sommes plus ou moins responsables de sa conduite; le Maroc est internationalisé, mais on nous y reconnaît une situation spéciale. On a accordé à la France, dira plus tard à M. J. Cambon M. de Kiderlen-Waechter, une influence politique particulière, mais sans lui donner le moyen de la mettre en œuvre.

C'est-à-dire que l'on a accru la confusion, affaibli le pouvoir du Sultan, organisé l'anarchie. L'Allemagne à la fois nous reproche de ne pas assurer la paix publique, et nous accuse d'usurpation, si les désordres dont elle est en grande partie responsable, nous condamnent à intervenir. Elle soutient contre

Abd-ul-Azis, qui s'est à peu près résigné à notre direction, son frère, Moulaï-Hafid, et nous force à le reconnaitre comme souverain. Les tribus sont en armes, les Européens exposés aux plus sérieux périls. Les ministères français qui se succèdent, s'accordent tous sur un point essentiel : ne pas brusquer les choses; ils redoutent par-dessus tout de donner prise sur eux par une action trop énergique. Si seulement le Maroc n'existait pas! Mais l'abandonner, nul ne saurait y songer; la place que nous laisserions vide serait immédiatement occupée; l'Algérie serait menacée, et nous aurions perdu à jamais l'estime et l'appui de l'Angleterre.

Contraints et penauds, à notre corps défendant, nous envoyons à Casablanca un petit corps de débarquement. Nous avons averti l'Allemagne qui n'a soulevé aucune objection. Malheureusement ses impressions varient vite et les prétextes ne lui manquent jamais pour ouvrir un conflit. Le 25 septembre 1908, à la veille de la promulgation de l'annexion de la Bosnie à l'Autriche, quelques légionnaires essaient de déserter; le chancelier du consultat allemand accourt à leur aide, sous prétexte que trois d'entre eux sont d'origine allemande. Malgré ses protestations, les officiers français les lui arrachent par la force et les conduisent en prison. L'affaire est insignifiante, tous les torts sont du côté de l'Allemagne, ainsi que le démontrent les procès-verbaux et que M. de Schoen le reconnaîtra. M. de Bülow cependant met le poing sur la hanche, parle de rappeler son ambassadeur, n'accepte l'arbitrage qu'après des négociations pénibles qui, à certaines heures, prennent une tournure dangereuse.

Pourquoi M. de Bülow avait-il volontairement grossi et entretenu un incident auquel il n'avait d'abord attaché aucune portée? On a prétendu qu'il

avait voulu détourner l'attention des affaires intérieures, et c'est en partie vrai.

Une tempête de mécontentement secouait à ce moment l'Allemagne; M. de Bülow gouvernait avec une coalition libérale-conservatrice que tenait assez difficilement réunie la haine commune du socialisme et qui était impropre à toute politique active; la situation financière était embarrassée, et un journaliste redoutable, Harden, dénonçait dans une campagne retentissante des scandales dont la honte retombait sur des hommes qui touchaient de près à l'entourage immédiat de l'Empereur. La question de la réforme du régime électoral prussien mettait les partis aux prises, la lutte entre les libéraux et les conservateurs prenait un caractère presque révolutionnaire.

Au milieu de cette atmosphère lourde d'orages, le *Daily Telegraph* publie, le 28 octobre, une sorte de résumé des discours tenus par Guillaume II à divers Anglais pendant son récent séjour à Londres. Il leur avait affirmé ses sympathies pour leur pays; malheureusement, avait-il ajouté, rares étaient les Allemands qui partageaient ses sentiments. Il travaillait de son mieux à améliorer les relations des deux peuples, sans grand succès; dans les masses profondes de la nation, l'opinion restait hostile.

Les personnes, encore assez nombreuses, qui persistent à croire que Guillaume II, dans la crise de Juillet dernier, a essayé de jouer un rôle de modérateur et qu'il a été finalement débordé par le parti militaire, éprouvent quelque difficulté à expliquer ces malencontreuses confidences de 1908. Elles mettent en effet en pleine lumière le caractère impulsif de l'Empereur, son absence complète de mesure et de tact, la facilité avec laquelle il se laisse entraîner par les impressions de l'heure. La sommation adressée à la Russie sort tout naturellement de

la même inspiration que le voyage à Tanger, l'interview du *Daily Telegraph* ou le coup d'Agadir.

L'émotion provoquée par l'article du journal anglais fut aussi brusque et violente que l'avait prévu le souverain, mais ce fut un mouvement de stupeur et non d'admiration. Dans cette Allemagne si docile à ses maîtres et si humblement prosternée devant l'autorité, une poussée de colère réunit dans une même révolte les partis les plus divers. Une furibonde campagne de presse commença, nous dit M. Moysset, qui nous a raconté ces incidents avec une érudition pénétrante. Elle dura une longue semaine qu'on a appelée la semaine noire de la monarchie. Au Reichstag, les orateurs de droite et de gauche rivalisèrent de verve et d'amertume, dénoncèrent l'incohérence et les périls d'une politique qui ne justifiait que trop la méfiance de l'étranger : « Si les Allemands offrent des douceurs d'une main, et tiennent dans l'autre un revolver chargé, prêts à une mauvaise surprise, le soupçon ne peut pas ne pas s'élever contre notre loyauté et notre bonne foi[1]. »

M. de Bülow plaida les circonstances atténuantes, protesta des bonnes intentions du monarque et jura qu'il ne recommencerait pas.

Il est donc parfaitement vraisemblable que le Chancelier et son Maître aient cru bon de chercher une diversion au dehors; ils savaient que le meilleur moyen de rallier les rebelles était de sonner au drapeau, et qu'en réveillant les haines ataviques, ils ramèneraient vite à l'étable, assagis et domptés, les moutons un moment enragés.

Ces considérations n'expliquent pourtant pas complètement l'attitude de la diplomatie allemande dans

1. Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, p. 233.

l'affaire des déserteurs de Casablanca. En réalité, elle continuait l'exécution d'un programme longuement médité. Il s'agissait, au moment où l'on risquait de se heurter à la résistance de Pétersbourg, de signaler une fois de plus à la France le risque qu'elle courait en liant ses destinées à celles de la Russie. L'avantage n'était-il pas évident pour elle de renoncer à cette lointaine et trompeuse assurance, pour se concilier les sympathies de l'Allemagne qui ne lui marchanderait pas ses complaisances?

Une pensée analogue avait inspiré les révélations de Guillaume II en Angleterre, et le but en était manifeste : jeter la suspicion entre les membres de la Triple-Entente, — trop manifeste même, si bien que personne ne fut dupe de ce piège grossier. Les Allemands étudient beaucoup Machiavel, mais ils y apportent plus de zèle que de génie naturel; leurs embuscades sont trop apparentes et, leurs combinaisons trahissent une déplorable absence de finesse et de pénétration.

Les menaces de M. de Bülow n'épouvantèrent personne et il déploya ses grâces sans exciter ses interlocuteurs. L'attitude de la Triple-Entente en présence du coup de tête de d'Aehrenthal fut la même qu'en 1914 : — La demande de l'Autriche mérite peut-être d'être prise en considération, mais les traités ne sauraient être modifiés qu'après une entente commune. Les intérêts de l'Europe sont en jeu : consultons l'Europe. — Une conférence, répliquait d'Aehrenthal, jamais, à moins que vous ne me garantissiez à l'avance qu'elle ne discutera pas mes titres.

Pendant plusieurs mois, la polémique traîna; en mars, elle avait pris un ton si acerbe que l'on redoutait une rupture ouverte entre Vienne et Pétersbourg. Comme en 1914, le Cabinet de Berlin surprit l'Europe par un de ces coups de théâtre dont il est

coutumier, et il ordonna à M. de Pourtalès d'avertir M. Izvolsky que, si la guerre éclatait, la Russie se trouverait en face, non seulement de l'Autriche-Hongrie, mais de l'Allemagne. Immédiatement la Russie céda (24 mars 1909), accepta l'annexion. La Serbie, abandonnée par Pétersbourg, n'avait qu'à se résigner. Si Sir Ed. Grey lui adoucit de son mieux l'amertume de la retraite, une capitulation relativement honorable n'en demeure pas moins une capitulation; la Serbie, par la convention du 31 mars 1909, — celle même que la note du 31 juillet lui reprochera d'avoir violée, — reconnaissait le fait accompli, renonçait à ses protestations, et s'engageait à reprendre ses rapports normaux de bon voisinage avec l'Autriche.

L'Allemagne avait sa revanche d'Algésiras. La diplomatie de Saint-Pétersbourg s'était mal engagée sur un terrain semé de chausse-trapes, qui étaient ses promesses antérieures. Dès le début, toute la campagne avait été influencée par la volonté arrêtée de la Russie de ne pas pousser jusqu'à une rupture; de là des flottements, que chacun, sans l'avouer, reprochait à son partenaire. La Triple-Entente n'avait pas offert à l'adversaire le même rempart de béton qu'à Algésiras.

La crise eut du moins un résultat favorable. Elle fournit à la France, à l'Angleterre et à la Russie, l'occasion de donner à l'Allemagne la preuve irrécusable qu'aucune d'elles ne nourrissait la moindre intention agressive. Le 9 février 1909, M. Stéphen Pichon signait avec M. de Bülow un accord par lequel, en échange du désintéressement politique de l'Allemagne au Maroc, les deux gouvernements s'engageaient à favoriser l'association de leurs nationaux dans les affaires dont ils pourraient obtenir l'entreprise. Nicolas II avait une entrevue avec Guillaume à Bjorko (17 juin 1909), et l'année suivante, quand

M. Izvolsky eut été remplacé au ministère par M. Sazonof (sept. 1910), à l'entrevue de Potsdam (4 nov.), l'entente parut complète entre Berlin et Pétersbourg. Enfin Édouard VII protestait contre la pensée qu'on lui avait attribuée d'entourer l'Allemagne d'un cercle d'États demi-hostiles : — Sa politique ne s'inspirait que du désir honnête et nullement offensif de supprimer les points de frottement entre l'Angleterre et les autres pays.

« On peut dire, écrivait la *Neue freie Presse*, le 20 décembre 1910, que la situation générale s'éclaircit; les deux camps subsistent en Europe, mais on n'éprouve plus, en les considérant, le même sentiment d'angoisse qu'autrefois. » — Pieux désir en réalité plutôt que ferme assurance. — La paix était probable, comme elle l'avait toujours été, à condition que l'Allemagne renonçât à poursuivre sans ménagement ses desseins d'envahissement et de suprématie. Pour que la Russie se déclarât satisfaite, il suffisait, mais il fallait, que le statu quo fût maintenu dans les Balkans, et, pour que l'Angleterre ne se jugeât pas en péril, il suffisait, mais il fallait, que l'Allemagne ne menaçât pas la France, dont la sécurité était une des conditions de l'équilibre général.

Le coup d'Agadir, avec un fracas de tonnerre, réveilla le monde somnolent et prouva aux plus indulgents que l'Allemagne était décidément incorrigible (juillet 1911). Comme toujours, elle avait choisi l'instant psychologique. Le ministère Monis achevait dans l'indifférence et l'abandon universels une existence qui avait été sans éclat et dont la fin avait été attristée, par l'accident qui avait coûté la vie au Ministre de la Guerre, l'agent de change Berteaux. Le 26 juin, la présidence du Conseil était prise par M. Caillaux, empêtré dans ses plans de réforme financière, fort impopulaire en dehors du Parlement, et, à la Chambre

même, chef de bande plutôt que leader d'un grand parti. Il avait choisi pour ministre des Affaires étrangères M. de Selves, parfait galant homme, mais qui, absorbé depuis de longues années par ses fonctions de Préfet de la Seine, paraissait devoir apporter dans son poste nouveau plus de droiture que d'expérience et de savoir. M. de Selves allait partir le lendemain pour les Pays-Bas, où il accompagnait le Président de la République. Ce fut à ce moment que M. de Schoen vint lui annoncer, d'ordre de son gouvernement, l'envoi d'un vaisseau de guerre allemand à Agadir. On a dit du prince de Bülow qu'il est « presque toujours le diplomate qui bâtit son système sur la faiblesse des autres ». Il avait légué sa méthode à M. de Bethmann-Hollweg, à moins qu'ils ne fussent l'un et l'autre les instruments inertes d'une volonté souveraine.

M. de Bülow, qui avait quelques défauts, un scepticisme un peu appuyé, le goût de jouer la difficulté, la victoire jactancieuse, avait été surtout victime de ses qualités. Il servait son maître en gentleman plutôt qu'en Junker. Moins prussien qu'allemand et allemand très pénétré de culture latine, bien que ses citations ne soient pas toujours correctes, mobile et divers, souple et fuyant, il ne prenait pas très au sérieux le Reichstag, où il savait toujours grouper les majorités nécessaires, mais il parlait bien et volontiers; ses discours, un peu prolixes, de bonne compagnie, aisés, épicés à l'occasion de traits spirituels, étaient écoutés avec faveur; on a toujours une certaine indulgence pour les auditeurs qui vous applaudissent. Parlementaire par goût, sinon par conviction, il avait dans la bourrasque de 1908, jeté assez lestement à la mer les prérogatives de l'Empereur. Guillaume l'avait félicité, en attendant le moment de se venger. M. de Bülow mettait une certaine mesure dans les impru-

dences du souverain, et quelque sagesse dans ses lubies. Il ne donnait « ses avis amicaux » que lorsqu'il était sûr qu'ils seraient entendus, et les caresses de sa voix séduisante enlevaient à ses commandements un peu de leur âpreté. Le livre qu'il a écrit sur la politique de l'Allemagne, montre quelles vastes ambitions il nourrissait pour son pays; mais il avait longtemps vécu en Italie, et il y avait appris que le temps est un élément qu'il ne convient jamais d'éliminer de ses calculs. Il avait étudié l'Europe et il savait jusqu'où pousser ses libertés avec la dame, fort déniaisée, dont la robe d'innocence avait plus d'un accroc et qui ne s'effarouchait pas de grand'chose, mais dont les pudeurs avaient des réveils imprévus et qui était sujette à des crises de dignité qu'il était prudent de ménager. S'il eût été Ministre en 1914, peut-être eût-il arrêté l'Empereur au bord du précipice, ou au moins s'y fût-il employé.

M. de Bethmann-Hollweg, son successeur, avait moins d'envergure; c'était un honnête bureaucrate, ponctuel, méthodique, qui ne se piquait ni d'esprit, ni d'élégance, et qui, choisi par le « patron » pour servir ses desseins, s'y empressait avec une sincérité un peu lourde et un pédantisme correct. D'humeur pacifique et sédentaire, il ne se rendait pas toujours un compte exact du retentissement de ses actions et de ses paroles. Il n'avait jamais auparavant fréquenté la société des ambassades et il y fut toujours quelque peu gêné et intimidé; il se rappelait alors brusquement quel Dieu il avait l'honneur de représenter et donnait à sa voix des accents claironnants. Son auxiliaire, M. de Kiderlen-Waechter, était un des élèves préférés de M. de Holstein qui avait longtemps été le chef et le porte-parole des gallophobes, et la qualité maîtresse que lui attribuaient ses caudataires était une franchise presque brutale.

Quel grief ces Messieurs avaient-ils contre la France? — Toujours le même. Elle n'avait mis aucun empressement à prendre la main qu'on lui tendait : l'accord du 8 février 1909, qui prévoyait la coopération des Allemands et des Français, n'avait donné aucun résultat, un peu pour des motifs accidentels, beaucoup à cause d'une insurmontable incompatibilité d'humeur. Les Allemands d'ailleurs avaient presque toujours manifesté de telles exigences qu'ils avaient vite découragé même les rares financiers qui rôdaient autour d'eux, plus soucieux de gain que de gloire.

Naturellement, ils nous rendaient uniquement responsables de ces échecs et rouvraient les vieilles querelles. Au mois de mai 1911, M. Monis, pour sauver Fez et les Européens que menaçaient les rebelles, se résigna à la longue et bien malgré lui à y envoyer un corps expéditionnaire. L'Allemagne saisit avidement un prétexte qu'elle cherchait depuis plusieurs mois et elle protesta bruyamment contre l'occupation de la capitale marocaine : l'accord de 1909 ne vous y autorise pas. — Devons-nous laisser massacrer les étrangers? — Certes non, et si vous montriez une telle faiblesse, vous prouveriez que vous êtes indignes de la mission que vous a confiée l'Europe. — Comment protéger Fez sans y aller, et réprimer les rebelles sans les combattre? — C'est votre affaire.

Le mystère s'éclairait par la suite. Il s'agissait d'un chantage. L'Allemagne prétendait nous faire payer la liberté d'action qu'elle nous reconnaîtrait au Maroc; pour la troisième et quatrième fois, elle voulait nous vendre le plus cher possible des droits qu'elle n'avait pas et une autorisation qu'elle n'avait aucun titre à nous offrir.

Certaines causes ne se plaident pas; elles se gagnent tout de même quand on a la force. M. de

Bethmann-Hollweg nous mit le marché à la main. L'envoi d'un navire de guerre à Agadir était une manière d'ultimatum : Payez ou préparez-vous à une attaque. En présence de cette menace crue, le Ministre français hésita. Il était sûr de l'Angleterre et, le 21 juillet, le ministre Lloyd George lui renouvelait solennellement sa promesse. « Je ferais de grands sacrifices, disait-il, pour préserver la paix... Mais si, malgré nous, nous étions mis en face d'une situation où elle ne pourrait être maintenue qu'en laissant traiter la Grande-Bretagne comme une quantité négligeable, là où ses intérêts vitaux sont engagés, alors, je le déclare avec toute l'énergie dont je suis capable, acheter à ce prix la paix serait pour un grand pays tel que le nôtre, une intolérable humiliation. » Paroles d'autant plus graves que Lloyd George était un des partisans les plus convaincus d'un rapprochement anglo-allemand.

Le Cabinet français enregistrait avec la même satisfaction la déclaration du gouvernement de Pétersbourg que l'alliance franco-russe et l'amitié russo-anglaise restaient toujours la base de sa politique. Seulement la réorganisation militaire de la Russie commençait à peine et elle eût éprouvé une pénible surprise à être impliquée, pour des motifs lointains, dans une guerre contre l'Allemagne, au lendemain de l'accord qu'elle venait de signer avec elle, le 19 août 1911 à propos de la Perse et du Bagdad.

Une rupture n'eût pas d'ailleurs à ce moment rencontré en France l'unanimité de résolution indispensable pour soutenir sans faiblesse l'effrayant assaut qu'il était nécessaire de prévoir. Les socialistes, médiocrement dirigés et plus mal renseignés, étaient hostiles à une guerre coloniale. M. Caillaux se résigna, et il serait injuste de le lui reprocher; son

tort, — et il suffit, — fut de prendre son parti trop vite, de ne pas paraître ressentir assez vivement les procédés du Cabinet de Berlin et de lui témoigner une prévenance un peu trop complaisante. Après des négociations pénibles et que M. de Bethmann-Hollweg prolongea par ses marchandages et ses incessantes variations, le Ministre parapha, le 4 novembre 1911, le contrat qui abandonnait à l'Allemagne une bonne partie du Congo Français.

L'aveu n'est certainement pas à notre honneur et il prouve combien l'opinion publique est encore peu éclairée; les termes mêmes de l'accord du 4 novembre étaient assez indifférents au pays et, sauf un cercle assez restreint de coloniaux dont l'influence hors du Parlement était nulle, la question de la Sangha ne passionnait personne. Mais ce qu'on ne pardonnait pas à l'Allemagne, c'était son geste, la polémique de ses journaux, son absence complète de bonne foi et de sincérité. A part quelques utopistes qui persistaient à espérer contre tout espoir, la foule en garda la conviction que nous devions nous attendre à une attaque inopinée.

La diplomatie germanique ne se vantait-elle pas de ne nous avoir rien accordé en échange des territoires qu'elle nous avait extorqués? M. Daniels déclarait que la question du Maroc demeurait ouverte et que la situation de l'Allemagne y était plus forte qu'avant le traité d'Algésiras. M. Delbrück écrivait dans les *Preussische Jahrbücher*, qu'avant deux ans « on aurait accumulé au Maroc assez de matières inflammables pour produire une explosion ».

Daniel Frymann, dans un livre destiné à une assez fâcheuse notoriété : *Si j'étais l'Empereur*, révélait avec une candide impudeur les arrière-pensées de ses compatriotes. — « L'affaire marocaine nous a déjà tant coûté (?) que nous avons le droit d'exiger que la

moindre syllabe du nouveau traité soit sacrée pour la France »; si elle s'en éloigne d'un iota, nous le considérerons comme nul et non avenu; « nous exigerons alors notre part de cet Empire, et les armes décideront ». Nous ne nous occuperons ni des alliances, ni de l'Angleterre, ni de la Russie, et nous affronterons le sort. Le *droit moral* est de notre côté. Si même la France respecte ses promesses et qu'elle évite de nous fournir quelque raison de plainte, nous saurons bien faire surgir une occasion de conflit. Nous sommerons la France d'opter entre l'Angleterre et nous. Dans la lutte inévitable où se jouera notre avenir, qui n'est pas avec nous, est contre nous, et pour peu que nos voisins hésitent, nous les attaquerons sur-le-champ.

Hallucinations d'un chauvin maniaque, prétendra-t-on, et telles qu'en produisent partout les crises violentes qui détraquent les cerveaux faibles. — Si l'on veut! mais le livre de Frymann avait trente éditions en quelques mois, et il est franchement désagréable de vivre à côté d'une maison où les hallucinés sont si nombreux et raisonnent si délibérément leurs folies homicides!

En 1912, le général de Bernhardi avait publié son livre célèbre : *L'Allemagne et la prochaine guerre* — Le général de Bernhardi, dans lequel on se plaît à vanter un des meilleurs continuateurs des classiques du genre, Clausewitz et von der Goltz, est un esprit net, réfléchi, modéré même dans un certain sens, puisqu'il n'a pas pour ses adversaires le mépris ridicule qu'affectent la plupart des officiers prussiens. Son témoignagne n'en est que plus précieux.

La guerre, nous dit-il, est inévitable, parce que l'Allemagne a besoin de débouchés pour son industrie et de terres pour ses 65 millions d'habitants. Comme il est certain que ses voisins ne lui céderont

pas de bonne grâce leurs possessions, il faut bien les leur prendre, et, comme l'expansion de l'Allemagne ne saurait avoir de mesure que ses besoins qui sont illimités, il est nécessaire qu'elle exerce une suprématie incontestée; la politique d'équilibre a fini son temps et ne répond plus aux besoins du monde nouveau. Après tout, elle n'a jamais été que la coalition des vanités surannées et des peurs égoïstes, groupées dans une société d'assurance contre les énergies supérieures d'une race plus jeune et mieux douée.

L'hégémonie de l'Allemagne ne sera possible que quand elle aura écarté le mirage de la balance des pouvoirs et pour cela écrasé la France, l'Angleterre et la Russie. La guerre sera dure, mais si elle est bien préparée, la victoire est certaine. Dans tous les cas, le conflit est fatal. Habituons la nation à envisager cette nécessité, forgeons nos armes, et que nos chefs apprennent à accepter sans faiblesse leur devoir vis-à-vis du pays.

Il est incontestable, ajoute le général de Bernhardi, qu'il y aurait un réel avantage à rejeter sur la France et l'Angleterre la responsabilité du conflit. « Le devoir de notre diplomatie est donc de biseauter les cartes de telle façon que nos ennemis soient forcés de nous attaquer. Pour cela il suffit, sans commencer nous-mêmes la guerre, de menacer leurs intérêts de telle sorte qu'ils soient obligés de prendre l'initiative des hostilités. Les moyens abondent en Afrique aussi bien qu'en Europe de les forcer à se mettre dans leur tort. » Les traités ne sont jamais que conditionnels et momentanés, ils ne lient les parties qu'aussi longtemps qu'elles ne jugent pas utile de les déchirer. Ne nous laissons donc pas arrêter par de vains scrupules, pas plus que par une fausse et vulgaire humanité. Notre politique n'est que trop timorée, elle s'amuse aux atermoiements : un

peuple n'augmente ses domaines que par l'agression. La question que posa Frédéric II à ses conseillers, au lendemain de la mort de l'empereur Charles VI, fut claire : Quand quelqu'un a un avantage sur son adversaire, doit-il en profiter ou non? — Aucune des guerres qu'a soutenues le fondateur de la monarchie prussienne, ne lui a été imposée. *Audaces fortuna juvat.* « A quelque endroit que nous ouvrions le livre de l'histoire, nous constatons avec une pleine évidence que les guerres recherchées avec une décision virile à l'heure opportune, ont toujours produit les plus heureux résultats au point de vue social comme au point de vue politique. »

Ces considérations philosophiques prennent une singulière valeur si l'on se rapelle que, à la même époque, l'État-major allemand préparait un projet de loi qui fut soumis au Reichstag au printemps de 1913 et qui portait les dépenses militaires de 1 500 à 1 625 millions de francs. Naturellement, le Chancelier présenta les nouvelles dépenses comme uniquement destinées à garantir la sécurité de l'Allemagne. Seulement ses affirmations rencontrèrent au Reichstag même, — et plus encore à l'étranger, — un extrême scepticisme. On avait beau regarder de tous les côtés de l'horizon, on n'apercevait pas les ennemis prêts à fondre sur l'Empire, et on croyait difficilement à « l'urgence » de ces précautions, surtout alors que l'année précédente les effectifs avaient déjà été augmentés.

L'accroissement des dépenses maritimes était plus caractéristique encore.

La création d'une redoutable marine allemande a été l'œuvre principale du règne de Guillaume II et comme le symbole de ses ambitions mondiales. C'est en 1898 que le secrétaire d'État de la Marine, M. de Tirpitz, présenta au Reichstag un projet, assez

bénin en apparence, mais qui avait en réalité pour but, et qui eut pour résultat, de rendre le contrôle du Parlement aussi illusoire sur les dépenses de la flotte que sur celles de l'armée. M. de Tirpitz, qui, à ce qu'on assure, avait mérité la faveur de Guillaume en se portant garant qu'il saurait triompher des répugnances de la majorité, avait justifié ce jour-là la confiance du maître, et il ne l'a plus perdue depuis.

Inébranlable, il a vu s'écrouler à côté de lui ministres et chanceliers, et il a contribué à la chute de plus d'un de ses collègues.

Il est parfaitement possible que la première origine de la création de la flotte ait été simplement le goût personnel de l'Empereur pour la mer et les voyages. Il s'y ajouta bientôt les fantaisies romantiques et mystiques qui le hantent fréquemment. « Notre avenir est sur l'eau », disait-il à Hambourg, le 9 juin 1900, dans un discours célèbre. Quelques jours plus tard il revenait à la charge : « L'Océan est indispensable à la grandeur de l'Allemagne. » Il ne s'agissait pas simplement de protéger le commerce, mais de rappeler à l'Europe « que, sur les flots et les plus lointains rivages, aucune grande décision ne peut être prise sans l'Allemagne et sans l'Empire allemand. Je ne pense pas que ce soit afin de se laisser exclure des grandes affaires extérieures qu'il y a trente ans, notre peuple, conduit par ses princes, a vaincu et a versé son sang. Si le peuple allemand se laissait traiter ainsi, ce serait, et pour toujours, la fin de sa puissance mondiale, et je ne veux pas qu'il puisse en arriver là. J'y emploierai les moyens nécessaires, au besoin même les moyens extrêmes; c'est mon devoir et mon plus beau privilège, et je suis sûr que, quand il le faudra, je trouverai devant moi tous les princes et tous les peuples de l'Empire. »

Il est clair que ce n'est pas pour marcher sur

Paris, ni même sur Pétersbourg, que l'Empereur armait ses bateaux. Ce que visaient ses *Philippiques*, ce ne pouvait donc être que l'Angleterre, et qu'elle en ait éprouvé quelque mauvaise humeur, Guillaume fut le seul à s'en étonner. Personne sans doute n'était surpris que l'Allemagne, dont la marine marchande et le commerce prenaient un si merveilleux essor, crût indispensable de mettre en ligne une flotte respectable. Mais, comme toujours, elle alla trop vite, elle manqua de mesure, et, par l'ostentation de ses gestes, elle accrut encore l'inquiétude qu'auraient dans tous les cas provoquée ses desseins.

Le Reichstag, comme la plupart des assemblées, trouvait que ces croiseurs et ces cuirassés, dont personne n'osait affirmer qu'ils seraient jamais de grande utilité, qui vieillissaient si vite et qui étaient à la merci d'une mine ou d'une torpille, avaient l'inconvénient de coûter terriblement cher. De Tirpitz, passé maître dans l'art de manier la presse, forçait chaque fois la main au Parlement par une campagne de journaux et entraînait l'opinion par des réclames qui n'allaient pas sans inconvénient. Malgré tout, il ne triomphait des résistances de la majorité qu'en jurant que les crédits qu'il sollicitait ne seraient jamais dépassés, et, le vote à peine acquis, il élaborait de nouvelles demandes. En 1899, il affirmait qu'il s'en tiendrait aux termes de la loi de 1898, et, quelques mois plus tard, il présentait le grand projet de 1900 qui marque le début de la rivalité avec l'Angleterre. Il avait choisi pour cela le moment où l'Angleterre était aux prises dans l'Afrique du Sud avec de sérieux embarras. Avec une insistance lourde, il soulignait la portée des nouvelles constructions qui rendraient une guerre avec l'Allemagne dangereuse « même pour la plus grande puissance navale ».

La *Ligue maritime*, officiellement encouragée par

l'administration, et le Bureau de presse de l'Amirauté, avec moins de mesure encore, reprenaient et développaient les arguments de M. de Tirpitz et répandaient dans la masse la conviction que le but poursuivi était de briser la puissance de l'Angleterre. Avec la méthode et la régularité qui sont une des forces de l'Allemagne, en 1906, 1908, 1912, 1914, les constructions navales étaient ainsi accrues et précipitées. En 1911, l'œuvre était encore loin d'être complète, et c'est en partie parce qu'ils ne croyaient pas leurs escadres encore capables de se mesurer avec la flotte anglaise qu'en 1911, après Agadir, les Allemands au dernier moment consentirent à un arrangement.

A plusieurs reprises, directement ou non, le Gouvernement anglais avait cherché un moyen de mettre un terme à cette rivalité qui imposait à la nation des dépenses que la Grande-Bretagne supportait sans doute moins péniblement que l'Allemagne, déjà surchargée par l'entretien de son armée, mais qui étaient désagréables à une partie du Parlement où les radicaux et le parti ouvrier formaient une fraction importante de la majorité. Toutes ses propositions avaient été repoussées. En vain le Cabinet de Londres affirmait-il qu'il ne nourrissait contre l'Allemagne aucune hostilité. On ne répondait à ses protestations que par des sourires d'incrédulité. La presse germanique, de toute nuance, entretenait les passions haineuses de la foule : La *Kreuzzeitung*, réactionnaire, les *Preussische Jahrbücher*, libérales, et la *Zukunft*, nationaliste, divisés sur tous les points, s'unissaient dans une même pensée d'agression contre l'Angleterre; et dans le Reichstag, le leader des progressistes, Frédéric Naumann, rivalisait de chauvinisme avec le chef du parti conservateur, M. de Heydebrandt, ou avec le meneur des nationaux-libéraux, M. Bassermann. — Bruyamment, le Prince impérial applaudissait ces Tyrtées

de la Sprée, et il n'en fallait pas davantage pour lui assurer une popularité aussi sonore que vide.

Pourquoi, disent les Allemands, n'aurions-nous pas de droit de construire autant de dreadnoughts qu'il nous convient, et à quel titre l'Angleterre prétend-elle conserver éternellement la maîtrise de la mer? — Pour une raison très simple. L'Angleterre, qui n'a pas adopté le service militaire universel et qui est réduite à acheter à l'étranger le blé nécessaire à sa nourriture, serait menacée dans son existence si elle n'était pas sûre de dominer l'Océan. Pour elle, la flotte est essentiellement une arme de défense. Pour l'Allemagne, elle ne saurait être qu'un moyen d'attaque.

Tous les politiques allemands savaient parfaitement que la Grande-Bretagne, quel que fût d'ailleurs le parti au pouvoir, ne consentirait jamais à laisser se fonder en Europe et dans le monde un Empire qui exercerait une prépondérance incontestée. Or, c'est cette prépondérance que réclamait l'Allemagne; elle dominait à Constantinople, et, par la faveur d'Abdul-Hamid ou des Jeunes Turcs, elle poussait sa pointe vers Salonique d'une part, vers l'Asie Mineure, Bagdad et le Golfe Persique de l'autre; elle réclamait une sorte de protectorat sur le monde musulman et elle se réservait à l'occasion de déchaîner le fanatisme panislamique pour soulever l'Égypte et l'Inde; solidement établie dans le Chantoung, par les Carolines, les îles Marshall, la Terre de l'Empereur-Guillaume et l'archipel Bismarck, elle surveillait le Pacifique; elle entretenait des intelligences avec quelques généraux boers qui ne s'étaient pas consolés de leur défaite; elle poursuivait la réunion du Cameroun et de ses nouvelles acquisitions sur la Sangha et le Congo avec l'Afrique orientale allemande, de manière à séparer les pos-

sessions anglaises du Nil supérieur et de l'Afrique australe; ses prospecteurs et ses financiers continuaient leurs menées au Maroc; ses ingénieurs, ses commis voyageurs et ses ouvriers submergeaient la Belgique et la Hollande; Anvers et Rotterdam étaient à demi conquises; la convention du Saint-Gothard lui assurait le contrôle de la grande percée des Alpes, en même temps qu'elle démontrait les progrès extraordinaires de son influence en Suisse. A Trieste, à Zagreb, à Lodz et dans les circonscriptions frontières de la Pologne, ses colons en rangs serrés prenaient possession du sol, servis par une administration imprévoyante ou complice. Elle avait donné des souverains à la Bulgarie et à la Roumanie qui étaient ses humbles satellites. Aux États-Unis, les Présidents la ménageaient pour s'assurer l'appui des millions d'électeurs que leur origine rattachait à l'Allemagne. Jusqu'au sein des pays qui n'étaient pas encore résignés à son joug, elle gagnait sourdement du terrain; en Russie, malgré le réveil national, son influence intellectuelle et morale compensait largement les sympathies françaises, et elle fournissait encore de nombreuses recrues à la diplomatie, à l'administration supérieure et même au haut commandement militaire; la France et l'Angleterre étaient peu à peu envahies par des milliers de commis, de financiers et de courtiers, qui préparaient la voie aux régiments prussiens. Jamais le rôle de la race germanique n'avait été aussi glorieux, sa puissance, aussi prépondérante, depuis le xve siècle, quand l'allemand dominait à Prague et à Cracovie et que les Empereurs étendaient leur action souveraine jusqu'en Lithuanie et à Moscou.

Comme au xve siècle aussi, l'Allemagne fut arrachée à son rêve magnifique par le réveil slave. Elle

avait surtout pesé sur le point de moindre résistance, vers le Danube inférieur, en grande partie grâce aux connivences qu'elle avait gagnées ou soudoyées. Un moment arriva où les Serbes, les Bulgares et les Grecs s'avisèrent de la stupidité de leurs querelles, et ils se coalisèrent contre l'ennemi commun (sept. 1912). L'Autriche, alliée docile de l'Allemagne, assista sceptique à cette levée de boucliers. Les Turcs seraient certainement victorieux, puisqu'ils avaient été instruits par des officiers allemands et que leurs canons sortaient de l'usine Krupp. L'événement déjoua ces calculs. En quelques semaines, les armées turques étaient balayées, les Bulgares étaient devant Constantinople, les Grecs entraient à Salonique.

Tous les joueurs répètent une règle excellente, que malheureusement ils ne pratiquent pas : ne courez jamais après votre argent. Ne cherchez pas à forcer la fortune et soumettez-vous au destin, en attendant ses retours de faveur. Napoléon III avait spéculé en 1866 sur la défaite de la Prusse ou, du moins, sur une lutte acharnée et longue; il ne prit pas son parti de Sadova et s'en repentit.

De même, l'Autriche. Après l'écrasement des Turcs elle étala sa mauvaise humeur, souleva contre les Serbes une série de querelles, toutes plus absurdes les unes que les autres; elle inventa une nationalité albanaise, dont personne n'avait jamais entendu parler, même les Albanais; elle fit un casus belli de la prise de Scutari par les Monténégrins. Pendant les six premiers mois de 1913, elle tint ainsi l'Europe en haleine. Ce fut comme une nouvelle édition d'Agadir : la même brutalité de moyens, la même mauvaise foi éclatante, la même obstination dans des ambitions sans fondement. A plusieurs reprises, la guerre universelle parut imminente.

L'Angleterre et la France s'employèrent de leur

mieux à empêcher une rupture. Leur confiance mutuelle s'en accrut. Sans doute, le ministère britannique se réserva comme par le passé une complète liberté d'action et refusa de prendre des engagements précis à propos d'éventualités qui ne se produiraient peut-être jamais, mais les autorités militaires et navales des deux pays étudièrent en commun les mesures que les événements pouvaient exiger, et il fut entendu que, « si l'un ou l'autre gouvernement avait un motif grave d'appréhender soit une attaque non provoquée, soit quelque événement menaçant pour la paix générale, ce gouvernement examinerait immédiatement avec l'autre si les deux gouvernements devraient agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix, et dans ce cas ils discuteraient quelles mesures ils seraient disposés à prendre en commun ». Ni les traditions anglaises, ni la composition du Parlement, ni enfin son propre caractère n'auraient permis à Sir Ed. Grey d'aller plus loin. En fait, la convention du 22 novembre 1912 (*Livre bleu*, p. 73) n'en était pas moins une véritable alliance défensive entre les deux pays, sauf que l'Angleterre se réservait le droit d'examiner si la France était bien réellement menacée et si elle n'avait pas imprudemment contribué à provoquer une rupture. Cet engagement conditionnel suffisait d'ailleurs absolument au Cabinet de Paris qui ne demandait qu'à ne pas être troublé dans sa vie régulière et normale.

Si l'Allemagne et l'Autriche n'avaient eu d'autres désirs que de maintenir la paix de l'Europe et de se prémunir contre les empiétements de la Russie, elles auraient accueilli avec joie la victoire des Puissances balkaniques. Elles étaient débarrassées de la question macédonienne et de la question crétoise qui avaient été depuis vingt ans une cause perpétuelle d'agitations et de désaccords; elles avaient un intérêt évident

à ce qu'il se constituât à leur porte des royaumes qui, trop faibles pour leur inspirer la moindre inquiétude, seraient pendant longtemps des clients de leur industrie; enfin, en dépit des affinités de races et de religions, ces jeunes États seraient trop jaloux de leur indépendance pour devenir les instruments des ambitions que l'on prêtait gratuitement au Tsar. Il avait certes des territoires assez étendus déjà pour ne pas convoiter de nouvelles acquisitions, et ses allogènes lui créaient trop de difficultés pour qu'il songeât un seul instant à annexer des peuples qui se transformeraient en ennemis, du jour où ils craindraient pour leur autonomie.

Il est parfaitement vrai que Belgrade n'oubliait pas que la Bosnie, la Dalmatie et la Croatie étaient habitées par des Serbes. Mais elle ajournait ses espérances à une date imprécise et lointaine et, pour rendre vaines ses revendications, il suffisait de modifier la politique absurde de Budapest qui aigrissait les esprits et fomentait les colères.

L'Autriche l'eût peut-être compris si la bureaucratie viennoise et l'oligarchie judéo-magyare n'eussent été les humbles servantes de la mégalomanie tudesque. Déçues dans leurs combinaisons par les victoires des Serbes et des Grecs, elles exploitèrent l'exaltation momentanée provoquée chez les Yougo-Slaves de la monarchie par les derniers événements pour persuader à François-Joseph que la couronne des Habsbourgs était en péril. Le parti militaire était exaspéré du rôle un peu ridicule qu'il avait joué. Il saisit le premier prétexte venu pour obtenir une revanche. La Serbie oserait-elle esquisser même une ombre de résistance au lendemain d'une lutte dont elle sortait glorieuse, mais épuisée?

Les fanfarons de Vienne étaient poussés par l'Allemagne qui, par l'effondrement de la Turquie, perdait

le prix de ses longs efforts et à qui se fermait la route de l'Anatolie et de la Mésopotamie, après que les victoires du Japon avaient rendu plus que problématiques ses espérances de succession chinoise.

Une expérience de vingt ans lui avait prouvé que son dessein d'Empire universel n'avait aucune chance de succès tant qu'elle n'aurait pas détruit l'alliance franco-russe, renforcée depuis 1904 par l'entente franco-anglaise. Elle se trouvait vraiment à un tournant décisif de son histoire. Se contenterait-elle de la situation magnifique qu'elle avait conquise et que personne ne lui disputait? Engagerait-elle une partie dont l'enjeu était l'Empire du monde, mais qui, en cas d'échec, mettrait peut-être en question l'existence même de l'Unité germanique, telle qu'elle était sortie des mains de Bismarck?

Il ne semble pas qu'elle ait eu un moment d'hésitation. La guerre balkanique n'était pas terminée que M. de Bethmann-Hollweg préparait la loi qui augmentait dans des proportions énormes les forces militaires de l'Allemagne, et il la justifiait par des paroles significatives :

— Une chose est certaine : s'il se produisait jamais une conflagration européenne qui mît en face le Slavisme et le Germanisme, ce serait alors pour nous un désavantage évident que, dans la balance des forces, la position que tenait jadis la Turquie, fût maintenant en partie occupée par des États slaves.

C'était le vieux cri de guerre, celui que poussaient Albert l'Ours et Henri le Lion, quand, au XIIe siècle, ils menaient les Saxons de l'Elbe à la croisade contre les Slaves de l'Oder. Peut-être l'Angleterre n'interviendrait-elle pas, puisque ses intérêts ne seraient pas directement en jeu et qu'on prétend que la

diplomatie anglaise, si énergique et si prompte dans les incidents quotidiens de la vie, manque souvent de prévoyance et se soucie assez peu des périls lointains. Dans tous les cas, c'était un risque à courir, et les généraux allemands ne s'en effrayaient pas. On disait jadis à Pétersbourg que le chemin de Constantinople passait par Vienne; on pensait maintenant à Berlin que ce chemin de Constantinople passait par Paris. Guillaume Ier avait été sacré Empereur d'Allemagne à Versailles, Guillaume II y ceindrait la couronne d'un nouvel empire de Charlemagne. Une fois la France réduite à merci, la Russie serait facilement battue et rejetée vers l'Orient : il serait alors aisé de soumettre cette poussière de principautés slaves qui n'étaient que le reflet de la force moscovite.

Le vote de la loi militaire fut accompagné d'une violente campagne de presse dirigée contre la Russie d'abord, puis contre la France, quand celle-ci répondit à la loi militaire allemande de 1913 en rétablissant le service de trois ans. En même temps, on cherchait à gagner l'Angleterre en essayant de l'amener à un partage des colonies portugaises. Le Cabinet britannique, sans se départir de sa réserve, s'efforçait cependant de ne pas décourager les bons sentiments qu'on lui manifestait. Il pensait que ses intentions nettement pacifiques seraient contagieuses, et qu'une fois convaincue des dispositions amicales de Londres, l'Allemagne reviendrait elle-même à une politique plus modérée. Une escadre anglaise se rendait à Kiel quand le meurtre de François-Ferdinand fournit à la politique austro-allemande le prétexte qu'elle attendait.

Clausewitz écrivait : *Der Krieg ist eine blosze Fortsetzung der Politik mit anderen Mitteln*, la guerre n'est qu'une continuation de la politique par

des moyens différents. Moltke avait repris cette définition en 1868 dans une séance de la Diète. — Puisque l'Europe ne se soumettait pas de bonne grâce à l'hégémonie allemande, il fallait bien la lui imposer. La lutte actuelle n'est ainsi que la conclusion normale et nécessaire de toute la politique de Guillaume II.

CHAPITRE III

A LA VEILLE DE LA RUPTURE

Les auteurs du conflit et leurs intentions véritables. Les mobiles de leur conduite; conviction que l'Angleterre n'interviendrait pas, confiance absolue dans la supériorité de leurs forces, la sainteté de la guerre. — Le Kaiser et le Kronprinz. — La crise balkanique en 1913. — L'archiduc François-Ferdinand et le comte Tisza. — Les lois militaires de l'Allemagne. — La campagne de presse contre la France.

Le 9 octobre 1912, le Monténégro déclare la guerre à la Turquie, bientôt suivi par la Bulgarie, la Serbie et la Grèce. En six semaines, la puissance ottomane s'écroule : les Bulgares après Lulé-Bourgas (29 octobre) assiègent Andrinople et menacent Constantinople ; les Grecs sont à Salonique, les Serbes triomphent à Koumanovo et occupent Monastir (18 nov.) Le 2 décembre, la Porte sollicite un armistice.

A ce moment s'ouvre en réalité la crise actuelle et les Empereurs d'Allemagne et d'Autriche prennent leurs postes de combats.

Les documents nous ont montré leurs actes, mais ils ne satisfont pas complètement notre curiosité. Nous voudrions pénétrer plus avant, discerner le rôle propre des divers protagonistes du drame, démêler l'évolution de leurs sentiments, lire jusqu'au fond de

leurs consciences. Ont-ils eu aussitôt l'intention de ce qu'ils ont fait? C'est-à-dire ont-ils dès le début aperçu la conséquence fatale de leurs décisions et délibérément cherché la guerre, ou bien l'ont-ils seulement rendue inévitable par leur attitude? Ont-ils vu aussitôt où ils allaient, ou bien ont-ils seulement usé d'intimidation en escomptant la pusillanimité de leurs adversaires, et, devant une résistance imprévue, trop engagés déjà pour reculer, sont-ils tombés dans le piège qu'ils avaient tendu?

Sur ces questions, d'un intérêt psychologique extrême, mais d'un intérêt juridique nul, parce que, quelle qu'ait été la pensée intime de Guillaume II, il n'en demeure pas moins l'auteur uniquement responsable de la guerre, aussi bien s'il en a eu immédiatement la prescience et la volonté, que s'il l'a déchaînée sans préméditation directe par ses exigences inadmissibles, les documents actuels ne nous permettent pas une réponse précise. Je suis même disposé à supposer que la discussion demeurera éternellement ouverte, comme toutes les fois qu'il s'agit de déterminer, non plus un fait, mais une intention. Nos idées et nos sentiments sont rarement simples et clairs, et les mobiles de nos résolutions sont toujours obscurs, complexes et fuyants. Guillaume II était coutumier de la politique de bluff, mais que de nuances ne suppose-t-elle pas! Que d'hypothèses peuvent paraître également vraisemblables!

Nous n'aurons quelque chance d'approcher de la vérité que si nous nous mettons soigneusement en garde contre la tendance impérieuse qui nous porte à juger nos adversaires d'après nous-mêmes, ce qui est toujours l'occasion des pires erreurs.

Nous trouvons absurde, — donc invraisemblable, — qu'un souverain, dont ni l'honnéur, ni les intérêts vitaux ne sont sérieusement et immédiatement en

danger, provoque un conflit qui, à première vue, doit le conduire à une irrémédiable et nécessaire catastrophe. N'est-il pas évident en effet que les ressources combinées de la France, de l'Angleterre et de la Russie sont sans comparaison supérieures à celles de l'Allemagne, même soutenue par l'Autriche? — Seulement cette vérité n'est évidente que pour nous.

D'abord, — point essentiel à retenir, — l'Empereur et ses ministres, jusqu'à la dernière minute, sont persuadés que l'Angleterre se dérobera.

Même quand elle a renoncé à son système de splendide isolement, la Grande-Bretagne a toujours refusé de se lier les mains par des conventions précises qui gêneraient sa liberté d'action; elle se réserve d'examiner chaque cas en particulier et de choisir librement ses décisions, au mieux de ses intérêts. Pour qu'elle garde la neutralité, il suffit donc de la convaincre qu'elle peut assister indifférente au combat, sans que sa puissance ou sa sécurité risquent d'être compromises. L'Allemagne s'y emploie activement et, pense-t-elle, avec succès.

Toute ma politique et celle du Chancelier, dira M. de Jagow à Sir E. Goschen, dans la discussion historique du 4 août 1914, a été de gagner l'amitié de l'Angleterre; — et, en effet, depuis le coup d'Agadir, M. de Bethmann-Hollweg, visiblement, s'applique à dissiper les soupçons du Cabinet de Londres, à gagner sa sympathie. Même quand il écarte ses propositions, il couvre ses refus d'un voile de courtoisie. Il s'efforce en particulier de calmer ses inquiétudes à propos des constructions navales.

Auparavant, l'Allemagne avait toujours écarté sans discussion les offres qui lui étaient venues d'Angleterre pour mettre fin à la course aux armements. Quand lord Haldane, dont les sympathies pour l'Alle-

magne étaient notoires et qui comptait de nombreuses amitiés personnelles dans l'Empire, était venu à Berlin pour essayer d'entamer la conversation sur ce sujet, il avait été accueilli plus que froidement, et, au mois de mars 1912, le premier lord de l'Amirauté, M. Winston Churchill, dans une déclaration dont la sécheresse avait soulevé dans la presse des commentaires assez aigres, avait souligné cette attitude du Cabinet de Berlin, en ajoutant que, quoi qu'il arrivât, l'Angleterre ne se laisserait pas enlever sa supériorité navale. Or, onze mois plus tard, l'amiral de Tirpitz, dont la modération est le moindre défaut, surprenait la commission du Reichstag par ses déclarations pacifiques et lui annonçait qu'il ne voyait aucun inconvénient à s'en tenir, pour les armements maritimes, à la proportion admise par M. Winston Churchill lui-même. Coïncidence singulière : c'était le moment où la question de l'Albanie mettait aux prises les diplomaties autrichienne et russe. — Si la Russie entrait en guerre, il ne fallait pas que l'Angleterre jugeât nécessaire de la soutenir.

Le successeur d'Édouard VII, Georges V, passait à Berlin pour plus facile à manœuvrer que son père. Marin de profession, il aimait trop sa flotte pour l'exposer aux hasards de la guerre; religieux, de mœurs austères, réservé et renfermé, on lui supposait peu de sympathies pour la France, évaporée et sceptique. Il y avait longtemps que la nation anglaise n'avait pas rencontré de souverain qui la personnifiât et la représentât plus complètement, dans ses vertus et dans ses défauts; or, personne n'ignore que le revers des qualités pratiques de la race est une certaine indifférence pour l'avenir et comme un manque de prévoyance. L'Anglais se soucie peu de prévenir les dangers lointains, peut-être parce qu'il se sent

assez de force pour ne pas en être accablé. Qu'importait à la Grande-Bretagne que l'influence autrichienne dominât à Belgrade, à Sophia et même à Salonique?

On avait compté beaucoup à Berlin, pour convertir l'Angleterre et la gagner à l'amitié allemande, sur l'action personnelle du baron Marshall de Biberstein, fort riche, très adroit à manier les hommes, auréolé par la situation qu'il avait conquise à Constantinople, retors et persévérant, le seul diplomate vraiment supérieur que l'Allemagne ait produit depuis longtemps. Il n'avait pas eu le temps de joindre la conquête de l'Angleterre à celle de la Turquie, et sa mort subite, alors qu'il venait à peine d'être installé (sept. 1912), avait été une cruelle déception pour l'Empereur. Son successeur, le prince Lichnovsky, n'avait ni la même autorité, ni la même pénétration, mais ses rapports étaient fort encourageants. Les innombrables agents officiels et surtout les espions dont l'Empire britannique était inondé, envoyaient tous les mêmes pronostics : l'Angleterre ne ferait pas la guerre, ne voulait pas, ne pouvait pas la faire : dans l'Afrique du Sud, la soumission des Boers était purement apparente, et les anciens soldats de Dewett n'attendaient qu'un signe pour reprendre les armes; aux Indes, le malaise était profond, et en Égypte, la fermentation générale; il suffirait d'un signe du sultan, dont on était sûr, pour transformer cette sourde agitation en révolte ouverte; le Canada était divisé; dans la métropole, les grèves qui se multipliaient, dénonçaient une situation économique embarrassée. A la moindre velléité d'intervention active sur le continent, la majorité du Parlement se diviserait et le ministère se disloquerait.

La question du Home rule passionnait les esprits : l'Ulster refusait de se confondre avec l'Irlande, levait

des volontaires, et sa rébellion trouvait en Angleterre et dans l'armée de turbulentes sympathies. Pour les observateurs allemands, en juillet 1914, la Grande-Bretagne paraît ainsi à la veille des plus graves désordres. Le 22, le bruit court déjà que la conférence à laquelle le roi a convoqué les leaders des divers partis pour chercher un terrain d'entente, a échoué dans sa mission, et le prince Lichnovsky en conclut que la guerre civile immédiate est certaine. C'est le lendemain que la note autrichienne est présentée à Belgrade.

Rappelons-nous un des traits essentiels de la psychologie allemande, que nous avons déjà observé, une extrême lenteur d'évolution, une catalepsie de l'esprit critique qui ne soumet pas à un continuel examen les opinions une fois admises, mais en part comme d'axiomes pour ses déductions ultérieures. Pendant toute cette période préparatoire, Guillaume II et M. de Bethmann-Hollweg restent prisonniers de l'illusion qu'ils se sont forgée, — et que troublent à peine par saccades les symptômes les plus inquiétants, — que l'Angleterre n'entrera pas en ligne, au moins avec toutes ses forces.

Dussent-ils la rencontrer sur leur route, — mais en réalité, il faut le répéter, ils ne discutent pas sérieusement cette hypothèse, — la lutte, plus longue et plus sanglante, ne les effraie pas. Depuis l'aspirant porte-épée jusqu'à César, depuis le compagnon social-démocrate jusqu'à son Excellence le Conseiller privé, depuis le paysan jusqu'au professeur de l'Université, tous les Allemands ont la certitude absolue de la valeur éminente de leurs soldats, de la perfection incomparable de leur armement, de l'excellence de leur préparation, des inépuisables richesses de la nation.

L'événement a prouvé que sur ce point leurs

espoirs n'étaient pas aussi déraisonnables qu'on l'eût pensé tout d'abord. La victoire des alliés était certes fatale dès le premier jour et leur succès final n'a jamais été douteux; il n'en demeure pas moins que la résistance de l'Allemagne a surpris ceux mêmes qui pensaient la connaître le mieux, et elle avait presque le droit d'escompter chez ses ennemis certaines défaillances qui auraient pu, au moins pendant assez longtemps, compenser dans quelque mesure la supériorité de leurs ressources.

Elle supposait bien que le succès dans tous les cas coûterait fort cher, si cher que nous nous étonnons que l'Empereur n'ait pas reculé devant le prix dont il faudrait le payer. Notre surprise ici tient encore une fois à ce que nous jugeons sa conduite avec nos idées, au lieu de chercher à comprendre ses sentiments. — Progrès de la conscience humaine ou affaiblissement de l'instinct vital, peu importe, il est certain que nous avons horreur de la guerre, des souffrances qu'elle entraîne, des passions qu'elle déchaîne. Il est héroïque de sacrifier sa vie à son devoir et à son pays; il est terrible de frapper des hommes contre qui on n'a aucune haine personnelle et uniquement parce que, de leur côté, ils accomplissent leur devoir. *Lex, sed dura lex*. Il n'est aucun de nous qui soit tout à fait émancipé de ces réflexions. Nous avons tous lu Tolstoï, et certaines paroles demeurent comme ces flèches barbelées qu'on n'arrache plus de la plaie. Mourir soit, mais tuer! Ceux qui meurent jeunes sont aimés des Dieux, disaient les anciens, et peut-être en effet n'y a-t-il pas de joie plus divine que de tomber en pleine bataille, face à l'ennemi. Mais ces moissons de vies prématurément fauchées par les obus, comment ne pas pleurer les pertes qu'elles représentent pour l'humanité! Et puis, il y a tout de même ceux que ces jeunes

gens laissent après eux. De combien de requiem sont faits les Te Deum, et les hosanna de la victoire étouffent-ils les sanglots désespérés des femmes, des sœurs et des mères!

Cette horreur sacrée de la guerre, cette religion de la pitié, ces angoisses qui nous étreignent le cœur quand nous songeons aux champs de carnage, au blessé qui attend, en sentant s'écouler sa vie, le secours qui n'arrive pas, au paysan dont la maison s'écroule dans les flammes, l'Empereur et ses féaux ne les partagent pas, ne les comprennent pas. Ils sont vraiment dans l'état d'esprit des prophètes d'Israël lançant la malédiction sur les Philistins ou des Têtes-Rondes de Cromwell chargeant les disciples de Baal.

Rien dans les manifestes allemands ne nous inspire plus d'indignation et de dégoût que les sacrilèges invocations au Dieu des armées. — Hypocrisie calculée? Profanation réfléchie de l'idée religieuse? — Pas le moins du monde. Le Kaiser est bien, à ses propres yeux et aux yeux de ses sujets, le serviteur du Très-Haut et le fléau de Dieu. Seulement, le Dieu qu'il invoque est une divinité implacable et sanguinaire qui réclame des holocaustes et se réjouit aux clameurs d'angoisse des victimes pantelantes. Les crêpes qui endeuillent le drapeau victorieux, les Allemands ne les voient pas, et le Walhalla leur cache les charniers.

Ne nions pas la somptueuse grandeur et l'horrible magnificence de leur conception de la vie. Le culte de la force implacable qu'ils professent engendre à certaines heures des héros et des martyrs; mais ces héros sans pitié et ces martyrs sans joie ne laissent après eux que des ruines. Avec la même assurance que les Inquisiteurs envoyaient les hérétiques au bûcher, ils décrètent l'extermination des races infé-

rieures. Peu leur importe de marcher dans le sang jusqu'aux chevilles, ils n'ont de regards que pour la Sion céleste, l'Allemagne triomphante vers laquelle ils s'avancent.

Pas une minute, l'Empereur et son peuple, puisque plus ou moins le peuple tout entier est ivre d'une passion mystique analogue, ne seront gênés par les hésitations instinctives qui, si nous avions été à leur place, auraient glacé notre courage, mais qui étaient radicalement étrangères à leur nature. Sans peur et sans remords, ils marcheront à la croisade.

Pourquoi, avec ces convictions, se donnent-ils tant de mal pour établir que la guerre leur a été imposée et qu'ils sont en état de légitime défense? — Avant tout, par une de ces contradictions humaines si fréquentes que le plus souvent on ne les remarque même pas. Pourquoi les écrivains catholiques, qui glorifient le Saint-Office, essaient-ils d'en diminuer les rigueurs et de réduire le nombre de ses victimes? — Chez la plupart de nous existe une double conscience morale, dont l'une est l'écho du passé et l'autre le balbutiement de l'avenir. Prisonniers de conceptions ataviques qui déterminent nos actes, nous voudrions les concilier avec les aspirations impérieuses qui s'élaborent autour de nous. Quelque hallucinés qu'ils soient en général par l'adoration de la force qu'on leur prêche, beaucoup d'Allemands sont des mystiques inquiets qui, dans le trouble de leur dévotion vacillante, demandent un réconfort à la pensée qu'ils n'ont couru aux armes que pour repousser une attaque.

Ils n'ignorent pas non plus que leur Évangile de massacre et de tyrannie rencontre au dehors beaucoup d'hérétiques, et ils dissimulent leur conviction intime, parce qu'elle serait un objet de scandale. Le fanatisme, on l'a remarqué bien souvent, n'exclut ni

le calcul ni le mensonge. La guerre sainte autorise et justifie les reniements et les parjures. *Omnia munda mundis*. Les soldats d'une cause divine trahiraient leur foi en négligeant n'importe quel moyen pour en assurer le triomphe.

Pour cette bataille où doit se jouer l'avenir du monde, l'Allemagne depuis de longues années, ceignait ses reins et durcissait son cœur. Elle se vante volontiers d'avoir pendant un demi-siècle garanti la paix européenne. — Les satisfecit intéressés que l'on s'accorde si facilement à soi-même, sont rarement ratifiés par l'histoire, et en fait, depuis 1870, la paix n'a jamais été mise en péril que par elle; si elle n'a pas été rompue dix fois, c'est uniquement parce que, presque toujours, l'Europe s'est courbée sous ses impérieuses lois, ou, deux ou trois fois, parce que l'Empereur n'a pas jugé le moment opportun et ses forces assez nettement supérieures.

Au bout d'un demi-siècle de servitude, le monde, rassasié d'opprobres, était las jusqu'à l'écœurement et, délibérément, il rejetait le joug. Comme plus tard le général Joffre, la France et la Russie, simplement, sans menaces et sans cris, la voix ferme et les yeux dans les yeux, lui signifiaient : jusqu'ici, mais pas plus loin!

Était-ce leur dernier mot, et leur résolution était-elle sérieuse? L'Allemagne ne le saurait qu'en les tâtant, et que cette prise de contact pût dégénérer en un corps à corps mortel, elle le prévoyait et ne s'en effrayait pas, ayant à tous les points de vue terminé ses classes.

Bismarck a toujours soutenu qu'il n'avait jamais engagé que des guerres défensives, et il ne mentait pas complètement. Il est parfaitement certain qu'il n'eût pas attaqué le Danemark, s'il en avait obtenu sans coup férir les duchés de l'Elbe, ni Napoléon III,

si l'Empereur eût félicité Léopold de Hohenzollern de son avènement au trône d'Espagne. Il y a en lui quelque chose de divin, disait amèrement un de ses détracteurs : l'Éternel ne voulait certainement pas chasser Adam du Paradis, mais il avait placé la pomme tout près de sa main.

Les Allemands suivaient la tradition du Chancelier de fer : ils élargissaient leurs coudes et se donnaient de l'air. Si les voisins se fâchaient, tant pis pour eux, et ils n'auraient à s'en prendre qu'à eux-mêmes des suites de leur mauvaise humeur. Aux yeux des pangermanistes, le désir crée le droit. Qu'est-ce qu'une guerre défensive? C'est celle qui est déterminée par l'existence d'un propriétaire hargneux qui ne déguerpit pas de la place qu'ils convoitent. — Si l'on veut, — et tout ici-bas se réduit à une question de définition. — Bismarck a été le mauvais génie de son peuple. L'Unité, un peu plus tôt, un peu plus tard, se serait réalisée sans lui, mais il l'a viciée dans la source même de sa vie par ses procédés : — *Igni et ferro*. Beaucoup d'Allemands savent par cœur des passages de ce qu'ils nomment la splendide dépêche. — Il a laissé son mot d'ordre aux générations nouvelles : par la bombe et par la baïonnette.

Les inspirateurs de la politique mondiale commentaient ses Mémoires comme les chrétiens méditent leur Évangile. Mais que demandons-nous à notre livre de chevet, sinon la formule de notre pensée intime et l'approbation de nos secrets désirs? Les plus dociles écartent de la parole divine certains commandements qui les étonnent et les choquent. Les sectateurs les plus pieux du maître avouaient que, dans son œuvre, tout n'était pas également vénérable et que certaines pages trahissaient la sénilité d'une ardeur qui tombait. Le dernier chapitre des Mémoires leur paraissait ainsi indigne du géant de 66. A l'ave-

nir, avait écrit le Chancelier, pour diriger le navire de l'État allemand au milieu des courants de coalitions auxquelles nous sommes exposés par notre situation géographique et notre histoire antérieure, il faudra non seulement une organisation militaire suffisante, mais des vues politiques exactes. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour diminuer la malveillance qu'a provoquée notre élévation au rang d'une véritable grande Puissance, et pour cela nous devons employer honorablement et pacifiquement notre influence et convaincre ainsi le monde que l'hégémonie de l'Allemagne en Europe est plus utile et moins dangereuse pour la liberté des autres nations que ne le serait l'hégémonie de la France, de la Russie et de l'Angleterre. Pour mériter cette confiance, il est nécessaire par-dessus tout que nous agissions honorablement et ouvertement.

Cette homélie édifiante du vieux pécheur repenti provoquait quelques sourires. Bismarck, disait-on, a fini par où Frédéric II avait commencé, quand il écrivait son *Anti-Machiavel*; suivant la boutade de Voltaire, il crachait dans le plat pour que les autres n'eussent pas envie d'y goûter. A quoi bon, pensaient les meneurs de la politique germanique, essayer de désarmer la défiance, puisqu'on n'y parviendrait jamais? De l'estomac seulement et de l'audace; rien ne réussit comme le succès. Le plus sûr moyen de couper court à toutes les velléités de révolte, c'est de frapper impitoyablement le premier qui ose lever la tête.

A la fin de 1912 et au commencement de 1913, la conviction se répand à la fois dans les cercles dirigeants et dans la masse, que l'heure décisive approche.

Depuis quelque temps, l'Allemagne traverse une

assez fâcheuse période. Toutes ses campagnes n'ont abouti qu'à des retraites peu glorieuses ou à des échecs mal dissimulés. Elle n'a pas empêché la France de s'établir au Maroc, et les compensations qu'elle a obtenues au Congo n'ouvrent que des perspectives lointaines et mal définies. La guerre russo-japonaise qu'elle a provoquée, n'a eu d'autre effet que de rendre fort instables les positions péniblement conquises en Chine; les colonies causent plus de déboires qu'elles ne rapportent de bénéfices. La guerre de Libye a ébranlé la Triple-Alliance. Guillaume II a mécontenté l'Italie pour conserver les bonnes grâces de la Turquie, et voici que cette Turquie, dernier espoir et suprême pensée, s'effondre presque sans combat. Les porchers de Serbie et les mercantis de Grèce ont mis en déroute les troupes que les meilleurs élèves de l'État-major de Berlin avaient dressées d'après les méthodes les plus éprouvées; les canons du Creusot ont réduit au silence les pièces qui venaient directement de chez Krupp : *made in Germany*. L'Allemagne est nerveuse, atteinte dans son prestige, inquiète de l'avenir. Toute proportion gardée, elle est un peu dans la situation abaissée et ridicule de Napoléon III au lendemain de Königgrætz.

L'affaire pourtant avait été bien machinée. L'Autriche, instruite dès la première heure de l'alliance balkanique par son comparse, Ferdinand de Bulgarie, l'avait encouragée. Les Turcs seraient certainement victorieux; les Serbes, dont l'armée n'existait que sur le papier, se débanderaient à la première rencontre. Admirable occasion pour les bons catholiques de Vienne d'accourir au secours des Chrétiens. Leurs armées entreraient à Belgrade et y rétabliraient l'ordre de choses qui avait été si fâcheusement modifié par la révolution de 1903 : on

constituerait une Macédoine autonome, qui serait rattachée à l'empire austro-hongrois par un traité de douanes et de commerce, on compléterait le réseau des chemins de fer orientaux et l'on réparerait l'erreur de d'Aehrenthal, lorsqu'en 1908 il avait abandonné le sandjak de Novi-Bazar, en même temps qu'on réaliserait le programme que Bismarck traçait dès 1878 au comte Andrassy.

Le comte Berchtold jouait cartes sur table, quand, le 19 novembre 1912, il disait aux Délégations que l'Autriche ne visait aucune expansion territoriale, mais se contentait de ne pas perdre de vue ses intérêts et cherchait à établir des « rapports sains et normaux » avec la monarchie voisine. Déclaration lumineuse et qui donne son véritable sens à la note du 23 juillet 1914. Une Serbie asservie et émasculée, une Bulgarie solliciteuse et complaisante, une Turquie domestiquée et vendue, la route frayée vers l'Asie Mineure, les chemins de fer orientaux se continuant par l'Anatolie vers Mossoul, Bagdad et le golfe Persique, le rêve était beau et la proie paraissait à portée de la main.

Que risquait-on? — La Russie n'était pas prête; on amadouerait aisément l'Angleterre par quelques concessions du côté de l'Arabie et de Koweit; la France, isolée, restait impuissante. L'Italie sortait à peine de la guerre tripolitaine qui avait sérieusement éprouvé son armée et vieilli sa flotte; on lui donnait un premier avertissement en rappelant à son poste le chef d'état-major général, le baron Conrad de Hötzendorf, dont les tendances belliqueuses et anti-italiennes étaient connues et qui avait été éloigné sur les instances du comte d'Aehrenthal, quand celui-ci avait voulu améliorer les rapports des Cabinets de Vienne et de Rome.

Que, dès ce moment, on entrevît au Ballplatz des

possibilités de coups de main, M. de Berchtold l'avouait sans ambages quand il disait aux Délégations, à la fin de 1912, qu'il avait poursuivi « la création de conditions de stabilité dans la péninsule *par des moyens autant que possible pacifiques*. C'est pour cela qu'il n'avait pas pu accepter la formule de désintéressement proposée par le gouvernement français. »

L'avenir n'est à personne, l'avenir est à Dieu, — et Dieu dans l'histoire se nomme le peuple. D'un coup d'épaule, les Serbes renversent le lent travail des diplomates. Le flot allemand se brise devant la barrière slave. Dans l'histoire générale, Koumanovo et Monastir auront un jour la même importance que cette victoire des Polonais au Mont des Sapins, qui en 1410 arrêta pour trois siècles la poussée germanique.

L'Autriche et l'Allemagne accepteront-elles l'arrêt du destin et la volonté des nations qui naissent à l'indépendance? C'est vraiment à cette heure, à la fin de 1912 et au début de 1913, que se pose la question tragique de la responsabilité réelle de la guerre actuelle.

Dans son discours du 2 décembre dernier, M. de Bethmann-Hollweg, tout en essayant de rejeter les torts sur l'Angleterre, n'a pas dissimulé que son but avait été de désunir les puissances de la Triple-Entente pour mener librement à bonne fin ses projets sur l'Orient. « L'Allemagne, écrivait très justement M. H. Janni dans le *Corriere della Sera*, du 4, voulait vivre en paix avec la Russie, à condition que la Russie renonçât à sa conscience slave, ne se préoccupât pas, pour elle-même, pour son avenir, du sort des peuples balkaniques, en face de cette invasion vers l'Orient, où l'Autriche était l'avant-garde de l'Allemagne. »

La Russie représentait ici le progrès, l'équité, le droit, puisqu'elle défendait la liberté des peuples de la Péninsule, et c'est pour cela qu'elle devait nécessairement trouver l'appui de l'Angleterre. D'un côté, les Germains qui, sous prétexte qu'ils ont besoin de débouchés et de territoires, entendent condamner les Slaves du Sud à un éternel néant. De l'autre, les Anglais et les Russes qui s'opposent à la piraterie austro-germanique. — De quel côté est la violence? Où est la justice ?

Sir Edward Grey renoue la plus noble tradition anglaise, celle de Canning, quand il avait pris sous sa protection les colonies espagnoles révoltées et relevé l'insurrection grecque expirante. Comme son illustre prédécesseur, Sir Ed. Grey, pour affranchir l'ancien monde, appelle un monde nouveau à la vie. Par là, il se place sur le terrain du programme français. L'alliance des émancipateurs de 1827 se reconstitue d'elle-même contre les souteneurs du Sultan. Du bon côté de la barrière flottent les drapeaux des vainqueurs de Navarin.

En 1827, la Sainte-Alliance était menée par un diplomate assagi qui, très infatué de sa personne, de son génie et de son système, avait du moins le sens des réalités. Bien que, comme la plupart des hommes d'Etat qui ont gouverné l'Autriche, il la connût assez mal, il soupçonnait les maladies secrètes de la monarchie et, sans s'en exagérer la gravité, il jugeait prudent de ne pas exiger d'elle des efforts disproportionnés à son tempérament fatigué et naturellement débile. Il avait beaucoup fréquenté Napoléon dont la chute l'avait confirmé dans ses convictions qu'il convient de se défier des colères irréfléchies et des résolutions irréparables.

La victoire des Balkaniques était une très grosse déception pour l'Autriche, mais il n'était pas impos-

sible d'en atténuer et surtout d'en ajourner presque indéfiniment les effets. L'alliance balkanique, l'avenir le montra trop vite, était une heureuse réussite d'un moment, et la durée en était assez problématique. Une confraternité d'armes de quelques semaines, déjà troublée par plus d'un malentendu, effacerait-elle le souvenir de haines séculaires et l'aigreur de rivalités très âpres? La Bulgarie n'avait jamais interrompu son flirt avec Vienne; la Serbie n'était pas inféodée pour toujours aux ministères radicaux, et, pour peu que le Ballplatz renonçât au régime de coups de tête et de coups de main qu'il avait adopté depuis une douzaine d'années, il ne devait pas désespérer de reconstituer à Belgrade un parti austrophile. Sans doute, les victoires récentes avaient surexcité le sentiment slave dans quelques provinces, la Bohême, la Croatie et la Dalmatie. La foule poussait des *zivio*, et les petites filles à Doubrovnik (Raguse) ou à Split (Spalato) arboraient fièrement des bérets avec le nom de Koumanovo ou d'Étienne Douchan. Était-ce une raison pour s'imaginer que tout était perdu et, par peur de l'averse, se jeter dans un puits?

Le mérite de Metternich, et qui prouve qu'en dépit de ses faiblesses, il avait vraiment l'étoffe d'un homme d'État, c'est qu'il avait beaucoup moins peur de la Révolution qu'il ne s'en servait comme d'un épouvantail. De temps en temps, quand il avait besoin de l'appui de l'Angleterre, il agitait le spectre du panslavisme avec des mines effarées, mais il évaluait à leur juste prix ces aspirations qui s'épuisaient en cantates, et il ne prenait pas au tragique les œillades langoureuses que lançaient vers Moscou les Kollar ou les Gaj. Il lui était même arrivé d'encourager les Illyriens, qui étaient les pères des Panserbes actuels, et cela n'empêchait pas les régi-

ments croates de maintenir vigoureusement dans l'ordre les mécontents lombards ou vénitiens.

Que le comte Berchtold ne s'est-il inspiré des exemples de son illustre prédécesseur! S'il avait laissé tomber tranquillement l'émotion, la vie quotidienne aurait repris son cours, les querelles habituelles des partis et des hommes auraient recommencé, et l'Autriche aurait, au moins en partie, reconquis son influence, à condition de ne pas vouloir la transformer en une domination inflexible et de ne pas étaler avec trop d'impudence sa servilité vis-à-vis de Berlin. Malheureusement, depuis assez longtemps, elle avait perdu l'habitude d'une existence indépendante et elle subissait sans réflexion l'impulsion qui venait du Nord. A l'intérieur même, elle était livrée à l'outrecuidante stupidité des Allemands de Bohême et de l'oligarchie judéo-magyare qui partageaient la mégalomanie des Hohenzollern, en y ajoutant seulement une haine plus féroce encore contre les Slaves.

Le comte Berchtold, de mœurs aimables et douces, un peu perdu dans les nuages, pacifique et courtois, que ses goûts personnels inclinaient plutôt vers la modération, était fort nouveau dans ses fonctions (février 1912). Son tempérament ne le prédisposait guère à y conquérir une grande autorité, et le temps lui avait manqué pour prendre pleinement possession de son rôle. Il cherchait un soutien dans l'héritier du trône, l'Archiduc François-Ferdinand, néophyte de l'amitié berlinoise et d'autant plus empressé à capter les sourires de Guillaume II. Peut-être aussi le sommeil du nouveau Chancelier autrichien était-il troublé par les lauriers du comte d'Aehrenthal à qui ses façons de tranche-montagne et ses épaisses roueries avaient valu le renom de diplomate éminent.

Son inexpérience et la médiocrité violente et bornée de François-Ferdinand garantissaient à l'Allemagne

la soumission, ou plus exactement, la démission de l'Autriche. Elle avait ressenti plus vivement encore que son alliée la menace du triomphe des Balkaniques et préparait fiévreusement la guerre. M. de Bethmann-Hollweg l'a nettement avoué dans son discours du 2 décembre, et, dès le printemps de 1913, le mouvement belliqueux était si visible que nos représentants à Berlin, avec une unanimité impressionnante, attiraient l'attention du gouvernement français sur les nuages qui s'amoncelaient. « L'opinion publique allemande, écrivait notre attaché militaire, trouve que, pour nos 40 millions, nous tenons au soleil une place trop grande. » « Les Allemands, disait l'attaché naval, ont voulu par la nouvelle loi militaire, rompre l'équilibre des deux camps qui divisent l'Europe. » M. Jules Cambon, plutôt optimiste, convaincu que le rôle d'un diplomate est d'éviter les conflits et qu'il est dangereux d'exagérer les périls, jetait un cri d'alarme : « La situation est grave. » (15 mars 1913.)

Dans le courant de l'année, le ton de ses communications devient de plus en plus sombre : « Ces gens-là ne craignent pas la guerre; ils en acceptent pleinement la possibilité et ils ont pris leurs mesures en conséquence. » (6 mai.) Et enfin la dépêche qui deviendra célèbre du 22 novembre : « Je tiens d'une source absolument sûre la relation d'une conversation que l'Empereur aurait eue avec le Roi des Belges, en présence du Chef d'État-Major général de Moltke, il y a une quinzaine de jours, conversation qui aurait, paraît-il, violemment frappé le Roi Albert. Je ne suis nullement surpris de son impression qui répond à celle que moi-même je ressens depuis quelque temps : l'hostilité contre nous s'accentue, et l'Empereur a cessé d'être partisan de la paix. Pour lui emprunter une locution qu'il aime à

employer, nous devons tenir notre poudre sèche. » (22 novembre 1913.)[1]

Ce témoignage d'observateurs bien placés et intéressés à dire la vérité était confirmé par le langage des journaux et les déclarations officielles des Ministres à Berlin et à Vienne. Il est visible que l'Allemagne est décidée dès lors, quoi qu'il en puisse coûter, à ne pas laisser se confirmer la situation nouvelle créée dans les Balkans par la victoire des alliés. A la Russie et à la France elle présentera le jour venu son ultimatum : Abandonner l'Europe à sa domination ou subir la guerre.

Dès ce moment aussi son plan est arrêté : l'attaque brusquée et l'invasion de la Belgique. Les inconvénients politiques du guet-apens qu'elle organise sautent tellement aux yeux qu'en France, malgré les avertissements qui leur arrivaient de tous les côtés et bien que l'État-Major prussien, par la répartition de ses régiments et la construction de ses nouvelles lignes stratégiques, notifie en quelque sorte officiellement son dessein à l'Europe, ni les ministres, ni les généraux n'admettent la possibilité d'un tel aveuglement : notre frontière du Nord reste ouverte et nos troupes de couverture sont presque entièrement réservées à la Lorraine.

Mais, de l'autre côté des Vosges, les dangers manifestes d'un projet aussi odieux qu'insensé sont voilés par le désir frénétique d'une victoire rapide. C'est qu'en Allemagne, les idées ne se présentent jamais que sous forme de passions, et les passions sont incapables de contrôle et de critique. Toute la tactique germanique, militaire ou diplomatique, va

1. Les Allemands ont naturellement démenti cette conversation. Mais y a-t-il encore quelqu'un qui attache la moindre importance aux affirmations et aux démentis des Allemands? L'exactitude du rapport de M. J. Cambon est hors de contestation.

être ainsi viciée par quelques axiomes dont l'événement démontrera l'erreur : — la force entraîne l'adhésion résignée des vaincus et des spectateurs; une seule chose importe, la victoire foudroyante; donc, saisir ses adversaires à la gorge, les frapper au point vulnérable, quelques moyens, légaux ou non, auxquels il faille avoir recours. « Laissons de côté, a dit le général de Moltke, les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur. Quand la guerre est nécessaire, on doit la faire en mettant toutes les chances de son côté. Si nous donnions à la Russie le temps de mobiliser, nous nous trouverions obligés de maintenir sur notre frontière orientale une force telle que nous serions en état d'égalité, sinon d'infériorité, du côté de la France. Par conséquent, il faut prévenir notre principal adversaire dès qu'il y aura neuf chances sur dix d'avoir la guerre, et la commencer sans attendre pour écraser brutalement toute résistance. » (*Livre jaune*, p. 13.) — Paroles à méditer et à retenir, parce qu'elles illuminent toute la conduite de M. de Bethmann-Hollweg pendant la période des négociations, l'été dernier.

A qui remonte l'idée première de l'attentat qui se prépare?

En France, l'opinion est presque unanime : le coupable, c'est le parti militaire, dont le Prince héritier a été l'instrument. M. Helmer, qui connaît certainement fort bien l'Allemagne contemporaine, a publié le 15 avril 1912, dans la *Revue de Paris*, un article : *Guillaume II et le Pangermanisme*, qui, solidement établi et fortement déduit, a produit une vive impression. — Deux politiques en opposition, l'Empereur, pacifique, loyal, respectueux du droit d'autrui, et

les Pangermanistes, arrogants, agressifs et excessifs; l'histoire du règne s'explique par la lutte de ces deux tendances, jusqu'à l'heure où la résistance du souverain fléchit et où il cède au torrent déchaîné.

On est tenté de supposer que M. Helmer a conçu l'idée première de sa thèse à l'ambassade française de Berlin, — et il aurait pu moins bien choisir ses sources. — « Le roi des Belges, écrit M. J. Cambon, le 22 novembre 1913, pensait jusqu'ici comme tout le monde, que Guillaume II, dont l'influence personnelle s'était exercée dans bien des circonstances critiques au profit du maintien de la paix, était toujours dans la même disposition d'esprit. Cette fois il l'aurait trouvé complètement changé... Guillaume II en est arrivé à penser que la guerre avec la France est inévitable et qu'il faudra en venir là un jour ou l'autre. » (*Livre jaune*, n° 6.)

C'est sans doute sous l'influence de M. J. Cambon que s'est répandue, d'abord dans les milieux politiques, et de là dans la société, l'idée d'une sorte de lutte entre le souverain qui, assagi par l'expérience, travaille jusqu'au dernier jour à prévenir une rupture, et le Kronprinz, bouillant d'impatience, emporté par une impétueuse ardeur, soufflant la flamme par les naseaux. Dans un article de l'*Écho de Paris*, quelques jours après la déclaration de guerre, M. de Mun a traduit ces débats politiques dans une scène cornélienne : — « Mon fils, c'est l'Empire que vous jouez et la grandeur de l'Allemagne. — Mon père, c'est votre couronne qui est en jeu et peut-être votre vie. » Il est regrettable que M. de Mun ne nous ait pas dit de qui il tenait ces propos, de l'Empereur ou du Kronprinz, et si les deux interlocuteurs parlaient en vers.

En dehors même de ces fantaisies épiques, la théorie de M. Helmer me paraît séduisante, — et

spécieuse, précisément parce qu'elle convient très bien à dresser un article. Les réalités historiques ne sont pas d'habitude si simples.

M. Gauvain, très averti, très fin, qui suit d'un œil pénétrant les variations quotidiennes de la vie politique, me paraît beaucoup plus près de la réalité quand il nous parle des hésitations et des incohérences qui, depuis longtemps, étaient communes à l'Empereur et à son peuple dans leurs rapports avec nous. « Au fond du cœur de l'Allemagne s'agitaient confusément des sentiments contradictoires, le regret de n'avoir pas maté une bonne fois *l'Erbfeind*, l'envie de ressaisir l'occasion perdue, le besoin de trouver un allié contre l'Angleterre, le désir d'associer l'épargne française à l'extension de l'industrie et du commerce allemands, l'admiration de nos arts, le respect de notre science, le mépris de nos mœurs, la haine de notre régime. Guillaume II incarnait bien les tendances multiples qui animaient ses sujets. Il n'a jamais dit si, dans ses rêves, il se voyait plus souvent descendant les Champs-Élysées aux côtés du Président de la République dans une berline de gala ou passant sous l'Arc de Triomphe à la tête du grand État-Major. » Pour faire bref : la France est une belle courtisane dont il serait agréable et glorieux de gagner les faveurs, mais malheur à elle si elle fait la renchérie.

Les historiens ne se mettront jamais d'accord sur le caractère de Guillaume II, parce qu'ils se piquent d'écrire leurs livres d'après les textes, et qu'il est d'une facilité enfantine d'opposer à chacun de ses discours une parole qui le contredit. M. J. Arren nous a fourni sur lui une anthologie commode et où il n'a recueilli que des documents parfaitement authentiques. De ces harangues, également autorisées, rien n'est plus simple que de tirer des por-

traits absolument divers. Les photographies mêmes du Kaiser ne se ressemblent pas.

Quelques traits seulement persistent, immuables, la fatuité, l'exubérance et la joie de la force animale, la mobilité du regard que n'anime aucune vie intérieure.

Ce Pic de la Mirandole encuirassé, toujours prêt à disputer *de omni re scibili et quibusdam aliis*, me fait irrésistiblement penser à l'écrivain dont parle Musset, qui avait du génie, du talent et de la facilité. Ce parangon de la discipline militaire est incapable de se maîtriser et de se surveiller lui-même et il n'a aucune des qualités de son grand-père qu'il nous représente sans cesse comme son modèle. Il rappellerait bien davantage son grand-oncle, Frédéric-Guillaume IV, le romantique couronné, qui n'a jamais su, ni ce qu'il voulait, ni ce qu'il faisait, à la merci des impressions de l'heure, dont l'âme obscure et vacillante se soulageait en métaphores sonores et creuses. M. J. Cambon nous dit qu'il est « moins maître de ses impatiences qu'on ne le croit communément et qu'il l'a vu plus d'une fois laisser échapper le fond de sa pensée ». Il me semblerait plutôt qu'il étale sa pensée avec ostentation, mais cette pensée est ondoyante et fugace. Il ne ment pas, puisqu'il traduit, quelquefois avec éloquence et non sans poésie, les sentiments qui le possèdent, mais ces sentiments n'ont ni consistance, ni profondeur.

Les instantanés qu'a saisis au vol un observateur très perspicace, M. Gaulis, pendant le voyage de Guillaume II en Palestine, nous donnent de lui une impression très vivante, et, je crois, très juste. « Ceux qui, comme moi, écrit M. Gaulis, ont vu le pèlerin et son cortège dans tous leurs avatars successifs, protestants, catholiques, musulmans, restent un peu abasourdis sur le rivage. » Appliqué sans interrup-

tion à séduire et à fasciner les spectateurs, l'Empereur fatigue bientôt par cette représentation constante « où il apporte immanquablement la même gravité composée et la même attitude apprise. A Damas comme à Jérusalem, devant le tombeau de Saladin, comme devant celui du Christ, il s'est présenté le torse en avant, la tête en arrière, avec un écarquillement presque puéril des paupières, destiné à donner quelque chose d'imposant à son regard. » Comédien toujours en scène et monotone, dans ses courses où, malgré sa volonté de paraître infatigable, on aperçoit la lassitude et l'épuisement, il se révèle à nous nerveux, trépidant, dissimulant sous un pompeux étalage de clinquant et de phrases son incapacité d'émotion sincère, tourmenté par de vulgaires soucis d'uniforme et de parure, préoccupé d'inaugurer à la fois les temples destinés à humilier les églises grecques et les costumes rutilants et bizarres qu'il a dessinés lui-même; il plane sur le Thabor, transfiguré par le casque et la cuirasse de Lohengrin, tandis qu'autour de lui les agents de Cook qui ont organisé la caravane, donnent à la croisade l'allure d'un déballage de bazar.

Rêves de domination œcuménique, calculs du négociant qui cherche de nouveaux débouchés, imagination pauvre du bourgeois qui reconstruit le moyen âge avec ses souvenirs de romans feuilletons, goût de la couleur locale convenue, poses de théâtre et gestes hiératiques, sécheresse de cœur et désordre d'imagination, surmenage et réclame, tels sont les traits essentiels que nous saisissons chez l'Empereur dans ses déplacements, aux heures où sa personne intime nous est le moins dérobée par l'étiquette journalière; planant sur le tout, deux idées fixes : accroître la fortune de son Empire et rehausser son propre prestige.

Sa popularité est incontestable, en dépit de quelques heures de brouille, parce que, qualités et défauts, l'Allemagne se reconnaît en lui. Elle ne souffre pas de son manque de tact, de mesure et de goût; elle n'est pas choquée par ce bric-à-brac et cet amalgame d'éléments hétérogènes; elle répète avec componction les paroles du maître sur l'ère nouvelle, la politique mondiale et l'avenir du pays qui est sur la mer. Peu à peu, ces phrases pénètrent les âmes et leur deviennent un élément d'action. Guillaume II entraîne son peuple dans le monde mythique qu'il s'est créé et dans lequel il vit une vie exaltée et furibonde. Si, depuis son avènement, il a conservé la paix, c'est qu'il a toujours accompli les desseins qui lui tenaient au cœur; il a toujours été jusqu'au bout de sa volonté. Il n'est séparé des Pangermanistes par aucune différence essentielle, et chez lui l'hypertrophie de l'orgueil national se complique de la pieuse adoration du principe monarchique qu'il incarne.

Livré sans défense aux brusques impulsions de ses instincts, sa volonté est faible, parce qu'il a un besoin puéril de louanges : il cherche la résolution qui lui paraît le mieux répondre aux vœux momentanés de la foule, et il en suit passivement l'évolution. Il n'a jamais été séparé des outranciers du parti militaire que par des nuances, puisqu'il partage leur fanatisme, qu'il poursuit le même but, qui est la soumission du monde, et qu'il en aperçoit la condition, qui a toujours été la domestication ou l'écrasement de la France.

Dans ces conditions, il n'est peut-être pas indispensable d'attribuer un rôle très actif au Kronprinz et de prendre au tragique les manifestations juvéniles de son zèle immodéré. Volontiers les fils imitent les pères jusqu'à la caricature, et les héritiers courti-

sent la popularité par l'éclat un peu ridicule de leurs manifestations. En dehors de quelques différences superficielles, qui sont la conséquence de l'âge et des nuances de tempéraments, Guillaume II et son fils, les militaires et les diplomates, les junkers et les libéraux marchent depuis longtemps la main dans la main, et, au moment de la crise, ils revendiquent tous la même responsabilité.

Pour restaurer la domination de l'Allemagne, le premier point est d'anéantir les résultats de la guerre balkanique. La Russie le permettra-t-elle et la France soutiendra-t-elle son alliée? — Les dix-huit mois qui précèdent la rupture sont remplis par un triple effort, effrayer la France, contraindre la Russie à une capitulation, préparer l'armée de manière à rendre toute résistance impossible.

Contre la Serbie, on invente d'abord la nationalité albanaise, afin de lui fermer tout débouché sur l'Adriatique et de lui interdire, ce qui est la condition même de son indépendance, une libre communication avec l'Europe. — La Serbie s'indigne, récrimine. — Conciliabule du chef de l'État-Major autrichien avec de Moltke à Berlin; voyage du général Conrad de Hœtzendorf à Bucarest (déc. 1912); vaste déploiement de troupes. — La Serbie, sur les avis de Pétersbourg, s'incline (janvier 1913).

Elle ne serait pas assez solidement emmurée si le Monténégro occupait Scutari. L'Autriche adresse un ultimatum au roi Nicolas et l'appuie d'une démonstration navale (mars 1913), et, comme la conférence des ambassadeurs à Londres s'étonne de cette démarche isolée, quand il a été entendu que les Puissances agiraient de concert, M. de Bethmann-Hollweg se

précipite à la rescousse : comme toujours, c'est la France qui est la première visée : — les éléments qui dominent l'opinion, dit-il au Reichstag, ne sont pas aussi pacifiques que les gouvernements, et, dans les périodes de passions, plus les institutions sont démocratiques, plus les minorités ont d'importance; le chauvinisme s'est réveillé à l'ouest des Vosges et les Français ont déjà l'illusion d'avoir gagné la bataille. Soyons sur nos gardes. — Il s'agit de consoler ceux qui « songent avec amertume que l'Allemagne avait formé l'armée turque et que son prestige est atteint » (*Leipziger Neueste Nachrichen*); il faut empêcher « que le nimbe de la supériorité militaire germanique ne soit compromis aux yeux d'un peuple que la « *crainte d'un nouveau Sedan retenait seule jusqu'ici de rechercher la guerre* » (*Rhein. und Westphælische Zeitung*).

L'air sent la poudre, la Russie et l'Autriche sont en armes. Au mois de mars 1913, le péril d'une conflagration universelle est aussi imminent qu'en juillet 1914. L'arrangement relatif à Scutari, dira Sir Ed. Grey, « est survenu tout juste pour maintenir l'accord entre les Puissances ». M. de Bethmann-Hollweg se félicite de son côté que « les Cabinets, dans la pleine conscience de leur responsabilité, aient réussi à enlever au conflit des opinions et à l'opposition des intérêts l'âpreté qui menaçait d'aboutir à une explosion ». Entendez que la Triple-Entente, une fois encore, a cédé et contraint le Monténégro à évacuer Scutari (mai).

Triomphe de l'Allemagne, incomplet pourtant et précaire, puisque le traité de Londres (30 mai) sanctionne la victoire des Slaves dans les Balkans et affranchit en partie la Serbie, qui espère une frontière commune avec la Grèce. Pour réduire à merci ce vassal qui s'émancipe, le Ballplatz exploite les

ambitions malfaisantes du Tsar de Bulgarie et les dissidences qui ont surgi entre Sofia et Belgrade. Sous l'influence de l'Autriche, le ministre Guechof, qui cherche loyalement une entente avec M. Pachitch, est remplacé par Danef, plus hautain et plus raide (14 juin), et Ferdinand de Bulgarie refuse l'arbitrage du Tsar. Le 30 juin, les Bulgares, sans déclaration de guerre, attaquent les Serbes. — Qui a donné l'ordre criminel? — Le roi, qui reste sous la dépendance de Vienne, après une très longue entrevue avec le comte Tarnowski, le ministre autrichien.

Nous avons d'ailleurs aujourd'hui une preuve nouvelle et irréfutable du complot tramé par l'Autriche contre la Serbie. M. Take Jonesco, chef du parti conservateur démocrate de Roumanie et ancien ministre, a raconté ces derniers jours dans son journal, *la Roumanie*, que, dans le courant de mai, le comte Berchtold avait chargé son représentant à Bucarest de prévenir le gouvernement roumain que, si la Bulgarie attaquait, l'Autriche « la soutiendrait les armes à la main ». Telle était ainsi la haine que l'on ressentait à Budapest et à Vienne contre la Serbie, si impérieuse était la volonté d'écraser les imprudents qui gênaient les ambitions germaniques, que le comte Berchtold n'hésitait pas à menacer d'une guerre la Roumanie, qui était son alliée, si elle s'opposait à l'écrasement de la Serbie.

Une fois de plus, l'embuscade était préparée et le comte Berchtold savoure d'avance sa victoire. — Mais de la coupe aux lèvres... — Les Serbes sont victorieux à Brégalnitsa; le Ministre d'Autriche à Bucarest, M. de Fürstenberg, à sa première ouverture, a été rabroué si net qu'il a jugé plus sage de ne pas compromettre son gouvernement par une démarche vouée d'avance à un échec certain; il avait du tact, de la finesse, connaissait le pays; il s'abstient

de remettre la note du Chancelier au Ministre des Affaires Etrangères, et l'armée roumaine entre en campagne.

La Bulgarie aux abois crie à l'aide. Le Chancelier envoie aussitôt à Bucarest le comte Hoyos, son chef de cabinet, pour dicter ses conditions et sauver ses amis en fort mauvaise posture, et, comme les Serbes, justement indignés d'une odieuse agression, ne s'inclinent pas assez vite, l'Autriche prépare une invasion. Nous avons déjà rappelé, d'après les révélations de M. Giolitti, que c'est à ce moment qu'elle demande le concours de l'Italie.

Le refus très sec du marquis di San Giuliano, trop facile à prévoir, n'aurait pas arrêté le comte Berchtold, si le Cabinet de Belgrade, prévenu par le roi Charles, ne s'était hâté d'accepter le traité de Bucarest (août 1913).

La partie est ajournée, non abandonnée.

Quand le roi Constantin vient à Berlin, l'Empereur le félicite des grands succès que son armée a dûs aux principes éprouvés de la tactique prussienne : « Ils ont démontré que les doctrines de notre État-Major garantissent toujours la victoire, quand elles sont exactement appliquées. »

N'y aurait-il pas une coupable pusillanimité à tolérer la moindre contradiction quand on a le bonheur d'avoir un État-Major dont les doctrines textuellement appliquées garantissent toujours la victoire !

Aussi, le 17 octobre, nouvel ultimatum de l'Autriche à la Serbie qui, pour arrêter les incursions des pillards albanais, a été obligée d'occuper quelques points stratégiques : — Qu'elle retire immédiatement ses troupes ; faute de quoi, l'Autriche agira aussitôt. — En dépit de l'empressement avec lequel la Serbie satisfait à sa sommation et de la visite de M. Pachitch

qui est accouru à Vienne apporter des paroles de conciliation, le comte Berchtold, dans un discours inqualifiable et qui, entre deux États de forces sensiblement égales, eût été considéré comme une déclaration de guerre, critique avec une injurieuse acrimonie le traité de Bucarest et l'annexion à la Serbie d'une partie de la Macédoine. « De vastes territoires, habités par une nationalité homogène, ont été placés sous les lois d'États de même race, mais dont les sujets ne parlent pas la même langue, — et les méthodes sommaires d'assimilation paraissent de nature à produire une excitation peu favorable au maintien de la paix. » — Supposez un Ministre de Napoléon III condamnant avec cette désinvolte légèreté les procédés de l'administration prussienne dans la Hesse ou le Nassau !

Est-il vrai que les districts de Skoplié et de Bitolia (Monastir) soient habités par des populations homogènes? — Le Bulgare le plus intransigeant ne se hasarderait pas à le soutenir. Beaux champions vraiment du droit des nationalités que ces Allemands qui traquent les Slovènes et les Tchèques, que ces Magyars qui pendent les Roumains et persécutent les Croates ! Derrière ces scrupules imprévus de consciences qu'on a connues moins pointilleuses, transparaît trop clairement le dessein réel, abolir un traité qui gêne l'ambition allemande, et la pensée maîtresse de la politique austro-germanique nous est révélée avec une parfaite clarté par l'officieuse *Gazette de Cologne* (7 octobre 1913) : — Il est impossible que des conventions aussi misérables que celles de Londres et de Bucarest procurent à l'Orient une paix durable.... L'Autriche qui a les meilleurs motifs du monde d'être mécontente des résultats de la dernière guerre, doit s'efforcer d'établir son influence à Sofia. Notre devoir est de la soutenir sans réserve.

Vienne et Berlin sont parfaitement d'accord et, plus que par la lettre des traités, elles sont rapprochées par l'identité des convoitises. Il s'agit d'exploiter les rancunes de la Bulgarie et de la Turquie contre la Serbie, de ramener celle-ci à la vassalité dorée qu'avait joyeusement portée Milan, et de s'assurer ainsi, par la défaite des uns et la complicité des autres, une situation prépondérante, par delà Constantinople, jusqu'au golfe Persique. Ces jours derniers encore, M. Dernburg confirmait l'existence de ce plan, quand, en traçant les grandes lignes du traité de paix qu'il préconisait, il réclamait pour l'Allemagne le protectorat de la Turquie d'Asie.

Même après tant de déconvenues, Guillaume II et François-Joseph jugeaient le succès probable. Ferdinand de Bulgarie persistait plus que jamais dans ses collusions austrophiles; le ministère jeune-turc, mené par Enver-bey, nommait le général allemand Lemann von Sanders commandant du premier corps d'armée ottoman, c'est-à-dire qu'il confiait Constantinople à la garde de Berlin; la Russie donnait une nouvelle preuve de son humeur débonnaire et de sa quiétude confiante en s'adressant, pour obtenir le retrait de cette nomination,... à l'Allemagne, — avec quel succès, on le devine! Avec la Serbie on traînait en longueur les négociations relatives aux chemins de fer orientaux et, contre tous les précédents, le comte Berchtold exigeait qu'on en laissât l'exploitation à la compagnie autrichienne. Il nourrissait ainsi un motif de querelle qu'il se réservait d'envenimer au moment voulu.

L'archiduc François-Ferdinand, dont l'influence montait à mesure que François-Joseph s'enfonçait dans l'engourdissement d'une vie purement végétative, avait été au début quelque peu froissé par le ton des feuilles pangermanistes qui réclamaient de lui

une obéissance sans conditions s'il ne voulait pas qu'on lui retirât les dix millions d'Allemands qu'on avait prêtés à l'Autriche pour que ces représentants d'une culture supérieure devinssent le ciment et l'amalgame de la mosaïque danubienne. Il n'avait pas dissimulé la méchante humeur que lui causaient ces hâbleries. Guillaume II l'apaisa et le ramena.

François-Ferdinand paraît avoir été un prince discret, secret, hautain, à qui l'on prêtait des idées, parce qu'il était taciturne. On vantait la pureté de ses mœurs, ce qui ne signifie pas grand'chose au milieu de la corruption de la cour habsbourgeoise, et l'on entendait surtout par là qu'il subissait l'influence de sa femme, la comtesse Chotek, que l'on disait très ambitieuse et tenace. Au moment de se marier, dans le premier emportement de la passion, il avait sans difficulté accepté les conditions que lui avait dictées le vieil Empereur et admis que les enfants nés de son union avec une femme qui n'était pas de famille souveraine, n'auraient aucun droit à la couronne. Il n'est pas sûr que, depuis la naissance de ses fils, il ne regrettât pas son engagement. Guillaume avait toujours affecté de traiter la comtesse Chotek avec une courtoisie empressée qui contrastait avec la morgue de la Cour de Vienne. Comme la Hongrie n'avait jamais sanctionné la renonciation de François-Ferdinand, la question de la succession au trône impérial restait à demi en suspens, et, à un moment donné, l'appui de Guillaume pouvait faciliter bien des compromis; on l'écoutait volontiers à Budapest.

Pour être relevé de son serment, l'Archiduc avait besoin du pape. Les influences cléricales sont encore extrêmement puissantes à Vienne, et il est incontestable que le congrès eucharistique de l'été de 1912, avait produit une impression profonde, et qui avait

subsisté, sur François-Joseph et son héritier. Les Habsbourgs ont toujours lié leur grandeur au triomphe du catholicisme et les destinées de la monarchie et de la papauté décrivent une courbe très sensiblement parallèle. La coterie romaine, dont Monseigneur Stadler, l'archevêque de Bosnie, était un des meneurs les plus agités, montrait dans le lointain à François-Ferdinand l'Orient qu'il devait conquérir à la véritable foi, et l'effrayait des progrès du schisme orthodoxe.

Peut-être, et on l'a prétendu, l'Archiduc, qui ne fuyait pas les chimères, entrevoyait-il vaguement de plus hautes destinées et songeait-il qu'en récompense des services qu'il aurait rendus à la catholicité, il lui serait donné un jour de relever à son profit le Saint-Empire romain germanique usurpé par les Hohenzollern qui n'étaient après tout que des vassaux félons. J'ai entendu en Croatie et en Pologne exprimer ces idées par des hommes qui avaient approché le prince. Les traditions ont la vie longue et les mots en histoire conservent longtemps leur puissance d'action. Il y a encore des âmes que hantent les exploits de Lamormain et de Ferdinand II.

On prêtait à François-Ferdinand des sentiments assez peu favorables aux Magyars et on affirmait que son premier acte, après son avènement, serait de supprimer la constitution de 1867 et d'abolir le dualisme. Il est certain qu'à Budapest on se défiait de ses silences. On soutenait cependant ses projets belliqueux, à la fois parce qu'on espérait désarmer ses rancunes et parce que l'oligarchie judéo-magyare, qui gouvernait depuis un demi-siècle, avait besoin d'une diversion extérieure pour maintenir son autorité.

Grâce à un régime électoral des plus restreints et des plus iniques, le pouvoir en Hongrie appartient à une minorité qui écrase sous son talon à la fois les

populations allogènes et l'immense majorité du peuple magyar lui-même. Sous prétexte de défendre l'unité du royaume, elle soumet les Slovaques, les Roumains, les Serbes, et même les Croates, — en dépit de leur constitution particulière, — à un système de violence et de tyrannie qui a suscité des rancunes irréconciliables. Depuis quelques années, le mécontentement gagnait de proche en proche ; les attentats se multipliaient, des manifestations grandioses en faveur du suffrage universel, sans cesse promis et toujours reculé, aboutissaient à des émeutes sanglantes ; le Parlement était le théâtre des scènes les plus scandaleuses ; des procès retentissants jetaient le discrédit sur le parti qui détenait le pouvoir et s'y enrichissait ; le trésor était vide et le crédit ébranlé.

En présence du péril imminent, la majorité avait fait appel à un homme que l'on disait courageux et que l'on savait prêt à tout, le comte Tisza, dont le nom seul était un symbole de gouvernement à poigne et que ses amis honoraient du nom de *Junker Magyar* (7 juin 1913). Ambitieux, hautain, très vain de son pays, de sa naissance, de son talent, brutal et violent, poursuivi par ses adversaires de haines furibondes et les leur rendant avec usure, il nourrissait une antipathie féroce pour quiconque ne s'inclinait pas devant lui. Il n'avait aucun goût pour François-Ferdinand qui le détestait, mais ils ajournaient leurs querelles pour préparer la guerre et poussaient activement la réorganisation de l'armée et la construction de la flotte. En quoi ils suivaient l'exemple de Berlin.

Les lois militaires s'y succédaient sans arrêt. Loi du 7 mars 1911 qui accroît les effectifs de 11 000 hommes, et accorde 177 millions pour l'artillerie et les services techniques. Loi du 14 juin 1912 qui prévoit la formation de deux nouveaux corps et élève de 34 000 hommes le chiffre des soldats appelés sous les drapeaux. Le

Reichstag acceptait tout, non seulement sans rechigner, mais avec enthousiasme.

Aussi, dès le début de 1913, les bureaux de la guerre mettent sur pied un nouveau projet qui ne peut s'expliquer que par la volonté d'une guerre immédiate. Il prévoit des crédits pour 117 000 soldats nouveaux et 11 000 sous-officiers : l'armée sur pied de paix comptera 850 000 hommes, avec 110 000 sous-officiers de carrière, en face des 35 000 sous-officiers français.

Des sommes énormes seront consacrées à l'artillerie, au génie, à l'aviation, aux ouvrages fortifiés de Mazovie, aux places de Graudenz et de Kœnigsberg; on crée une inspection d'armée à Dantzig et un 20e corps à Allenstein. En trois ans, l'effort militaire dépasse ce qui a été accompli dans les quarante années qui ont suivi la guerre de 1870. Les dispositions nouvelles seront immédiatement appliquées, et l'armée aura ses forces complètes dès 1914. On évalue la première mise de fonds à un milliard de marks. Les dépenses seront couvertes au moyen de procédés révolutionnaires, par une contribution extraordinaire de 2 pour 1 000 sur le capital. Notre attaché naval constate que les corps de la frontière occidentale seront presque sur pied de guerre, de manière à « pouvoir le jour même de l'ouverture des hostilités, nous attaquer brusquement avec des forces très supérieures aux nôtres » (15 mai 1913). Les organes officieux soulignent le caractère offensif de la loi qui « ouvre la route à une politique mondiale. *De longs chemins, pleins de promesses, s'offrent à nous en Asie et en Afrique* ».

Les conservateurs acclament le relèvement des effectifs et ne lésinent pas sur les frais. Ils s'émeuvent seulement de l'atteinte portée au principe de la propriété. Une confiscation, même minime, n'est-ce pas

un redoutable précédent dans un pays où les socialistes comptent 4 millions d'électeurs? — Qu'y faire? C'est la faute de la France, leur répond le Gouvernement, et de ses folies belliqueuses. — La *Gazette de Cologne,* dans un article venimeux (10 mars 1913), dénonce les desseins homicides de ces voisins de l'Ouest toujours prêts à se jeter sur la candide et béate Allemagne : « Jamais il n'a été aussi évident qu'en France on ne recherche l'alliance russe et l'amitié anglaise que pour reconquérir l'Alsace »; que n'a-t-on saisi en 1905 l'occasion d'avoir avec nous une explication décisive! Attendra-t-on pour sommer la Russie de se prononcer pour ou contre l'Allemagne qu'elle ait achevé sa réorganisation militaire. — Il y a des cas, renchérit le *Berliner Tageblatt*, où un État, entouré de voisins trop puissants, a le devoir envers lui-même de ne pas attendre qu'on lui porte le coup de grâce. La *Gazette de la Croix*, la *Germania*, la *Norddeutsche allgemeine Zeitung* hurlent à la mort. Au Thiergarten, en face de la statue de Frédéric-Guillaume III, l'Empereur exalte les souvenirs de 1813 : « Nous aussi, nous irons au combat la joie et la confiance dans le cœur, s'il nous faut un jour défendre ce qui a été conquis, et protéger l'honneur de l'Allemagne contre les imprudents qui oseraient la menacer. — L'année de 1813 fut une année de sacrifices, l'année 1913 doit l'être aussi pour chacun : les temps d'aujourd'hui ne sont guère moins graves qu'il y a cent ans. »

Porter atteinte à l'honneur de l'Allemagne! — Qui y songe? — Contester les traités signés? — Qui s'en est jamais avisé? — Ces terreurs qui troublent vos nuits, sur quels indices reposent-elles?

Mais l'élection de M. Poincaré à la Présidence. — Est-il donc démontré que M. Poincaré soit un foudre de guerre? — C'est un Lorrain.

Et la loi de trois ans. — Cette loi pourtant, qui n'est qu'une réponse incomplète et tardive aux armements de l'Allemagne, avec quelle difficulté, au prix de quelles luttes n'a-t-elle pas été extorquée à une majorité indécise et revêche, et par combien de concessions ne l'a-t-on pas achetée! Il a fallu que le gouvernement s'engageât à renvoyer la classe de 1890, ce qui ajourne à un avenir bien éloigné et fort incertain l'application des nouvelles mesures et laisse l'armée française dans une situation fort analogue à ce qu'elle était avant la réforme, — peut-être inférieure. — Astuce profonde, réplique la presse des Junkers, et diabolique rouerie : on compte ainsi endormir notre vigilance et atteindre sans péril 1917, l'année fatidique où la Russie aura terminé ses chemins de fer stratégiques et refait son artillerie; l'armée française apparaîtra alors brusquement dans sa force insoupçonnée. Malheureuse Allemagne qui s'endort sur un volcan! *Caveant consules!*

La France est même si impatiente d'en découdre qu'elle ne peut pas attendre d'avoir complété ses forces, et la liste interminable de nos torts s'allonge chaque jour, de manière à lasser les plus robustes longanimités.

A Lunéville, un dirigeable a atterri sur le territoire français (3 avril). — Chance malheureuse ou violation intentionnelle de la frontière, les aviateurs allemands sont incontestablement dans leur tort; les autorités locales, avec une parfaite courtoisie, leur facilitent le retour. Nos procédés aimables sont récompensés par les criailleries de la presse et une démarche aigre-douce de l'ambassade.

A Avricourt, quelques jours plus tard, une aventure analogue produit des incidents pareils (22 avril).

A Nancy trois voyageurs allemands sont l'objet d'une manifestation peu sympathique de la part de

quelques noctambules (13 avril). L'épisode est si insignifiant que les habitants de la ville l'ignorent et que le préfet n'en avise même pas le Ministre. Il suffit cependant pour que, le lendemain, M. de Jagow, avant toute information contrôlée, dénonce le chauvinisme français. Par une redoutable coïncidence, c'est le moment où la querelle de Scutari est dans sa période aiguë. « Il semble vraiment, écrit M. Francis Charmes dans la *Revue des Deux Mondes*, qui ne passe généralement pas pour un journal violent, qu'en Allemagne on tienne à avoir toujours un grief contre nous, comme si on voulait s'en servir à l'occasion. Quand il est usé, on en invente un autre. »

On nous attaque parce que nous n'ouvrons pas le marché de Paris à un emprunt hongrois; — sommes-nous donc tenus de souscrire à des valeurs véreuses et de fournir des capitaux à nos adversaires pour perfectionner leur armement? Le comte Berchtold se venge en parlant aux Délégations des « voix peu amicales qui se font entendre quelquefois en France, sans qu'il puisse en deviner les motifs ».

En Alsace, les incidents se succèdent, tragiques ou burlesques, comme pour nous pousser, en réveillant nos douleurs inapaisées, à des imprudences qu'on exploitera. Après un dîner chez le secrétaire d'État, l'Empereur interpelle le bourgmestre Schwander : — « Vous ne nous avez connu jusqu'à présent que du bon côté, mais je vous le déclare, vous apprendrez à nous connaître aussi du mauvais côté. Si les choses ne changent pas, je briserai de nouveau votre constitution et je vous incorporerai à la Prusse. » — Curieux aveu du souverain qui, pour briser les résistances, menace les mutins de les unir à la Prusse!

Même incorporés à la Prusse, d'ailleurs, les Alsaciens n'auraient pas été plus sauvagement traités

qu'ils ne l'étaient sous la haute surveillance du gouverneur militaire von Deimling, quand le lieutenant von Forstner et le colonel von Reutter traitaient Saverne en ville conquise; — que le Reichstag dodelinait de la tête aux paroles du Ministre de la Guerre, M. de Falkenhayn, qui, sans contester que la loi eût été violée, ajoutait que son premier devoir était de faire respecter « l'habit du roi »; que le préfet de police, en plein tribunal, traitait les habitants du Reichsland de « population presque ennemie », et que le Kronprinz félicitait et encourageait les officiers que le scandale de leur conduite avait amenés devant la justice.

En même temps, les journaux poursuivaient pendant plusieurs mois une campagne de dénonciations et de calomnies contre la légion étrangère, nous accusaient d'inonder l'Empire de racoleurs, dépeignaient sous les couleurs les plus noires et les plus mensongères les barbares traitements auxquels étaient soumis les malheureux qui se laissaient séduire par l'appât des soldes qu'on leur promettait. Le 30 avril 1914, au Palais de glace à Berlin, en présence des représentants officiels des Ministres de la marine et la guerre, on voyait sur la scène un légionnaire, — en uniforme, — fusillé par un détachement de la garde prussienne; les figurants étaient des soldats de la garde, sous les ordres d'un sous-officier.

Depuis dix-huit mois, rien n'avait été négligé pour chauffer à blanc les haines, et les matières inflammables avaient été patiemment accumulées de manière que la moindre étincelle suffit pour provoquer l'explosion attendue.

L'Empereur et l'Allemagne oseraient-ils prétendre que c'était pour sauvegarder la paix qu'ils augmentaient démesurément leurs armements, qu'ils envenimaient des incidents sans portée ou qu'ils soulevaient sans prétexte des questions irritantes?

D'ailleurs, nous avons l'aveu formel de leurs projets et de leurs intentions dans le discours du Chancelier au Reichstag, le 2 décembre, dont la naïve impudeur et l'extravagante maladresse ont surpris et choqué même la presse germanique.

La Triple-Entente, a dit le Chancelier, était une œuvre de l'Angleterre, qui voulait s'en servir pour maintenir le principe bien connu de la *balance of power*. — Ni l'Angleterre, ni la Russie, ni la France n'ont jamais dissimulé, bien loin de là, qu'elles défendaient en effet l'équilibre européen, et, que le Chancelier voie dans cette volonté avérée une pensée d'agression, c'est donc que l'Allemagne voulait détruire cet équilibre et lui substituer sa propre domination.

Pour prévenir la guerre, continue M. de Bethmann-Hollweg, il fallait arriver à des accords particuliers avec les Puissances de la Triple-Entente. L'Allemagne l'a essayé : malheureusement elle s'est heurtée en France à l'idée de revanche, entretenue par quelques ambitieux; en Russie, aux fantaisies panslavistes; en Angleterre, au principe politique, devenu avec les années un dogme indiscutable, qu'elle doit être l'*arbiter mundi* et pour cela « assurer l'équilibre des forces continentales, en conservant une suprématie navale incontestable. »

En d'autres termes, si la France, par un acte de contrition, avait abdiqué ses souvenirs et son rôle dans le monde; si la Russie, infidèle à ses plus magnanimes et plus glorieuses traditions, eût livré les Slaves à l'absorption germanique; si l'An-

gleterre, par une sorte de suicide, eût permis à l'Allemagne d'agir à sa guise dans les Pays-Bas, en Belgique, dans les monarchies scandinaves, en Turquie, la guerre eût été évitée. — Nous sommes parfaitement d'accord avec M. de Bethmann-Hollweg.

Malheureusement, continue-t-il toujours avec la même sincérité, si l'Angleterre était disposée à s'entendre avec nous sur diverses questions particulières, elle maintenait le principe essentiel et premier de sa doctrine politique que l'Allemagne doit être tenue en échec dans le libre développement de ses énergies par la *balance of power*.

La question est bien posée, ainsi que l'écrivait très justement le 4 décembre le *Corriere della Sera* : D'un côté les puissances qui croient que l'Univers se compose d'une réunion d'États autonomes qui ont droit à une vie indépendante ; de l'autre, la Germanie qui entend les réduire sous sa direction à une existence subordonnée et incomplète, qui revendique la mission, suivant le témoignage de MM. Ostwald, Dernburg et Cie, d'*organiser* le monde, de le soustraire à l'anarchie dans laquelle il se débat, en le soumettant à l'ordre inflexible que fixera l'Empereur.

Bien coupables à coup sûr sont les Anglo-Saxons, les Slaves et les Latins qui se dérobent à la fortune qui s'offre à eux, et bien à plaindre! *O fortunatos nimium, sua si bona norint!*

Mais n'a-t-on pas le droit de contraindre les imprudents qui nient la vérité et dédaignent leur propre bonheur?

Au début de 1914, un certain Frobenius, dont la personnalité est énigmatique, publiait un écrit de circonstance qui eut quatorze éditions en quelques mois : *l'Heure fatidique de l'Empire*.

La nouvelle Allemagne, disait-il, a eu une enfance

difficile et a été accueillie sans plaisir par un monde dont elle troublait les habitudes. Nous nous sommes présentés fort humblement, sans que nos allures pacifiques nous aient valu autre chose que des camouflets. En voilà assez, changeons de méthode. Le monde s'incline devant le succès, et les sympathies qu'on refuse à notre condescendance, on les accordera à nos victoires. Jamais les chances ne seront aussi favorables. A l'automne 1913, la France a libéré la classe de 1890 et incorporé les classes de 1892 et 1893, il lui faut donc pendant l'hiver 1914 instruire deux classes de conscrits, encadrées dans une seule classe qui n'est elle-même sous les drapeaux que depuis un an, avec des sous-officiers peu nombreux et manifestement insuffisants. En réalité, elle est dans la quasi-impossibilité de faire la guerre. La Russie, dont les effectifs atteignent 1 850 000 hommes en hiver, n'a plus en été que 1 450 000 soldats sous les drapeaux; elle est en pleine crise de réorganisation; ses chemins de fer de Pologne sont à peine entamés, son artillerie est insuffisante et ses arsenaux sont loin d'être au complet. En face de ces adversaires désemparés, l'Allemagne est merveilleusement en forme; les cadres supérieurs ont été rajeunis, les soldats sont entraînés par une caste de sous-officiers, à quoi l'on ne saurait rien comparer dans le monde. Nos arsenaux sont pleins, notre artillerie réserve à nos adversaires de cruelles surprises et nos zeppelins sont des outils de combat autrement redoutables que les aéroplanes dont les Français tirent vanité. Le trésor de Spandau a été porté à 500 millions de francs. La crise de 1911 nous a montré les vices de notre organisation financière; les banques qui, à ce moment là, ont été au-dessous de leur tâche, ont amélioré leurs méthodes, et la mobilisation financière ne nous causera pas plus de mécomptes que la mobilisation militaire.

L'occasion n'a qu'un cheveu : Malheur à qui ne le saisit pas.

Quelques critiques se sont demandé si le nom de Frobenius ne cachait pas un très haut personnage, peut-être le Kronprinz lui-même. — Ce qui est incontestable, c'est que le Prince félicita l'auteur; quel qu'il fût, l'écrivain traduisait fidèlement la conviction des cercles militaires. L'Empereur et les officiers, les hobereaux et les professeurs, les pangermanistes et les libéraux pensaient, comme l'écrivait le *General Anzeiger* de Francfort, le 8 juin 1913, que « décidément on avait tort de croire que les peuples pussent vivre indéfiniment côte à côte dans une concurrence purement pacifique et que, pour vaincre l'opposition des autres nations, une guerre était nécessaire. »

Il ne leur fut que trop facile d'entraîner à leur suite la nation tout entière.

CHAPITRE IV

L'INTOXICATION D'UN PEUPLE

L'Allemagne unie pour la guerre. — La Prusse : son développement historique. — Iéna et la domination napoléonienne. — Les idées maîtresses de l'Allemagne : sa conception de l'État. — Le mysticisme germanique. — Le mensonge de l'Allemagne.

Au commencement du mois d'août, les journalistes en France reçurent le mot d'ordre de mettre la foule en garde contre de dangereuses illusions : La guerre serait longue et difficile. Il fut visible cependant qu'ils n'apportaient pas dans leur mission une conviction très sincère, et les craintes qu'ils affectaient dissimulaient mal une confiance qu'expliquait la situation diplomatique qui nous était absolument favorable. Ceux mêmes qui connaissent le mieux l'Allemagne ne parvenaient pas à se faire une idée exacte de son immense effort de préparation militaire et de la solidité de la machine de guerre qu'elle avait mise sur pied. L'écrasement final de notre adversaire parut alors, non seulement si certain, ce qui était exact, mais encore si aisé qu'une légende tendit à se former d'après laquelle la guerre actuelle serait le coup de tête de quelques forcenés et la folie d'une caste qui, menacée dans ses privilèges, aurait

risqué une partie désespérée. On résuma cette opinion par un mot qui fit fortune : la guerre que nous fait l'Allemagne est une guerre d'officiers.

Assez vite cependant on s'aperçut que, si la masse de la nation n'avait peut-être pas d'avance désiré la guerre, — ce qui encore est plus que discutable, — dans tous les cas, elle l'avait acceptée avec enthousiasme, et qu'une même volonté de domination emportait les soldats et les chefs.

Par une erreur singulière et déplorable, la plupart de nos gouvernants, je dis de ceux qui se disent et se croient de sincères démocrates, sont incapables de mesurer exactement la transformation produite dans les cœurs et les cerveaux par un demi-siècle de liberté absolue et de discussion. Ils continuent à traiter le peuple de France comme un enfant que l'on mène par des racontars et des fables. Ils n'ont pas compris la magnifique leçon de la mobilisation qui n'a pas été seulement un élan d'enthousiasme, mais un acte réfléchi de sacrifice. Ils ne sentent pas que tous nous avons fait un pacte avec la mort et qu'il est puéril, offensant, — et qu'il serait dangereux, s'il était possible que n'importe quel gouvernement compromît le succès, alors que la nation entière a juré de le conquérir — de dissimuler la vérité ou de chercher à surexciter les courages par des inventions plus ou moins saugrenues.

On nous parle ainsi encore quelquefois de soldats allemands poussés au combat l'épée dans les reins et saisissant la première occasion pour jeter leurs armes. La réalité prouve au contraire que les Allemands se battent avec un acharnement farouche et, pour avoir supporté sans se dissoudre les pertes énormes qui lui ont été infligées, il faut bien que leur armée soit maintenue à la fois par une discipline de fer et par une ardente conviction. En dépit de toutes

les anecdotes suspectes ou insignifiantes de quelques reporters, reconnaissons que nous avons en face de nous, non un gouvernement, mais un peuple, non une caste, mais l'ensemble de la nation, non pas seulement la Prusse, mais l'Allemagne entière.

Est-ce à dire cependant qu'il soit complètement faux de prétendre que la guerre actuelle est avant tout une guerre d'officiers et que la responsabilité première en remonte à la Prusse, non à l'Allemagne? — Pas le moins du monde. La Prusse a été le levain guerrier qui a soulevé la masse de l'Empire; chez les Junkers des provinces orientales — au delà de l'Elbe — s'est conservé le ferment de haine et de violence qui a peu à peu contaminé le reste de l'Empire. Naturellement, l'action de ce ferment n'aurait été ni aussi générale, ni aussi profonde, si elle n'avait été favorisée par quelques instincts primordiaux de la race germanique. Mais, sans cette infection extérieure, il n'est pas évident que ces instincts eussent pris la même direction ni atteint la même intensité.

Si l'on veut essayer de comprendre l'évolution morale qui a rendu possible le conflit actuel et qui explique la marche générale de la politique de Guillaume II en même temps qu'elle a été précipitée et accentuée par cette politique, on est tout naturellement amené à étudier par quel concours de circonstances Berlin est devenu un noyau de gangrène militariste, et comment le mal a peu à peu envahi le reste des populations germaniques.

C'est un lieu commun que la guerre est l'industrie nationale de la Prusse. En 1870, Fustel de Coulanges, dans un article souvent cité depuis, la comparait à la Macédoine. Seulement, la Macédoine fut très vite absorbée par la Grèce qu'elle avait soumise, tandis que c'est la Prusse qui a absorbé l'Allemagne. On a essayé d'expliquer le caractère belliqueux du groupe

prussien, soit par la nature essentiellement batailleuse des populations établies sur les bords de la Baltique, soit par la vitalité plus agressive des races mixtes qui, sorties du mélange de peuples voisins et ennemis, seraient toujours remarquablement douées pour la lutte. Il n'est peut-être pas indispensable d'invoquer les mystères de la biologie à propos d'un fait que l'histoire explique si aisément. La Prusse est une colonie saxonne établie sur territoire slave. A toutes les époques, les colons se recrutent parmi les hommes les plus solides et les plus audacieux, et les périls continuels auxquels ils sont condamnés développent encore leurs qualités natives. Vers les marches orientales de la Germanie, dans les landes peu favorisées par la nature, où l'Elbe, l'Oder et leurs affluents errent au milieu de marécages et de sables, sous un climat rude et triste, sur un sol maigre et pauvre, la race s'est trempée à la fois par les combats séculaires qu'elle a soutenus contre les Slaves et par la bataille quotidienne qu'elle a livrée à la nature. Elle s'est renforcée des éléments supérieurs des tribus vaincues en même temps qu'elle s'enrichissait par l'apport constant des divers clans allemaniques qui envoyaient à la frontière leurs fils les plus robustes et les plus ambitieux. Énergique et hautaine, endurante et opiniâtre, elle a le mépris des païens qu'elle a dépossédés. « Nous sommes le sel de la terre », dira Guillaume II; c'est déjà la pensée des croisés qui, du XIe au XIVe siècle, font à la fois leur fortune et leur salut en exterminant les Vendes et les Obotrites.

Une colonie dans un pays conquis sur une population qui longtemps ne se console pas de son expropriation, c'est une armée en campagne. Les rudes combattants de la Marche de Brandebourg ne seront pas toujours des courtisans très dociles, et les Électeurs de Brandebourg ne dompteront leur superbe

qu'après des luttes acharnées. Seulement les révoltes de ces soudards sont la manifestation d'une exubérance de force, non l'expression d'un besoin moral de liberté. Au premier signal d'alarme, les rebelles, oublieux de leurs griefs, se rangent autour de la bannière du chef, et leur dévouement est proportionné au butin qu'il leur offre et au péril qu'il leur assigne. A condition de ne pas froisser par trop directement les intérêts de leurs compagnons d'armes, les Hohenzollern trouvent en eux une pépinière inépuisable d'officiers et d'administrateurs. Depuis Treitschke, l'usage s'est répandu d'admirer sans réserve les services éminents rendus à la patrie par ces bureaucrates et ces lieutenants qui forment comme l'ossature du royaume, et il est vrai qu'ils sont ponctuels, attentifs et probes. Leurs subordonnés pourtant, qu'ils traitent de haut, ne les aiment guère, et leurs vertus mêmes sont revêches et médiocrement fécondes. Plus capables de ténacité que d'invention, leur méthode manque de souplesse et, à diverses reprises, toute leur fidélité n'aurait pas sauvé la Prusse, si elle n'avait été secourue dans ses détresses par les volontaires accourus de tous les points de l'horizon.

Grandis dans la même atmosphère que leurs serviteurs, sortis du même milieu, les souverains ont des qualités analogues, l'habitude de la discipline, le goût du travail, de l'épargne et du gain, l'orgueil de leur race et de leur mission. L'imagination ne les tourmente guère, si ce n'est celle du butin proche, et ils n'entreprendront jamais, comme nos souverains, des guerres de munificence; ils collectionnent les thalers plutôt que les tableaux et ils n'estiment les arts que dans la mesure où ils servent leurs desseins. Le type dans lequel s'incarne la famille, c'est Guillaume Ier, consciencieux, appli-

qué, têtu, qui, au milieu des plus splendides bénéfices, — et des plus imprévus, — n'oublie pas les petites économies où il trouve peut-être plus de plaisir, qui se regarde comme le fondé de pouvoirs de la Providence, chargé par elle de dépouiller l'Autriche catholique et la France athée, et qui, Empereur malgré lui, ne se sentira jamais véritablement à l'aise que dans sa capote râpée de colonel prussien.

On a remarqué souvent qu'il n'y a pas au monde d'histoire plus ennuyeuse que l'histoire de Prusse. Même traitée par des hallucinés tels que Droysen ou Treitschke, elle lasse bien vite l'attention et, à lire ces monotones chroniques, il n'est pas jusqu'au spécialiste que n'envahisse une invincible somnolence. C'est que c'est une histoire purement militaire et administrative, que n'éclaire aucune pensée généreuse, que n'illumine aucun rayon de pure lumière. Nos souverains n'ont certes pas toujours été bien inspirés et nous avons souvent payé cher leurs imaginations paradoxales; mais que de fantaisie, chez eux, de grâce et d'héroïsme! Combien, à côté, les Annales prussiennes, — et ce sont bien en effet des Annales plutôt qu'une Histoire, — sont fastidieuses et plates! On y goûte le même plaisir qu'à feuilleter les livres de comptes d'un financier plus ou moins scrupuleux qui, à la fin de l'année, rend hommage à la vertu en plaçant quelques milliers de francs en valeurs de tout repos. Je ne nie pas que cette lecture n'offre quelque charme pour les héritiers. Mais les autres! Qu'est-ce que le monde doit à la Prusse? En quoi le capital social de l'humanité serait-il diminué si elle n'avait pas existé? Guillaume II a déclaré un jour que, suivant lui, le plus grand Allemand de son temps, était Zeppelin. Le plus populaire de tous les noms en Prusse, c'est incontesta-

blement ce vieux pandour de Blücher. Ces choix sont caractéristiques. Dis-moi qui tu adores, je te dirai qui tu es.

Je n'entends nullement dénigrer les vertus maîtresses de la vieille Prusse, la discipline, l'intelligence avisée, l'économie, le dévouement à l'État, la persévérance; ce sont elles qui fondent les bonnes maisons. Mais, si elles sont utiles partout, — et même indispensables, — elles ne suffisent nulle part. Notre condition humaine est d'ailleurs si misérable que nos vertus, si nous ne les surveillons pas, dégénèrent bien vite en défauts. L'économie se transforme en avarice et en cupidité; la méthode, en étroitesse d'esprit et en absence de critique; la persévérance n'est plus que de l'entêtement, la discipline que de la servilité, et le dévouement à l'État sombre dans un fanatisme politique aussi dangereux et moins noble que le fanatisme religieux.

A Berlin, ce fanatisme politique qui était la résultante d'une longue évolution, fut exalté par la catastrophe d'Iéna et la domination napoléonienne. L'écroulement de la Prusse en 1806 provoqua chez les dévots des Hohenzollern une réaction d'autant plus furibonde qu'ils étaient encore tout échauffés des succès de Frédéric II. Pour faire face à l'Europe coalisée contre lui et soutenir l'échafaudage chancelant de la grandeur factice de la monarchie, il avait tendu jusqu'à l'excès les liens du gouvernement et porté à son paroxysme la passion dynastique. Sous son règne, la Prusse était une Sparte et il croyait ses sujets assez récompensés si, en échange des sacrifices incessants qu'il réclamait d'eux, il leur offrait la joie abstraite de servir sous un maître victorieux et de travailler avec lui à fonder un grand pays.

Cette joie de la domination, même quand elle

s'exerce par procuration, est une des plus vives qu'il soit donné à l'homme de ressentir; nous en avons la preuve dans l'histoire de l'ordre des Jésuites. Aussi est-il facile de se représenter l'ivresse de désespoir où s'abima la *jactancieuse* armée prussienne après les succès foudroyants de Napoléon. Dans un pays où l'État avait absorbé toutes les énergies et concentré toutes les espérances, où il était la seule religion véritablement vivante, ce fut une atroce douleur, et il n'y avait certainement aucune exagération dans le cri d'angoisse d'un des hommes qui préparèrent plus tard le relèvement : plutôt mourir mille fois que de revoir cela.

Quand l'hiver et les Russes eurent détruit l'armée française, a écrit Henri Heine, les Prussiens se soulevèrent. En dépit de toutes les pieuses légendes, il est parfaitement certain qu'ils n'eussent jamais réussi à ébranler la domination de Napoléon sans ses folies et les désastres qu'elles déterminèrent. Du moins, ils avaient attendu et appelé l'heure de la délivrance, ils avaient préparé l'insurrection et ils achevèrent le triomphe commencé par Alexandre I[er].

La crise, où avait failli sombrer la Prusse, aboutit en dernière analyse à marquer plus profondément l'empreinte qu'elle devait à son histoire; plus que jamais, elle se persuada que la gloire militaire est supérieure à toutes les autres; que le peuple élu est celui qui, par la force, sait imposer sa volonté; que la Prusse est la nation reine et que les races mineures n'ont qu'à s'incliner sous son sceptre.

Pendant tout le XIX[e] siècle, ces idées, d'abord instinctives et confuses, prennent une forme plus précise; elles se coordonnent en système, se haussent en philosophie de l'univers, se résument en credo dont l'autorité pénètre peu à peu les cerveaux les plus obtus.

L'évolution des doctrines politiques en Allemagne a donné lieu à une série d'études dont plusieurs sont pénétrantes et perspicaces, mais dont aucune n'a épuisé le sujet, qui est immense. Sans entreprendre ici un travail qui, pour être complet, exigerait de très longs développements, il est indispensable d'esquisser quelques traits essentiels de cette histoire.

Ceux des ancêtres qui me paraissent avoir eu l'action la plus intense sur la formation d'une conception politique et sociale qui a submergé peu à peu l'âme des dirigeants de l'Allemagne et qui, par une infiltration continue, a façonné la pensée de la nation entière et est devenue comme la cheville ouvrière de son mouvement, sont en premier lieu Machiavel et Joseph de Maistre. Au premier, les Allemands ont emprunté le culte de la *virtù*, — dans le sens de la Renaissance italienne, — l'adoration de l'énergie, la vénération du succès, la glorification de la force, qui trouve sa justification en elle-même, en dehors du but poursuivi et des moyens employés. A Joseph de Maistre, ils doivent l'amertume de leur pessimisme, leur incurable mépris pour la nature humaine, que ses instincts éternels et ses passions indomptables condamnent à un avenir indéfini de combats et de violences, — aussi la hautaine présomption de l'esprit de caste, qui voit dans la foule une poussière d'individus, incapables de réflexion et indignes de liberté, matière et non objet de l'histoire.

Les idées maîtresses, les idées forces, suivant l'expression de Fouillée, que Machiavel et Joseph de Maistre ont fournies au XIXe siècle, ont été reprises, commentées, amplifiées par presque tous les écrivains qui ont agi sur l'esprit allemand depuis Fichte jusqu'à Nietzsche, en passant par Clausewitz, Hegel,

Moltke et Treitschke. Le rapprochement seul des noms de ces écrivains qui ont été tour à tour les « maîtres de l'heure », les éducateurs de la jeunesse, provoquera sans doute quelque surprise ; il est certain que leur génie et leurs doctrines ne s'accordent guère et qu'on ne les groupe pas sans une apparence d'arbitraire. Les plus grands d'entre eux d'ailleurs ont plusieurs fois varié dans leurs affirmations et ils ne sont pas arrivés du premier coup à un système définitif et coordonné. Les disciples de Hegel, très différents entre eux, tout en se prétendant avec une égale bonne foi les fidèles interprètes de sa pensée essentielle, ont abouti ainsi à des conclusions radicalement opposées, et il y a, semble-t-il, une invraisemblance criante à signaler un des prophètes du militarisme prussien dans Nietzsche dont les œuvres fourniraient aisément la matière du réquisitoire le plus âpre et le plus cinglant contre l'Allemagne bismarckienne.

Mais, en histoire, ce qui importe, c'est moins la pensée intime d'un écrivain que l'interprétation qu'en donnent les lecteurs et la traduction souvent infidèle de son enseignement par ses adeptes. Au point de vue qui nous occupe, la doctrine des philosophes allemands, si obscure souvent, toujours si ondoyante et si complexe, nous intéresse uniquement par la façon dont elle fut sentie et vécue. Un poème, — et un ouvrage de métaphysique est-il jamais autre chose qu'un poème? — n'est guère moins la création du lecteur que de l'auteur. Un paysage, répète-t-on souvent, est un état d'âme ; de même un livre n'agit sur nous que dans la mesure où il nous traduit et nous explique nos croyances obscures et nos désirs inconscients. Ce que nous y cherchons, c'est nous-mêmes, et les étudiants ou les officiers qui, par milliers, se sont penchés sur les pages ardentes ou les

nébuleuses abstractions de Clausewitz ou de Hegel, de Nietzsche ou de Moltke, leur demandaient avant tout de marquer d'un trait plus lumineux la réponse qu'ils apercevaient eux-mêmes à l'énigme de la vie, sans arriver à en déterminer la formule précise. « Le problème de toute philosophie, écrit Hegel, est de donner l'intelligence de ce qui est »;... elle ne prétend ni prévoir ni enseigner l'avenir; elle arriverait toujours trop tard : « elle ne fait que refléter le monde par la pensée, et elle ne peut donc venir qu'après que le monde est déjà formé et tout achevé ». « Le grand homme prononce le mot », et tous après lui le répètent. Mais ils ne le répètent que parce qu'ils le poursuivent depuis longtemps et qu'il était sur toutes les lèvres, qui ne parvenaient pas à le prononcer distinctement.

Les Allemands de nos jours ont ainsi choisi dans l'enseignement de Fichte, de Clausewitz, de Hegel, de Moltke, de Treitschke et de Nietzsche, ce qui répondait à leurs besoins et à leur caractère, tels qu'ils avaient été modelés par l'histoire et la nature, et qui leur était en quelque sorte familier d'avance.

La formation de la monarchie prussienne, écrivait dès 1867 Cherbuliez, un des hommes qui ont le mieux connu l'Allemagne, « est un phénomène unique dans l'histoire; il n'est pas en apparence de création politique plus factice, où la volonté et le dessein de l'homme aient eu plus de part ». L'État brandebourgeois n'est pas la production spontanée de la nation; cette nation n'existe qu'en fonction de l'État. Les historiens d'outre-Rhin répètent volontiers que les Français n'ont ni le goût, ni le sens de la liberté, et que le Parlementarisme est sorti des forêts de la Germanie. La thèse est plus que contestable. Dans tous les cas, il y a longtemps que les descendants

d'Arminius ont égaré leurs titres. « Le peuple allemand tout entier, écrit Karl Wiegand, sans en excepter les plus farouches démocrates, souffre encore d'un mal très grave, très profond, et probablement incurable : le manque d'indépendance morale et comme un besoin absolu d'asservissement. On peut dire que l'Allemagne de tout âge et de toute condition est toujours au port d'armes, les pieds joints. » Nous sommes moins sévères que M. K. Wiegand pour ses compatriotes et nous espérons bien que leurs entraves les gêneront un jour et qu'ils les rejetteront; mais, il n'est pas sûr que le moment de cette émancipation soit proche. « Un caporal à droite, un caporal à gauche, écrivait encore Cherbuliez. Nombre de Prussiens, après avoir quitté le service, restent toute leur vie encadrés et alignés. Regardez-les marcher, écoutez-les parler; les deux caporaux sont toujours là. »

« La servitude, a dit Vauvenargues, abrutit l'homme au point de s'en faire aimer. » Les Allemands ne se contentent pas d'aimer leur servitude; ils veulent convaincre les autres et surtout se démontrer à eux-mêmes que leur asservissement est conforme aux lois universelles et qu'en abdiquant leur raison, ils prouvent la supériorité de leur pensée. C'est pour cela qu'ils adoptent avec tant de passion les théories de Fichte et de Hegel sur l'État, qui, après tout, ne sont que l'amplification métaphysique des traditions de l'antiquité grecque. — L'individu en soi ne compte pas, son rôle unique est de préparer la formation de l'État qui est la réalité de l'Idée et de la Volonté morales; rien de plus vide et de plus plat que la théorie franco-anglaise qui veut réduire l'État au rôle de protecteur des droits individuels. Les éléments qui le constituent s'absorbent et s'anéantissent en lui; sa mission est divine, puisque c'est par

l'État seul que l'Absolu prend de plus en plus conscience de lui-même et que le progrès s'accomplit. Ce n'est pas une abstraction, mais un être réel, avec le droit et le devoir de se conserver et de s'étendre et, pour cela, de créer les conditions nécessaires à sa durée et à son développement. Il n'y a de vie morale possible que par l'État, et la preuve, c'est que, partout où la vie publique devient moins intense et où les exigences de l'État diminuent, la moralité décroît ; l'homme n'est grand que par le sacrifice, la personnalité du citoyen ne se prouve que par son abdication et l'existence n'acquiert de sens et de prix qu'en se renonçant dans une entité qui est nous, tout en étant supérieure à nous.

Assurément j'aime la paix, disait Frédéric II, les agréments de la société et les joies de la vie; moi aussi je désire autant qu'homme au monde être heureux; mais je ne veux pas acheter ces biens par la bassesse et le déshonneur. — Qui ne voit par conséquent que le bonheur suprême est d'appartenir à un État conquérant et qu'il n'est pas de plus lamentable faiblesse que de se laisser reléguer dans le troupeau des nations banales, puisque c'est dans l'État, *ce Dieu vivant*, que s'incarne le vrai moi, et qu'il est comme l'essence de l'individu qu'il arrache à son égoïsme pour l'initier à la vie rationnelle. Il est le grand éducateur et il est le grand dispensateur de joie; par lui nous échappons au sentiment de notre petitesse et nous acquérons ce qui est le plus ardent de nos vœux, la persistance de notre action et la permanence de notre volonté. Le citoyen abdique ses droits, mais pour ceindre la couronne royale. Le surhomme, dit Nietzsche, qui ici rejoint Hegel, est celui qui, dur pour lui-même autant que pour les autres, indifférent aux plaisirs vulgaires, n'a d'autre loi que de chercher à se surmonter et trouve sa

volupté suprême dans le renoncement de sa personnalité.

Il serait puéril de contester qu'une semblable déification de l'État, si elle conduit facilement à des conséquences odieuses, engendre aussi de redoutables vertus. La vie à Sparte était probablement sans joie, et les voisins de la vieille république de Lycurgue ne remercièrent sans doute jamais les Dieux qui l'avaient installée sur leurs frontières. Je ne vois pas bien pour ma part ce qu'elle a laissé au monde...... si ce n'est quelques légendes héroïques et quelques morts glorieuses. Ce n'est pas indifférent, et le sacrifice de Léonidas rachète sans doute bien des perfidies et des cruautés. N'oublions pas cependant que son dévouement n'a pas sauvé la Grèce, mais Salamine, qui fut l'œuvre de l'Athénien Thémistocle.

Je n'admets pas le moins du monde que tout comprendre, ce soit tout pardonner. Mais j'admets bien moins encore que la juste haine que doivent nous inspirer les stupides fureurs et les crimes odieux de nos adversaires doivent nous rendre aveugles à leurs mérites et à leur héroïsme. Le culte de l'État a développé en Prusse une classe violente, âpre au gain, impitoyable, indifférente au scrupule, étrangère à toute idée de justice ou d'humanité, vaillante aussi, obstinée dans le labeur et la souffrance, grande dans l'effort et le sacrifice. Il est indispensable de la contenir, il sera peut-être nécessaire de la supprimer, je veux dire de la placer dans des conditions telles qu'elle ne soit plus en état de nuire; mais avant de succomber, il ne faut pas s'étonner qu'elle effraie le monde par les secousses d'une terrible agonie.

C'est que les Allemands sont des fanatiques, que leur culte de l'État a pris les allures d'une religion, et que l'adhésion intellectuelle qu'ils avaient prêtée aux syllogismes de Hegel s'est peu à peu transformée

en une frénésie de passion. L'histoire, en préparant en eux des serviteurs disciplinés et méthodiques, n'a pas supprimé un des côtés fondamentaux, et probablement le trait distinctif de leur nature primordiale, le mysticisme. Il est moins apparent sans doute chez les Prussiens, que la nécessité a tenus courbés sur la glèbe, et l'on n'en trouve guère de traces chez les fondateurs de la puissance des Hohenzollern; Guillaume Ier pourtant était le frère de Frédéric-Guillaume IV, l'esprit le plus fumeux et le plus forcené qu'il soit possible d'imaginer, et Guillaume II tient plus de son grand-oncle que de son grand-père.

Un des thèmes que reprennent le plus volontiers aujourd'hui les journalistes dans l'embarras, c'est que Mme de Staël n'a rien compris à l'Allemagne et qu'elle nous en a tracé un tableau absolument fantaisiste. Peu s'en faut qu'on ne la rende responsable des erreurs de la diplomatie de Napoléon III et des défaites de Bazaine. Il va sans dire que ces rigoureux accusateurs n'ont jamais lu le volume de Mme de Staël, et ils ont eu raison, parce qu'ils sont visiblement incapables d'en saisir la portée. Le livre « de l'Allemagne » a été composé très vite et il fourmille d'erreurs de détail, ou, ce qui est pire, de vérités approximatives; il n'en demeure pas moins un livre d'une merveilleuse intelligence et aucune lecture n'est plus suggestive et plus féconde, à condition bien entendu que nous nous souvenions combien les mêmes tendances fondamentales se transforment sous la pression des conditions extérieures.

Retenons-en avant tout que les Allemands sont essentiellement un peuple sentimental, je veux dire que le sentiment les domine et les mène. De là, leur opposition radicale, fondamentale, irrémédiable, avec les Latins qui sont avant tout un peuple intellectuel. Chez nous, le mobile de l'action est toujours l'idée

qui s'enflamme en passion ; chez eux, c'est la passion qui se cristallise en idée. Leurs convictions ne naissent pas de l'adhésion réfléchie de leur raison à une vérité démontrée ; elles leur sont imposées par un besoin impérieux du cœur ; aussi prennent-elles immédiatement la forme d'axiomes dont ils n'admettent pas la discussion. Ils n'éprouvent ni le besoin de les définir clairement, ni la nécessité d'en établir la vérité, parce qu'elles sont comme les *catégories* de leur esprit. Ils procèdent par affirmations, sans s'apercevoir que ces affirmations ne sauraient avoir de sens que pour eux-mêmes et qu'elles produisent chez les autres un sentiment de ridicule. Ils ne démontrent pas, ils voient. Ils vivent dans un éréthisme cérébral qui les élève au-dessus des contingences et les met en contact direct avec l'esprit du monde et la vérité universelle. Ils contemplent Dieu face à face, sans que leur regard se trouble, parce que ce Dieu n'est que le reflet de leur imagination exaltée.

Luther, qui résume vraiment en lui les traits distinctifs de la race, écarte d'un geste souverain les intermédiaires qui voudraient s'interposer entre le fidèle et son rédempteur. Gœthe, qui raille volontiers l'enthousiasme éperdu de ses compatriotes, soutient pendant sa vie entière le combat de Jacob contre l'Ange et poursuit sans lassitude la résolution de la formidable équation de la destinée humaine.

Le génie germanique trouve son expression adéquate et admirable dans la métaphysique et la musique, qui ne sont l'une et l'autre qu'un effort pour saisir l'impénétrable et pour traduire l'infini. Les grandes époques de l'Allemagne sont les siècles de romantisme, au moyen âge ou à l'époque moderne. Nos grands écrivains sont des moralistes et des orateurs ; les siens sont des lyriques. Nous aimons dans

nos maîtres la pénétration psychologique, le sens de la réalité, la mesure et la finesse, conditions indispensables de la vérité humaine; ils apprécient chez les leurs la profondeur et la complexité, l'incohérence sublime, la fantaisie inquiétante.

Ils reprochent à notre littérature d'être une littérature de salon, il serait plus juste de dire que c'est une littérature sociale. Comme nous nous piquons d'aimer le bon sens et la raison, nous évitons les excès et nous sentons que l'imprudence de l'expression altère facilement les propositions les mieux fondées; nous avons le sentiment très vif que l'esprit humain est borné, que notre or le plus pur contient toujours quelque alliage, que nos adversaires n'ont pas entièrement tort, et nous ne nous croyons pas autorisés à leur imposer notre foi. Rousseau a eu ses fanatiques parmi nous, mais ils n'ont jamais été qu'une chapelle, et Voltaire est avec Rabelais le vrai patron de notre église.

Les convictions sentimentales ne sont d'habitude ni modestes, ni timides; elles étalent fièrement des programmes intransigeants et elles se plaisent par leur outrance à scandaliser les hérétiques et même les indifférents. Tout mystique est par définition un martyr ou un inquisiteur. Ce n'est pas un savant consciencieux et paisible qui expose avec réserve une thèse dont il limite la portée; c'est un prophète qui, du haut du Sinaï, ordonne au peuple de courber la tête sous la vérité révélée.

Sous ces inspirations sibyllines, la thèse juridique de Fichte et de Hegel est devenue un nationalisme apocalyptique. L'État désormais est une entité démoniaque dans laquelle palpite et bouillonne l'esprit d'un groupe ethnique. Une nation n'est pas, suivant la définition des révolutionnaires français, la libre association de citoyens rassemblés par le désir de

poursuivre en commun leurs destinées, mais le groupement divin des descendants d'une race que distinguent son génie propre, ses instincts obscurs et permanents, ses besoins immuables, sa volonté de durer. De ces races, quelques-unes, désignées par leurs qualités supérieures, sont appelées à conduire en avant l'humanité et à exprimer l'Esprit divin qui prend de plus en plus conscience de lui-même. Entre toutes, la mieux douée, celle à qui a été réservée la plus haute mission, c'est la race germanique, seule capable de progrès indéfinis; à elle appartient l'Univers, parce que l'Univers ne saurait trouver de meilleur guide. *Deutschland über Alles*.

Quels sont les devoirs de l'État? demande le professeur Ostwald : assurer la sécurité des citoyens, travailler à leur développement intellectuel, améliorer leur condition matérielle : armée, sciences, richesses. — Or, quelle est la plus solide armée du monde? — L'armée prussienne. — Où sont les Universités les plus actives et les plus vivantes? — En Allemagne. — Où l'industrie et le commerce se sont-ils développés le plus magnifiquement? — En Allemagne. — Le monde ne saurait donc trouver de meilleurs maîtres et, s'il refuse de le reconnaître, il n'y a qu'à le ployer par la force sous une tutelle nécessaire.

L'Évangile germanique a reçu sa forme définitive dans les années qui ont suivi la défaite de la France, et il a eu son prophète le plus complet dans Treitschke. — J'écrivais en 1906 : « Quand on l'entendait à Berlin, on était d'abord surpris de son débit saccadé par de profondes respirations, et on avait grand'peine à se retrouver dans ses phrases coupées à la diable; mais on éprouvait une sorte d'épouvante à voir le respect dévotieux avec lequel l'écoutait un auditoire frémissant. Qu'on était loin du temple sacré de la science! On se fût dit transporté dans un mystérieux sanc-

tuaire où des adeptes hypnotisés recevaient les oracles d'une farouche et implacable divinité.

« Il leur disait que l'Allemagne est la seule nation pure et noble, qu'elle porte dans ses mains le flambeau de la civilisation, qu'elle a pour mission de préparer à l'humanité une ère nouvelle dont la race germanique sera la lumière et la sève. » C'est de la Germanie qu'est sorti tout ce que l'humanité a produit de grand et de noble, la Chevalerie et les Communes, les Croisades et l'Art Gothique, la Réforme et la Science moderne. C'est de son sang que sont nés Conrad et Barberousse, Othon le Grand et Frédéric II, Hildebrand et Innocent III, Dante et Shakespeare, Copernic et Kant, Christophe Colomb et Gutenberg. Quand elle se tait, l'univers désemparé cherche à tâtons sa voie; quand sa puissance faiblit, l'anarchie règne et les peuples se lamentent dans la misère et le chaos.

Malheur à ceux qui, dans leur aveugle stupidité, se risquent à lui barrer la route! Malheur à elle, si elle se laissait arrêter par de vulgaires scrupules! Le devoir suprême de l'État est de conquérir la puissance; de tous les vices publics, le plus coupable et le plus honteux, c'est la faiblesse; la plus basse trahison est celle de la race qui ne donne pas sa pleine mesure, quelque prix qu'il en coûte à elle-même ou aux autres. Il est absurde de prétendre lier l'État par de fallacieuses conventions morales ou des traités; ne lui demandez pas, quand il est en lutte avec des adversaires, de commencer par consulter l'Évangile; son seul Évangile, c'est la nécessité de la victoire; les traités ne sont signés que sous la réserve qu'ils ne gêneront pas son action et ils sont caducs du jour où ils ne répondent plus à ses besoins. Les règles de la morale et de la pitié ne sont que les bastions derrière lesquels les faibles et les lâches abritent leur

misère. L'insolence est divine et la victoire est sainte; la guerre emporte l'homme au-dessus de lui-même, le guérit de son égoïsme mesquin, le sauve de la cachexie qui résulte de l'indolence et des pauvres soucis de la vie quotidienne; seule elle nous donne la sensation de notre vie réelle, qui est la vie éternelle de la race; elle déblaie le sol des décombres du passé et elle efface les nations dégénérées et médiocres qui ne sauraient réclamer le même droit à la vie que les peuples vigoureux et puissants; elle est « la félicité suprême de l'humanité », puisque par elle celle-ci s'achemine à un état supérieur. On a reproché à Bismarck d'avoir dit : la force prime le droit, et il a eu la puérilité de s'en défendre; en réalité, il n'avait exprimé qu'une tautologie : la force crée le droit, ou plus exactement la force est le droit. L'être le mieux doué, le plus énergique, qui a le désir le plus intense de vivre, a par cela même le droit de vivre aux dépens des êtres inférieurs. La biologie le démontre, l'histoire le prouve, la morale le commande, l'Évangile l'ordonne : Je suis venu apporter non pas la paix, mais l'épée.

Nietzsche développera la même thèse en y ajoutant seulement cette fraîcheur de poésie et cet éclat de style que l'ardeur de sa foi n'avait pas suffi à donner à Treitschke :

« On vous a dit jadis : Heureux les débonnaires, car ils hériteront de la terre; — mais moi, je vous dis : Heureux les vaillants, car ils feront de la terre leur trône.

« On vous a dit : Heureux les pauvres d'esprit; — mais moi je vous dis : Heureux ceux dont l'âme est haute et l'esprit libre, car ils entreront au Walhalla.

« On vous a dit : Heureux les pacifiques; — mais moi je vous dis : Heureux les belliqueux, car on les

appellera, non les fils de Jéhovah, mais les fils d'Odin, qui est plus grand que Jéhovah ! »

Comme Nietzsche, Treitschke, dans ses pesants volumes, chantait à l'Allemagne le cantique de la vie dionysiaque, de la vie surabondante, exaltée et triomphante, qui fleurit sur les ruines et s'engraisse du sang des vaincus.

Rien ne m'a jamais paru plus singulier que l'aveugle crédulité avec laquelle nombre de badauds respectables, en France ou à l'étranger, prenaient au sérieux l'école historique allemande. Très jeune encore, j'ai été guéri de mes illusions à cet égard par mes études sur la Bohême ; il m'a été alors donné de saisir sur le vif les procédés étranges de cette érudition qui se couvre de méthodes prétendues scientifiques et fait parade d'impartialité pour fausser les documents les plus clairs, altérer les textes ou tirer les conclusions les plus extravagantes des données qu'elle est forcée d'admettre. Nulle part n'apparaissent mieux les conséquences de ce sentimentalisme passionné qui caractérise les Allemands. Le fanatisme n'est en somme que la volonté frénétique d'imposer aux autres une conviction que l'on est incapable de démontrer : *credite quia absurdum*.

De là, la tendance à ergoter, le goût de la subtilité, la facilité à prendre au sérieux des arguments dont l'inanité réelle saute aux yeux des moins perspicaces, en un mot l'habitude inconsciente et comme le besoin du mensonge. Nulle part, l'esprit critique n'est moins développé qu'en Allemagne, parce qu'il a pour condition la défiance de nous-mêmes, la surveillance constante de notre volonté sur nos instincts, la perpétuelle maîtrise de soi. Les Allemands les plus affinés sont absolument hors d'état de saisir le sens de la célèbre parole : rien n'est plus dangereux que de supposer qu'une chose existe parce que nous désirons

qu'elle soit. La « mégalomanie concupiscente » dont ils sont atteints, suivant l'expression pittoresque de M. Beaunier, annihile chez eux les facultés de raisonnement et d'examen. M. J. Varlade, dont les sympathies pour l'Allemagne sont évidentes, écrivait en 1912 : la foule de Berlin donne l'idée de « gens résolus à jouir sans attendre, à s'amuser constamment, violemment, à faire de l'effet, de gens enfin qu'une force irrésistible débride et pousse à toute vitesse vers les extrémités du plaisir, de la vanité et vers l'argent ».

Ces Berlinois, qui se ruent vers la fortune et les titres, ne sont que la monnaie de billon des moralistes (?) qui prêchent à leur peuple le culte de la force et la sainteté du vol, et, pas plus que les disciples, les maîtres ne regardent aux procédés. Echter Hamburger Champagner, lit-on dans toutes les gares d'outre-Rhin; véritable Champagne de Hambourg. — Jamais je n'ai pu faire comprendre à un Allemand ce qu'il y a de ridicule dans cette annonce. Jamais un savant d'outre-Rhin ne sentira que certaines affirmations, par leur puérilité et leur invraisemblance, le compromettent et le discréditent. Ce n'est pas une métaphore de dire que leur foi les aveugle. Avec une assurance déconcertante, ils continuent à soutenir que les Belges ont attaqué l'Empire, que nos francs-tireurs crèvent les yeux à leurs blessés et que la cathédrale de Reims est intacte! Mais cependant les photographies! — Que signifient des photographies! N'est-il pas avéré que les Allemands ont été choisis par Dieu pour accroître la beauté de la vie, que ce sont leurs artistes qui ont élevé les cathédrales gothiques, qu'aucun peuple n'a un sentiment religieux aussi intense et aussi pur. Donc il n'est pas possible que nos soldats aient commis les forfaits et les actes de vandalisme qu'on leur attribue. — A dis-

cuter avec un fou, dit le proverbe, le sage perd sa raison.

Malheureusement, la folie est contagieuse et les thèses les plus absurdes, quand elles sont répétées pendant un temps assez long, — et avec une conviction suffisante, — produisent d'abord une certaine hésitation chez les adversaires timides, puis, chez les snobs, les distraits ou les indifférents, une manière d'adhésion.

Cramb, professeur d'histoire moderne à Londres, quelques mois avant sa mort, exposait à ses élèves les causes profondes qui ont abouti à la guerre actuelle. On a réuni ces leçons dans un livre, « Angleterre et Allemagne », qui a eu du succès, puisqu'il n'a pas eu moins de sept éditions au mois de septembre dernier. Le trait le plus curieux de cet ouvrage, c'est sans contredit l'involontaire et respectueuse sympathie avec laquelle il analyse les doctrines scélérates des Allemands d'aujourd'hui et qui filtre à travers les sévérités de ses conclusions. Preuve singulière et redoutable de l'autorité usurpée même sur des esprits éclairés et prévenus par la persistance et l'audace des aphorismes les plus vides et les plus manifestement faux. Il n'y a pas de pierre si dure qu'on ne finisse par la percer, si l'on frappe avec assez de persévérance.

Les théories de Treitschke et de ses émules qui auraient pu n'être que le paradoxe sans lendemain de chauvins de la chaire, sont devenues malfaisantes et redoutables, parce que, depuis un demi-siècle, elles ont été sans cesse ressassées par un nombre toujours croissant de séides, qu'elles ont suscité des dizaines et des centaines de néophytes qui ont, comme autant d'échos sonores, renvoyé aux quatre coins de l'horizon les éclats de la trompette guerrière. Le refrain de la littérature germanique, le texte de tous les sermons,

le mot d'ordre de toutes les écoles, c'est partout et toujours *Deutschland über Alles*. Les étrangers n'aiment pas mes œuvres, disait Treitschke, et je m'en réjouis, parce que je n'écris pas pour eux; je suis allemand et je ne cherche à plaire qu'aux lecteurs allemands. — Si l'on se demande loyalement ce que l'Allemagne dans les cinquante dernières années a donné au monde, lesquels de ses écrivains ont mérité une autorité tant soit peu durable sur la pensée européenne, on s'aperçoit que son influence a été nulle. Par quelle malédiction expliquer cette extrême indigence réelle d'une production matériellement énorme, la stérilité d'un effort prodigieux d'activité? — Uniquement par la sécheresse de cœur et la misère de pensée qui sont la punition fatale d'un nationalisme outrancier et réfractaire à toute conception d'humanité.

Comment l'Allemagne elle-même ne s'est-elle pas lassée d'une prédication aussi monotone? S'il est vrai, comme l'affirme Sombart, que les caractères les plus frappants de notre civilisation contemporaine soient l'instabilité et la rapidité des variations de la mode et du goût, comment le public d'outre-Rhin ne s'est-il pas fatigué d'écouter éternellement la même antienne? Un de mes amis, quelque peu suspect de scepticisme, me disait un jour : ce qui plus que tout montre la puissance infinie de Dieu, c'est que, depuis le commencement du monde, il entend chanter ses louanges sans avoir jamais pensé à abdiquer. L'Allemagne sur ce point aussi prouve combien elle l'emporte sur le vulgaire troupeau des peuples, en aspirant toujours avec la même ivresse l'encens que ses prêtres brûlent à ses narines.

La tranquille sérénité avec laquelle elle persiste dans la voie où elle s'est une fois engagée, s'explique par un autre trait fondamental du caractère de la

race, qui souffre d'un manque absolu d'imagination créatrice. — Faiblesse congénitale? — Peut-être, mais plutôt conséquence de l'histoire. Les événements et la géographie l'ont condamnée pendant des siècles à chercher ses précepteurs à l'étranger; elle a reçu de la Rome antique ou médiévale et de la France les idées maîtresses de sa vie et les principes de sa civilisation. Il y a peut-être quelques exagérations dans le livre de M. Reynaud sur l'histoire de l'influence française en Allemagne; on ne l'a guère pourtant chicané que sur des détails, et les résultats essentiels de son enquête n'ont pas été sérieusement contestés. Il en ressort avec évidence que l'Allemagne n'a jamais vécu que d'emprunts étrangers, de même que, dans le domaine économique, ses importations dépassent ses exportations dans une énorme proportion. De là, une extrême faiblesse d'invention. Admirable élève, merveilleuse dans l'art de s'approprier les découvertes d'autrui, de les développer, d'en tirer toutes les conséquences, elle ne se met en branle que sous un choc extérieur.

M. Sombart, que je citais tout à l'heure et qui a donné des preuves de son loyalisme nationaliste, dit de ses concitoyens que ce sont des *Theilmenschen*, des parties d'hommes, des hommes fragmentaires; disons plus aimablement des spécialistes, ouvriers excellents dès qu'il s'agit d'exécuter la tâche quotidienne qui leur est fixée, appliqués, attentifs, avec le rare talent, — rare surtout chez nous, — de ne pas s'ennuyer d'une besogne monotone et bornée. De là, la facilité avec laquelle ils se sont pliés aux exigences de l'organisation scientifique des sociétés contemporaines. Ils se sentent les coudes, ils sont puissants par l'union, l'ordre et le souci du détail. Et, ce ne sont certes pas là des qualités vulgaires.

A la différence des Latins, toujours selon M. Som-

bart, ils ne sont pas artistes. Ils perfectionnent ; c'est beaucoup, et ce n'est pas assez. Ils sont « l'Empire du Milieu » de l'Europe. Dans quel genre ont-ils ouvert des voies nouvelles ? Ils ont des noms illustres, mais ce ne sont jamais que des continuateurs, des disciples ; ils marchent à la suite. Ils n'ont produit ni un Bacon ni un Lavoisier ni un Claude Bernard ni un Pasteur. Leurs Wolfram d'Eschenbach et leurs Walther de Vogelweide empruntent le sujet de leurs poèmes aux lyriques français, provençaux ou bretons. L'*Aufklaerung* du XVIIIe siècle, sous son nom allemand, n'est que la traduction alourdie de la pensée de Voltaire. Kant est un des grands libérateurs de la pensée humaine, mais il a été lui-même libéré par Descartes. Le Romantisme, qui est probablement l'œuvre la plus originale du génie germanique, a ses sources dans Montesquieu, dans Diderot et dans Rousseau.

On a remarqué souvent que l'Allemand est comme prisonnier de l'histoire. « J'ai entendu un jour dans une brasserie de Gœttingen, écrivait Henri Heine en 1834, un jeune pangermaniste déclarer qu'il fallait venger sur les Français Conradin de Hohenstaufen que vous avez décapité à Naples. Vous autres Français, vous l'avez certainement oublié depuis longtemps ; nous autres, nous n'oublions rien. » Leurs rancunes ne sont pas soumises à la prescription, et leurs goûts, loin de se modifier, s'exaltent par l'habitude. Ils nous jugent légers, mobiles, capricieux et fantasques, parce que leur esprit est lent et leur démarche, ankylosée ; ils nomment vénérable ce que nous appelons suranné ; traditionalistes et respectueux du passé, ils font un musée du bric-à-brac que nous reléguons au grenier. Luther, qui a été probablement le plus grand Allemand qu'ait produit la race, plus grand que Bismarck et même que le comte

Zeppelin, le plus représentatif en tous cas, n'a été révolutionnaire que malgré lui : tout son effort n'allait qu'à restaurer le christianisme primitif, et il lui fallut rencontrer Hus pour s'apercevoir qu'il était en rupture d'église.

De là, de cette pénurie d'imagination créatrice, de cette obstination, de cette patience à creuser le même sillon, de ce respect du passé et de cette docilité à répéter les mots d'ordre une fois reçus, cette accablante véhémence de conviction et l'obsédante continuité d'une propagande qui lentement pénètre et corrompt les âmes. *Timeo hominem unius libri.* — Craignez le peuple qui ne vit que pour une seule passion, qui remâche éternellement les mêmes griefs, qui, pendant de longues années, matin et soir, répète la même prière : Mon Dieu, notre vieux Dieu, toi qui as protégé la maison des Hohenzollern depuis le premier jour, toi qui as béni nos armes et fait fructifier nos capitaux, toi qui détestes nos ennemis parce qu'ils ne sont qu'une sentine de vices et un cloaque de corruption, élève-nous toujours plus haut en richesse, en gloire et en puissance, pour que ton saint nom soit honoré et que l'Univers, sous nos ordres, marche dans tes saintes voies.

« La pensée précède l'action, écrit Heine, comme l'éclair précède le tonnerre. Sans doute, le tonnerre allemand est lui aussi un Allemand; il n'est pas très souple, et il est un peu lent à se mettre à rouler. Mais il viendra, et, quand il craquera avec un tel craquement que l'histoire n'a jamais rien entendu de pareil, sachez alors que le tonnerre allemand a enfin atteint son but. A ce tumulte, les aigles tomberont morts du haut des airs, et, dans les plus lointains déserts de l'Afrique, les lions mettront leur queue entre les jambes et se réfugieront en rampant dans leurs royales cavernes. »

Vers 1900, le tonnerre est prêt, le credo pangermaniste s'est complété et précisé. Fichte, Hegel ou Nietzsche, les précurseurs, avaient malgré tout l'esprit trop complexe pour ne pas inquiéter et dérouter la béate simplicité de leurs nouveaux catéchumènes; on avait eu grand'peine à réduire à un farouche nationalisme leur enseignement contaminé par le virus rationaliste et l'humanisme qu'ils avaient contractés en fréquentant chez nos écrivains. On les remplace par des penseurs de seconde cuvée, moins probes et moins intelligents, plus bornés, Paul de Lagarde, Houston Stewart Chamberlain; on va même recruter des renforts à l'étranger et on enrôle dans l'orchestre germanique un Français, le comte Gobineau. Après l'hégélianisme, avec plus de cynisme seulement et de fantaisie, le gobinisme exalte les droits de l'énergie et la primauté de la race blonde à qui le destin a réservé l'Empire. La force est sainte, parce qu'elle crée l'avenir, et que l'Univers nomme juste ce qui a été fondé par la violence triomphante; la douceur est impie et la pitié, immorale, parce qu'elles entravent l'œuvre du fort qui seule est féconde; la perfection, c'est d'exister, et l'existence ne se prouve que par le combat et la victoire; préparons-nous à la lutte qui est proche.

« Si nous avons jamais l'envie d'en découdre avec vous, écrivait encore Heine, nous ne manquerons pas de raisons excellentes. Dans tous les cas, je vous conseille de vous tenir sur vos gardes. Vous avez plus à craindre de l'Allemagne affranchie que de toute la Sainte-Alliance avec ses Croates et ses Cosaques. Vous êtes certes fort aimables et, pendant votre présence en Allemagne, vous vous êtes donné beaucoup de mal pour plaire — au moins à la plus belle moitié du peuple allemand. Et pourtant on ne vous aime pas. Qu'il se passe en Allemagne ce qui

voudra, que le pouvoir appartienne au Kronprinz de Prusse ou aux socialistes, ayez votre poudre sèche. En dépit de votre romantisme actuel vous êtes classiques et vous connaissez l'Olympe. Parmi les Dieux et les déesses nues qui se délectent de nectar et d'ambroisie, vous y voyez une déesse qui, au milieu de cette joie et de ces fêtes, porte toujours une cuirasse et, le casque en tête, tient la lance à la main. C'est la déesse de la sagesse. »

Pendant un demi-siècle, l'Allemagne avait complété son éducation et élargi sa pensée. Maintenant, elle ne haïssait plus seulement la France, mais aussi la Russie et l'Angleterre. Sa haine débordait même l'Europe, devenait mondiale comme sa politique. Elle détestait le Japon et jalousait les États-Unis. Elle voyait une ennemie dans toute nation qui faisait ombre à sa grandeur, et, comme la haine et l'envie provoquent fatalement des réactions analogues, elle se jugeait menacée par de sourdes conspirations. A la mégalomanie se joignait le délire de la persécution.

Régulièrement, lentement, l'auto-intoxication du peuple s'était achevée. La volonté de domination et la fièvre de puissance étaient si intenses que le gouvernement, qui les avait le premier déchaînées, était maintenant emporté par elles. Une sorte d'émulation d'ambition entraînait les chefs et les soldats. L'Empereur partait en guerre et on se précipitait joyeusement à sa suite : on trouvait seulement qu'il manquait de souffle et s'arrêtait trop vite : « commencées par une fanfare, les entreprises finissaient par la chamade ». On l'encourageait à oser. « Le moment est venu, disait au Reichstag le 15 décembre 1899 le docteur Hasse, où nous pouvons prétendre à élargir nos coudes; nous avons trop longtemps supporté patiemment d'être enclume; à l'avenir nous ne voulons plus être enclume, mais marteau. »

Un journaliste parisien qui assistait à la séance, murmura à l'oreille d'un de ses confrères : ils le sont déjà... dans tous les sens du mot[1].

1. « Quiconque a suivi, même d'une manière superficielle, le mouvement pangermaniste, est effrayé du grand nombre de gens en Allemagne que le développement extraordinaire de la prospérité du pays a frappés de la manie des grandeurs. » *Journal de Colmar*, 16 août 1900. Nul n'était mieux placé pour connaître l'Allemagne.

CHAPITRE V

LA FAILLITE DES FORCES DE RÉSISTANCE PACIFIQUE

Le particularisme allemand. — La constitution de 1871 et le Reichstag. — Les Églises. Le Centre et les Catholiques. — Les Universités. — La richesse publique. Les métallurgistes et les charbonniers. — Le Socialisme : le fléchissement de ses doctrines et la défaillance des partis d'extrême gauche. — Le pangermanisme.

De très honnêtes gens, pas très clairvoyants, quand on cherchait à leur démontrer le danger de ces excitations pangermanistes, haussaient les épaules d'un air entendu : Fariboles, sottises creuses, cerveaux brûlés. Pourquoi s'alarmer de ce qui au pire n'est qu'une fièvre de croissance; la puberté connaît ces exaltations sentimentales. — Et ils énuméraient leurs raisons d'espérer un retour de raison, les souvenirs particularistes persistants et le progrès fatal des idées libérales, l'influence de l'Église et des Universités qui, par définition, planaient au-dessus de ces convoitises furibondes, le développement de l'industrie et de la richesse qui serait compromis par la guerre, les triomphes électoraux des socialistes qui n'avaient oublié ni 89 ni 71 et qui ne feraient pas le jeu du militarisme et du Junkerthum prussiens.

Les faits ont malheureusement démenti cet opti-

nisme, et les barrières que l'on supposait assez solides pour contenir la marée belliqueuse, ont été balayées comme fétus de paille. Ceux-là seuls s'en sont étonnés qui n'avaient de l'Allemagne qu'une connaissance superficielle ou théorique et qui ne s'étaient pas ainsi assez nettement rendu compte de la rapidité avec laquelle les vaincus de 1866 s'étaient assimilé les méthodes et les conceptions de la Prusse.

Les libéraux de l'ouest et du sud ont oublié en quelques années la capitulation de Langensalza et les exactions des généraux prussiens à Francfort pour se réjouir de la place éminente que depuis lors ils ont prise par procuration dans l'histoire politique du monde. Ils n'ignorent pas que le prétendu Empire fédéral n'est en réalité qu'un royaume de Prusse agrandi, que c'est le roi de Prusse qui dispose des impôts qu'ils payent, qu'il commande à son gré les soldats qu'ils fournissent, et que seul, avec ses hobereaux, il fait la guerre et la paix. Ils se consolent de leur subordination, ou plutôt s'en réjouissent, parce qu'ils en ont trouvé la raison suffisante.

Pourquoi l'Allemagne qui, au Moyen Age, avait fondé un Empire magnifique, a-t-elle croupi plusieurs siècles dans une anarchie qui l'a livrée sans défense aux invasions? C'est que les Dieux, qui l'avaient comblée à son berceau de leurs présents les plus somptueux, lui avaient refusé l'esprit politique. La splendeur même de ses qualités, en lui rendant odieuse toute subordination, la condamnait à l'anarchie, et elle épuisait ses forces exubérantes dans des dissensions mesquines et des querelles ruineuses. Le noble métal avait besoin d'un solide alliage, et c'est cet alliage que représente la Prusse. Elle est l'intendant un peu rogue et hargneux, mais inflexible et vigilant de la fortune publique. Elle défend avec âpreté et elle accroît le patrimoine national. Elle n'a pas toujours

la main légère, mais une poigne moins lourde n'aurait pas étouffé les traditions centrifuges. Si elle soumet ses sujets à une dure éducation, la verge de fer avec laquelle elle les châtie lui sert aussi à les défendre contre l'ennemi toujours aux aguets.

La constitution fédérale de 1867 avait été dictée par elle, c'est-à-dire qu'elle avait été combinée dans l'intention d'assurer à Berlin une prépondérance incontestée. Depuis lors, elle s'est développée dans le sens de ses origines. Au moment où elle fut votée, les unitaires reprochaient à Bismarck d'avoir trop ménagé les droits des souverains secondaires : l'avenir a prouvé la vanité de leurs craintes. En réalité, depuis 1867, le Bundesrath, l'assemblée des délégués des États, n'a été entre les mains des Chanceliers qu'un instrument docile et souple dont ils jouent à leur guise pour ramener à l'obéissance l'Assemblée populaire, si elle se risque à des tentatives d'émancipation.

En réalité d'ailleurs, elle n'y songe guère. Le Reichstag est censé représenter la volonté de la nation, mais cette volonté ne s'exprime que pour abdiquer. En proclamant le suffrage universel, Bismarck n'a accordé qu'une satisfaction platonique aux libéraux dont il jugeait le concours nécessaire ; il n'a renoncé à aucune parcelle de son pouvoir. Après comme avant 1866, la trinité prussienne se compose de la dynastie, de l'armée et de la bureaucratie. A côté, le Reichstag les regarde agir, et dans ses minutes de révolte, critique quelquefois leur œuvre, sans songer à modifier la ligne de route.

C'est par abus de langage que l'on parle de Parlement allemand. Le Chancelier n'est pas responsable devant les députés, et il ne se retire que s'il a cessé de plaire à l'Empereur : ils l'apprennent par les journaux. Il est dangereux pour les ministres d'avoir

l'oreille de la Chambre; leur popularité les compromet près du souverain. Le Reichstag a le droit d'initiative; seulement, il n'en use pas, parce que ses propositions se heurteraient au veto ou au silence dédaigneux du Bundesrath. Il vote le budget; mais s'il le repoussait, les anciens impôts continueraient légalement à être perçus comme par le passé. En somme, ses droits, purement négatifs, se bornent à s'opposer aux lois nouvelles et aux surtaxes.

La fonction crée l'organe, l'inaction détermine l'atrophie. Comment une langueur impuissante n'envahirait-elle pas les plus virils amants de la liberté, mués par une constitution calmante en gardiens du sérail? On s'en est aperçu en 1908, lors de la crise qui suivit la publication par le *Daily Telegraph* des discours que l'Empereur avait tenus en Angleterre à divers personnages politiques. Ils étaient au moins bizarres et soulevèrent un tollé général. L'indignation publique eut son écho dans le Reichstag, vers la mi-novembre, dans la *semaine noire* de la monarchie prussienne. Guillaume II y entendit de dures apostrophes : — Entre lui et la nation un abîme se creuse, car, dans toutes les circonstances de sa vie, le Kaiser ne pense pas comme un Allemand, ne parle pas comme un Allemand...... Le roi doit être le premier serviteur de l'État, et si un serviteur de l'État, un fonctionnaire, faisait quelque chose de semblable, le Tribunal d'Empire le mettrait en accusation; etc.

Et le résultat? — Des propositions de revision de la constitution que le gouvernement néglige et que la majorité abandonne presque aussitôt, la retraite de M. de Bülow qui avait répondu avec trop de complaisance aux interpellations, et la proclamation par son successeur, M. de Bethmann-Hollweg, avec plus d'insolence que jamais, de la royauté de droit divin :

« Ce n'est pas le peuple qui s'est donné une royauté.

Les rois de Prusse sont rois par leur propre droit. Le gouvernement des partis serait la fin de la Prusse historique. Elle ne se laissera pas égarer dans les eaux du parlementarisme, et à la puissance de sa royauté on ne touchera pas. »

Les députés baissèrent la tête, leur algarade leur laissait une certaine honte, et de leur courte ivresse il ne leur restait qu'un fort mal aux cheveux. Ils reprirent le piétinement moutonnier de leurs délibérations futiles et, comme épuisés par cette levée de boucliers, ils recommencèrent leurs petits marchandages avec les bureaux. Ils se vantaient d'être des réalistes en politique, entendez qu'ils sacrifiaient leurs principes aux avantages sonnants et trébuchants et qu'ils ne voyaient dans leurs programmes qu'un article d'échange. Comment dès lors se seraient-ils élevés à de hautes combinaisons de politique internationale, auraient-ils réfléchi aux dangers que préparaient à l'Allemagne les roueries de ses diplomates, les inepties de ses journalistes et les criailleries de ses flagorneurs ! D'ailleurs, eussent-ils trouvé en eux-mêmes assez d'énergie et d'intelligence pour s'opposer au courant, qu'ils n'auraient pas été suivis par leurs électeurs. A diverses reprises le Reichstag avait montré quelque répugnance à voter les taxes militaires nouvelles; chaque fois, il avait été dissous et l'opposition avait été écrasée. Le Chancelier, quel qu'il fût, n'avait qu'à battre la charge pour que les majorités dociles répondissent à son appel; afin de conserver leurs sièges, les députés, instruits par de pénibles expériences, hurlaient avec les loups, hurlaient à la mort.

Les moins ardents n'étaient pas les catholiques. L'Allemagne est un Empire protestant qui présente

cette particularité curieuse que le protestantisme n'y a à peu près aucune influence. Les Écoles protestantes du XIXe siècle s'y divisent en deux catégories, les libéraux, qui étudient les textes évangéliques pour prouver qu'ils sont apocryphes ou insignifiants, et les orthodoxes, qui sont obscurantistes, antisémites et agrariens et qui, de toutes les paroles du Christ, goûtent surtout sa promesse qu'au fidèle qui cherche le royaume de Dieu, tout le reste sera donné en surcroît.

Résultat : sécheresse et pauvreté du sentiment religieux, indifférence des masses. Nulle part au monde la vie de l'âme n'est aussi misérable qu'à Berlin et dans les grandes villes de l'Allemagne protestante, et on ne saurait s'en étonner en voyant la médiocrité des pasteurs, leur extrême indigence morale, la platitude de leur humilité devant le moindre commissaire de police, l'égoïsme avec lequel ils mettent les lois divines au service des grands de la terre.

« Des pasteurs politiciens sont des monstres, télégraphiait l'Empereur le 28 février 1896 ; que messieurs les pasteurs s'occupent des âmes des fidèles, pratiquent l'amour du prochain, sans s'occuper de politique, car cela ne les regarde absolument pas. » — Malheureusement, Messieurs les pasteurs font de la politique, ou ne font rien. Aussi, leur crédit sur le peuple est nul, et il convient de s'en féliciter, parce qu'ils mettraient leur influence au service des doctrines de haine : le chapelain de l'Empereur, Stœcker, a été un des inventeurs de l'antisémitisme ; le pasteur Naumann a fondé le parti des socialistes nationaux, pour répandre parmi ses ouailles la conviction qu'une guerre universelle était nécessaire.

En présence de cette abdication morale de l'Évangélisme, les catholiques avaient la partie belle. De

1873 à 1879, ils avaient tenu tête à Bismarck, et le Chancelier de fer avait battu en retraite devant eux; ils étaient sortis du Kulturkampf auréolés par la victoire, ennoblis par la persécution, épurés par le combat qu'ils avaient soutenu au nom de la liberté de conscience et de l'intégrité de leur foi. Ils avaient une doctrine, des martyrs, un idéal.

Ils ont moins bien supporté le triomphe que l'adversité. Windthorst, leur chef, « la petite Excellence », qui avait bravé le tombeur des rois et l'avait mené à Canossa, était moins un croyant qu'un très habile manœuvrier parlementaire. Sous sa conduite, les catholiques se sont de plus en plus transformés en un groupe de politiciens, qui, appuyés sur l'immuable fidélité de leurs électeurs, dictent leurs conditions et vendent leurs votes aux ministres. Au milieu de l'instabilité des autres partis, les cent députés dont ils disposent au Reichstag leur permettent d'exercer une influence prépondérante, et aucune proposition du gouvernement ne rallie la majorité que s'ils l'approuvent. En 1907, M. de Bülow, pour se soustraire à leur tutelle indiscrète, s'avisa de constituer contre eux un bloc radical-réactionnaire; un an plus tard, cette coalition mort-née se brisait et, bientôt après, son inventeur abandonnait le pouvoir. L'Allemagne, écrit Frédéric Naumann, au point de vue politique, n'est plus qu'une sorte d'Espagne. Il exagère à peine. Guillaume II, disent les journaux satiriques, est bien le chef du Saint-Empire romain! — romain, parce qu'il reçoit ses ordres du Vatican; saint, parce qu'il est dirigé par les prêtres.

Au milieu de ses maquignonnages lucratifs, l'Église catholique, militante et triomphante, n'a plus le loisir de songer aux leçons du Fils de l'homme. Le Tentateur l'a conduite sur la montagne et lui a montré les biens de la terre; elle n'a pas résisté aux séductions

du Démon; comme Ésaü, elle a vendu son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Tout occupée à renverser les ministres récalcitrants ou à leur arracher quelque privilège rémunérateur, elle oublie sa vocation divine; si ses meneurs témoignent d'une habileté merveilleuse pour maintenir dans une alliance paradoxale les éléments hétérogènes dont se compose le parti, ils font bon marché des principes. Ils se piquent d'esprit pratique, ce qui signifie qu'ils n'ont plus d'idéal. Quand leurs combinaisons l'exigent, ils acceptent avec componction les lois d'oppression contre les Polonais et, à condition d'y mettre le prix, les Chanceliers sont sûrs de leurs concours pour le vote de tous les crédits militaires. Infidèle à sa mission céleste de réconciliation et de paix, dominée par des préoccupations étroites et des intérêts vulgaires, l'Église a pour sa large part contribué à abaisser et à matérialiser la vie politique en Allemagne. C'est beaucoup grâce à elle que le Parlement est devenu une sorte de bourse où chaque parti, à la poursuite d'un gain immédiat, s'avilit, pour l'encaisser, aux concessions les plus basses et aux coalitions les plus injustifiables.

Où le catholicisme, ainsi vulgarisé et abâtardi, puiserait-il la force morale de s'opposer aux courants populaires les plus troubles? Pourquoi prendrait-il parti pour la France impie et sacrilège, pour la Russie schismatique, ou l'Angleterre puritaine? Il est vrai que l'Empereur qui, à ses heures de loisir, pratique la prédication, est lui aussi un hérétique, mais ses convictions sont si larges et ses prières si vagues qu'on finira bien par s'entendre avec lui. Sans doute on se chuchote à l'oreille les termes de la lettre qu'il a écrite à la princesse Louise, à propos de sa conversion : je hais cette religion que tu viens d'embrasser. — Tout le monde sait que le souverain

a le geste prompt et la parole leste. Dieu ordonne le pardon des injures, et faut-il s'inquiéter d'une boutade? Ce qui est l'essentiel, c'est que Guillaume est plein de déférence pour le pape, qu'il fréquente volontiers chez les évêques, qu'il déteste la libre pensée et l'indépendance de l'esprit.

Après tout, si l'on annexait à l'Allemagne les sept millions de catholiques belges et quelques dizaines de millions de catholiques autrichiens, le centre aurait la majorité au Reichstag. Pourquoi l'Allemagne ne redeviendrait-elle pas un jour ce qu'elle fut sous les Othons? « Alors, suivant les expressions de Guillaume, notre peuple allemand sera le bloc de granit sur lequel le Bon Dieu pourra terminer l'édification de son œuvre de civilisation du monde. » Pour achever d'édifier la civilisation du monde, on sera peut-être obligé de commencer par brûler Louvain et par détruire la cathédrale de Reims. Qu'y faire? Les volontés de l'Éternel sont insondables et, puisqu'il permet ces misères, c'est qu'il a ses raisons que notre chétive raison humaine ne saurait critiquer.

Les Universitaires, dont beaucoup regimbent encore contre la domination du Centre, communient avec lui dans une soumission agenouillée devant le pouvoir. — Rendons à César ce qui appartient à César. — Mais qu'est-ce qui appartient à César? — Tout, les corps et les âmes, les volontés et les esprits.

« Sans le militarisme allemand, la civilisation allemande n'existerait pas. » La phrase a scandalisé et elle est niaise, si on la prend dans son sens littéral. Elle est au contraire profondément juste, si on l'applique à la culture allemande contemporaine. L'impérialisme est devenu comme l'essence de la

pensée des intellectuels germains, l'atmosphère dans laquelle ils baignent, l'écran permanent sur lequel passent, comme les images successives de la lanterne magique, leurs conceptions particulières.

D'abord, l'autorité y tient la main. Les nominations sont faites avec la plus attentive précaution; quiconque n'a pas fourni des garanties absolues de son loyalisme politique ne sera jamais nommé professeur. Un savant qui deviendrait suspect d'indépendance demeurera relégué, sa vie durant, dans une petite ville de province; les chaires importantes, qui rapportent la renommée et de gros émoluments, sont réservées aux maîtres de tout repos.

Ils y continuent la tradition qui a été créée depuis le début de la monarchie prussienne. Les Hohenzollern n'ont jamais aimé les dépenses inutiles; ils ont favorisé la science, pour qu'elle célébrât leur générosité et contribuât à leur puissance. Le Dieu qu'on adore dans les universités allemandes, ce n'est pas la Vérité, mais la Race qui incarne cette vérité, la Race Germanique. Leur œuvre est d'élaborer et de répandre les légendes qui deviennent à l'heure voulue créatrices d'histoire. De même qu'elles avaient auparavant opposé aux lamentables trahisons des Habsbourgs la mission régénératrice des Électeurs de Brandebourg, elles célèbrent maintenant la poussée merveilleuse de la *surnation* qui se dresse radieuse au-dessus de ses voisins dégénérés. Par une hypocrisie inconsciente à force d'habitude, les professeurs prêtent à leurs conclusions les plus fantasques une sorte d'autorité religieuse en les étayant par un imposant appareil de contreforts scientifiques qui ne tiennent pas à l'édifice, mais en imposent aux nigauds. Après les Droysen et les Sybel, qui ont persuadé à leurs lecteurs que la Révolution Française n'a en rien servi le progrès de l'humanité, que Bis-

marck était un pacifiste et que l'Allemagne n'a jamais entrepris que des guerres de défense, les Erich Marcks, les Lenz, les Lamprecht, apprennent à leurs élèves l'art subtil de maquiller les textes et d'en tirer des conclusions imprévues. Delbrück donne un commentaire inattendu de la *Raison pratique* de Kant en démontrant que l'État-Major était tenu d'occuper la Belgique au mois d'août, parce que les Français étaient certainement (!) résolus à l'envahir. — ... au mois de novembre.

En France, nous disons à nos étudiants : —Le premier devoir que vous avez envers vous-même et envers les autres, c'est la sincérité et la loyauté. Le vrai est le bien suprême, et la poursuite du vrai est la condition absolue de la dignité de la vie. Le culte pieux que vous devez à la Patrie, vous le lui rendez en ne vous éloignant jamais de la vérité, lentement poursuivie, courageusement affirmée.

Nous leur disons : La loi morale est catégorique et impérieuse; dans aucun cas, quel que soit le but à atteindre, il n'est permis d'enfreindre ses commandements.

Nous leur disons : Ouvrez vos âmes et vos esprits, ne haïssez personne; détestez le mal et l'oppression; mais ayez pitié des coupables qui souffrent de leurs vices, plus encore que vous qu'ils persécutent.

Nous leur disons : Aimez la liberté, non seulement pour vous-mêmes, mais pour les autres; croyez au progrès, et rappelez-vous que votre nation a grandi par la tolérance et par l'humanité, qu'elle a tendu la main aux opprimés, qu'elle a pleuré avec les vaincus.

A leurs étudiants, les Universitaires allemands disent : .... Ils leur disent tout le contraire.

Leur bréviaire ce sont les Mémoires de Bismarck, qu'ils commentent dans l'esprit le plus étroit. On leur a persuadé que Kant et Gœthe sont responsables de

la défaite d'Iéna, et la crainte qui hante leurs nuits est de mériter le nom d'amis du genre humain. Couchés sur un étroit sillon, ils sont fiers de leurs œillères; ils baptisent l'intolérance, fermeté de caractère, et ils s'appellent philologues parce qu'ils exhument la formule juridique de la Rome primitive : l'étranger, c'est l'ennemi. Ils méritent le nom que les Slaves donnent aux Allemands, *niémstsi*, les muets, parce qu'ils n'ont rien à dire au monde qui, l'échine ployée devant l'étalage de leur pacotille scientifique, attend d'eux l'oracle de l'avenir.

Ils se défient de la philosophie et ils raillent la poésie. Les séminaires, dont ils tirent vanité, ne sont que des ateliers où l'élève, pour la plus grande gloire du maître, s'acharne sur une question minuscule, et où les facultés supérieures s'étiolent par la division excessive du travail et le labeur exclusivement mécanique. Les arbres empêchent de voir la forêt; l'érudition puérile et formelle supprime la réflexion et abolit l'habitude virile de la critique et du jugement personnel; le procédé, dans lequel s'emmaillotte l'intelligence, en arrête le développement normal, et, nouée dans les liens d'une nouvelle scolastique, elle n'a plus que juste assez de vigueur pour subir l'impulsion reçue et jurer sur la parole du maître.

Dès 1872, Langbehn écrivait dans son livre célèbre : *Rembrandt éducateur*, qui a eu une cinquantaine d'éditions : « Le professeur est la maladie nationale de l'Allemagne. » — « C'est le secret de tout le monde, écrit de son côté Lagarde, que la vie intellectuelle du peuple allemand est frappée dans sa source par une décadence lente, quelques-uns disent par une décadence rapide. » Cette stagnation est si évidente que les Universités sentent s'éloigner d'elles la confiance de la foule, et elles s'efforcent de retenir la popularité qui les abandonne en se mettant à la suite des ven-

deurs d'orviétan qui empoisonnent l'esprit public et en serinant à leurs auditeurs les mots d'ordre les plus accrédités, c'est-à-dire les plus vulgaires. M. Delage a publié dans la *Revue de Paris*, le 1er décembre 1913, un article sur la Jeunesse Universitaire en Allemagne où il cherche visiblement à dégager les faibles étincelles d'idéalisme qui n'ont pas été étouffées sous la cendre du matérialisme le plus grossier. Il conclut cependant : — « Pour tous, la politique est une question de force, non de sentiment. Les jeunes gens, si intellectuels soient-ils, honorent la force plus encore que l'idée. » — Au début, écrivait Gœthe en cherchant la formule qui devait résumer sa foi, était l'action. — Mais l'action, telle qu'il l'entendait, c'était la création productive, féconde, humaine, et son temple n'était pas l'usine Krupp, mais le Panthéon.

L'Allemagne ne demande plus depuis longtemps à ses professeurs une règle de conduite et un principe de vie. Il lui suffit qu'ils fournissent des contremaîtres à ses ateliers. La science ne l'intéresse que par ses applications.

Il est incontestable qu'à ce point de vue elle excelle à en tirer parti. On a beaucoup écrit en France sur la prodigieuse évolution économique qui, avec une foudroyante rapidité a transformé la petite Allemagne de 1815, rurale, timide, parcimonieuse, en une gigantesque usine, qui ébranle la terre du roulement de ses machines et inonde l'univers de ses produits. Aucun des livres publiés en France sur cette question ne nous donne cependant, je crois, une idée aussi juste, aussi adéquate, aussi magnifique de cette grandiose transformation que les ouvrages de Sombart.

Il se passionne pour l'œuvre frénétique de son siècle, il en est fasciné, et l'Allemagne avec lui. Les milliards avec lesquels jonglent ses économistes, produisent sur les imaginations effarées le même trouble que les distances astronomiques : plus de 12 milliards de produits agricoles, un commerce de 25 milliards. En un quart de siècle, la production minérale de l'Allemagne passe de 500 millions à 2 milliards et demi ; la population qui était de 40 millions en 1870 est de 68 millions actuellement, et toute cette multitude vit en somme largement, n'émigre plus, économise ; la fortune des caisses d'épargne augmente de 13 milliards ; le capital national s'enrichit de 5 à 7 milliards par an. La Deutsche Bank est une puissance dont les conquêtes rappellent celles des anciennes Compagnies des Indes. Les sociétés de navigation, la Hamburg-America, le Nord-Deutscher-Lloyd, la Hansa, etc... chassent des mers le pavillon français, et leurs progrès épouvantent l'Angleterre.

Comment ce flot d'or qui coule n'a-t-il pas englouti et absorbé les folies militaristes? Les commerçants et les industriels ont d'habitude horreur des crises qui ébranlent le crédit, suspendent les affaires, multiplient les faillites. D'instinct, le travailleur qui crée la richesse déteste les perturbations violentes qui gâchent les fortunes. Au moment de l'absurde querelle de Fachoda, même les plus chauvins de chez nous s'épouvantèrent en songeant que les relations commerciales entre la France et l'Angleterre risquaient d'être suspendues. Sans parler des hasards de la fortune, — car, après tout, on ne sait jamais comment une guerre finira, — que gagnerait l'Allemagne à ruiner la France, la Belgique et l'Angleterre? Quand nous n'aurons plus rien, avec quoi lui paierons nous ses marchandises? Les clients qu'elle trouvera

au Maroc ou en Mésopotamie, vaudront-ils ceux qu'elle aura perdus.

Ces considérations sont si fortes que jusqu'à la dernière minute, beaucoup de gens profondément raisonnables n'ont pas cru à la guerre. Au point de vue matériel, il est évident que la rupture a été pour l'Allemagne une incompréhensible folie. Supposez-la une minute, — ce qui est du reste parfaitement absurde, — complètement victorieuse, nous dictant à sa guise ses conditions, nous pressurant jusqu'au dernier écu et emportant nos dernières pendules, son triomphe se soldera par un énorme déficit. La guerre peut encore engendrer d'admirables vertus, mais les temps sont passés où elle enrichissait les vainqueurs.

Le malheur de la grande bourgeoisie allemande est de ne pas avoir compris cette situation. Il a manqué à ces négociants, que l'expérience cependant aurait dû avertir et qui embrassaient dans leur horizon visuel les marchés les plus éloignés, le sens de la solidarité universelle. L'égoïsme est le plus fallacieux des calculs et le nationalisme est toujours une cause d'affaiblissement et de ruine.

Les industriels et les négociants rhénans ou westphaliens, en dépit de leurs remarquables facultés organisatrices, souffraient du même mal que la nation tout entière, l'excessive et dangereuse rapidité de leurs succès. C'est une gloire que d'être un parvenu, un *self-made man*, à condition de ne pas en tirer vanité, et il n'est pas donné à chacun de porter sans morgue sa roture. L'Allemagne jouissait moins de sa fortune qu'elle ne l'étalait et ne travaillait à l'accroître. Tous les voyageurs qui reviennent d'outre-Rhin nous traduisent la même impression : l'édifice a été trop rapidement construit sur des assises branlantes; la fortune publique augmente avec une extrême rapidité, mais les bénéfices sont trop com-

plètement absorbés par de nouvelles entreprises, si bien que le capital disponible demeure inférieur aux demandes sans cesse croissantes. Les années les plus brillantes du développement industriel de l'Allemagne, de 1894 à 1900, sont aussi celles où éclate le mieux le danger de ses méthodes économiques, d'une audace admirable, — à moins qu'elles ne soient d'une redoutable témérité. Comme les généraux, les manufacturiers d'outre-Rhin ont un goût prononcé pour les attaques brusquées, et, si leur système leur a valu des triomphes étourdissants, la victoire a ses entraînements qui préparent d'amers repentirs.

La vie économique, chez nos ennemis, est exclusivement fondée sur le crédit qui, très sollicité, est cher et grève lourdement les frais généraux. Pour nouer les deux bouts, il faut augmenter sans cesse la production et rechercher à tout prix des débouchés en se contentant d'un minimum de gain. Tant que durent les années grasses, la situation générale demeure favorable en apparence; il suffit du moindre arrêt pour compromettre cette prospérité factice.

De tous les écrivains qui ont étudié la question, M. Victor Bérard est celui qui a le mieux mis en relief ce qu'il y avait de voulu, — et par conséquent de peu naturel et d'instable, — dans cette croissance stupéfiante de la grandeur économique de nos voisins. — L'Allemagne, dit-il dans son livre sur *La France et Guillaume II*, est devenue la première puissance sucrière, non parce qu'elle est mieux pourvue d'engrais ou de terres fertiles, mais parce qu'elle a *voulu* dominer le marché du sucre; elle est devenue la première puissance métallurgique, non parce qu'elle produit en abondance la houille et les minerais, mais parce qu'elle a *voulu* dépasser les autres États; elle est devenue la première puissance commerciale, non à cause de sa situation géographique et parce qu'elle

est un lieu naturel de croisement des routes, mais parce qu'elle a *voulu* dominer les mers. Tout a été créé par le savoir et la hardiesse de l'homme.

Que cet effort mérite le respect et témoigne de l'énergie vitale de la race, nul moins que moi n'est disposé à le nier, et notre indolence aura raison de s'inspirer de cet exemple. Mais le temps ne respecte guère ce qui a été fait sans lui. L'Allemagne ressemblait à ces adolescents qui ont poussé trop rapidement et dont les forces réelles ne répondent pas à la taille. Elle souffrait des malaises mal définis d'une puberté hâtive, et, au lieu de demander la guérison à une hygiène conservatrice, elle a écouté les empiriques et elle a cru aux panacées miraculeuses. Hantée par le souvenir de Bismarck, elle s'est habituée à attribuer le brusque essor de sa prospérité matérielle à l'indemnité des cinq milliards, absurdité manifeste qui a corrompu l'esprit public, et elle a supposé qu'une nouvelle razzia ramènerait l'abondance dans ses caisses. Elle a prêté l'oreille aux docteurs de contrebande et aux dilettanti de l'économie politique qui lui montraient dans la conquête des colonies françaises l'ouverture de riches débouchés ou dans l'annexion de l'Algérie et du bassin de Briey le moyen de s'assurer pour un temps indéfini le minerai de fer qui lui est indispensable, sans se demander si les rancunes que susciterait une guerre ne diminueraient pas dans une énorme proportion le nombre de ses clients et combien de temps serait nécessaire pour réoccuper les positions qu'elle aurait perdues et que guettent ses concurrents les plus alertes, les Américains. Elle avait rapidement oublié les vertus solides et les qualités moyennes qui seules créent les bonnes maisons, et, comme le commerce et l'industrie avaient pris chez elle un caractère de spéculation pure, il est naturel qu'au milieu de ses difficultés elle ait cherché

le salut dans une gigantesque opération de jeu.

D'ailleurs la guerre profite à une certaine catégorie d'usines, celles qui fabriquent le matériel militaire, et leur organisation est si puissante qu'au milieu de l'obscurité intellectuelle et morale dans laquelle se débat la moyenne des industriels, elles doivent réussir aisément à les rallier à leur politique belliqueuse. M. Paul Vergnet, dans son livre, *La France en danger*, que j'aurai à citer encore plus d'une fois et qui devrait se trouver dans toutes les bibliothèques scolaires et sur le bureau de tous les hommes politiques, a indiqué la part considérable qu'a prise dans la campagne pangermaniste la *Rheinisch-Westphælische Zeitung* qui est l'organe de la maison Krupp. D'autres journaux impérialistes sont subventionnés par les ateliers de constructions navales tels que le Wulkan, ou des fabriques d'armes, Lœwe et Mauser, Blohm et Voss, etc. Un procès récent a mis en lumière les accointances de certains officiers et de plusieurs fonctionnaires du ministère de la Guerre avec les représentants des usines d'Essen. Nous sommes très loin de tout connaître, mais les faits qui sont arrivés à la lumière suffisent pour établir l'existence d'une sorte de franc-maçonnerie occulte, où fraternisent des militaires et des capitalistes qui n'hésitent pas à sacrifier à leurs égoïstes convoitises les intérêts du pays et le repos de l'humanité.

Que de semblables collusions ne soient pas impossibles ailleurs, je le concéderai si l'on veut, quoique nous n'en ayons aucune preuve. Nulle part du moins leur effet ne saurait être aussi dangereux, parce que nulle part la concentration industrielle n'est poussée aussi loin et que nulle part les chefs des grandes entreprises et les présidents des trusts et des cartels n'ont une action aussi directe sur la marche du gouvernement. Comme les charbonniers sont forcés de

suivre les métallurgistes qui sont leurs principaux clients, il se constitue dans le monde industriel une coalition qui entraîne les indécis et qui étouffe la voix des quelques hommes de bon sens qui redoutent les aventures. En fait, depuis un demi-siècle, les partis libéraux qui représentent la bourgeoisie, ont toujours été les premiers à voter les crédits militaires, et leur docilité empressée a souvent prévenu et dépassé les demandes du Gouvernement.

Ils ont fini par imposer leur opinion même aux socialistes.

Non certes que j'aie l'intention de placer les socialistes sur le même rang que les pamphlétaires, les professeurs et les industriels qui ont délibérément prémédité la guerre et volontairement cherché la rupture. Nous connaissons fort mal les incidents qui ont précédé le vote du Reichstag le 4 août et les raisons qui ont déterminé les divers partis. Les quelques renseignements indirects et fragmentaires qui sont parvenus jusqu'à nous, permettent cependant de deviner que l'extrême gauche ne s'est résignée à accorder les crédits de guerre qu'après de sérieuses hésitations et une lutte douloureuse de conscience. Sodome eût été sauvée si elle avait possédé un seul juste : ce juste, l'Allemagne l'a trouvé — un peu tardivement — dans Liebknecht, qui s'est refusé à diminuer plus longtemps dans d'odieuses compromissions un nom révéré! Le *Vorwaerts* a courageusement démenti les ridicules accusations lancées contre nos soldats et a blâmé, autant que le lui permettaient les circonstances, les sauvageries de l'Etat-Major prussien. Il y fallait presque de l'héroïsme. A certaines heures noires, les âmes les mieux trempées

sont corrompues par le flot de la folie ambiante, et la justice la plus élémentaire ordonne de saluer avec un respect attristé le courage et l'effort moral des quelques cœurs intrépides qui essaient au moins de lutter contre le courant et de garder, dans le délire universel, une apparence de sang-froid. De même que jadis, dans les catacombes de la Rome impériale, quelques esclaves épelaient le livre d'où allait naître un monde nouveau, peut-être est-ce dans les ateliers où quelques ouvriers, momentanément impuissants et désemparés, pleurent leur rêve de fraternité universelle, que se prépare la résurrection d'une Allemagne nouvelle, lavée de ses souillures de sang, d'or et de boue. Honneur à ceux qui, au milieu des huées d'une foule stupide, tiennent haut et ferme le drapeau de l'avenir! Pitié à ceux qui ont été trompés et qui, de bonne foi, ont cru combattre le tsarisme! Espoir et confiance dans ceux qui cherchent dans les ténèbres et qui s'aperçoivent que la bannière des Hohenzollern ne saurait jamais être le drapeau de l'Internationale.

Sans manquer cependant à l'équité et sans confondre les socialistes, victimes, plus que coupables du crime d'août 1914, avec les coupe-jarrets qui l'ont savamment organisé, il n'en est pas moins évident que, depuis plusieurs années, la *Sozial-Demokratie* traversait une crise grave et qu'elle était peu à peu infectée du mal qui, de proche en proche, envahissait l'Allemagne entière.

On se rappelle l'émotion provoquée, il y a quelques mois, par les articles dans lesquels M. Andler mettait en garde le public français contre l'opinion universellement admise par nos militants, que les groupes d'extrême gauche auraient la force et la volonté de prévenir une rupture entre la France et l'Allemagne. M. Andler n'est pas suspect de natio-

nalisme agressif, et il y aurait quelque invraisemblance à le soupçonner de préjugés germanophobes. L'événement n'a prouvé que trop vite la justesse de ses prévisions.

En 1912, les socialistes ont rallié plus de 4 millions de voix et ils ont fait élire 110 députés; leur succès aurait été plus retentissant encore si les circonscriptions électorales, qui n'ont pas été remaniées depuis 1867, répondaient moins inexactement à la répartition actuelle de la population et ne réduisaient pas à la portion congrue les cités populeuses et les régions industrielles qui sont acquises à l'opposition radicale. Ne nous laissons pas pourtant abuser par les gros chiffres. Parmi les 4 millions d'électeurs qui votent pour les *Sozial-Demokraten*, combien sont seulement des frondeurs qui choisissent le candidat qu'ils supposent le plus désagréable à l'autorité! Ces électeurs d'occasion, bien loin d'adopter les théories de leurs députés, leur imposent leurs propres conceptions, si bien que chaque triomphe électoral des socialistes marque une atténuation de leur programme et un reniement progressif de leurs idées; les bourgeois votent pour les socialistes parce que les socialistes deviennent bourgeois. Dans les Congrès, on maintient tant bien que mal l'unité apparente du parti par des formules amphibologiques, mais l'influence des *revisionnistes*, Bernstein, Franck, Südekum, Heine, Hildebrand, Max Schippel, etc., y refoule celle des anciens chefs, plus réfractaires aux doctrines impérialistes, tandis que l'intransigeance de Rosa Luxembourg ou du D[r] Lensch semble uniquement destinée à amuser la galerie et à duper l'ennemi.

De temps en temps, sans doute, l'Empereur retrousse ses moustaches et brandit son grand sabre contre « le parti qui ose s'attaquer aux fon-

dements même de l'État »; il jure de ne pas « abandonner le combat avant d'avoir débarrassé le pays de cette maladie ». Il fait appel à ses féaux contre « cette bande de traîtres ». Ces mines de croquemitaine et ces éclats de voix ne trompent que les badauds à l'étranger. L'Empereur sait bien, suivant une parole qu'on lui prête avec assez de vraisemblance, que « ses socialistes ne sont pas si mauvais ». Dans ses jours de méchante humeur, M. de Bethmann-Hollweg avertit les députés de l'extrême gauche qu'il leur en cuirait d'essayer de passer des paroles aux actes. Ils l'écoutent avec d'autant plus de placidité qu'ils n'ont jamais, même en rêve, pensé à une révolution. Leur héroïsme se borne tout au plus à tenir quelques réunions publiques ou à organiser des processions, sous l'œil paternel d'une police qui sait à quoi s'en tenir; après ces manifestations de tout repos, tranquillement, bras dessus, bras dessous avec sa femme, chacun va boire sa bière et manger son *Nierenbraten* avec l'appétit que donne une conscience satisfaite. Jamais les socialistes n'ont tenté de peser sur le gouvernement par une grève politique, analogue aux grèves des mineurs, des postiers ou des cheminots, en France, en Angleterre et en Italie. C'est un parti de parade dont la complète incapacité d'action contraste tristement avec la force apparente.

On a même soutenu, avec une certaine vraisemblance, que les ministres ne sont pas autrement mécontents de ses triomphes. Il leur fournit un moyen infaillible de rassembler autour d'eux les forces réactionnaires, en effrayant les classes moyennes; il discipline les masses qu'il enrégimente et qu'il contribue à dresser à une parfaite obéissance. Il suffit d'avoir vu une fois le vieux Bebel présider un Congrès, de l'avoir entendu rabrouer les dissi-

dents et dicter ses ordres du jour, pour retrouver en lui le fils du sous-officier prussien; c'est une tare qui ne s'efface pas facilement, remarque très justement M. Andler.

Le socialisme allemand est internationaliste, mais seulement hors de l'Allemagne. On s'en aperçoit vite quand on étudie ses rapports avec les petits peuples voisins. Les Danois, les Polonais, les Hollandais, les Tchèques, qui se fourvoient dans ses assises générales, sont traités par les militants prussiens avec une morgue si hautaine et une insolence si dédaigneuse qu'elles révoltent les plus pacifiques. Ces prophètes de l'égalité se regardent comme les dispensateurs d'une vérité supérieure qui a été révélée à leur patrie, et, doctrinaires impénitents, du sommet de la montagne marxiste, ils toisent les pauvres hères qui implorent de leur bouche la parole sainte. Ils sont bien les fils intellectuels de ce Lassalle qui fut, à sa façon, un précurseur de Bismarck et dont le trait essentiel était l'hypertrophie du moi. Karl Marx, leur second maître, n'a jamais été antimilitariste.

Des *cahiers mensuels socialistes* dont M. Andler a donné d'importants extraits, il est facile de tirer un excellent manuel à l'usage des *conquistadores*.

Le souci de la grandeur nationale est le premier devoir de quiconque veut travailler à l'unité de l'humanité. Les progrès rapides de la population et de l'industrie de l'Allemagne l'obligent à étendre son territoire et justifient ses appropriations; elle doit regagner le terrain qu'elle s'est laissé enlever par la France et l'Angleterre, parce qu'aucune « nation, menacée et injustement entravée dans son propre développement, n'est tenue, par amour de la paix, de consentir à une jugulation lente, insensible dans le détail, mais meurtrière à la fin ». — Des colonies, encore des colonies. On les prendra où on

pourra, ici parce que les peuples qui les possèdent n'en tirent pas le meilleur parti possible, ailleurs parce que l'on assurerait aux indigènes un sort plus heureux, surtout parce que les choses se sont toujours passées ainsi et que le besoin crée le droit. Tant pis pour ceux qui se mettent sur notre route. « La haine contre l'Angleterre qui, comme une flamme brûlante, nous souffle au visage de tous les écrits des Impérialistes, n'est nullement un égarement de l'esprit, mais l'expression d'une révolte des classes possédantes, et, au point de vue économique, cette révolte est très fondée. »

« Loin de moi, dit M. Andler, de reprocher à Bebel son patriotisme ; qu'il dise : les cheveux blancs encore, je prendrais le fusil, si l'Allemagne était victime d'une agression étrangère ; — je ne saurais que l'en louer. — Comment concilier pourtant avec les intentions pacifiques qu'il affecte sa déclaration au Congrès d'Iéna : le mot d'ordre n'est pas de désarmer, mais d'augmenter les armements ! »

Vous n'avez pas le droit, a-t-on répliqué en France à M. Andler, d'imputer au parti tout entier des déclarations isolées qui n'engagent que leurs auteurs. — Malheureusement, en dehors des paroles, il y a les actes. Au moment du vote de la loi militaire de 1913, que l'on doit considérer comme la préface et la condition de la guerre actuelle, sans les socialistes, dont les 110 députés ont voté les mesures financières proposées par le Gouvernement, le projet aurait été repoussé. Ils ont mérité ainsi les éloges du député pangermaniste de Giessen qui les a félicités d'être devenus patriotes : « c'est grâce à leur collaboration que la loi a été votée si rapidement, » et dans le Congrès d'Iéna, au mois de septembre 1913, la conduite des députés a été ratifiée, malgré les résistances d'une minorité impuissante.

Comment ne pas se rallier alors aux conclusions de M. Andler? — « Il faut perdre une fois pour toutes l'illusion que le parti socialiste allemand est un parti antimilitariste; les classes ouvrières sont solidaires de la politique coloniale, solidaires d'une politique d'armement, défensive en principe, offensive s'il le faut. »

Que, dans l'ensemble du groupe, quelques idéalistes maintiennent le vieux drapeau de la fraternité humaine, je l'espère et je le crois; je ne prends pas du tout au sérieux, pour ma part, les explications malveillantes et alambiquées de certains journaux qui nous représentent Liebkneckt comme le complice ténébreux et machiavélique du parti militariste et ne voient en lui qu'une sorte d'appeau destiné à prendre au piège les socialistes étrangers. Je suis convaincu que son attitude avertira beaucoup de ses amis. Nous saluerons avec joie l'heure, peut-être prochaine, où la Démocratie allemande arrachera le bandeau dont elle s'était laissé recouvrir les yeux. Avec quel remords alors et quelle tristesse elle se rappellera les injures du compagnon Leuther contre la France, « à qui il faut enlever sa chimère de supériorité, pour calmer ses envies belliqueuses, » afin qu'elle ne barre plus la route à l'Allemagne, parce que, dans l'Europe continentale « il n'y a qu'un seul État moderne, au plein sens du mot, et cet État, c'est l'Allemagne ».

A la veille de la guerre, ce qu'il y avait de plus grave peut-être dans cette apostasie de la Sozial-Demokratie, c'est qu'elle était imposée aux députés par ceux de leurs électeurs qui naissaient à la vie politique. « La jeune génération nous échappe, disait tristement un des membres influents du Congrès d'Iéna, parce qu'elle ne veut pas entendre parler d'antimilitarisme. »

Ainsi, l'un après l'autre, sans fracas, s'écroulaient par un sourd travail de lente infiltration les frêles barrières qui auraient pu contenir le flot grossissant du chauvinisme belliqueux. Au milieu de leurs dissidences, les partis les plus opposés et les groupes les plus divers s'unissaient dans un même hosanna en l'honneur de la Germanie, omnisciente, omnipotente, éternellement victorieuse. Protestants et catholiques, disciples de Nietzsche ou sectaires de Haeckel, professeurs et boutiquiers, magnats de l'industrie ou prolétaires, tous communiaient dans la même pensée et juraient le même serment : détruire Carthage, et avec elle la France et la Russie soudoyées par la perfide Albion, afin que sur ses ruines fumantes se dresse le monde nouveau, le monde de la morale supérieure qui est la morale des forts, le monde de la science pure qui est la science d'outre-Rhin, le monde de l'exploitation rationnelle, qu'ont découverte les socialistes de la chaire, le monde de l'Allemagne.

Par la force de l'inertie, le mouvement ainsi lancé devient de plus en plus rapide; la boule de neige grossit en avalanche. Commencé en sourdine, le cantique à la gloire de la Teutonie triomphante s'élargit dans un tutti foudroyant.

M. Chéradame, dans son livre sur *L'Europe et la question d'Autriche*, signalait dès 1901 les manœuvres de l'*Alldeutscher Verband*, l'Union pangermaniste. Sortie d'une société qui avait été fondée en 1886 par le Dr Peters pour rallier l'opinion à la politique coloniale, après quelques années difficiles, elle s'était définitivement constituée en 1895; à ce moment elle comptait à peine 8 000 membres. Depuis, ses progrès ont été extraordinairement rapides, grâce en

partie à son président le Dr Hasse, et, en quelques années, le chiffre de ses adhérents avait triplé. Elle a pour devise la parole du Grand-Électeur : Souviens-toi que tu es Allemand ; — pour but, le développement de la conscience nationale ; — pour objet, l'expansion de la richesse et de la puissance germaniques ; — pour champ d'action, le monde.

Elle publie depuis 1894 un journal officiel, les *Feuilles pangermanistes*, édite des brochures de propagande ou des cartes, organise des sections locales, préconise le développement des forces militaires. — L'Allemagne est entourée d'une coalition permanente d'ennemis implacables ; son armée la garantira de tous les dangers, pourvu qu'elle n'hésite pas dans l'emploi des moyens radicaux. Les peuples mâles doivent établir leur domination sur les nations femelles. Sans doute les Allemands ne seront pas les seuls habitants de l'Europe nouvelle qu'ils auront fondée ; mais seuls, ils exerceront les droits politiques, serviront dans l'armée ou la marine et posséderont des domaines fonciers ; ils reprendront ainsi la conscience d'être un peuple de maîtres, comme ils l'avaient au Moyen Age ; ils toléreront que les étrangers établis au milieu d'eux exécutent les travaux manuels inférieurs ! (*La Grande Allemagne et l'Europe centrale vers 1950*, p. 48, Berlin, 1895.)

La perspective de s'entourer d'esclaves sur qui l'on se décharge des besognes vulgaires est alléchante. Le programme de l'Union pangermaniste a été adopté par une série de sociétés analogues, les unes déjà anciennes, comme la *Société de Gustave Adolphe* et la *Ligue Évangélique*, les autres récentes, comme l'*Odin-Verein*, sans compter celles dont le programme est plus restreint, mais qui, sous une forme voilée, poursuivent le même but. Au début du siècle, l'Union comptait parmi ses protecteurs et ses directeurs les

personnages les plus hauts placés, le cardinal Kopp, prince-évêque de Breslau, le comte de Stolberg-Vernigerode, ancien gouverneur de la Prusse orientale, etc. Son influence dépassait les limites de l'Empire, et elle était assez forte pour chasser du pouvoir le ministre autrichien Badeni, coupable d'avoir reconnu aux Tchèques le droit d'user de leur langue maternelle.

Aujourd'hui, elle compte deux cent-dix sections, et ses six directeurs peuvent sans une outrecuidance excessive se donner pour les meneurs de la haute politique.

M. Paul Vergnet a tracé la liste des principales ligues qui répercutent son action et qui soutiennent son œuvre; elle est fort longue, bien qu'il n'ait pas osé les énumérer toutes, de peur de lasser la patience de ses lecteurs. Quelques-unes sont très puissantes : la Société Générale pour la Langue allemande compte plus de 30 000 membres; la Ligue Maritime allemande, près de 350 000; la Ligue de Défense allemande, 280 000, sans parler des sociétés d'anciens militaires qui couvrent d'un réseau serré toutes les provinces de l'Empire.

Toutes ces ligues, toutes ces sociétés nationalistes ont à leur service les journaux les plus influents, aussi bien la réactionnaire *Gazette de la Croix* que la *Vossische Zeitung* qui se prétend libérale. Le *Berliner Lokal Anzeiger*, à demi officiel, et la *Gazette de Cologne*, plus qu'officieuse, n'en offrent pas moins asile aux articles les plus venimeux et les plus passionnés, et les *Münchner neueste Nachrichten* jettent à pleines mains la bonne parole au milieu des Allemands du Sud, que l'on supposerait moins avides d'un pareil enseignement. Au-dessus, planent les *Annales de Prusse*, qui se présentent comme un organe scientifique, et le plus remarquable journaliste peut-

être de l'Allemagne contemporaine, le plus acrimonieux en tout cas des héritiers du fiel de Bismarck, Max. Harden, qui, pour atteindre quelques amis personnels de l'Empereur, suspects de tendances pacifiques, n'a pas hésité à provoquer les scandales du procès Eulenbourg, dont les éclaboussures ont sali la pudibonde et familiale Allemagne, s'est fait, suivant l'expression de M. Andler, « une petite fortune en ameutant les chauvins de l'Empire par ses hurlements frénétiques ».

Dans quelle proportion ces enragés ont-ils déterminé la politique officielle pendant les dernières années? Il est impossible de le mesurer, et il y aurait quelque imprudence à prendre au sérieux les vantardises du général Keim, le président de la Ligue pangermaniste, qui s'est flatté souvent d'imposer sa volonté au ministère. Une chose du moins est incontestable, c'est que l'opinion publique surchauffée, loin d'être un frein susceptible d'arrêter le gouvernement, — le poussait avec une véhémence croissante du côté où il penchait. A la moindre preuve de modération, les chauvins avaient un accès d'épilepsie, et leurs récriminations, pour peu que l'Empereur refusât de les suivre jusqu'au bout, retentissaient si furibondes qu'elles paraissaient mettre en péril jusqu'à la solidité du trône.

Le marché était inondé de brochures et de livres qui reflétaient à la fois et augmentaient l'excitation graduelle des esprits. La légion sacrée des fanatiques se grossissait de la cohue flottante qui forme partout la majorité, les niais qui acceptent sans critique les absurdités les plus invraisemblables, les timides qui n'osent pas avouer leurs répugnances de peur qu'on ne suspecte la sincérité de leur loyalisme, les snobs qui suivent la mode, les arrivistes et les aigrefins qui exploitent le succès. La prédication nationaliste était

une excellente affaire : on vendait 10 000 exemplaires en un an de l'essai de M. Paul Rohrbach, *La Pensée Allemande dans le Monde*, — qui visait cependant surtout le public lettré ; 30 000 en quelques mois, de la brochure de M. Daniel Frymann, *Si j'étais l'Empereur* ; 250 000, d'un pamphlet stupide sur la légion étrangère ; en quelques semaines, *L'Heure décisive de l'Empire Allemand* de Frobenius atteignait sa quatorzième édition.

A mesure qu'elle se multiplie, toute cette littérature devient de plus en plus idiote et creuse, mais aussi de plus en plus violente. C'est la loi du genre. Une fois que l'on s'adresse aux passions basses du public, on n'a d'autre recours, pour qu'il n'accoure pas à la parade du voisin, que de frapper la grosse caisse à tour de bras. C'est cela même qui nous a empêchés d'attacher à tout ce vacarme l'importance qu'il méritait. Nous avons instinctivement horreur de l'exagération, de l'emphase, de la réclame, du bluff ; nous avons comme malgré nous confiance dans la raison, dans la vérité, dans le bon sens. Nous croyons que le ridicule tue. Mais justement l'Allemagne n'a pas le sens du ridicule et elle accepte sans broncher tous les boniments de ses matamores.

Ils ne se mettent pas en frais d'imagination et leurs arguments reviennent avec une monotonie désespérante. Dès 1897, les prospectus de la Ligue pangermaniste disaient : Il faut que nous inspirions au peuple la conviction que l'évolution de l'Allemagne est loin d'être terminée par l'année 1870. Au delà des poteaux rouges-blancs-noirs de la frontière, vivent, ne l'oublions pas, des millions d'Allemands. Avant tous les autres peuples, les Allemands ont le droit et le devoir de prendre part, en leur qualité de peuple de maîtres, à la direction des destinées du monde. Rappelons-nous que, sur le chemin qui mène à la

puissance mondiale, nous n'avons fait que le premier pas.

Tous les pamphlets publiés depuis ne sont que le développement de ce thème.

Majeure : L'Allemagne n'est pas seulement supérieure aux autres peuples; entre elle et eux il n'y a pas de commune mesure. Nous sommes le peuple le plus guerrier de l'Univers. Pendant deux siècles, la force allemande a soutenu l'Empire romain chancelant. Sept fois dans les batailles des Nations, dans la forêt de Teutobourg contre Varus, aux Champs Catalauniques contre Attila, à Tours et à Poitiers contre les Arabes, sur les bords du Lech contre les Hongrois, à Liegnitz contre les Mongols, devant Vienne contre les Turcs, à Waterloo enfin, nous avons sauvé la civilisation de l'Europe. Nous sommes le peuple le mieux doué dans tous les domaines de la science et des beaux-arts. Nous sommes les meilleurs colons, les meilleurs marins, les meilleurs commerçants (*Dr Fritz Bley, die Weltstellung des Deutschtums*).

Mineure : Autour de nous, décadence et corruption; la France ne compte plus, la Russie se débat dans une précoce décomposition; l'Angleterre a perdu dans l'habitude du confort le sens du sacrifice et l'idée du devoir.

Conclusion : Donc l'Empire doit nous appartenir. « Il faut à l'Allemagne une politique active, je dis tranquillement agressive... » (*Dan. Frymann, Wenn ich der Kaiser wære, Leipzig, 1912*)[1]. Nos succès inquiètent le monde : tant pis pour le monde. L'Angleterre est jalouse de notre prospérité économique, de nos dreadnoughts, de nos colonies; elle joue le rôle d'Othello, mais l'Allemagne n'est pas Desdémone, et,

1. *L'Information* a publié une traduction partielle de ce pamphlet célèbre, parfaitement niais d'ailleurs, d'autant plus caractérisque par cela même.

à la première occasion, nous relèverons le gant et nous réglerons nos comptes par le fer et par le sang. La lutte sera difficile : remercions-en l'Éternel qui nous prépare ainsi de plus enivrants triomphes; l'Allemagne n'a jamais eu des destinées faciles et c'est à ces difficultés mêmes qu'elle doit sa grandeur et son héroïsme.

Comment faire d'ailleurs? — On ne veut pourtant pas que nous laissions éternellement à nos rivaux les bouches de notre grand fleuve, le Rhin! La Belgique et la Hollande comprendront-elles la nécessité qui nous contraint à réclamer notre patrimoine? Il est à craindre que non, et alors il faudra bien que nous les annexions par la violence.

Nous n'y aurons certes aucun plaisir. La Belgique est pourrie de catholicisme et de socialisme; la Hollande, desséchée par des siècles de vie étroite et bourgeoise, au point que l'on peut se demander si même une longue coexistence avec une race supérieure les guérira de leurs maux. Ne désespérons pas cependant; assez de sang teuton coule dans les veines de ces peuples abâtardis pour qu'ils rejettent les virus malsains que leur ont inoculés la France et l'Angleterre

La Russie nous abhorre, — sans raison certes, puisque nous avons été pour elle les meilleurs voisins, que nous lui avons fourni sans compter ses ingénieurs, ses diplomates, ses généraux, ses souverains; — hélas, la vertu est rarement récompensée et la générosité n'enfante que l'ingratitude! La haine dont nous poursuivent les Slaves est incurable, parce que c'est la haine innée qu'inspire à une race inférieure une race mieux douée[1]; ils détestent notre application,

1. Le ministre Hammerstein au Landtag, 25 janvier 1904 : « Il ne faut pas oublier que, dans nos relations avec les Polonais, nous n'avons pas affaire à des égaux. Avec une pareille race, notre rôle à nous est de commander; le leur, d'obéir. »

notre moralité, notre esprit de conduite et d'épargne. Dans la lutte prochaine, ces qualités nous garantissent la victoire, et les milliers d'hommes que nos adversaires alignent sur le papier ne nous impressionnent pas. *Viele Feinde, Viele Ehre* : avec le nombre des ennemis grandit l'honneur de la victoire.

Le moment approche où l'Allemagne, débarrassée de ses ennemis, aura ses coudées franches. D'abord on nettoiera les territoires voisins de la vermine impure qui les encombre : les Polonais, les Magyars, les Tchèques, les Welches, qui ne sont qu'un poids mort pour l'histoire. (Paul de Lagarde, *Deutsche Schriften*, p. 27.) « Il faut que le conquérant ait la volonté absolue de dominer et qu'il travaille à l'anéantissement politique et ethnique des vaincus [1]. Les meilleurs s'assimileront et prendront lentement leur place dans les rangs des vainqueurs ; les autres seront expulsés, ils iront chercher fortune où il leur conviendra. — Salomon a dit : Ne sois pas trop sage, ne sois pas trop juste. Les Polonais, d'après le général de Bernhardi, doivent être traités comme des ilotes, et leurs privilèges se réduisent à trois : « payer l'impôt, fournir des recrues et tenir leur gueule [2] ».

En face de ces doctrines sauvages qui soulèvent le cœur, le lecteur, pour trouver un peu d'air pur, songe aux maîtres du passé.

Quel malheur que l'Allemagne pratique si peu ses classiques ! Que tous ces apôtres du triomphe des races supérieures gagneraient à relire leur Gœthe :

Wie viel bist du von andern unterschieden?
Erkenne dich, leb' mit der Welt in Frieden.

1. Article de K. F. Wolf, dans les *Alldeutsche Blætter* de septembre 1913. Cité par Vergnet, p. 195.

2. *Journal de Colmar*, 16 août 1900, cité par Chéradame, *L'Europe et la Question d'Autriche*, p. 239.

Pauvre misérable, en quoi te distingues-tu des autres hommes! Rentre en toi-même et vis en paix avec le monde.

Qu'il leur serait utile même de ne pas se contenter des quelques pauvres extraits qu'on leur donne de Fichte et de se reporter au texte même des *Discours à la nation allemande.* Les Allemands, écrit Fichte, sont un peuple naïf, original, le seul qui ne soit pas emmailloté dans des doctrines absolues; s'il se corrompt et s'il périt, l'humanité entière se corrompt et périt avec lui. Mais il ajoute aussitôt : « il faut élever une nouvelle génération qui honore dans sa patrie l'image et les gages de l'éternel humain et qui un jour *commence le combat contre la pensée absurde et détestable de la monarchie universelle!* »

Quelle humiliation pour la raison de penser que de si nobles conceptions aboutissent à des théories aussi abominables et aussi folles! quel désespoir pour tous ceux qui veulent croire au progrès, à l'esprit de Dieu se réalisant de plus en plus dans le monde, de voir ceux qui devraient être les héritiers légitimes de Gœthe et de Fichte, s'abêtir en s'enivrant à la coupe empoisonnée des sophistes et des charlatans. Malgré tout, la parole du prophète demeure : Ceci tuera cela, l'esprit brisera le glaive. *Hoc signo vincemus,* nous vaincrons par notre drapeau qui est le drapeau de Valmy, de Jemmapes, le drapeau de la liberté et du droit, le drapeau de la justice et de la pitié.

En attendant, les Pangermanistes criaient : Colonies, toujours plus de colonies! Conquête! Butin! — et ils entraînaient à leur suite le troupeau. — *Furor teutonicus!*

Presque au lendemain de son avènement, Guillaume II disait à sa noblesse de Brandebourg : « Je vois dans le peuple et dans le pays qui m'ont été transmis un gage qui m'est confié par Dieu et que

c'est mon devoir d'accroître comme il est dit dans la Bible..... Je pense administrer ce gage de telle manière que *je pourrai y ajouter encore pas mal. Ceux qui voudraient me gêner dans ce travail, je les écraserai.* »

« Dieu l'a voulu, télégraphiait-il après le renvoi de Bismarck. J'ai le poste de l'officier de quart sur la passerelle du navire de l'État. La route reste la même. Et maintenant, à toute vapeur, en avant. »

Guillaume avait bu, l'Allemagne était ivre. Ensemble ils partirent à la conquête du monde.

CHAPITRE VI

LE TRAITÉ

Nous dicterons la paix. — Le caractère de la guerre actuelle doit déterminer les conditions du traité : équilibre, respect des nationalités, suppression du régime de la paix armée. — De la possibilité d'un désarmement général. — La réorganisation de l'Europe et l'Allemagne. — Restauration de la Pologne. — Question d'Autriche. — La Bohême et la Serbie. — Magyars et Roumains. — La liquidation de la Turquie. Constantinople et l'Asie Mineure. — Conclusion.

On prête à Émile de Girardin un mot souvent répété : On peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus. Les apologistes les plus fougueux de la guerre ne sauraient cependant la considérer comme un état normal. On se bat pour arriver à un traité. Quel sera ce traité?

Tout d'abord, une chose doit être bien entendue. — Ce traité ne peut être que celui que nous imposerons. Il est incontestable que l'Allemagne regrette aujourd'hui son imprudence et qu'elle accepterait avec empressement le *statu quo ante bellum*; peut-être même consentirait-elle à payer une indemnité de guerre pour compenser la dévastation de la Belgique et de la France. Elle compte, pour arriver à ses fins, sur la légèreté française et l'inconstance russe. Ce n'est ni la première ni la moindre de ses erreurs psychologiques Elle se trompe aujourd'hui

sur l'état moral de ses adversaires, comme elle s'est trompée au mois de juillet. Nous aurons des échecs, c'est possible; nous subirons des pertes énormes, c'est certain; le sang le plus pur de nos veines coulera sur les champs de bataille et notre cœur se déchirera et nos yeux s'abîmeront de larmes en voyant décimer la jeune génération, si simple dans son héroïsme, si généreuse, que de nos mains paternelles nous avions protégée contre le mal et l'erreur et en qui nous caressions avec joie le printemps d'une humanité meilleure. Meurtris, mutilés, pantelants, nous ne céderons pas. La guerre durera ce qu'elle durera; elle coûtera ce qu'elle coûtera; elle ne finira que quand nous aurons réduit notre adversaire à merci. C'est assez d'avoir du crêpe à nos chapeaux, nous ne voulons pas nos drapeaux en deuil, et ils seraient en deuil si notre victoire n'était absolue.

Je n'ai pas, cela va de soi, la prétention de fixer d'avance le détail des futures stipulations du congrès. Je reconnais volontiers que, sur plusieurs points, — souvent essentiels, — diverses solutions sont possibles et même raisonnables. J'avoue que les idées auxquelles je me suis momentanément arrêté sont quelquefois loin de me satisfaire complètement et je ne me dissimule pas la gravité des objections qu'elles soulèvent. Je crois cependant indispensable de tracer dans ses grandes lignes un programme général, afin au moins de provoquer la discussion; il importe que nous ne soyons pas pris au dépourvu et que nous ayons réfléchi d'avance aux difficultés qui surgiront au lendemain de la victoire.

Je ne suis ni un diplomate, ni un député, et les opinions que j'exprime ne sauraient gêner personne, puisqu'elles n'engagent que moi. Mais, de même que, avant de partir pour leur mission, les ambassadeurs du Roi recevaient de lui leurs instructions, les

ambassadeurs de la République Française doivent recevoir les leurs de la Démocratie. L'heure est venue d'en finir une bonne fois avec la politique de couloirs, les conventions secrètes et les traités occultes. Nous voulons pouvoir avouer toutes nos intentions, et tous les citoyens doivent être appelés au Conseil, puisque tous sont prêts à sceller de leur vie les engagements qui y seront contractés.

La crainte de susciter des divisions dangereuses ne m'effraie pas. Je ne suis pas sûr que la France eût été plus facilement victorieuse en 1793 si l'on eût prorogé la Convention, et je juge parfaitement absurde le régime de la censure sous lequel nous vivons depuis cinq mois. Il est puéril de s'imaginer que la guerre supprime les divergences, religieuses ou sociales, et dangereux de se bercer du rêve d'une union idyllique, qui ne répond et ne saurait répondre à la réalité. Un mensonge a beau être baptisé sacro-saint, il est toujours funeste, et l'entente ne peut se faire que par la discussion et non par le silence, qu'il faudra toujours bien qui se rompe. Ayons foi dans la vérité, dans la lumière, dans la raison. Je me demande ce que signifierait la bataille que nous livrons, si cette foi n'était qu'une illusion, et ce que vaudrait la victoire, si elle n'aboutissait qu'au maintien des anciennes habitudes.

Donc, nous avons le droit, et nous aurons la force, de dicter nos conditions.

Ces conditions, que seront-elles?

Pour les déterminer, il importe avant tout de se rappeler la nature réelle du conflit, et, par conséquent, le sens de la lutte.

Que prétendait l'Allemagne? — Aucun doute ne subsiste sur ce point. Elle voulait *organiser* l'univers,

c'est-à-dire qu'elle réclame la domination universelle. — Que représentent les alliés? L'équilibre. Ils veulent qu'aucune nation, quel que soit le nombre de ses habitants, ne puisse être menacée dans son existence; que tous les peuples soient libres de développer leur activité dans des conditions normales, sans avoir à craindre chaque matin de se voir signifier un arrêt d'expropriation en vertu de je ne sais quelle supériorité mystique.

Si nous admirons la sincérité et l'intensité du patriotisme germanique, il nous est radicalement impossible d'accepter les prémisses sur lesquelles il se fonde et les conséquences auxquelles il aboutit. Il exige le gouvernement du monde en vertu d'une sorte de droit d'aînesse divin. Nous avons depuis longtemps supprimé la prérogative de la naissance. Nous ne croyons pas aux prétendus décrets d'une Providence imbécile qui aurait à jamais créé des hommes de première et de deuxième catégorie, des nations mâles ou femelles, des types définitifs et des monstres. Nous saluons avec respect la race qui a produit Kant et Beethoven, mais on ne nous persuadera jamais que les peuples d'où sont sortis Shakespeare et Bacon, Pouchkine et Tolstoï, Rabelais et Molière, soient marqués d'une tache originelle qui les condamne à un rôle de deuxième plan.

Votre passé fût peut-être grand, répliquent les Allemands, mais il est mort. Vos jours sont périmés, et votre gloire est éteinte. — En êtes-vous bien sûrs, et votre haine serait-elle si implacable, si les rayons de notre génie n'éblouissaient vos yeux? Y a-t-il si longtemps que notre Hugo est mort, et depuis combien d'années vos Fontane, vos Sudermann et vos Gérard Hauptmann seront-ils ensevelis sous la cendre de l'oubli alors que les jeunes têtes bouclées se coloreront encore d'un sourire de joie en lisant ses vers

d'amour, d'enthousiasme et de foi? — Je n'ai jamais été heureux, confessait Bismarck vieilli, je n'ai jamais fait d'heureux, — et, dans ses nuits d'insomnie, il écoutait, désenchanté et tenaillé par de vagues remords, monter vers lui l'horreur des champs de carnage. Que de milliers de mères, près du berceau de l'enfant retrouvé, sentiront leurs yeux se mouiller de larmes de reconnaissance et de joie en prononçant le nom de notre Pasteur!

Toujours nos victoires ont été fécondes, et nos trophées, ce sont les nations à qui, comme le maître de toute pitié et de tout amour, nous avons dit : Lève-toi et marche! — L'Italie que nous avons arrachée aux bandits de Haynau; la Roumanie dont Napoléon III et Alexandre II ont protégé les premiers pas contre la jalousie de François-Joseph; la Grèce que la Russie, l'Angleterre et la France ont arrachée à la sauvagerie des Turcs, vos amis, vos protégés et vos gardes-chiourme. Et vous-mêmes, Allemands, si fiers de votre unité, que seriez-vous, si nos armées révolutionnaires n'avaient balayé la poussière de vos Reichsritter et de vos Reichsgrafen et ne vous avaient appris à balbutier les mots de patrie et de liberté! Vos nationaux-libéraux, sans qui l'œuvre de Bismarck n'aurait été ni réalisée, ni conçue, que sont-ils, sinon les pâles continuateurs de ce Parlement de Francfort qui ne se serait jamais réuni sans notre révolution de 1848!

Vous raillez nos vices, et vous n'avez pour cela qu'à reproduire les satires que nous écrivons sur nous-mêmes. Nous nous plaisons à nous calomnier et Mme de Swetchine pourrait toujours écrire : Depuis que je suis en France, je n'en entends dire que du mal. Mais vos espions ne vous renseignent qu'incomplètement, et leurs rapports fielleux ou niais vous cachent la vérité réelle. Lequel de vos écrivains

compte dans le vaste monde autant d'admirateurs qu'Anatole France, et parmi vos artistes, lequel oserait se comparer à Rodin? Est-ce une nation dégénérée que celle des Curie et des Henri Poincaré! Êtes-vous bien persuadés vous-mêmes que la gloire de Sedan soit supérieure à celle que nous ont méritée notre courage dans l'infortune, la vaillance et la gaieté avec laquelle nous avons supporté nos blessures, et l'inflexible douceur avec laquelle nous avons repoussé vos avances? De quelles provinces êtes-vous sûrs qu'elles vous garderaient l'immuable fidélité que nous a conservée l'Alsace? Comptez-vous pour rien l'effort magnifique que nous avons réussi en organisant sur un sol encombré des restes d'un passé si lourd par son incomparable splendeur, une démocratie absolument libre et où tous les citoyens ne sont unis que par l'adhésion spontanée de leur amour pour la patrie commune! Vous avez haussé les épaules et constaté une fois de plus notre pourriture quand vous nous avez vus nous déchirer à propos d'un pauvre Juif injustement condamné. C'est que vous ne compreniez pas! mais l'univers a frémi sur ses bases; il a senti ce qu'il y avait de saint dans cette révolte des consciences contre une sentence illégitime, et de divin dans cette insurrection de la justice et de la pitié.

Nous ne sommes pas aimés, disait déjà Bismarck. — *Uns lebt kein Freund auf der weiten Welt*, soupire Harden, nous n'avons pas un ami sur cette vaste terre. — L'Allemagne n'a que bien peu d'amis dans cette guerre, écrit M. Wundt dans la *Scientia* du 1er janvier 1915, et il constate tristement qu'en Hollande, en Norvège, dans le Danemark, c'est-à-dire dans les pays que la race devrait rapprocher de l'Allemagne, ce qui domine, c'est l'antipathie. Il n'est pas douteux que, dans le conflit actuel, ce n'est pas à

Guillaume II que vont les vœux des neutres, et nous sommes prêts d'avance à nous en remettre à leur jugement : que nos adversaires organisent un plébiscite; nous leur laissons le droit d'en déterminer les formes et nous en acceptons d'avance le verdict.

N'est-ce pas un symptôme grave que cette quasi unanimité des peuples en notre faveur, qui rallie à notre cause, presque sans exception, tous ceux qui ne sont pas retenus dans la captivité germanique par des raisons directes d'intérêt personnel? Comment l'expliquer? — Envie, répondent les écrivains d'outre-Rhin, parti pris, préjugés. — Pauvres réponses. A qui persuadera-t-on que l'Angleterre envie le Togoland ou les plateaux desséchés de l'Afrique Occidentale allemande, ou que les citoyens français jalousent le bonheur des sujets du Kaiser! — Préjugés? Parti pris? — Mais ce sont nos écrivains qui ont lancé votre gloire; Michelet, Quinet, Taine, Renan ont été les héraults de votre renommée et ils ont crié à tous les coins de l'horizon ce qu'ils devaient à votre enseignement, sans même se demander si leur reconnaissance ne se trompait pas souvent d'adresse et si les méthodes qu'ils vous remerciaient de leur avoir apprises n'avaient pas chez nous leur origine. Notre école actuelle de germanistes vous a-t-elle jamais trop parcimonieusement mesuré les éloges, et de Gœthe à Wagner, lequel de vos maîtres n'a pas eu chez nous ses disciples et ses fanatiques? — Les Anglais n'ont été ni moins dociles, ni plus réservés dans l'admiration. Il suffit pour s'en convaincre de lire dans la *Scientia* du 1er janvier 1915, l'article de M. Ashley, le professeur de l'Université de Birmingham, qu'il n'y a pas si longtemps l'Université de Berlin, en lui décernant le titre de docteur honoraire, appelait « un ami fidèle de notre nation ».

Ce qui vous a aliéné les sympathies, c'est votre

vanité, votre incapacité totale à sortir de vous-mêmes, la paralysie chez vous de toutes les facultés de critique et même de raisonnement. M. Wundt porte un nom respecté, il a l'habitude de la réflexion. Et c'est ce philosophe qui ose écrire : (*Scientia*, p. 82) — « La Belgique, par les traités qu'elle avait conclus en 1906 et en novembre 1909, avait cessé d'être neutre », — comme si, en admettant même l'existence de ces traités imaginaires et absolument controuvés, des actes qui n'ont été connus qu'en octobre, pouvaient, quels qu'ils fussent, justifier le crime commis par l'Allemagne au mois d'août. « La Suisse, continue M. Wundt, les États Scandinaves, la Hollande, le *Luxembourg* se sont abstenus de semblables conventions : aussi ont-ils sauvé avec leur intégrité, leur neutralité. » Ainsi la neutralité du Luxembourg, si nous en croyons M. Wundt, a été respectée ! — « Il n'y a pas une personne en Allemagne, continue votre psychologue, qui ait jamais parlé de faire violence aux États pacifiques. Ceux qui ne connaissent pas les sentiments qui dominent en Allemagne à ce sujet ou qui ne se donnent pas la peine d'apprendre à les connaître, auraient pu du moins être convertis par les débuts de la guerre. On sait qu'encore après la prise de Liége, le Gouvernement Allemand a offert à la Belgique de lui garantir son intégrité, dans le cas où elle cesserait toute résistance et permettrait le passage de l'armée qu'une urgente nécessité imposait pour des raisons militaires.

« Le Luxembourg, dont le Gouvernement s'est contenté d'une protestation justifiée, n'a subi aucun dommage et personne ne pense de même à l'avenir à mettre en question son indépendance. *Dem Luxemburgischen Lande, dessen Regierung sich mit dem berechtigten Protest begnügte, ist kein Haar gekrümmt*

worden, und niemand denkt daran auch fernerhin dessen Selbstständigkeit in Frage zu stellen. »

Si M. Wundt ne comprend pas ce que cette phrase a à la fois de ridicule et d'odieux, c'est évidemment que nous n'avons pas le cerveau construit de même, et toute discussion est vaine entre nous comme entre deux habitants de planètes différentes.

Est-il vrai que M. de Jagow a fait transmettre par le prince Lichnovsky à Sir Ed. Grey, le 4 août 1914, une note où il disait : « l'Allemagne est obligée de ne pas tenir compte de la neutralité belge? (*Livre bleu*, n° 157.) — Est-il vrai que, dans la même note, pour démontrer qu'il n'avait pas l'intention de supprimer définitivement la Belgique, M. de Jagow ajoutait : « La sincérité de cette déclaration est prouvée par notre engagement solennel à l'égard de la Hollande de respecter strictement sa neutralité. Il est évident que nous ne pourrions annexer profitablement le territoire belge, sans nous agrandir en même temps aux dépens de la Hollande? »

Il suffit de quelques petites phrases pareilles, — quand elles sont malheureusement soulignées par des incendies et des massacres, — pour expliquer le soulèvement unanime des consciences, et que les peuples qui ont quelque souci de leur indépendance se révoltent contre cette manière de comprendre la neutralité, qu'ils s'épouvantent des raisonnements par lesquels M. de Jagow prétend les rassurer, — qu'ils se détournent avec effroi du bloc enfariné où essaient de les attirer MM. Dernburg, Ostwald et Cie, je ne crois pas que personne s'en étonne, en dehors de M. Wundt et de quelques-uns de ses amis.

Le patriotisme germanique, qui a toujours été haineux et étroit, s'est encore racorni pendant les vingt dernières années. — « On nous commanda le patriotisme, écrivait Heine dès 1833, et nous devînmes

patriotes, car nous faisons tout ce que nos princes nous ordonnent. Ne confondez pas pourtant ce patriotisme avec ce qui porte le même nom en France. Le patriotisme échauffe le cœur du Français et, par cette chaleur, son cœur s'élargit, s'ouvre; il n'aime plus seulement ses proches, mais la France entière, et son amour embrasse tous les pays de la civilisation. Le patriotisme de l'Allemand au contraire rétrécit son cœur qui se contracte, comme le cuir par le froid; il hait tout ce qui est étranger; il n'est plus citoyen du monde, il n'est plus européen, il ne veut plus être qu'un étroit Allemand. »

Cet exclusivisme maladif se complique chez nos voisins d'une sorte d'aversion métaphysique pour les groupes numériquement peu nombreux et de la conviction mystique que le monde actuel vit dans une sorte d'anarchie; pour l'y arracher, il est indispensable de le soumettre à une direction unique, à condition bien entendu que ce soit la direction de l'Allemagne. M. Naumann veut ainsi supprimer la Belgique pour cette unique raison qu'elle forme un petit État et que ce morcellement du monde est contraire « au mouvement général de centralisation de la maîtrise de l'humanité ». Il est dommage seulement qu'il ne fixe pas le chiffre de millions d'hommes au-dessous duquel un groupe ethnique perd le droit d'exister. Et quelle absurdité manifeste de supposer que la suppression de la Belgique, des Pays-Bas, de la Suisse, du Danemark, de la Serbie, etc... — car où s'arrêterait la liste? — enrichirait la vie de l'Univers!

La civilisation, disait Rieger et ont répété les Universités françaises, est l'œuvre non pas d'un peuple unique, mais de tous les peuples, et elles n'ont fait ainsi qu'exprimer la tradition individualiste française qui croit à l'égalité des races et à la division du travail.

Les nations, suivant la forte expression de M. Saroléa, sont complémentaires. Chaque peuple est nécessaire aux autres, parce que ses qualités propres impriment à son œuvre une marque de fabrique et que de là naît la variété indispensable au progrès universel. A certaines heures, tel ou tel groupe prend un instant en mains le drapeau qu'il remet ensuite à ses voisins pour rentrer dans le rang; au moment où il assume ainsi la direction des âmes, il n'acquiert pas des droits supérieurs, mais il contracte des devoirs plus élevés. Dans le travail successif des siècles et des races, les nations les plus faibles par le nombre n'ont pas eu le rôle le moins éminent. Athènes n'a jamais été qu'un État minuscule, et la Florence du XVe siècle n'a jamais été une république bien puissante; la Hollande nous a donné la liberté religieuse, Spinoza et Rembrandt; la Belgique des Van Eyck est aussi celle de Maeterlinck; c'est à Genève qu'a vécu Calvin et de Genève que nous est venu Rousseau; un petit peuple, — les Tchèques, — a le premier brisé la tyrannie pontificale, et c'est à un Norvégien, Ibsen, que les auteurs les plus connus de l'Allemagne contemporaine ont demandé leur première inspiration. Un peuple qui disparaît c'est une lumière qui s'éteint, c'est une étoile qui meurt.

Ce qu'il y a de grave et de menaçant dans les théories politiques de l'Allemagne, c'est qu'elles ne sont pas la fantaisie d'une heure d'excitation ou l'élucubration de quelques cerveaux malades, mais le résumé et la substance de l'histoire de la Prusse. Tant qu'il ne s'est agi que de dépouiller les Habsbourgs, leurs rivaux de Berlin se sont volontiers parés du masque de la démocratie et se sont présentés comme les libérateurs des nations. — Voile trop transparent sous lequel apparaît la grimace sarcastique du tyran rapace. — Chaque gradin du trône

de ces prétendus émancipateurs est formé par le cadavre d'une nation égorgée. La conquête de la Silésie par Frédéric II contraint Marie-Thérèse à abolir la constitution fédérative sous laquelle vivaient depuis des siècles les Slaves d'Autriche, et à inaugurer le régime de germanisation centraliste; et sous ce joug halètent depuis et regimbent les Slovènes et les Tchèques; c'est Frédéric II encore qui prépare et impose à ses voisins le premier partage de la Pologne, Frédéric-Guillaume II encourage les patriotes de la Grande Diète de Varsovie et signe avec eux une alliance solennelle pour les trahir aussitôt et leur porter le coup fatal. En 1859, Napoléon III est obligé d'abandonner son projet d'affranchir l'Italie jusqu'à l'Adriatique. — Pourquoi? — Parce que Guillaume a mobilisé et menace notre frontière orientale. — La Pologne, en 1863, essaie de reconquérir son autonomie. Qui arrête alors la France et l'Angleterre, au moment où elles réclamaient quelques garanties pour les opprimés? — Bismarck. — La Crète se soulève contre les Turcs. — C'est Guillaume II qui la vend à ses bourreaux, comme c'est lui qui couvre de sa protection Abd-ul-Hamid, l'égorgeur des Arméniens, et barre le chemin en Macédoine aux émancipateurs bulgares.

Sur toute vie qui essaie de naître se pose lourdement la botte prussienne. — En voilà assez. La conscience humaine est à bout de patience. En même temps que l'équilibre, en face de l'hégémonie d'une race soi-disant supérieure, les alliés représentent, contre l'égoïsme brutal de la raison d'État, le droit des peuples et le principe des nationalités.

Un État fondé sur la conquête est fatalement un État réactionnaire à l'intérieur. Dans un pays libre, il serait impossible de maintenir longtemps un système qui livre l'Alsace aux caprices de militaires

en goguette, exproprie les Polonais de Poznian, condamne aux verges les pauvres enfants de la Silésie ou de la Prusse orientale qui ne demandent qu'à prier Dieu dans leur langue maternelle, et transforme en parias sans foi ni lieu les Danois du Slesvig.

Dahlmann, Waitz et Treitschke s'amusent à opposer aux libertés apparentes de la France les institutions communales et provinciales de l'Allemagne qui laissent un vaste jeu aux activités individuelles, comme si l'expérience n'établissait pas que les libertés locales ont besoin pour subsister des garanties parlementaires, qui contrôlent et frappent l'arbitraire des fonctionnaires.

En Prusse, le seul pouvoir réel est celui de la bureaucratie, couverte par un souverain qui n'est responsable que devant Dieu. Le seul point sur lequel Guillaume II n'ait jamais hésité ou varié, c'est le caractère divin de sa monarchie : « Dieu a mis la maison de Hohenzollern à la place qu'elle occupe et elle ne doit de comptes qu'à l'Éternel et à sa conscience » (28 février 1894); il n'oubliera jamais les leçons de son grand-père, qui « ne rendait hommage qu'à Dieu seul, reçut de lui son pouvoir et devint ainsi l'instrument du Seigneur » (10 mai 96); « *ex me nata corona*, dit un jour Frédéric Ier; son fils, Frédéric-Guillaume Ier, assura son autorité comme un rocher de bronze; de même, je représente la royauté de droit divin (6 septembre 94) », etc. Il serait facile de multiplier les citations à l'infini.

Roi par la grâce de Dieu, le Kaiser a pour soutien la noblesse qui est unie à lui par une mission parallèle et dont il maintient les privilèges, sans qu'elle soit d'ailleurs jamais admise à discuter ses ordres; une opposition des nobles prussiens contre leur chef naturel serait une monstruosité. Quant aux vulgaires sujets, qu'ils se rappellent l'avertissement d'un

ministre de Frédéric-Guillaume IV qui les invitait à ne pas juger les actes de l'autorité, puisque leur pauvre intelligence n'est pas à même de les comprendre; s'ils ne sont pas contents, qu'ils vident le pays, et surtout qu'ils ne s'avisent pas de blâmer la conduite de l'Empereur : « La route que je suis est bonne. Mon grand-père possédait une foi inébranlable dans son rôle divin; j'ai la même foi que lui. »

Le maître est satisfait, puisque sa volonté est la loi unique, et tous doivent éprouver le même contentement béat. Dans un règne qui a duré plus d'un quart de siècle, pas une réforme sérieuse n'a été tentée. Le Landtag prussien dont l'influence sur la vie politique générale de l'Allemagne entière est considérable, est toujours élu d'après le système des trois classes, que Bismarck lui-même déclarait aussi absurde qu'injuste.

Libre aux Allemands, s'il leur convient, de se contenter de ce régime d'absolutisme suranné, de byzantinisme et de camarilla. Nous entendons du moins qu'on ne cherche pas à l'étendre sur de nouvelles contrées, et nous ne voulons plus que notre régime démocratique soit exposé à des menaces incessantes ou à de redoutables surprises.

Nous voulons enfin, — et c'est un des points essentiels de notre programme, — que le soldat soit le défenseur, non le maître de la cité, le gardien de la patrie, non l'inspirateur de sa politique. — En Allemagne, l'armée est la colonne vertébrale et le cerveau du pays; le souverain compte sur elle pour arrêter toute réforme et, si le peuple lève la tête, il est sûr que ses soldats « n'hésiteront pas à tirer sur leurs parents et sur leurs frères » (23 novembre 1891). Le citoyen, pendant sa vie entière, n'est qu'un soldat qui a pour un moment déposé l'uniforme. « Ce que le soldat a appris pendant le temps du service, disent les *Kriegs-*

artikeln, qui sont comme le sommaire du Code Militaire, il ne doit pas l'oublier quand il est en congé », — entendez par là dans le cours entier de sa vie civile.

Les officiers constituent une caste, qui se recrute à peu près exclusivement dans la noblesse et possède sa morale particulière et ses privilèges indélébiles; comme le prêtre, plus que le prêtre, l'officier est *tabou*, et malheur à l'imprudent qui oserait lever contre lui un regard sacrilège. Plus d'un ministre a appris par une cruelle expérience ce qu'il en coûtait d'oublier qu'avant d'être Empereur, le roi de Prusse est chef de l'armée.

Cette caste d'officiers, qui ne vit que pour la guerre, qui condamne l'Europe à de perpétuelles alertes et qui, dans un monde pacifique, est un élément permanent de trouble et d'effroi, il faut une fois pour toutes la mettre hors d'état de nuire.

Nous n'avons rien négligé pour éviter une rupture; mais, puisque nous avons dû subir la guerre, nous ne poserons pas les armes, tant que les questions de principe ne seront pas tranchées dans le sens où nous voulons qu'elles le soient. Nous entendons établir en Europe un système politique qui assure un équilibre durable, qui garantisse l'indépendance des nationalités et qui réduise à une impuissance radicale les éléments réactionnaires et militaristes qui sont en contradiction avec l'esprit moderne.

Comment y réussirons-nous? — Et tout d'abord, puisque cette question domine et implique les autres, comment supprimerons-nous, non pas certes l'Allemagne, que nous désirons qui reste une grande nation, mais le péril prussien?

L'Allemagne devra fatalement consentir des sacrifices qui seront cruels à son amour-propre. Elle ne conservera ni l'Alsace-Lorraine, qui nous appartient, ni les provinces polonaises, ni le Luxembourg qu'elle s'était accoutumée à traiter en annexe. Les parties septentrionales du Slesvig rentreront naturellement dans la monarchie danoise. Il semble peu vraisemblable que les Japonais laissent jamais les Allemands reprendre pied en Chine, et il leur faudra bien aussi renoncer à leurs ambitions sur le Congo. Peut-être enfin exigera-t-on d'eux quelques sacrifices dans l'Afrique orientale. Si en effet la France, pour obtenir le concours des Japonais en Europe, leur cédait une partie de nos possessions d'Asie, il serait juste qu'elle obtînt une compensation du côté de la Nigéria, et l'Angleterre réclamerait vers l'Est des territoires suffisants pour assurer largement les communications de l'Égypte avec le Cap.

Même après ces retranchements indispensables et sur lesquels aucune discussion n'est possible, serait-il prudent de laisser subsister, au centre de l'Europe, une monarchie militaire de 60 millions d'hommes qui n'aurait d'autre pensée que de recommencer la lutte le jour où elle aurait réorganisé ses forces et réussi à diviser ses adversaires.

La solution la plus simple, celle qui se présente la première à l'esprit, serait de rattacher à la France la région de la Moselle, avec Trèves et Mayence. Nous aurions ainsi vraiment, suivant le mot de Bismarck, les clés de la maison, et notre frontière serait assez forte pour décourager longtemps toute pensée d'agression.

Après tout, remarque-t-on, Bismarck n'avait pas si grand tort, au point de vue prussien, d'exiger Metz et Strasbourg, et la preuve, c'est que nous n'avons jamais depuis menacé l'Allemagne, que nous

ne l'aurions jamais attaquée, parce que l'offensive nous était à peu près impossible. Pourquoi ne pas emprunter à l'adversaire ses méthodes, quand l'expérience en a montré la valeur? Les vignerons de la Moselle diffèrent moins de nous que des Prussiens : ils sont catholiques, épris de liberté et d'égalité, et ils supportent avec impatience la lourde main des Junkers du Brandebourg. Pendant la Révolution, ils avaient appelé les armées françaises et ils ont conservé longtemps le souvenir de Napoléon; ils reprendraient tout naturellement leur place parmi nous et ils compléteraient merveilleusement l'harmonie française, en balançant les Méridionaux spontanés, imaginatifs, excessifs et mobiles, par un élément plus pondéré et plus stable.

Ces raisons sont graves, et personne ne regrette plus que moi que Napoléon ait compromis par ses folies les conquêtes de la Convention. Sans lui, Trèves et Mayence seraient aujourd'hui aussi françaises que Nancy et Metz.

Seulement, depuis lors, il y a eu 1866 et 1870 : il y a eu même 1914. Les habitants de la Moselle ont combattu contre nous à côté des Prussiens, leurs intérêts comme leurs souvenirs les ont rattachés à Berlin; il est vrai qu'ils se disputent souvent avec les hobereaux de l'Elbe, mais les querelles longtemps répétées rendent les ménages indissolubles.

Quelque maladresse qu'ait montrée l'Allemagne en Alsace-Lorraine, pendant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis 1870, la vie ne s'est pas arrêtée dans le Reichsland; sans parler même des immigrés, qui sont nombreux, la restauration du régime français froissera bien des intérêts et bien des habitudes. Un enfant qui a été arraché de la maison paternelle et qui n'y revient qu'après un laps de temps assez long, s'y sent quelque peu étranger, en dépit de toute son

affection pour les parents retrouvés. Pour que la familiarité renaisse, beaucoup de tact et de ménagements seront nécessaires, et ils ne suffiront pas à éviter les froissements. Actuellement nous nous représentons les choses, des deux côtés des Vosges, sous un jour idyllique, arcs de triomphe, feux de Bengale, illuminations et banquets. Mais les fêtes ont des lendemains, et quand les toasts sont terminés, les affaires se présentent.

Sans supposer le moins du monde que les difficultés que nous rencontrerons soient insurmontables, je crois que nous ne parviendrons pas à éviter tous les écueils et qu'il se constituera une opposition. Nous en briserons l'aiguillon assez vite par la douceur, par l'affection, par notre régime de liberté surtout. La situation deviendrait beaucoup plus grave s'il y avait dans la France nouvelle, à côté du Haut et du Bas-Rhin, deux ou trois départements allemands où la mauvaise humeur que causera naturellement le bouleversement des habitudes se compliquerait de la révolte de l'esprit national. Quoi qu'on en ait dit, Napoléon III n'a jamais poursuivi sérieusement l'annexion des provinces rhénanes; tout au plus a-t-il regretté que cette conquête ne fût pas possible. Au milieu des fumées qui hantaient son imagination, il avait des lueurs de raison, il ne voulait pas créer dans son Empire une *Germania irredenta.*

Je n'ignore pas que les Allemands ont l'échine souple, l'humeur plastique, et qu'ils ne s'insurgent pas longtemps contre le destin; je sais aussi la puissance des institutions franchement démocratiques. Aurions-nous pourtant le droit, après avoir commencé la guerre au nom de l'idée des nationalités, de la finir en invoquant le droit de conquête. Il faudrait au moins demander leur opinion aux riverains

de la Moselle inférieure, et je doute que, dans un plébiscite, la majorité se prononçât pour une réunion à la France.

Je préférerais encore cependant l'annexion de la Moselle à une autre combinaison qui rencontre une certaine faveur et qui serait la reconstitution plus ou moins exacte de la Confédération germanique.

Pleurons tant qu'il vous plaira l'Allemagne du Congrès de Vienne. C'était un excellent voisin, hargneux assez souvent et tracassier, mais qui s'en tenait aux mines maussades et aux paroles malsonnantes. Un préfet de comédie, arrivant dans une ville de province dont il veut réveiller la somnolence, lit dans son guide qu'il y a dans les environs un volcan éteint; les imbéciles, s'écrie-t-il, ils avaient un volcan et ils l'ont laissé s'éteindre. Napoléon III avait à côté de lui un volcan éteint, et il l'a rallumé. Il a expié durement sa faute, et nous avec lui. Mais ferons-nous jamais que le passé n'ait pas existé?

Comment serait constituée cette Allemagne nouvelle, ou plus exactement cette Allemagne renouvelée? — A l'ouest, un État rhénan, république ou monarchie; au nord-ouest, le Hanovre; dans le bassin du Danube et du Rhin moyen, les États du sud et l'Autriche, réduite aux anciens domaines héréditaires des Habsbourgs; à l'est enfin, la Prusse, à peu près dans les limites que lui avait fixées le traité de Tilsit.

Le souverain désigné du nouveau royaume de Hanovre serait le descendant des Guelfes, le duc de Cumberland, qui n'a jamais abdiqué ses droits. Les procédés d'assimilation de la Prusse sont si grossiers qu'elle n'a jamais réussi à extirper complètement en Westphalie les éléments d'opposition, assez faibles pourtant, qu'elle y rencontrait, et les Guelfes, le parti du droit, y maintiennent à peu près leurs posi-

tions. Très hostiles aux Hohenzollern, ils se vantent, en face de l'Allemagne contemporaine, utilitaire et violente, de représenter la vieille Germanie traditionnelle, cosmopolite, idéaliste et pacifique. Ils sont, suivant l'expression de M. William Martin, non pas pangermanistes, mais panallemands, ce qui signifie qu'ils tiennent plus à l'unité morale de la race qu'à la centralisation politique.

La direction de la Confédération appartiendrait soit à un triumvirat (Bavière, Autriche et Prusse), soit à un Président, désigné par le Conseil fédéral pour une période déterminée.

Ce plan qui, à en juger d'après certains indices et par le langage de la presse anglaise, serait assez favorablement envisagé par le Cabinet de Londres, est à première vue séduisant, et il paraît facile à réaliser... sur le papier. La dynastie de Hanovre trouverait-elle une base bien solide et bien large dans les quelque cent mille électeurs Guelfes, qui sont disséminés dans le Hanovre, la Hesse et le Nassau? Quelle serait l'autorité du prince que l'on établirait à Trèves ou à Aix-la-Chapelle? Ces États, séparés politiquement, n'en continueront pas moins d'être unis par un même régime douanier, une législation semblable; ils auront la même unité monétaire, la même police des chemins de fer. Il serait impossible, — et injuste, — de leur refuser un Parlement commun. Quand les députés de tous ces pays, qui n'ont peut-être pas une tendresse extrême pour les Prussiens, mais qui ressentiront comme une lourde offense le divorce que vous leur aurez imposé, se trouveront en présence, ne tomberont-ils pas aussitôt dans les bras les uns des autres et n'assisterons-nous pas à un spectacle analogue à celui de la Valachie et de la Moldavie en 1859, ou de la Bulgarie et de la Roumélie Orientale en 1885? L'Europe voudra-t-elle

reprendre le rôle de Metternich, et, montera-t-elle la garde autour de ces amoureux qui finiront bien par se rejoindre en dépit de la duègne?

L'expérience historique démontre que jamais les restaurations ne réussissent. Le morcellement de l'Allemagne aurait les plus grandes chances de n'être qu'une tentative éphémère et contiendrait les germes de nouvelles complications. L'idée en eût ravi Thiers et révolté Gladstone : entre les deux mes préférences ne vont pas au premier.

Aucune paix n'est durable que celle qui n'impose pas au vaincu des sacrifices excessifs et ne l'atteint ni dans ses fibres intimes ni dans ses besoins essentiels. Sans doute, il est difficile de conserver quelque sang-froid en présence de la férocité stupide dont nos adversaires donnent tous les jours le spectacle le plus odieux et le plus lamentable. Même en faisant très large la part des imaginations surexcitées et en supposant, comme je veux l'espérer, que, parmi les faits détestables qu'on nous rapporte chaque jour, beaucoup sont apocryphes; en écartant, comme il convient, les fureurs du champ de bataille, quand les partis aux prises sont emportés par le délire du combat; que de crimes patents, volontaires, prémédités, avoués ou implicitement démontrés par des mensonges ridicules ou des excuses plus révoltantes que les crimes eux-mêmes! Les Allemands, ils ne le dissimulent pas, par système, méthodiquement, ont augmenté dans des proportions énormes les ruines qu'entraîne fatalement la guerre; ils ont voulu nous atteindre dans nos gloires les plus pures, supprimer jusqu'à notre passé. La rage nous monte au cœur en même temps que les larmes nous viennent aux yeux quand nous songeons à Louvain, à Arras, à Reims, à tant de dévastations imbéciles, de misères stupidement créées par le plus abject et le plus absurde des calculs.

Nous attarderons-nous cependant à ces souvenirs désolés et ne chercherons-nous pas plutôt à diriger nos regards vers un ordre de choses qui rendra impossible le retour de semblables tueries? Le crime n'appelle-t-il pas la pitié plutôt que la haine? L'idée seule de nous venger par des cruautés analogues ne paraîtrait-elle pas exécrable aux plus passionnés d'entre nous? Même si nous prenions la résolution de rendre forfait pour forfait, nous en serions empêchés par la révolte de l'instinct.

La cruauté froide et calculée, le massacre des otages, les bombes lancées sur des villes ouvertes, l'outrage aux enfants et aux femmes sont inconciliables avec notre nature. Si ici et là se produisaient des représailles sanglantes, ce qui est malheureusement toujours à redouter, nos officiers rappelleraient vite à leurs hommes que leur premier devoir est de ne pas déshonorer la cause sainte qu'ont glorifiée de si nobles sacrifices. Dans notre lutte contre les hordes que Guillaume lance sur nous, grisées de sophismes et d'éther, il a sur nous un redoutable avantage, et il en abuse. Il sait bien que notre juste colère ne s'abaissera jamais à imiter son infamie. Qu'il bombarde nos basiliques, nous ne brûlerons pas Cologne.

Nous n'avons pas à infliger un châtiment à l'Allemagne et nous laissons à son bon vieux Dieu, qui a permis ces abominations, le soin d'en tirer vengeance. Notre affaire est moins compliquée : nous voulons établir un *modus vivendi* qui nous préserve pour toujours, ou du moins pour le plus longtemps possible, d'une nouvelle explication sanglante.

Est-ce si difficile? D'abord, les provinces que l'Allemagne devra abandonner n'entameront pas assez sa puissance pour qu'il lui soit impossible de se réconcilier assez vite avec sa nouvelle condition. En réalité, elle sera surtout débarrassée d'un poids mort

qui arrêtait son évolution naturelle. Du jour où l'abandon des provinces allogènes, qui n'étaient conservées que par la violence, rendra le despotisme inutile, tous les citoyens en apercevront l'absurdité et en sentiront l'ennui. Nous n'avons ni la prétention, ni le désir de nous immiscer dans la vie politique intérieure de la Prusse et, s'il lui convient de conserver sa loi électorale, nous ne saurions nous y opposer. Mais il est peu probable qu'après les dures épreuves qu'elle aura attirées sur le pays, la monarchie de droit divin conserve beaucoup de fidèles et que le Reichstag se contente de la position subordonnée à laquelle on l'avait réduit. L'Allemagne, guérie de sa présomption par les revers, résignée à ses pertes comme nous nous sommes résignés à l'abandon des provinces conquises pendant la Révolution, évoluera vraisemblablement vers un régime démocratique et, quoi qu'en pensent quelques pessimistes, les démocraties par essence sont pacifiques.

Nous avons besoin cependant de garanties contre une nouvelle attaque. Depuis qu'elle existe, l'humanité fait la guerre et rêve la paix. On m'accusera naturellement de chimère, si j'avoue que je ne désespère pas de voir se réaliser ce rêve. Après tout, qu'est-ce que la chimère, sinon l'idée qui n'a pas encore rallié la majorité, et est-il sûr que la majorité, si elle était consultée, se prononcerait contre moi?

Sans doute, partout la foule est paresseuse et misonéiste; non seulement elle hait tout ce qui la choque par sa nouveauté, mais elle le condamne comme absurde et criminel, et c'est de cette foule que sortent les prétendus sages qui doctement hochent la tête et invoquent l'histoire : il y a toujours eu des guerres, donc il y en aura toujours, et ceux qui espèrent un meilleur avenir, sont des utopistes et des sectaires dangereux.

Que cette conviction soit celle des fanatiques qui croient au péché originel et à la malédiction lancée sur la postérité d'Adam, soit! Mais la tradition française n'est-elle pas nettement optimiste? Ne reposet-elle pas sur l'idée de progrès? Après tout, en dépit des effroyables démentis que les événements actuels paraissent donner à nos espérances, la marche générale des siècles confirme plutôt les hypothèses de Bacon, de Condorcet et de Comte que les sinistres théories de Roon et de Moltke. Je ne méconnais pas les côtés effrayants de la nature humaine, je sais que dans chacun de nous sommeille l'homme des cavernes, je n'ignore pas qu'un incident suffit souvent pour que la couche superficielle de civilisation se crevasse et que la brutalité primitive se manifeste dans toute son horreur. En fait, cependant, beaucoup d'entre nous meurent sans que ces instincts ataviques aient jamais affleuré la surface. Par quelle étrange contradiction les nations seraient-elles condamnées à subir éternellement le joug de la barbarie première dont tant de citoyens se libèrent?

L'œuvre essentielle du Congrès futur devra être de hâter une évolution nécessaire en organisant la paix. Il devra imposer à tous l'abandon du système militaire actuel, qui sera remplacé par des milices sur un type analogue à celui de la Suisse, avec un temps de service réduit et des périodes d'exercice suffisantes pour garantir la sécurité du pays contre toute menace d'invasion, mais de manière à écarter jusqu'à l'idée d'offensive. L'armée redeviendra ce qu'elle eût dû toujours être, une école d'éducation nationale, non, comme en Prusse, une serre chaude où l'on entretient artificiellement des passions surannées et des espoirs criminels. Elle rapprochera dans une vie commune les classes sociales, elle donnera aux jeunes gens des habitudes de discipline et de bonne

tenue, elle entretiendra le dévouement à la Patrie, qui restera un élément essentiel de vie morale; mais le séjour à la caserne sera trop court pour créer cet esprit de caste conquérant qui anime aujourd'hui les Junkers.

Napoléon, objectent les sceptiques, a imposé à la Prusse la limitation de ses armements, et Scharnhorst a réussi à tourner les clauses du traité. En dépit de leur vigilance soupçonneuse, nos commandants et nos ambassadeurs ne l'ont pas empêché de faire passer par la caserne des milliers de *Krümpers*, et avec ces Krümpers ainsi instruits malgré les conventions, les Allemands ont été victorieux à Leipzig. Là où n'a pas réussi Napoléon, comment un gouvernement populaire, négligent et distrait, n'échouerait-il pas? Le projet de désarmement réciproque n'aboutirait en dernière analyse qu'à préparer l'égorgement de la nation la plus loyale et la plus démocratique?

Comme nos guerres de la Révolution, les guerres de l'indépendance allemande ont donné lieu à beaucoup de légendes. En réalité, les fameux Krümpers de Scharnhorst n'auraient jamais battu l'Empereur s'il n'avait eu soin d'abord de faire anéantir son armée en Russie, et il n'a pas fallu moins que des folies sans exemple pour que la Prusse se relevât. L'objection tombe d'elle-même, puisque le système des armées à court service supprime la possibilité des tentatives de domination universelle.

D'ailleurs, comme il faut prévoir que des difficultés naîtront entre les peuples, on étendra la compétence de la cour de la Haye. Aucune guerre ne sera licite qu'après recours à l'arbitrage, et un intervalle d'un mois devra toujours s'écouler entre la déclaration officielle de la guerre et l'ouverture des hostilités. Ainsi disparaîtraient les tentatives d'attaques brus-

quées et les accusations réciproques de mobilisation prématurée qui, comme l'ont montré les derniers événements, sont un des prétextes les plus fréquents de rupture. Il ne sera pas dès lors nécessaire, ainsi qu'on le propose quelquefois, d'entretenir une armée internationale pour assurer le respect des conventions. Il suffira de décider que tout peuple qui n'aura pas invoqué d'abord l'arbitrage et qui n'aura pas respecté les délais légaux, sera, *ipso facto*, quelle que soit d'ailleurs la justice intrinsèque de sa cause, quelque manifestes que soient les intentions perfides de son ennemi, déclaré déchu de son droit et mis au ban de l'univers. Tout commerce avec lui sera interdit, aucune avance ne lui sera consentie, aucun consul ne se chargera de protéger ses nationaux, aucune paix imposée par lui n'aura force juridique, aucun recours ne sera accepté contre les conditions que lui dictera le vainqueur, et il ne sera de nouveau reçu dans la société mondiale qu'après avoir accordé à ceux qu'il aura attaqués une satisfaction légitime et avoir indemnisé le reste de l'humanité des pertes que lui aura infligées sa criminelle tentative.

Êtes-vous sûr, me dira-t-on, que les non belligérants ne seront pas entraînés par leurs sympathies particulières et qu'ils ne trahiront pas la cause du droit international?

Leur intérêt même répondra de leur loyauté. Il est possible qu'une guerre enrichisse quelques particuliers; d'une manière générale, elle est une cause de ruine universelle. Il ne manque pas de gens aujourd'hui qui hochent la tête en supputant les bénéfices qu'encaissent les neutres : ils me persuaderont difficilement que le Danemark ou la Hollande, l'Italie et les États-Unis n'eussent pas infiniment préféré une solution amiable.

Ne négligeons pas trop d'ailleurs les facteurs

moraux. Que d'âmes sont angoissées par la pensée des souffrances qu'entraîne la guerre! Je n'exagère pas la force de la sympathie humaine et je sais bien que nous ne sacrifierions au bonheur d'autrui ni nos passions, ni nos plaisirs. Mais les neutres qui, sans risque et sans péril, seraient maîtres de prévenir un conflit dont les conséquences peuvent un jour les atteindre eux-mêmes, par quelle aberration ne s'empresseraient-ils pas de rappeler à la raison les insensés qui, dans un coup de colère, voudraient se ruer les uns sur les autres! N'y seraient-ils pas obligés de plus par la pensée qu'à un moment donné ils peuvent avoir besoin d'une intervention analogue? Qu'est-ce que l'ordre civique, sinon la coalition permanente des citoyens paisibles contre les instincts de rapine, et pourquoi ces mêmes volontés de conservation sociale n'agiraient-elles pas dans un domaine plus étendu?

Il sera d'ailleurs matériellement impossible de maintenir à l'avenir le système de la paix armée. Il est en effet de la plus élémentaire justice que l'agresseur solde les dégâts qu'il a commis et les frais de la guerre qu'il nous a imposée. La note sera lourde, puisqu'il s'agira au bas mot d'une cinquantaine de milliards : encore cette indemnité sera-t-elle terriblement loin de représenter la somme totale des pertes des alliés. Le temps n'est plus malheureusement où nous étions assez riches pour payer notre gloire, et si l'Allemagne est assez forte pour ne pas fléchir sous le faix, c'est à condition qu'elle ne persiste pas à maintenir la formidable machine militaire quelle avait montée. En dehors même de la volonté des vainqueurs, son intérêt lui ordonnera d'accepter le désarmement qui ne sera ni humiliant ni dangereux pour elle, puisqu'il sera universel et simultané.

La paix demeurerait instable malgré tout, si l'Europe n'était pas reconstituée sur une base plus rationnelle. L'œuvre du Congrès de Vienne est devenue rapidement caduque parce qu'elle n'était que le résultat arbitraire des combinaisons des diplomates. Dans nos sociétés démocratiques, le fondement des États ne peut être que la volonté des peuples.

Malheureusement cette volonté n'est pas toujours claire, et il n'est pas partout aisé de démêler où est la justice. Souvent, diverses individualités ethniques se disputent les mêmes territoires; ailleurs, elles sont reliées les unes aux autres par des groupes mixtes, chez lesquels l'idée nationale hésite et qui donnent lieu à des contestations d'autant plus angoissantes que la bonne foi des compétiteurs est hors de cause. Dans la Péninsule des Balkans, comment fixer les limites qui séparent les Grecs, les Roumains, les Turcs, les Slaves, et où marquer la frontière entre les Bulgares et les Serbes? Les Juifs de Pologne devront bien continuer à vivre au milieu des Aryens. Dans le grand procès historique qui met aux prises depuis tant de siècles les Russes et les Polonais, à qui convient-il de rattacher les Lithuaniens ou les Petits-Russes? Les choses humaines ne sont jamais simples parce qu'elles sont déterminées par un passé très vieux et très complexe qui laisse sur le sol des témoins successifs et qui crée des droits contradictoires.

Un État enfin est un être vivant, une personne morale, qui ne saurait durer et se développer que sous certaines conditions. Placez-le dans une situation telle que sa vie normale soit paralysée, il disparaîtra ou brisera le cadre dans lequel vous l'aurez emprisonné. Il deviendra dès lors un élément redoutable de discorde et de corruption.

Résignons-nous donc d'avance à nous départir de

toute règle rigide et essayons de combiner le moins injustement possible les aspirations des peuples et les traditions historiques, de concilier les indications de l'économie politique avec la préoccupation de ne constituer que des États viables et, dans une certaine mesure, saturés. Lors de la suppression des provinces, quand Sieyès suggéra l'idée de découper la France en quatre-vingts carrés égaux, la Constituante repoussa sans discussion ce projet philosophique. Pas plus que la France de 1789, l'Europe de 1914, n'est une table rase, et l'avenir ne peut sortir que du passé. Les diplomates ont tort de se défier de l'idéalisme; mais ils ne seraient que des songe-creux s'il ne partaient pas de la réalité vivante.

Le mécontentement que le prochain Congrès laissera fatalement chez beaucoup de peuples, ne se cristalisera pas cependant en haines inexpiables et en ferments de révolutions si l'on édicte un certain nombre de principes de droit public qui obligeront tous les gouvernements. La conscience contemporaine et l'intérêt général exigent que l'on proclame et que l'on garantisse l'égalité absolue des diverses races. Il ne s'agit nullement d'empiéter sur la compétence des États particuliers et de limiter leur autonomie, mais seulement d'établir et de mettre hors de cause un petit nombre de règles évidentes, dont le respect est une condition absolue de la paix publique et de l'ordre moral universel : le Congrès de Vienne était entré dans cette voie en interdisant la traite des nègres, et la Conférence de Berlin, en décrétant diverses mesures de protection en faveur des indigènes. Que les Ministres et surtout les majorités parlementaires cherchent quelquefois à tourner ces prescriptions et que les rivalités des groupes ethniques en contact ne soient pas destinées à disparaître immédiatement, il faut le craindre, et il serait puéril d'espérer aussitôt

une concorde paradisiaque. Mais, d'une part, la nouvelle répartition des territoires, plus conforme aux désirs des peuples, atténuera la violence des rivalités, et, d'autre part, le fait seul que des règlements protecteurs auront été sanctionnés par les traités internationaux, contiendra au moins dans une mesure appréciable les usurpations agressives.

Les règles à fixer ne seront ni très nombreuses ni très compliquées, et il suffirait presque de reprendre quelques-uns des articles fondamentaux de la Constitution autrichienne; et en effet l'histoire de l'Autriche, par une déplorable fatalité, se résume dans la violation des principes très sages qu'elle avait promulgués.

Art. 19. — « Tous les groupes ethniques ont les mêmes droits, et chacun a le droit inviolable de maintenir sa nationalité et sa langue;

« L'égalité à l'école, dans les fonctions publiques et dans la vie politique de toutes les langues usitées dans le pays, est reconnue par l'État;

« Dans les pays qu'habitent des groupes ethniques différents, les établissements publics d'instruction doivent être organisés de telle sorte que chaque citoyen, à quelque groupe qu'il appartienne, soit assuré de trouver les moyens nécessaires à son complet développement sans être obligé d'apprendre une seconde langue. »

Ces prescriptions, qui paraîtront banales à la plupart des lecteurs français, transformeront l'Europe centrale et orientale et supprimeront les griefs les plus douloureux des nationalitées opprimées.

Il conviendrait de même d'emprunter à l'Autriche les règles relatives à l'usage des divers idiomes nationaux dans les États mixtes. Dès qu'une minorité ethnique représente au moins 20 p. 100 de la population totale, — la loi autrichienne dit 15 p. 100, — mais l'Europe n'est pas encore mûre pour le radicalisme

des politiques de Vienne, — sa langue est reconnue comme seconde langue officielle; elle est admise dans les tribunaux et les délibérations politiques; les fonctionnaires sans exception sont tenus de connaître les diverses langues du pays et de répondre aux requêtes qu'ils reçoivent dans l'idiome du demandeur.

La plupart des difficultés d'application dont on nous épouvante s'évanouiront dans la pratique, comme le prouve assez l'exemple de la Suisse. En fait, dans les pays mixtes, presque tous les hommes d'instruction moyenne se servent avec une égale facilité des diverses langues usitées autour d'eux. Les seules régions où sévisse le nationalisme philologique, sont celles où l'injustice officielle provoque l'intolérance et où le boycottage administratif d'un idiome suscite chez les opprimés un patriotisme intransigeant. Du jour où il n'y aura plus de citoyens de diverses catégories, ils se soumettront tous aisément aux nécessités de la vie. Dans les assemblées, par exemple, comme l'on ne parle généralement que pour être entendu, les orateurs, après quelques réserves de forme, reviendront d'eux-mêmes à la langue comprise par la majorité.

« La guerre et la mort, écrivait Renouvier vers 1848, ont détruit les races premières et les nations d'ordre naturel. La raison nous apprendra que les diversités intellectuelles et physiques, les aptitudes morales variées des groupes de citoyens dans un même État sont précieuses et peuvent produire des résultats utiles, des harmonies plus vastes et plus complexes... (Il se forme ainsi) des races éthiques, dont certaines sont des nations fortement constituées et consistantes, en dépit des mélanges forcés d'où elles proviennent. »

Un des avantages, — non des moindres, — de l'existence de ces États mixtes, sera d'atténuer la

véhémence des conflits de race et de servir de tampon aux heures critiques. — A la condition cependant qu'ils ne soient pas surchargés d'éléments inassimilables, parce qu'attirés au dehors par une force centrifuge irrésistible.

Quand le Congrès de Vienne, sous l'impulsion de Metternich et de Talleyrand, écarta le projet d'Alexandre Ier pour la reconstitution du Royaume de Pologne, son erreur s'excusait, — au moins dans une certaine mesure, — parce que les faits n'avaient pas encore démontré la force invincible du sentiment national qui est un enrichissement très moderne de la conscience universelle. On était généralement convaincu que l'idée polonaise ne se maintenait que dans les classes supérieures et que les masses se rallieraient assez facilement aux gouvernements qui amélioreraient les conditions de leur existence matérielle. L'hypothèse n'était pas absurde, mais les diplomates avaient compté sans la sottise des administrations qui, sous prétexte de cimenter plus solidement l'unité politique par l'unité morale, exaspérèrent les populations et les jetèrent dans une opposition irréconciliable.

A mesure que les couches inférieures sont sorties de la misère et de l'ignorance où elles croupissaient, elles ont mieux compris et ressenti avec plus d'amertume leur humiliation morale et elles sont devenues l'élément le plus solide de la régénération. La Pologne a donné ce spectacle, — admirable et probablement sans exemple, — qu'elle n'a jamais été plus vivante que depuis qu'elle a été rayée de la liste des nations, plus unie que depuis qu'elle a été morcelée en tronçons isolés. Elle a prouvé par des insurrections périodiques, — dont il est possible de contester l'opportunité, non l'héroïsme, — qu'elle ne se rési-

gnait pas à son sort, et, dans ces insurrections, toutes les classes ont également fourni des héros aux combats et des martyrs aux persécutions.

Ces révoltes, en dépit des pertes effroyables qu'elles infligeaient au pays, n'en ont jamais sérieusement enrayé le progrès général. Au lendemain de chaque désastre, les vaincus, inébranlables dans leur foi, ont repris l'outil ou la plume et recommencé l'œuvre du relèvement. Seul l'écho affaibli et lointain de cet admirable labeur est arrivé jusqu'à nos oreilles distraites. Nous connaissons vaguement, par ouï-dire, les noms des plus illustres représentants du romantisme ou du messianisme polonais; le succès exagéré d'un assez médiocre roman de Sienkiewicz nous a mis en défiance contre les complaisances d'une critique volontiers hyperbolique. Nous ignorons que Varsovie, Cracovie, Vilna même et Poznian sont les foyers d'une vie morale et intellectuelle très intense et que la littérature polonaise est une des plus fécondes et des plus brillantes de l'Europe; les écrivains de talent s'y comptent par dizaines, et quelques-uns, tels que Marie Konopnitska ou Wyspianski, ont mieux que du talent. Qu'un peuple si vibrant, si jeune malgré ses épreuves, si plein d'espoir et si riche d'avenir, soit abandonné aux entreprises des Hakatistes, que sa langue soit bâillonnée et ses universités muettes, c'est à la fois un scandale qui révolte tout cœur un peu bien situé et un désordre qui menace la paix universelle.

La *Polonia*, dans son numéro du 2 janvier, dédiait à Sir Ed. Grey la lettre célèbre et admirable que lord Grey adressait à Kosciuzsko en 1815. Lord Grey signalait dans le partage de la Pologne la cause première des troubles et des guerres qui avaient depuis lors ébranlé l'Europe; « il ne peut exister aucune sécurité réelle contre le retour de ces dangers,

ajoutait-il, si la Pologne demeure exclue de la délivrance générale ». Les libéraux anglais de 1915 tiendront à honneur de réparer l'erreur de Castlereagh et de Wellington, et ils seront soutenus avec enthousiasme par la France que tant de souvenirs sacrés rattachent aux Slaves de la Vistule. Le crime de Frédéric II sera effacé et, sous la tutelle de la Russie libératrice, le royaume de Pologne, agrandi de la Galicie autrichienne et des provinces polonaises de Prusse, — Silésie orientale, Posnanie, Prusse occidentale, — s'étendra de la Baltique aux Carpathes et reprendra pour le plus grand profit de l'Europe le rôle glorieux de médiateur entre l'Orient et l'Occident qu'il jouait à l'époque des Piast et des Jagellons.

Suivant l'expression magnifique du Grand Duc Nicolas, « le cœur ouvert, la main fraternellement tendue », la Grande Russie est venue à la rencontre de la Pologne. « Elle n'attend d'eux que le respect des droits des nationalités auxquelles l'histoire les a liés. » L'intolérance politique ou religieuse n'a jamais été en Pologne que l'erreur de quelques heures et personne n'y songe à contester les droits des Allemands, des Petits-Russes ou des Juifs qui seront englobés dans le nouveau Royaume. Ce ne sera pas trop du travail commun de tous ses enfants pour guérir les blessures qu'a laissées à la patrie un siècle d'oppression et de misère. Aux universités de Lvov et de Cracovie se joindront celles de Varsovie et de Poznian; les conseils provinciaux, élus à un suffrage très large, dirigeront l'administration locale, et la diète centrale aura dans sa compétence la justice, l'instruction publique, les affaires religieuses et économiques. Le Tsar sera représenté à Varsovie par un membre de la famille impériale, et les seuls ministères communs à la Russie et à la Pologne

seront ceux de la guerre, de la marine, des affaires extérieures et des communications.

Quelques Russes d'extrême droite s'effraieront de cette très large autonomie accordée à un peuple qui, pendant tant de siècles, a été l'adversaire de la Moscovie. Redoutable engeance que celle de ces patriotes qui ne savent rien apprendre ni surtout rien oublier. Défions-nous de l'histoire, qui est trop souvent génératrice de haines; ne revenons pas sans cesse sur un passé où personne ne fut exempt de fautes, ou ne les évoquons que pour les éviter à l'avenir. La Pologne, régénérée, avertie par l'expérience, satisfaite dans ses besoins essentiels, heureuse de voir les Polonais de la Lithuanie et de l'Ukraine respectés dans leurs revendications légitimes, sera rivée à la Russie par des liens plus solides que des lois despotiques, par les conditions économiques qui l'unissent toujours plus étroitement à sa voisine de l'est, et par le souci de sa défense, qui lui ordonnera de chercher un appui à Moscou contre les intrigues berlinoises. Elle reprendra sur l'Oder son rôle de grand'garde de la Slavie contre le Germanisme.

De toutes les questions qui se poseront au Congrès, le sort de l'Autriche est une des plus compliquées et des plus passionnément débattues. Tout le monde admet que le dualisme, tel que l'a accepté la légèreté de Beust, est condamné sans appel. — La Slovaquie, c'est-à-dire les régions qui s'abaissent depuis les Carpathes jusqu'au Danube moyen et à Presbourg, sera rattachée au royaume de Bohême restauré; la Bukovine reviendra à la Roumanie et le Trentin à l'Italie; la Bosnie, l'Herzégovine, une partie de la Dalmatie, du Banat et de la Bacska seront réunies à la Serbie.

Mais, si ces changements ne paraissent pas devoir soulever de sérieuses discussions, bien des questions capitales demeurent, et il n'est pas facile de concilier les intérêts ou les passions en présence.

La solution qui semble séduire la plupart des diplomates français et à laquelle se rallierait sans doute volontiers l'Angleterre, serait de former avec les anciens domaines héréditaires de la maison de Habsbourg, — la Haute et Basse-Autriche, le Tyrol, la Carinthie et la majeure partie de la Styrie, — un royaume qui reprendrait sa place dans la nouvelle confédération germanique. Dégagé de ses éléments slaves et magyars, adossé à la Bavière, l'État habsbourgeois, catholique et fédéral, formerait un contrepoids naturel à la Prusse protestante et centraliste. Cette conception, très séduisante à première vue, eût été excellente il y a un demi-siècle; elle me semble aujourd'hui infiniment dangereuse. Depuis cinquante ans, le parti judéo-libéral viennois a perdu tout patriotisme local et il a été complètement envahi par les influences pangermanistes. Il n'aspire qu'à l'abdication et il consacrerait son activité, qui est réelle, à amener une fusion intime avec l'Allemagne du Nord. Nous nous exagérons beaucoup les oppositions d'humeur et de caractère qui séparent Munich de Berlin, et elles sont certainement moins fortes que celles qui, en Bavière ou en Autriche, divisent les catholiques et les libéraux. Si, à un moment donné, le Parlement allemand, par une simple modification de la constitution, rétablissait la Présidence héréditaire en faveur du roi de Prusse, le résultat définitif de nos victoires aurait été d'augmenter l'Empire germanique d'une dizaine de millions d'habitants.

Les idées que nous avons longtemps professées, finissent par s'imposer à nous comme des axiomes

que l'on ne critique plus. Tout jeune, j'ai entendu l'historien Palatsky me répéter sa phrase célèbre : Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer, — et le respect que m'inspirait ce grand vieillard, une des âmes les plus hautes, un des esprits les plus nobles que j'aie jamais eu la joie de connaître, explique sans doute que, même aujourd'hui, j'ai peine à me figurer l'existence dans le bassin du Danube d'une série d'États isolés et indépendants.

L'Autriche, sous la domination imbécile des Habsbourgs, a dévié de sa fin naturelle ; les diverses races qui la constituent, avaient cherché, en se rapprochant, une protection commune contre les voisins qui menaçaient leur indépendance au nord et au sud ; elle est devenue, non pas un abri, mais une geôle ; elle a germanisé et opprimé. Serait-il impossible de la ramener à son rôle normal en substituant à l'empire germano-magyar actuel une confédération où s'équilibreraient les groupes nationaux qui jouiraient d'une complète autonomie?

Ces groupes seraient :

1° Les Tchéco-Slovaques (9 millions de Slaves et 3 millions d'Allemands de Bohême et de Moravie) ;

2° Les Allemands du Danube et des Alpes (5 millions et demi) ;

3° Les Yougo-Slaves (Slovènes de la Carniole, de la Styrie méridionale, de l'Istrie et du Littoral, et Croates du royaume de Croatie actuel (environ 4 millions d'hommes presque exclusivement slaves, avec quelques Latins de Trieste) ;

4° Les Magyars du Danube et de la Tisza.

Les diètes de Prague, de Vienne, de Zagreb et de Budapest auraient sur leurs territoires respectifs la même compétence que le Reichsrath actuel. Les affaires communes, réservées aux Délégations, qui siégeraient alternativement dans chacune des capi-

tales, seraient restreintes aux questions de défense nationale. Dans chacun des groupes, les droits des minorités seraient définis avec précision, et les lois qui les garantiraient ne pourraient être modifiées qu'avec le libre consentement des intéressés.

L'Autriche nouvelle deviendrait un élément de stabilité et de paix, et les Slaves, qui y posséderaient une majorité certaine, y contiendraient les ambitions germaniques.

Ce plan eût été excellent en 1848, et même en 1867. Les fautes réitérées de François-Joseph l'ont irrémédiablement ruiné. Depuis vingt ans, les haines nationales se sont envenimées à tel point qu'il est chimérique de songer à une réconciliation. Il faut bien par conséquent se résigner à prononcer entre des peuples aigris par de trop longues et de trop violentes querelles, le divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur et à enregistrer le décès d'une maison qui eût pu avoir un rôle glorieux dans le monde et qui s'est suicidée, après une longue carrière de meurtres et de crimes.

Sur les ruines de l'Autriche, quatre États nouveaux naîtront. A l'ouest, les Allemands des Alpes et de Vienne.

Au nord, le royaume de Bohême, agrandi de la Slovaquie et appuyé sur la Pologne et la Russie, s'étendra vers le sud jusqu'à Presbourg et au Danube, depuis l'embouchure de la Morava jusqu'au confluent de la Nitra. Les Tchèques confineront ainsi au royaume serbe, et on constituera de l'Adriatique à la Baltique une digue slave qui opposera une barrière invincible à la poussée germanique.

Au sud, les Slovènes et les Croates seront unis aux Serbes dont ils ne sont qu'un rameau, et leur frontière s'étendra au nord jusqu'au Danube, de la Leitha au Rab. Il est incontestable que les régions danu-

biennes, qui seront englobées dans les royaumes de Bohême ou de Serbie, sont habitées en majorité par des Allemands ou des Magyars. C'est un des cas où l'on est obligé de faire fléchir le principe des nationalités devant des considérations supérieures. Il est impossible que la Bohême reste complètement séparée de la mer, et elle n'aura de débouchés assurés que si, par son contact immédiat avec les Slaves du sud, elle peut arriver à l'Adriatique. Surtout, il est indispensable de séparer les Magyars des Allemands, dont une longue habitude les a faits les serviteurs et les courtiers.

La Serbie n'aura-t-elle pas à souffrir d'une grandeur trop rapide et sera-t-elle en état d'assimiler une masse aussi énorme d'annexés? — L'exemple de l'Italie est de nature à nous inspirer confiance, puisque ses progrès ont été beaucoup plus rapides encore et plus considérables, et la différence entre Milan et Palerme ou Turin et Naples est infiniment plus profonde qu'entre Belgrade et Lioubliana. Il ne s'agit pas d'ailleurs de soumettre à une administration uniforme et centraliste des populations qui, en dépit de leur commune origine et de la ressemblance de leurs dialectes, ont derrière elles un long passé historique différent; il est évident que la Tcherna gora (Monténégro), la Dalmatie, la Bosnie, la Croatie, la Slavonie ou le Banat serbe ne sauraient être soumis aux mêmes lois, et qu'il est nécessaire de leur reconnaître une très large autonomie. On aura ainsi constitué un État mixte, catholique et orthodoxe, oriental par ses origines et occidental par sa civilisation, qui jouera dans le sud de l'Europe un rôle analogue à celui de la Pologne au nord et qui représentera un de ces groupes à la fois ethniques et éthiques, pour rappeler les expressions de Renouvier, où se combinent les traditions et les croyances et où s'amortissent les contrastes.

Les Italiens éprouveront évidemment au premier abord quelque mélancolie à renoncer à Trieste qu'ils se sont habitués à considérer comme leur part légitime dans l'héritage habsbourgeois. Mais, s'il est vrai qu'à Trieste les Italiens représentent la majorité de la population urbaine, dès qu'on sort de l'enceinte de la ville, on est en plein territoire slovène, et les Slovènes, ce qui est capital, n'ont pas cessé depuis vingt ans de gagner du terrain. Un État cependant se condamne à une décadence rapide, qui trahit le principe même de son existence. L'Italie, qui doit sa naissance et sa grandeur au principe des nationalités, qui est comme la démonstration splendide de la puissance de la volonté populaire et la floraison magnifique de la démocratie européenne, ne commettrait-elle pas une souveraine imprudence en se mettant en opposition avec l'idée maîtresse de son histoire et en niant en quelque sorte sa propre raison d'être? L'agitation irrédentiste n'a d'ailleurs été entretenue dans la Péninsule que par les tracasseries de la police autrichienne, et elle perdrait toute son amertume du jour où les Latins de la Dalmatie et de l'Istrie seraient assurés d'exercer l'influence légitime que leur assignent leur culture antique, leurs richesses et leur intelligence délicate et aiguisée. La possession de Trieste n'est pas nécessaire à l'Italie, mais uniquement qu'elle ne tombe pas aux mains des Allemands; la constitution d'une Serbie assez puissante pour que son avenir ne soit plus mis en question, trop faible cependant pour devenir jamais une rivale pour Rome, est la meilleure, peut-être la seule garantie possible contre les envahissements des Pangermanistes qui, depuis un quart de siècle, répètent à tous les échos que l'occupation de Trieste, de Pola, de Cattaro et de Valona est pour l'Empire allemand une question de vie ou de mort. Quelle inquiétude pourrait encore concevoir l'Italie

quand la possession du Trentin et du Brenner assurera sa frontière septentrionale contre toute attaque; et qu'elle tiendra avec Valona la clé de sa mer, sans parler des avantages qu'elle a le droit de réclamer en Asie-Mineure?

Les plaintes des Magyars, dépossédés sans espoir de retour de la Slovaquie, de la Croatie et de Fiume, ainsi que des régions serbes de la Hongrie méridionale, seront plus acerbes, mais encore beaucoup moins fondées. Comme tous les républicains de ma génération, j'ai grandi dans l'admiration de Kossuth, et, par la suite, je n'ai pas cessé d'admirer les grands fondateurs de l'État hongrois, les Eötvös et les Deak. La victoire est une épreuve redoutable, et les Magyars l'ont moins bien supportée que l'adversité. Bien qu'ils affectent volontiers des amitiés françaises, ils n'ont guère eu pour nous que des paroles blessantes et des actes hostiles. Ils se vantent d'être les Anglais du continent; seulement, l'Angleterre qu'ils copient, c'est celle de Palmerston, hautaine et rogue, et ils n'ont ni suivi ni compris l'évolution démocratique inaugurée par Peel et continuée par Gladstone et Lloyd George; encore, dans la vieille Angleterre, la politique officielle, envahissante et souvent peu scrupuleuse, était-elle adoucie et ennoblie par les traditions chrétiennes des non-conformistes et l'idéalisme des radicaux.

Les Magyars ont été corrompus et déshonorés par une oligarchie égoïste et brutale.

Depuis un demi-siècle, leur histoire n'est qu'un lamentable tissu de fautes et de crimes, violences odieuses, promesses honteusement violées, droits foulés aux pieds. Le comte Tisza et ses séides se sont montrés les disciples trop dociles des maîtres de Berlin, et, comme ceux-ci, ils ont sacrifié la raison à la raison d'état. Leurs folles ambitions ont fini par tuer chez eux jusqu'au patriotisme, puisqu'ils accep-

tent docilement l'autorité du Kaiser et que, pour maintenir leur domination sur les Slaves ou les Roumains, ils n'hésitent pas à abdiquer leur indépendance. Il est nécessaire de les défendre contre leur propre aveuglement et, pour les mettre hors d'état de nuire, la plus élémentaire prudence ordonne de séparer l'une de l'autre les deux races de proie qui se sont révélées.

Il est vrai que la masse de la nation magyare a été victime plus encore que complice d'un régime semi-féodal dont le poids n'est guère moins lourd pour elle que pour les allogènes. Une fois affranchie des quelques milliers de tyranneaux qui la grugent et la compromettent, elle reviendrait vite à ses généreuses traditions naturelles et reprendrait au milieu des nations libérales la place qui lui revient. Elle a malgré tout commis la lourde faute de subir trop longtemps le despotisme d'une bande d'aigrefins et il est fatal qu'elle expie les torts qu'elle n'a pas su empêcher.

S'il est vain ainsi désormais de songer à sauver l'intégrité de la couronne de Saint-Étienne dans ses limites actuelles, il peut paraître désirable de ménager les intérêts essentiels des Magyars et leurs sentiments en leur laissant la possession des montagnes qui couvrent leur frontière orientale. La Transylvanie est un pays mixte où, à côté de quelque deux millions de Roumains, habitent un million d'Allemands et de Magyars, dont les titres sont fort anciens, puisqu'ils sont établis là depuis une dizaine de siècles, et qui seraient nécessairement soumis à Bucarest, si la Transylvanie était rattachée à la Roumanie, puisqu'ils sont massés dans les comitats orientaux. L'annexion n'aurait ainsi d'autre effet que de substituer une oppression à une autre, et la géographie semble plutôt attirer vers Budapest que

vers Bucarest les habitants du versant ouest des Carpathes méridionales. Il est superflu d'ajouter que, dans aucun cas, le régime politique actuel ne saurait être maintenu et que la Transylvanie recevrait une très large autonomie politique, de manière à empêcher à jamais le retour des scènes d'oppression qui si souvent ont indigné l'Europe et provoqué les protestations légitimes des Roumains du Royaume.

Il semble bien que cette solution moyenne suffirait à ceux-ci et que leurs désirs ne vont pas au delà. Il nous est arrivé de Bucarest depuis six mois des adresses qui nous ont vivement touchés et nous apprécions ainsi qu'il convient les guirlandes dont on nous couvre. Il serait vain cependant de dissimuler que nous avions compté sur un concours moins platonique et moins tardif, dans une lutte où se jouent les destinées de la civilisation latine. — La foi qui n'agit point, est-ce une foi sincère? — Nous n'avons besoin de l'appui de personne et nous sommes assez sûrs de la victoire pour ne mendier aucun secours. Nous avons été seulement attristés que, dans la lutte engagée entre la barbarie et la civilisation, entre l'omnipotence berlinoise et la liberté des nations, la Roumanie fût si lente à comprendre où était son devoir, — sans parler même de son intérêt. En dehors même de ses obligations étroites vis-à-vis des Latins de Transylvanie, elle était tenue d'honneur à défendre l'équilibre des Balkans dont l'Autriche poursuivait la destruction, et à maintenir le traité de Bucarest qui était son œuvre et que les comtes Berchtold et Tisza prétendaient déchirer. Si, au mois de juillet dernier, elle eût nettement prévenu le Chancelier autrichien qu'elle serait avec toutes ses forces à côté de la Serbie, il semble que la crise eût pris une tournure différente, et ses hésitations ont semblé d'autant moins explicables que tout

le monde connaît la rare valeur d'une armée qui a fait ses preuves et que la campagne de 1913 avait entraînée, et non pas affaiblie.

Il est probable que le peuple a été mal servi dans ces circonstances par des souverains que de vieilles traditions rattachent à l'Allemagne et chez qui les souvenirs de leur origine et le respect féodal pour les Hohenzollern ont étouffé la conscience des devoirs qu'ils avaient contractés envers leur patrie d'adoption. Ils ont ainsi perdu l'occasion qui s'offrait actuellement à eux d'achever l'unité de la monarchie. Nous aurions supposé chez les Roumains des ambitions plus viriles et une résolution plus prompte; mais nous aurions mauvaise grâce à paraître vouloir leur imposer une grandeur qu'ils ne convoitent évidemment pas, puisqu'ils pouvaient la conquérir sans péril et qu'ils ne s'y décident pas.

Il est toujours imprudent pour un peuple de remettre son sort à une dynastie étrangère. Plus encore que les Roumains, les Bulgares s'en aperçoivent aujourd'hui. C'est une forte et solide race, une nation robuste et saine, trempée par de longues et dures épreuves, aussi ferme sur les champs de bataille que vaillante au travail, un peu âpre au gain et rude d'allures, mais de sens rassis et d'esprit clair. Au fond du cœur de ces soldats et de ces laboureurs, deux instincts fondamentaux, la haine du Turc et la reconnaissance pour la Russie libératrice. Si l'assemblée de février 1879 à Ternovo eût été bien inspirée, elle eût, comme les anciens Tchèques, choisi pour prince un simple paysan qui, comme les Kara-Georges, se serait élevé peu à peu en même temps que son peuple.

Le souverain actuel, Ferdinand de Saxe-Cobourg, a de merveilleuses qualités d'esprit, la suite dans les desseins et la souplesse dans l'exécution, la prudence

qui prévoit et l'audace qui entreprend, l'ampleur des vues et le souci du détail; il louvoie sans embarras entre des amitiés contradictoires et il sait l'art subtil de se faire largement payer les résolutions que lui imposent ses intérêts, et qu'il présente comme des sacrifices. Il est persuadé aujourd'hui que les Alliés lui témoigneront une très large gratitude des embarras qu'il leur a créés, — mais qui, il n'est que juste de le reconnaître, auraient pu être plus graves.

Surtout, pas de zèle, — répétait Talleyrand. — L'excès est un défaut, même dans le bien, et il est dangereux d'être trop habile. — On raconte que l'Empereur Guillaume aurait dit un jour au roi Albert : — Après tout, vous êtes un Cobourg, — et que le Roi lui aurait répondu : Sans doute, mais je suis aussi un d'Orléans, et surtout je suis Belge. — Le Tsar Ferdinand est Cobourg plus que Bulgare. Il a beaucoup étudié l'Europe, mais je le soupçonne d'être assez peu familier avec l'histoire de son peuple et de ne pas avoir assez médité l'exemple des Césars de Prieslav et de Ternovo. C'était un très puissant souverain que Siméon, et il s'en fallut de peu qu'il n'entrât à Constantinople. Seulement son empire ne lui survécut guère.

Le moment pourrait venir où les Bulgares s'apercevront que leur prince travaille moins pour eux que pour la gloire de sa maison et qu'il se soucie peu de leur intérêt national pourvu qu'il venge les déconvenues dont il est le seul coupable. Il s'acharne à démolir le traité de Bucarest; s'il y réussissait, il en serait le mauvais marchand, puisqu'il livrerait à l'Autriche la péninsule des Balkans et ne serait plus que l'humble vassal de Berlin. Les mines dédaigneuses avec lesquelles il repousse Andrinople et la Thrace ne sauraient tromper personne, et les Alliés n'ont pas eu le temps d'oublier que dans l'hiver de 1913, ses

ambassadeurs à Londres ont rompu les négociations parce que les Turcs refusaient de lui abandonner la ville qu'il méprise aujourd'hui. La Grèce et la Serbie seraient prêtes d'ailleurs à des concessions, si elles ne se heurtaient pas à des ultimatum inadmissibles. Personne n'ignore que M. Pachitch a offert à la Bulgarie la rive gauche du Vardar et, quelque prix qu'elle attache avec raison à la possession de Cavala, la Grèce pourrait trouver en Albanie et dans les îles des compensations suffisantes. Une Bulgarie qui s'étendrait du Vardar aux portes de Constantinople et qui, solidement assise sur le Danube, aurait un très large débouché sur la mer Égée, serait une des colonnes de cette confédération balkanique qui est appelée à ramener enfin la paix et la civilisation dans ces merveilleuses régions, que la barbarie turque a condamnées pendant cinq siècles à la désolation et à la mort.

Enver-pacha et les Jeunes-Turcs qui l'ont suivi dans sa lamentable et folle équipée, n'auront pas causé de très sérieux tracas aux généraux russes et anglais. Les diplomates leur devront quelques nuits d'insomnie et plus d'une séance orageuse.

Les Turcs ont réussi à gaspiller les amitiés qui leur étaient demeurées fidèles et qu'ils méritaient par leurs qualités privées. Sobres, probes, durs à la fatigue, ils supportent l'infortune avec une sérénité magnifique. Certains pauvres, disait un critique pénétrant qui n'avait pour eux qu'une sympathie médiocre, sont si grands dans le malheur qu'on se ferait un scrupule de les secourir. De même que les cimetières forment la plus majestueuse parure de leurs cités, ils semblent destinés à vivre au milieu des tombeaux.

Nous ne sommes pas nous-mêmes un peuple très jeune et nous avons toutes sortes de raisons pour

suivre d'un regard attristé cette gloire qui s'éteint. Les Turcs ont été longtemps nos alliés; nous leur avions servi de parrains dans la société chrétienne et ils nous avaient aidés à détruire l'empire de Charles-Quint. Ils nous avaient ouvert leurs marchés et ils nous reconnaissaient le privilège de protéger les pèlerins catholiques; nous leur envoyions nos religieux qui ne les catéchisaient pas, mais qui leur apportaient quelques bribes de notre culture. Nous leur prêchions les réformes nécessaires et nous essayions de leur frayer la seule route qui conduisît au salut. Ils ont préféré d'autres maîtres, moins sincères et plus avides, qui ont exigé des intérêts usuraires pour des services contestables. Allah akbar, Dieu est grand, et il aveugle ceux qu'il veut perdre.

La Turquie s'est suicidée. Paix à ses cendres. Les défenseurs les plus convaincus des Turcs sont bien obligés d'avouer qu'ils n'ont à peu près aucune des qualités indispensables au maintien d'un empire. Patients, indolents et résignés, comme ils ont peu de besoins, ils laissent péricliter les plus solides fortunes; leur fatalisme morne se détourne des soucis terrestres et ils ne se sont jamais préoccupés d'assurer à leurs sujets le minimum d'ordre et de sécurité que réclame même le plus humble des raïas. Comme ils acceptent sans révolte le despotisme le plus absurde, ils jugent naturel, dès qu'ils occupent la plus modeste fonction, de broyer leurs subordonnés sous le même joug qu'ils portaient placidement naguère. Dès qu'il s'agit d'affaires publiques, écrivait M. Gabriel Charmes en 1886, les mêmes hommes qui, dans la vie privée, sont d'une probité exemplaire, ne connaissent plus aucun scrupule. « A leurs yeux le pouvoir est un bien qu'on a le droit absolu d'exploiter. A mesure aussi

qu'on s'élève dans la hiérarchie, l'honneur et la vertu diminuent; les besoins croissent, les vices suivent une marche parallèle. » Il suffit de temps en temps de prévenir par des massacres les révoltes qu'engendrent de semblables méthodes.

Depuis deux ou trois siècles les Turcs ont décidément donné leur mesure; on les tolérait parce qu'on ne savait trop comment les remplacer et que l'on s'effrayait du vide que laisserait sur la carte leur disparition. Les Alliés ont poussé la condescendance vis-à-vis d'eux jusqu'au ridicule; leurs ménagements n'ont pu empêcher l'ouverture d'une succession fort encombrante.

Une des preuves les plus flagrantes de l'incurie turque, c'est qu'elle ne laisse aux liquidateurs qu'un chaos de peuples, où n'apparaît nettement aucune nationalité capable d'une vie indépendante. Ce sont vraiment des terres vacantes, *res nullius*, un *ager publicus*, dans le sens du droit romain. Au milieu de ces indigènes qui se massacrent alternativement, Grecs, Kurdes, Arméniens, Arabes, à qui confier l'avenir de ces régions depuis si longtemps célèbres à la fois par leurs richesses et par leurs malheurs?

La civilisation arabe a jeté un éclat splendide, et la race n'a rien perdu de sa verve et de sa fécondité; mais ces merveilleux conquérants n'ont jamais réussi à créer des États durables, et il ne semble guère possible de faire accepter leur autorité par les autres tribus. « Si la Turquie venait à disparaître, écrivait un des hommes qui ont le mieux connu l'Orient, et qu'aucune nation européenne ne la remplaçât, les Maronites, les Grecs unis et orthodoxes, les Métualis, sans parler des Druses et des Kurdes, se dévoreraient dans les plus sanglantes luttes intestines. »

Force est donc, bon gré mal gré, de répartir entre des protecteurs étrangers des peuples trop violents encore et trop jeunes pour qu'on les abandonne à leur inexpérience. Au moment où Guillaume II a offert à Abd-ul-Hamid sa redoutable et coûteuse amitié, un ministre turc disait : « L'Allemagne nous protège, parce qu'elle veut nous conserver comme monnaie d'échange. » Lorsqu'à un moment si inopportun l'Empereur a lancé Enver-pacha dans la mêlée, il est bien probable qu'il a songé à se préparer un moyen de payer ses dettes vis-à-vis de l'Europe aux dépens d'un imprudent allié. Le calcul était subtil, il semble qu'il doive mal tourner et que le partage que préparaient les Allemands se fera sans eux.

L'Angleterre réclamera son lot dans la Mésopotamie et l'Arabie; les titres de la France sur la Palestine et la Syrie n'ont jamais été contestés; l'Italie a clairement indiqué ses vues sur Adalia.

Reste l'Anatolie proprement dite. Au point de vue géographique elle se divise tout naturellement en deux régions, séparées par une ligne qui, du Bosphore vers Haïdar-Pacha, rejoint le golfe d'Adalia; à l'ouest une série de vallées profondes et fertiles, arrosées par des fleuves abondants et sillonnées par des lignes ferrées de pénétration. Il y aurait là le cadre naturel d'un royaume du littoral, dont la capitale serait Constantinople et qui, bien qu'il renfermât des éléments hétérogènes, aurait essentiellement le caractère d'un État hellénique; il serait gouverné par un prince de la dynastie d'Athènes et formerait une sorte de secondo-géniture de la royauté grecque. Sa neutralité perpétuelle serait garantie par l'ensemble des Puissances, et la navigation dans les Détroits serait soumise aux règles qui ont été établies pour le canal de Suez.

A l'est de la ligne Haïdar-Pacha-Adalia, l'Asie

Mineure des plateaux et des steppes reviendrait à la Russie qui arriverait ainsi au golfe d'Alexandrette et atteindrait enfin par Erzeroum et Diarbekir cette mer libre qui est depuis des siècles le but légitime de sa politique. Seule la Russie a une habitude assez longue des populations orientales et une administration assez souple pour établir un régime de paix entre ces tribus entraînées à se détruire mutuellement. Les succès qu'elle a obtenus dans le Turkestan permettent d'espérer que cette Anatolie intérieure retrouverait sous sa domination une partie de la prospérité qu'elle a perdue sous le gouvernement turc. Les Arméniens qu'avaient aliénés des mesures maladroites, sont déjà réconciliés avec le gouvernement de Pétersbourg; les Turcs accepteront avec leur fatalisme résigné habituel leurs nouveaux maîtres, et les pillards seront convertis à de meilleures pratiques par la surveillance rigoureuse des autorités militaires.

L'équilibre méditerranéen serait, non pas compromis, mais garanti par l'apparition d'une nouvelle Puissance qui, si elle essayait d'étendre trop loin ses avantages, serait contenue par le rapprochement spontané des autres Puissances méditerranéennes, et les Anglais ne sauraient plus avoir aucune inquiétude pour l'Inde ou l'Égypte, couvertes contre toutes les attaques par le protectorat de l'Arabie et de la Mésopotamie.

Le moment est d'ailleurs venu de nous guérir de la peur de l'ambition moscovite dont la légende a été créée vers 1830 par l'émigration polonaise. Les Russes ne sont pas un peuple naturellement belliqueux, et les seules guerres qui aient jamais été populaires parmi eux n'ont jamais été que des croisades libératrices. La politique des Tsars, en dépit des traditions courantes, qui ne reposent sur aucune

étude sérieuse, a toujours péché par faiblesse et par indifférence plutôt que par excès d'audace ou convoitise mégalomane. Nicolas I[er], dont on a si longtemps dénoncé les desseins insatiables, n'était en réalité qu'un conservateur timide, prêt à sacrifier les intérêts les plus évidents de son Empire à la joie platonique de replâtrer la Sainte-Alliance, comme il l'a prouvé le jour où il a renoncé au traité d'Unkiar-Skélessi, qui livrait la Turquie à sa discrétion, pour lui substituer de bonne grâce le traité de Londres et la Convention des Détroits qui emprisonnaient la Russie dans la mer Noire, sans même lui assurer en échange la moindre sécurité. — D'ailleurs, malgré quelques oscillations inévitables, il est certain que le gouvernement russe se transformera de plus en plus sous la pression des idées démocratiques, et elles auront pour corollaire le développement d'une très large décentralisation qui rendra impossible toute politique d'envahissement. On a voulu quelquefois comparer les Pangermanistes aux Slavophiles. Mais les Slavophiles de la décadence qui, comme Danilevski ou Léontiev, ont développé des programmes ambitieux, dont des polémistes plus adroits que sincères ont exploité l'imprudence, n'ont jamais été que des enfants perdus et des chefs sans soldats. Les vrais Slavophiles, ceux de la première heure, les seuls qui aient conquis quelque autorité sur les âmes, tels que les Aksakof, Chomiakov et les Kiriejevski n'ont jamais été que de doux mystiques qui ne poursuivaient que l'union des âmes, non la conquête des territoires.

Leur autorité n'a été si générale et si profonde, que parce que leurs tendances pacifiques répondaient aux instincts réels des peuples slaves, plus enclins à l'anarchie et aux dissensions intestines qu'à une concentration vigoureuse de l'autorité. Pas plus que

les Allemands, les Slaves ne sont incapables d'un idéalisme qui va parfois jusqu'au mysticisme; mais leur idéal, loin d'être le despotisme de l'État, est l'émancipation de l'individu; leurs qualités comme leurs défauts, leur douceur native et leur nonchalance distraite, l'inconstance de leurs désirs et leur tolérance, leur indulgence pour les erreurs d'autrui comme pour leurs propres fautes, leur aménité courtoise et leur scepticisme radical les disposent mal au rôle d'apôtres, en même temps que la lucidité de leur sens pratique les met en garde contre les redoutables hallucinations qui ont aveuglé les fils de la vertueuse et scientifique Allemagne et déchaîné les sanglantes fureurs de la guerre.

Un diplomate écrivait, au sortir d'une Conférence : « Nous avons fait d'excellente besogne, et la preuve, c'est que tout le monde se plaint de nous. » Je croirais de même volontiers que le traité que j'aperçois doit être excellent, parce qu'il ne contentera personne.

Mon désir essentiel serait, en conciliant le moins mal possible les droits et les prétentions rivales des diverses nationalités avec les conditions de l'équilibre européen, de préparer une très longue période de paix universelle et d'amorcer ainsi une ère nouvelle de l'histoire humaine. Je sais qu'on m'accusera d'espoirs utopiques, et j'y suis résigné. L'Utopie, n'est-ce pas après tout le nom que les esprits timides donnent à l'idéal? — Par quelle incompréhensible faiblesse notre imagination, qui admet sans difficulté les plus extraordinaires découvertes matérielles, recule-t-elle presque avec épouvante à la pensée d'un progrès moral? Sans doute, la marche de l'hu-

manité est pénible et lente; chargée des fautes et des folies sanguinaires du passé, elle ne gravit qu'en haletant la montagne d'où son regard s'étendra sur un horizon plus serein. Dure est la côte que nous montons aujourd'hui et, dans sa détresse infinie, au milieu des crimes et des ruines, trébuchant sur les monceaux de cadavres, l'Humanité jette dans le ciel vide son cri désespéré : Mon Dieu! mon Dieu! pourquoi m'as-tu abandonnée. Dans les ténèbres qui nous aveuglent, attachons-nous au pâle rayon qui annonce l'approche de l'aube nouvelle. La lutte est vraiment trop douloureuse et nos forces risqueraient de défaillir si nous n'apercevions au bout le prix de la victoire qui sera magnifique, si nous ne sentions que la libération de la France du même coup émancipera l'Univers d'un passé écrasant de servitudes et de vengeances.

Ou bien, par hasard, s'imaginerait-on que ces pensées risquent d'efféminer nos courages et que nos soldats ont besoin qu'on leur prêche la haine et qu'on excite leurs colères? — Ce serait les bien méconnaître. S'ils supportent si vaillamment des souffrances dont la seule pensée nous accable, s'ils gardent leur sourire parmi es épouvantes, c'est qu'ils ont au cœur les plus hautes traditions de leur mère, la France, qui, en dépit de ses faiblesses et de ses erreurs, a toujours conservé l'amitié du monde parce qu'elle n'a jamais cessé d'être la voyante de l'avenir.

M. Dernburg, ancien ministre, homme d'affaires éprouvé, se donne pour un esprit pondéré et pratique; dans un programme qui traduit manifestement la pensée de l'Allemagne officielle, il nous a tracé à grands traits le tableau de l'Europe organisée à la manière teutonne : La Belgique, incorporée dans le Zollverein et liée par des conventions militaires qui la réduiraient à une complète vassalité; la France,

dépouillée de ses colonies, enchaînée à ses vainqueurs et réduite à une irrémédiable misère; l'Angleterre, désarmée et sous la menace perpétuelle d'une invasion; la Russie, séparée de la Baltique et bloquée dans la mer Noire; l'Autriche, maîtresse de la Péninsule des Balkans; les serres de l'Allemagne s'allongeant du Congo jusqu'au golfe Persique par le Maroc et les Dardanelles. Libre de toute entrave, l'Empire germanique n'aura plus devant lui que des protégés et des esclaves, et il lui sera loisible d'exploiter et de civiliser le monde suivant ses procédés les plus perfectionnés. Ce que sont ces procédés, nous pouvons le demander aux Polonais de Posen, aux Tchèques de Bohême, aux Danois du Slesvig, aux Italiens de Trieste; ou, sans aller si loin, nous pouvons nous en informer auprès des Alsaciens de Saverne ou des Belges de Louvain et de Malines.

La paix germanique, telle que nous l'offrent M. Dernburg, M. Wundt et toute la séquelle de maniaques qui n'ont jamais eu une parole de sympathie pour les peuples « humiliés et offensés », comme aurait dit ce barbare de Dostoiewski, nous sommes prêts à tout plutôt que de l'accepter, et, pour emprunter encore un mot à nos amis de Russie, nous crachons dessus. Nous ne voulons pas d'une organisation qui ne serait qu'une abdication. « Si Dieu, a écrit Lessing, m'offrait dans une main la vérité et, de l'autre, la raison pour chercher la vérité, je lui dirais : la vérité, mon Dieu! n'appartient qu'à toi seul, mais donne-moi la raison pour que je puisse chercher la vérité. » Entre Lessing et Lamprecht ou Friedjung, le monde a fait son choix. Qu'importe aux peuples la richesse, et le bonheur, et la gloire elle-même, s'ils ne sont pas les seuls maîtres de leur sort.

Germani ad prædam pugnabant, Galli pro libertate. — Vous combattez pour la domination; nous combat-

tons pour l'équilibre, pour le respect des diverses énergies nationales, pour l'indépendance des peuples, pour l'émulation joyeuse dans le travail pacifique.

En dépit de votre fastueux appareil scientifique, vous êtes les prisonniers de préjugés surannés et de conceptions barbares, puisque vous ne comprenez pas ce qui est la condition de la dignité et de la joie de la vie, le droit. Nous empruntons le mot de votre Empereur : A toute vapeur, en avant. — Mais nous ne cinglons pas vers le passé, nous mettons la barre sur l'avenir; nous gouvernons sur le pays de nos enfants.

Cet idéal d'émancipation et d'humanité, nos pères nous l'ont légué, et nous l'avons enseigné à nos fils. Pour lui se sont levés les volontaires de 92 et, en dépit des résistances des privilégiés et des tyrans, ils ont dicté à l'Europe nos idées et nos codes, qui étaient à ce moment-là la traduction la plus adéquate de la justice humaine. Pour lui combattent, meurent et triomphent nos soldats, les yeux fixés sur l'horizon flamboyant sur lequel s'élève le soleil de l'Éternelle Équité et de la Paix Divine.

TABLE DES MATIÈRES

Préface VII

CHAPITRE I

La déclaration de guerre 1

L'attentat de Sarajevo. — La note austro-hongroise (23 juillet) : la police autrichienne. — Les concessions de la Serbie et la rupture des relations diplomatiques (25 juillet). — La première période des négociations (26-29 juillet). — Le plan du Cabinet de Berlin : la pression sur la France. Sir Edward Grey et la médiation anglaise. Attitude dilatoire de l'Allemagne ; elle écarte toutes les propositions de conciliation. — La note anglaise du 29, la mobilisation autrichienne et le premier ultimatum de l'Allemagne à la Russie. — La seconde période des pourparlers (30 juillet-3 août). — Effort persévérant de l'Angleterre pour amener l'Allemagne à une politique moins intransigeante. — L'Autriche semble disposée à quelques concessions : les conversations entre Vienne et Pétersbourg. L'ultimatum de l'Allemagne à la Russie (31 juillet). — M. de Schoen et M. Viviani. — Les préparatifs militaires de l'Allemagne et de la France : la neutralité du Luxembourg et de la Belgique. — Déclaration de guerre de l'Allemagne à la France (3 août). — Rupture de l'Angleterre et de l'Allemagne. — Conclusion.

CHAPITRE II

Comment la politique de l'Allemagne devait aboutir à une guerre universelle 111

Germains, Slaves et Latins. — La barbarie russe. — Les conceptions politiques de l'Allemagne et de la France. — La déclaration des droits de l'homme et la question d'Alsace. — L'alliance franco-russe. — Guillaume II et la politique mondiale. — Edouard VII et les radicaux socialistes. L'entente franco-anglaise. — Tanger et Algésiras. — L'annexion de la Bosnie et Casablanca. — La

thèse de l'hégémonie germanique : le général de Bernhardi. La prépondérance de l'Allemagne en 1912 et le réveil slave.

CHAPITRE III

A la veille de la Rupture 190

Les auteurs du conflit et leurs intentions véritables. Les mobiles de leur conduite; conviction que l'Angleterre n'interviendrait pas, confiance absolue dans la supériorité de leurs forces, la sainteté de la guerre, — Le Kaiser et le Kronprinz. — La crise balkanique en 1913. — L'Archiduc François-Ferdinand et le comte Tizsa. — Les lois militaires de l'Allemagne. — La campagne contre la France.

CHAPITRE IV

L'intoxication d'un peuple 234

L'Allemagne unie pour la guerre. — La Prusse : son développement historique. — Iéna et la domination napoléonienne. — Les idées maîtresses de l'Allemagne : sa conception de l'État. — Le mysticisme germanique. — Le mensonge de l'Allemagne.

CHAPITRE V

La faillite des forces de résistance pacifique . . . 264

Le particularisme allemand. — La constitution de 1871 et le Reichstag. — Les églises. Le Centre et les Catholiques. — Les Universités. — La richesse publique. Les métallurgistes et les charbonniers. — Le Socialisme : le fléchissement de ses doctrines et la défaillance des partis d'extrême gauche. — Le pangermanisme . . . .

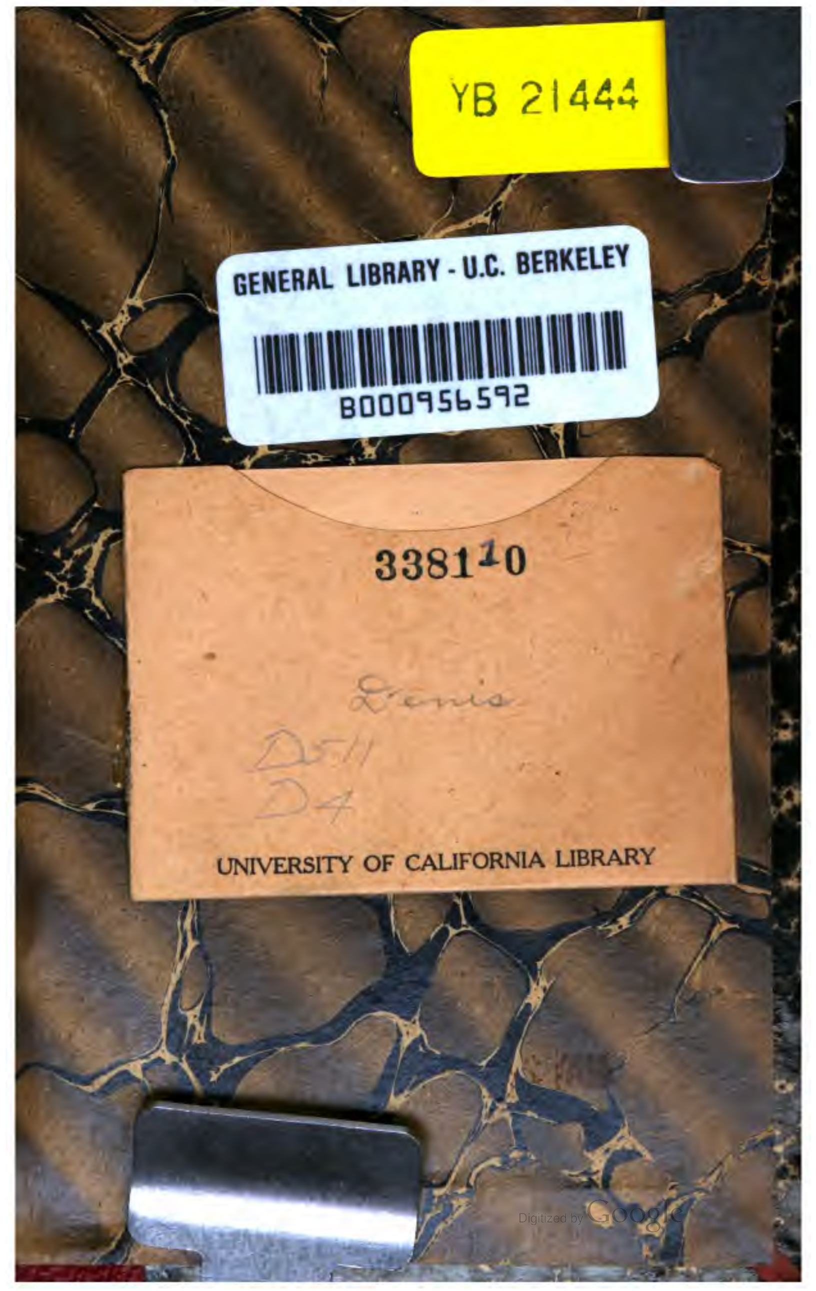
CHAPITRE VI

Le traité 299

Nous dicterons la paix. — Le caractère de la guerre actuelle doit déterminer les conditions du traité : équilibre, respect des nationalités, suppression du régime de la paix armée. — De la possibilité d'un désarmement général. — La réorganisation de l'Europe et de l'Allemagne. — Restauration de la Pologne. — Question d'Autriche. — La Bohême et la Serbie. — Magyars et Roumains. — La liquidation de la Turquie : Constantinople et l'Asie Mineure. — Conclusion.

304-15. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — 8-15

304-15. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — 8-15.


YB 21444
GENERAL LIBRARY - U.C. BERKELEY
B000956592
338110
Denis
D511
D4
UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY
Digitized by Google

